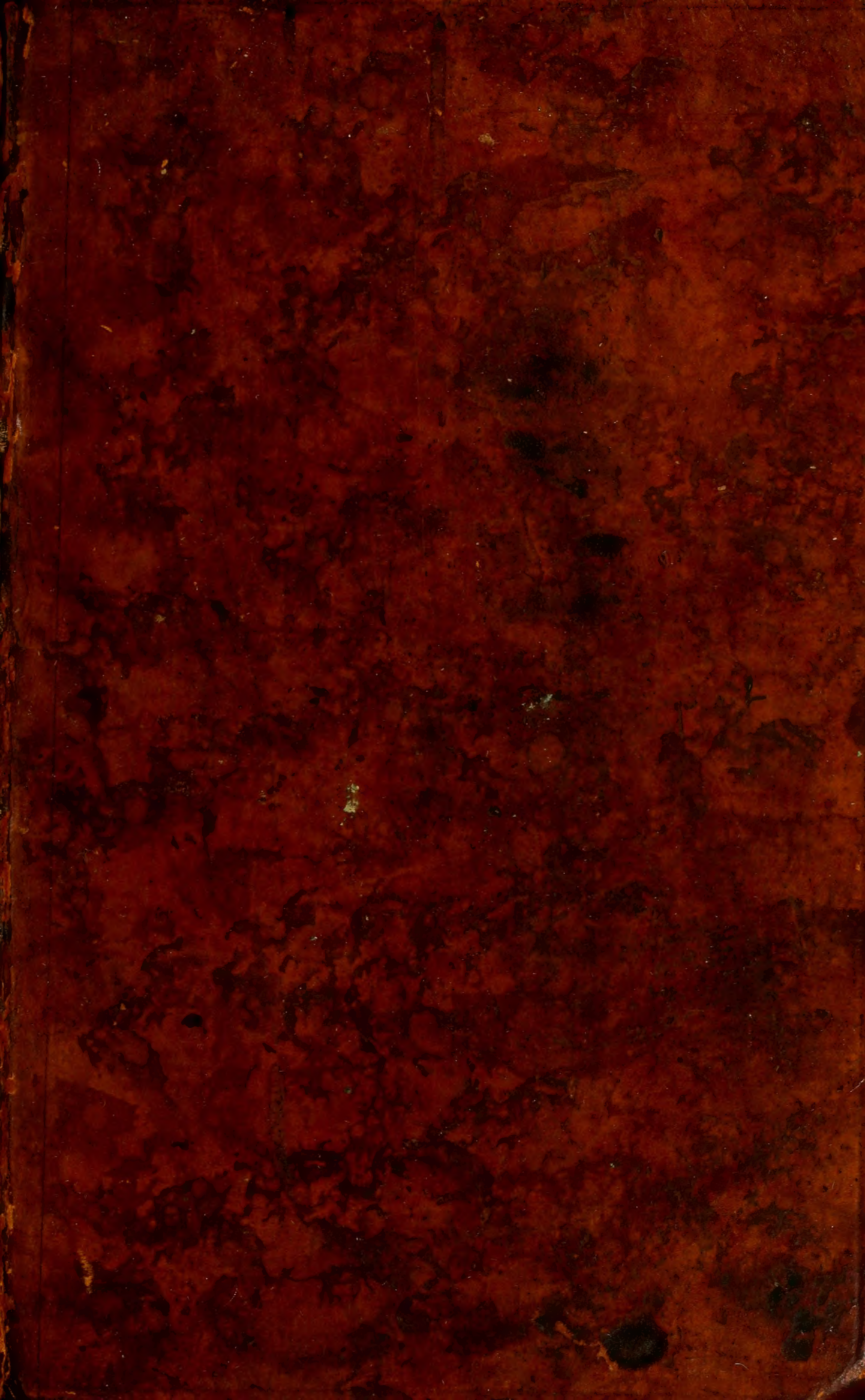
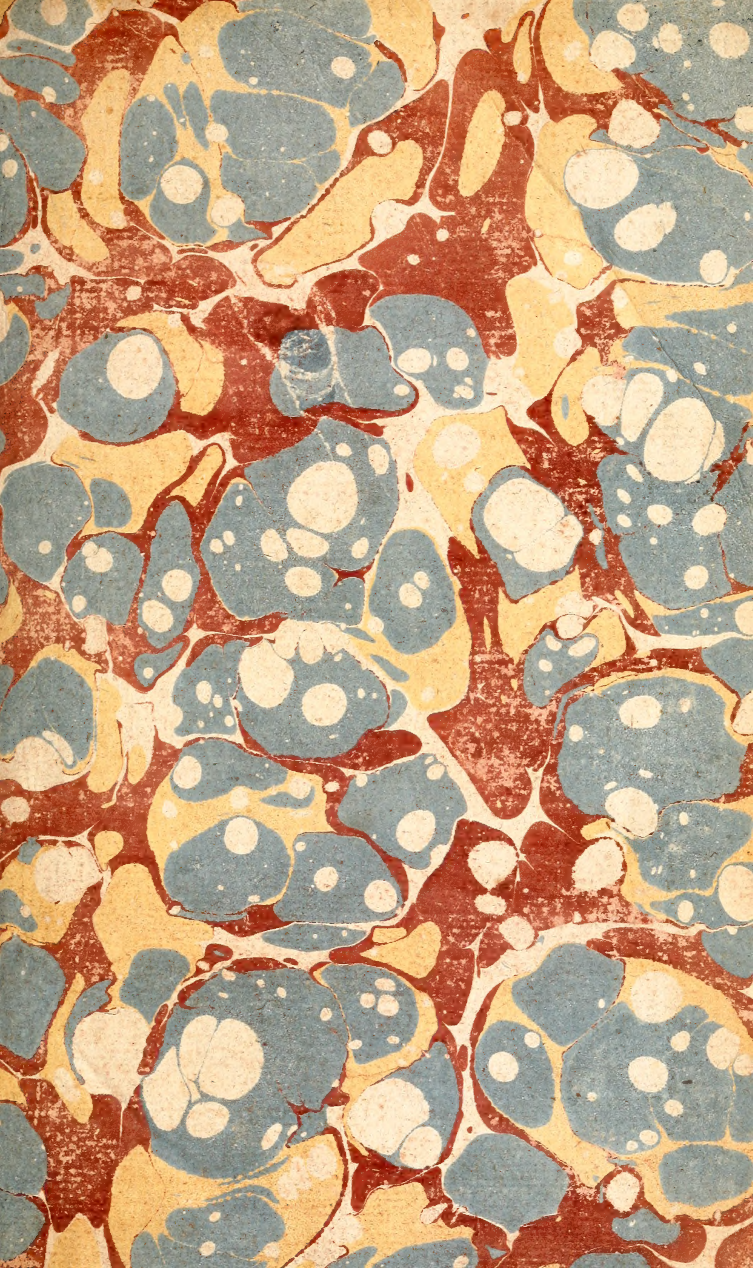




IN HAC VEXILLUM STATUO

DOMINUS FORTISSIMA TURRIS

Lieut. Col. Thomas Fiott de Havilland.



Emtus a Paris 17# 17 les 2 vol. brochés grav. et cartes comprises
réliavre . . 3 . . " . . les 2 vol.
En tout 20# 17

a
Dan

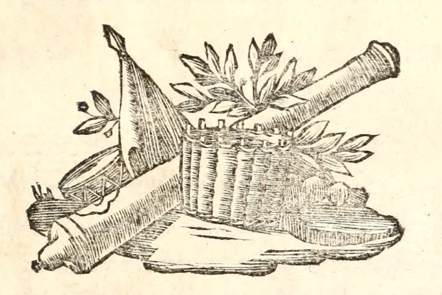
ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS.

ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS,

ichel René
Par M. HILLIARD D'AUBERTEUIL. 1751-1789

TOME PREMIER.

PREMIERE PARTIE.



A BRUXELLES.

M. DCC. LXXXI.

1806

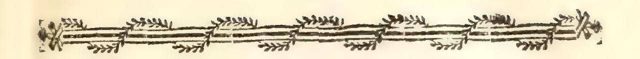


TABLE
DU TOME PREMIER,
PREMIERE PARTIE.

LIVRE I.er

FORMATION des Colonies Anglaiſes de l'Amerique ſeptentrionale, leurs progrès & leur gouvernement juſqu'en 1769 & 1770.

(Carte générale de l'Amérique ſeptentrionale).

Chapitres, ou ordre des matières du premier Livre.

LIVRE II.

Matières du second Livre.

LIVRE III.

Arrivée du général Gage; Formation du comgrès général, ſes délibérations; bill du Canada; débats du Parlement; journée de Lexington.

Matières du troiſième Livre.

FIN de la Table de la première Partie.



CARTES ET ESTAMPES.

I.er VOLUME.

FRONTISPICE : Ouverture du Congrès général ; Peyton Randolph, ayant été élu Préſident, ſe fait apporter une couronne, & la partage en douze parties égales.

Carte générale de l'Amérique ſeptentrionale, depuis la baye d'Hudſon juſqu'au Miſſiſſipi, *in-fol.*

Carte particulière de la Nouvelle-Angleterre, comprenant les provinces de Newhampshire, Connecticut, Maſſachuſet & Rhod'Iſland, *in-fol.*

Carte particulière du Canada & de l'Acadie.

Carte particulière des deux Carolines & de la Georgie.

Portrait de John Hancock.

Portrait de George Washington.

Pompe funèbre de Warren, *Eſtampe.*

(Contemplez l'ouvrage du Pouvoir arbitraire).

La garniſon de Quebec s'empare du corps de Mongommery, *Eſtampe.*

Son mérite perſonnel l'emporte ſur toutes les autres conſidérations.

II VOLUME.

Carte de la Nouvelle-Yorck & du Nouveau-Jersey, *in-fol.*

Carte de la Virginie & du Maryland, *in-fol.*

Carte particulière de la partie méridionale du Canada & de la route des lacs, comprenant l'Albanie, *in-fol.*

Carte de la Delaware & de la Pensilvanie, *in-fol.*

Portrait de Franklin.

Portrait de William Pitt.

Incendie de New-Yorck, *Estampe.*

(Dans leur desespoir elles veulent tout embraser).

Histoire de Seymouth & de Molly, *Estampe.*

(La balle a frappé son amante).



OBSERVATIONS.

LORSQUE l'Hiſtorien ſe ſert du mot *Congrès*, il ſignifie le congrès particulier de la province dont il parle; par exemple, *le congrès de la Nouvelle-York.*

Le congrès général eſt l'aſſemblée des délégués de toutes les aſſemblées provinciales. Chaque état a le droit d'envoyer au congrès général un certain nombre de députés, proportionné à ſa grandeur & à ſa population : cependant chaque état n'a qu'une voix dans le congrès général.

Cette aſſemblée politique s'eſt tenue ſucceſſivement à Hartfort, à Philadelphie, à York-town, & à Boſton.

Les congrès particuliers n'ont ſubſiſté que dans les commencemens de la confédération, juſqu'à la déclaration d'indépendance; il y avait ſous eux des aſſemblées particulières dans les Comtés, & des

comités d'inſpection, de ſûreté, &c. tout cela a été remplacé par les conſeils *exécutifs*, établis dans les treize États-unis depuis leur indépendance, & par les corps *légiſlatifs*, compoſés d'une aſſemblée des repréſentens du peuple, d'un ſénat ou chambre haute.

La réunion de l'*aſſemblée* ou chambre des repréſentans, & du ſénat ou chambre haute, forme l'*aſſemblée générale*, en qui réſide le pouvoir légiſlatif dans chaque état.

C'eſt l'*aſſemblée générale* qui élit les délégués au congrès général; ils ne peuvent agir dans le *congrès* que d'après les inſtructions de leurs commettans, c'eſt-à-dire, de l'aſſemblée génerale, & ils ſont ſouvent renouvellés.

Toutes les fois que le mot *aſſemblée* eſt employé dans cette hiſtoire, pour exprimer la réunion d'un certain nombre de perſonnes, il eſt écrit en caractéres ordinaires; toutes les fois q'uil exprime l'aſſemblée des repréſentans du peuple, il eſt en lettres italiques.

Town, veut dire ville, *Charles-town*, ville de Charles; *York-town*, la ville de York.

On diſtingue en Angleterre trois ſortes de villes : *City*, cité, ville du premier rang ; *Town*, ville ; *Borough*, bourg.

Les cites ont des privilèges particuliers, les villes en ont auſſi, mais moins étendus ; les bourgs ont auſſi les leurs. Ces diſtinctions & ces privilèges avaient lieu dans l'Amérique ſeptentrionale avant l'indépendance.

River, ſignifie rivière ; *North-river*, la rivière du nord (c'eſt la rivière d'Hudſon). *Creen* veut dire anſe, petite baye ; *Bridge*, pont ; *King's-bridge*, le pont du roi ; *Iſland*, île, *Rhod'iſland*, l'île de Rhodes ; *Long-iſland*, l'île longue ; *Staten-iſland*, l'île des Etats, &c. Tous ces noms ont été conſervés, parce qu'en les changeant, il eut été quelquefois difficile de reconnaître l'endroit dont on aurait voulu parler.

L'Angleterre eſt diviſée en comtés ; les colonies de l'Amérique l'étaient de la même manière, & cette diviſion y a été conſervée pour la facilité des élections, & l'égalité de la repréſentation dans le corps légiſlatif.

Tous les Lecteurs ſe mettront bientôt au fait des différences que la nature des lieux, la force des uſages, & l'eſpèce du gouvernement obligent de remarquer, & dont il eſt néceſſaire d'être inſtruit pour l'intelligence de l'hiſtoire.





ESSAIS HISTORIQUES ET POLITIQUES SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS.



INTRODUCTION.

L'ANGLETERRE, au milieu des victoires, semblait être lassée de ses propres succès ; il en coûtait cher à la nation pour détruire la marine de la France & donner des entraves à la domination Espagnole ; elle desirait la

ſin de la guerre, & la jouiſſance paiſible de ce qu'elle avait conquis. Les eſprits les plus hardis du royaume s'effrayaient de l'immenſité de la dette nationale; en vain William Pitt s'écriait : Que craignez-vous de la guerre ? ne lui devez-vous pas votre puiſſance, vos richeſſes privées, toute votre proſpérité ? Laiſſez aux peuples énervés, la crainte des revers. Sans doute le commerce des Français nous offre déſormais peu de tréſors à lui ravir ; mais les richeſſes de l'Eſpagne ſont-elles donc taries ? Ne ſuſpendez point vos efforts. Laiſſez à ces anciens eſclaves de Carthage, le ſoin de déterrer tout l'or du Nouveau-Monde ; mais empêchez que cet or ne s'écoule par des canaux dont vous ne ſoyez pas les maîtres. Gibraltar eſt à vous, la Havanne vient de tomber en votre pouvoir, & vous voulez interrompre la guerre ! c'eſt en la continuant

que la dette publique ſera promptement acquittée. Les ennemis de ce grand homme ne voulurent pas que la prépondérance de l'Angleterre ſur toutes les puiſſances de l'univers, fût à jamais aſſurée. Pitt fut contraint d'abandonner les rênes du gouvernement; une main moins patriotique entreprit de les diriger, & les meſures d'une politique adroite, valurent à la maiſon de Bourbon, ce qu'elle ne pouvait plus eſpérer du bonheur de ſes armes.

Sans doute le traité de 1763 enflammera toujours le reſſentiment de tout bon Français; il était accablant, & le courroux s'augmente lorſque l'on compare ce traité à ceux que Louis XIV, au milieu de ſon règne, impoſait à ſes ennemis; mais qu'on prenne garde aux circonſtances, & l'on verra que ces conventions ſi dures, pour des peuples à qui pluſieurs ſiècles de gloire avaient

fait oublier de grands malheurs, que ces conventions, auxquelles ils étaient si sensibles, valaient plusieurs victoires.

Le droit des armes leur avait enlevé le Canada, le trône élevé par Dupleix, & tous les établissemens de l'Inde. Ils avaient laissé conquérir des îles dont le produit annuel valait près de cent millions. La colonie de S. Domingue, après avoir vu passer dans les magasins anglais, ses revenus de dix années, craignait qu'un gouvernement étranger ne vînt remplacer le sien. Le commerce de S. Malo, du Havre, de Dunkerque était anéanti : il n'existait plus de pêcheries françaises. Il restait à peine aux ports de Brest, de Toulon, de Rochefort, quelques carcasses de vaisseaux; tous les meilleurs avaient été échoués ou brûlés sur la côte, pris & ré-armés par l'ennemi vainqueur; un petit nombre avait péri dans les combats:

un peuple de prisonniers languissait dans les cachots de l'Angleterre. Les armes de la France avaient-elles été plus heureuses dans les tourbillons de la poussière martiale, qu'au milieu des dangers de la mer?.. Ne rappellons point d'incroyables défaites! De tous côtés la France était vaincue; ses Alliés, presqu'aussi maltraités, & craignant eux-mêmes de ne pouvoir défendre le reste de leurs possessions, ne lui faisaient espérer aucun retour à la victoire; & cependant, on lui donnait l'avantage, inappréciable pour elle, de la paix. Loin de la faire payer cher à ce royaume, pour qui la tranquillité seule est une conquête assurée sur le reste du Monde, on y ajoutait la restitution de la Martinique & de la Guadeloupe, & d'une partie des établissemens de l'Inde: on surpassait, en cela, ses desirs. Six mois auparavant, son gouvernement

était prêt d'abandonner le reste de ses établissemens au-delà des mers; & l'on se demandait de bonne-foi, dans le conseil de la France, à quoi servaient les colonies.

A ces restitutions inattendues, se joignait l'échange de Minorque contre Belle-Ile; on rendait Cuba aux Espagnols: enfin, c'était le vainqueur qui semblait acheter le bonheur de la paix.

Il est vrai que des conditions particulieres flattaient la vanité des Anglais, satisfaits de quelques sacrifices apparens: ils étendirent alors leur commerce & leurs navigations, au-delà des bornes connues de l'univers, arborèrent & firent saluer leur pavillon souverain sur toute l'étendue des mers.

Les Hollandais avaient peine à soutenir leur commerce dans l'Inde, contre de si redoutables concurrens. Ils virent décheoir, en peu de temps, le produit

ordinaire de leurs anciens comptoirs: tout l'or du Portugal refluait dans l'Angleterre, dont les manufactures se multipliaient pour fournir à la consommation de ce royaume. Les interlopes de la Jamaïque & des Iles-du-vent anglaises, attiraient à eux une partie de l'argent du Potosi. L'Afrique donnait au commerce de la Grande-Bretagne, un tribut annuel de plus de cinquante mille esclaves; tribut qui bientôt doublait de valeur, par la revente qu'elle en faisait à ses propres colons des Antilles, & aux marchands espagnols & français, aux planteurs portugais dans l'Amérique.

Une nouvelle Angleterre, cent fois plus vaste, & déjà plus riche dans ses cultures que l'ancienne, couvrait la moitié de ce continent; quatorze provinces florissantes attiraient dans leurs ports les étrangers de toutes les nations, &, malgré les loix prohibitives,

portaient, dans tous les marchés de l'Europe, les objets de consommation première, à un prix dont la modicité ne leur laissait craindre la concurrence d'aucun autre marchand. Mais, trop enflés de leurs succès, les agens du cabinet de Londres, s'accoutumaient à ne dominer que sur des tributaires soumis; la moindre résistance leur paraissait un outrage; ils ne respectaient rien, & voulaient que leur autorité fût respectée. Ces hommes, si jaloux de la liberté intérieure du royaume, ne voulaient voir que des esclaves au-dehors; ils s'aveuglèrent jusqu'à regarder sous cet aspect, les compagnons de leur gloire, les dépositaires de leur richesse la plus réelle.

L'Histoire nous apprend, par l'exemple des premiers habitans de l'Espagne, & de quelques colonies romaines & grecques, ce que c'est que la tyrannie

des républicains ; la volonté d'un chef abſolu, ſerait mille fois moins redoutable. Toute l'Amérique ſeptentrionale fut révoltée des excès auxquels ſe livrèrent ceux qui gouvernaient dans Londres.

Mais avant de parler de la guerre cruelle qu'ils déclarèrent à leurs frères, à leurs co-ſujets, aux nourriciers de leur commerce immenſe ; de cette guerre qui a décuplé les avantages que la France pouvait eſpérer d'une paix de quinze années ; il eſt néceſſaire de faire connaître la conſtitution & les progrès des Colonies anglaiſes de l'Amérique ſeptentrionale, juſqu'au moment de la révolution, dont j'oſe le premier entreprendre l'hiſtoire. C'eſt dans le tableau rapide de leur établiſſement & de leurs entrepriſes, que l'on découvrira les cauſes & l'origine de cette révolution, tracée dans les deſtinées de la terre ; qui change abſolument

le ſyſtême politique de l'Europe, l'exiſtence de l'Amérique entière; qui cauſera des guerres inévitables : guerres qu'un ſiècle ne verra pas terminer, & qui entraîneront, peut-être, la décadence de pluſieurs Nations.



le ſyſtême politique de l'Europe, l'exiſtence de l'Amérique entière; qui cauſera des guerres inévitables : guerres qu'un ſiècle ne verra pas terminer, & qui entraîneront, peut-être, la décadence de pluſieurs Nations.




CARTE
DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE,
DEPUIS LA BAYE D'HUDSON
JUSQU'AU MISSISSIPI:
pour servir
aux Essais Historiques et Politiques
Sur la Révolution de cette Partie du Monde.
PARTIE DE LA BAYE D'HUDSON
PAYS DE GALLES
Christinaux
PARTIE DE LABRADOR ou NOUV. BRETAGNE
PARTIE DU G. DE St. LAURENT
GASPESIENS
CANADA
LAC SUPERIEUR
Algonquins
ABITIBIS
MISTASSINS
L. Alemipigon
LAC HURON
LAC MICHIGIN
LAC ONTARIO
LAC ERIE ou OSWEGO
Outagamis
Mascoutens
Miamis
ANCIENS HURONS sous la Protection du ROI D'ANGLETERRE
PAYS SAUVAGES
Anciens Outaouais
Anciens Erie
Ilinois
Delawares
Ohio
PENSYLVANIE
VIRGINIE
CAROLINE SEPTENTRIONALE
CAROLINE MÉRIDIONALE
GÉORGIE
Chicacas
Creeks
Chactas
Alibamous
APALACHES
FLORIDE OCCIDENTALE
FLORIDE ORIENTALE
PRESQU'ISLE DE LA FLORIDE
Yamezes
LOUISIANE
Akansas
Panialas
OCÉAN ATLANTIQUE
GOLFE DU MÉXIQUE
ISLES LUCAYES
QUEBEC
BOSTON
PHILADELPHIE
CHARLESTOWN
Lieues communes, de 25 au Degré
Lieues Marines, de 20 au Degré



LIVRE PREMIER.

FORMATION des Colonies Anglaises de l'Amérique septentrionale, leurs progrès & leur gouvernement jusqu'en 1769 & 1770.

I. Premi[ère] émigrati[on]

APRÈS que l'inconstance de Henri VIII eut changé la religion de l'Angleterre, une partie du peuple regretta les cérémonies de l'église romaine. Elisabeth elle-même était mécontente d'un culte où rien ne parlait aux yeux. Elle savait que l'opinion du vulgaire est toujours subordonnée aux objets extérieurs, & que la religion est le plus puissant ressort de l'autorité dans les mains d'un politique habile; qu'une religion purement contemplative, indépendamment de ce qu'elle a peu de pouvoir sur le commun des hommes, divise les plus éclairés en autant de sectes qu'il y a de penseurs. Elle connaissait l'effet de ces formules

publiques, qui ſont un point de ralliement entre tant de gens dont la croyance diffère, & dont ceux mêmes qui les mépriſent oſent rarement ſe diſpenſer.

Jacques premier entreprit ce qu'elle n'avait pu faire. Elevé dans le ſein de l'égliſe preſbytérienne, il l'aurait toujours aimée, ſans doute, s'il était né ſujet; il en ſentit le danger pour un monarque qui voulait être abſolu. Les conſtitutions que les peuples ne ceſſaient d'invoquer, rendaient ſa puiſſance incertaine; débarraſſés des liens de la juriſdiction eccléſiaſtique, ils auraient joui de la liberté: il réſolut de les ſoumettre par un nouveau ſyſtême d'hiérarchie, & de tirer de l'autorité épiſcopale la force du deſpotiſme qu'il voulait exercer; mais les troubles s'oppoſèrent à ſes premières démarches; il ne fit que montrer le plan qu'il voulait ſuivre, laiſſant à ſon fils le ſoin de l'affermir & de l'exécuter.

Ce plan flattait les paſſions du jeune monarque, & la reine le ſecondait par ſes intrigues. Un mouvement général

s'éleva dans la nation, le fanatiſme ſervit la tyrannie ; on ordonna que les puritains, qui s'obſtinaient à rejetter un culte ſuperſtitieux, que les calviniſtes réfugiés en Angleterre, ſur la foi de la liberté, ſe ſoumettraient à la diſcipline des évêques, qui déjà réuniſſaient à ce titre les premières dignités du gouvernement.

Dans d'autres circonſtances ils ſeraient morts en martyrs ; l'Angleterre aurait été inondée de leur ſang. Les découvertes de Walter Raleigh, dans l'Amérique ſeptentrionale, délivrèrent l'Europe de cet affreux ſpectacle ; dans leurs malheurs, ils jettèrent leurs regards ſur ce vaſte continent, où le deſpotiſme n'avait point encore étendu ſon empire, où des Sauvages heureux vivaient ſans prévoyance & ſans crainte, où la Nature jeune & prodigue n'attendait que des cultivateurs paiſibles & inſtruits, pour leur donner tous les biens qui peuvent aſſurer les plaiſirs de la vie. Ils s'embarquaient en troupes, emmenant leurs

enfans, & leur promettant le véritable patrimoine de l'homme, le travail & la liberté.

Jusqu'où n'allait pas alors la persécution! On voulut s'opposer à cette émigration; on arrêta les vaisseaux dans les ports; on voulait opprimer & retenir ces malheureux pères de famille. Tel est le Despotisme, ce n'est jamais sans fureur qu'il voit ses victimes prêtes à lui échapper *.

Les ordres de la cour d'Angleterre n'empêchèrent pas qu'en peu d'années presque toutes les familles presbytériennes des deux royaumes, ne fussent transplantées dans l'Amérique septentrionale, que l'on ne connaissait encore que sous le nom de Virginie, & ou deux compagnies privilegiées & exclusives n'avaient point fait de progrès. Ceux des presbytériens furent rapides: dix mille An-

---

* Huit vaisseaux qui étaient dans la Tamise, prêts à faire voile, furent arrêtés; on prétend que Cromwel y était embarqué: & il conduisit depuis à l'échafaud, ce Roi qui l'avait empêché de partir.

glais qui s'étaient d'abord refugiés en Hollande, partirent presque tous en même-temps d'Amsterdam, pour chercher dans ces nouveaux climats, ce qu'ils n'avaient pu trouver en Europe, l'occupation & la paix. Ils fondèrent deux provinces, & bientôt leurs colonies furent augmentées par le mécontentement des sujets de divers états de l'Europe, qui allèrent chercher auprès d'eux un asyle contre l'oppression de leurs souverains.

Nouvelle Angleterre.

LE cri de tous ceux qui abordaient dans l'Amérique septentrionale, était celui de la liberté. Ceux qui vinrent les premiers, débarquerent sur des côtes, dont la température leur parut ressembler le plus à celle des pays qu'ils avaient habités en Europe, ils leur donnèrent le nom de nouvelle Angleterre. Auparavant, cette contrée n'avait vu que quelques Aventuriers, qui, dans la belle saison, venaient faire un commerce d'échange avec les Sauvages, & disparaissaient aussi-tôt que le froid ne leur

permettait plus d'habiter les cabanes qu'ils conſtruiſaient en un jour, & abandonnaient ſans regret.

Les nouveaux colons prirent la réſolution d'endurer les frimats, & de commencer leur établiſſement, malgré tous les obſtacles. Le froid & le ſcorbut qui détruiſirent la moitié de leur nombre, ne les rebutèrent pas. Ils firent alliance avec une compagnie de ſoixante Sauvages, qui leur apprirent à cultiver le mahis, & l'art de la pêche ſur une côte qu'ils ne connaiſſaient point encore. Ce ſecours ineſpéré leur fit attendre avec patience les compagnons, les beſtiaux, les ſemences qui devaient leur arriver de l'Europe; les accroiſſemens furent prompts, & huit ans après, la nouvelle colonie ſe partagea en pluſieurs peuplades.

Dans ces différens établiſſemens, l'amour du bonheur rendait tous les hommes laborieux, la ſubordination règnait ſans nuire à la liberté, des mœurs auſtères tinrent long-temps lieu de loix.

Mais

Mais enfin, la population devenant toujours plus nombreuſe, il fallut en créer.

Les puritains avaient trop d'influence. Ils dictèrent des loix imitées de celles des juifs; & perſécutés dans leur patrie, pour leur religion, ils portèrent l'intolérance à un degré ſi étrange, que tout catholique, que tout quaker, qui reparaîtrait dans le pays après en avoir été chaſſé, était menacé de la mort. Cette rigueur occaſionna des plaintes, & la Métropole défendit de perſécuter les quakers. Néanmoins le fanatiſme ſe ſoutint parmi les puritains : la fertilité de leurs plantations leur laiſſait trop de loiſir; ils l'employaient à des ſermons, à des diſputes théologiques, lorſque pluſieurs hordes Sauvages ſe réunirent pour les attaquer, & en maſſacrèrent un grand nombre. Ils prirent les armes, & ſuſpendirent leurs querelles intérieures, pour repouſſer leurs ennemis du dehors. Cet évènement aurait dû leur rappeller les bienfaits qu'ils avaient reçu des Sauvages, & leur montrer la néceſſité d'en-

tretenir avec eux une utile amitié; mais plus il arrivait de puritains à la nouvelle Angleterre, plus on y voyait germer le fanatiſme & les diſputes de l'Europe. Ils en vinrent juſqu'à croire à la ſorcellerie, & firent périr un grand nombre de Colons & d'Indiens de tout âge & de tout ſexe, qui en furent accuſés. Mais, enfin, les perſécutions ceſsèrent à la mort des dévots, venus l'évangile à la main, de l'Ecoſſe & de l'Angleterre.

La nouvelle génération née dans l'Amérique, ne ſentit dans ſon cœur que des ſentimens d'humanité; elle ne s'intéreſſa point aux opinions de ſes pères, juſqu'à vouloir les affermir par le ſang: le fanatiſme diſparut.

La Nouvelle-Angleterre ſe diviſe en quatre provinces; ſavoir, Maſſachuſet Bay, Connecticut, New hampshire & Rhod'Iſland.

LA grande colonie de la nouvelle Angleterre continua de s'étendre & de proſpérer; elle ſe diviſa bientôt en quatre provinces: Maſſachuſet-Bay, Connecticut, Newhampshire, & Rhod'-Iſland. L'intérêt commun, & la néceſſité de ſe réunir pour ſe maintenir

contre les Sauvages, les engagea à ſe confédérer en 1643, ſous le titre de *Colonies-Unies* : on indiquait un lieu où ſe rendaient deux députés de chaque établiſſement, pour y délibérer ſur les affaires de la nouvelle Angleterre, ſans permiſſion & ſans approbation de la part de la couronne; & le roi d'Angleterre, dont ces colonies ſe bornaient à reconnaître vaguement la ſouveraineté, n'influait pas en effet ſur leur gouvernement.

Une ſi grande liberté d'adminiſtration, en la ſuppoſant même favorable à la Métropole, ne pouvait pas ſubſiſter long-temps, & Charles II (en 1684), priva la principale de ces provinces, celle de Maſſachuſet, de ſa chartre & de ſes privilèges; les autres provinces intimidées par cet exemple, ſe ſoumirent devant le monarque. Ce ne fut qu'après la révolution, que Maſſachuſet obtint une nouvelle chartre, & cette chartre lui enleva pour toujours ſes premiers droits. La cour ſe réſerva celui

de nommer un gouverneur, tous les emplois militaires, & la plupart de ceux de magiſtrature & de finance. Si le peuple conſerva le pouvoir légiſlatif, la voix négative fut attribuée au gouverneur; & cette voix, jointe au commandement des armes, & au puiſſant reſſort de la corruption qui réſultait de la nomination aux emplois, lui aſſura la prépondérance & les moyens néceſſaires pour faire ſes volontés & celles de la Métropole. C'eſt cette forme de gouvernement qui a ſubſiſté depuis dans toute la nouvelle Angleterre.

Le commerce de cette contrée eſt très-étendu; elle fournit aux îles Angiaiſes & Françaiſes, à Honduras, à Surinam, des chevaux, des bœufs, des viandes ſalées, des farines, du mahis, & toutes ſortes de grains; du lin, du chanvre, du bois à bâtir, & des ferremens de toute eſpèce. Elle fait la pêche de la morue ſur ſes côtes, aux environs du cap Cod, & envoye en outre tous les ans deux cents cinquante

bateaux pêcheurs à Terre-neuve; la pêche du hareng eſt abondante à l'embouchure de l'une de ſes rivières. Elle expédiait des navires, en Italie, en Portugal, en Eſpagne; elle fourniſſait à ſa Métropole, des vergues, des mâtures, des planches, de la poix, du goudron, & même des fourrures; enfin, elle revendait aux nations une partie des denrées précieuſes des Antilles, qu'elle avait grand ſoin de s'approprier par ſes échanges.

II. Province de la Nouvelle-York.

A L'OUEST de cette colonie ſuperbe, qui, ſe prolonge ſur près de cent lieues de côtes, & ne s'enfonce dans les terres qu'à vingt lieues de la mer, les Anglais venaient de s'emparer d'un nouvel établiſſement que les Hollandais pouſſaient avec beaucoup d'activité, & qui par les avantages de ſa poſition & de ſa fertilité, aurait bientôt formé une colonie rivale de la nouvelle Angleterre. Ils lui donnèrent le nom de nouvelle York; elle n'occupait au bord

de la mer qu'un eſpace de vingt mille, mais elle s'enfonçait dans les terres au-delà de cinquante lieues. Ce canton continua d'être habité par des colons Hollandais, qui ne préférèrent point à leurs plantations la gloire chimérique de céder au deſtin de la Métropole. Quelques colons de la nouvelle Angleterre, attirés par l'eſpoir du commerce & la beauté du climat, s'étaient joints à eux. Mais le deſpotiſme du duc d'York, à qui ſon frère avait donné la propriété de cette colonie, penſa la détruire. Ses lieutenans, comme ceux de la plupart des ſouverains qui poſsèdent des colonies, tenaient dans leurs mains tous les pouvoirs à la fois; & non contens d'exercer une adminiſtration arbitraire, ils attiraient à eux toutes les cauſes civiles, & ſe rendaient maîtres abſolus de la ſûreté & des propriétés des colons. Un pareil gouvernement ne pouvait pas être longtemps ſupporté par des hommes nourris dans les principes ſalutaires de la répu-

blique; les émigrations commençaient, & l'on craignait un ſoulèvement, lorſque l'on permit enfin aux différentes communautés de planteurs, de ſe choiſir des repréſentans pour règler l'adminiſtration de la colonie; & quelques années après, en 1691, elle commença à proſpérer ſous un gouvernement qu'elle a toujours conſervé, juſqu'au moment où l'enthouſiaſme de la liberté lui a fait préférer les calamités de la guerre, à l'apparence même de la ſoumiſſion. Le roi nommait un gouverneur, & lui donnait douze conſeillers, ſans l'aſſiſtance & le conſentement deſquels il ne pouvait ſigner aucun acte. La colonie choiſiſſait vingt-ſept députés pour la repréſenter; l'aſſemblée de tous ces membres de l'adminiſtration, formait le corps légiſlatif, & la durée de leurs pouvoirs était règlée ſur celle du parlement de Londres.

Le ſol de la nouvelle York, fertile en grains & en fruits de toute eſpèce, donnait à ſes habitans de grands avan-

rages ſur la nouvelle Angleterre, où le froment ne mûrit pas toujours parfaitement, & où les autres grains, le ſeigle & l'avoine n'ont pas bien réuſſi. Ses négocians joignaient à ce premier moyen de ſupériorité ſur leurs concurrens, un commerce de pelleteries auquel celui des marchands de Boſton ne pouvait être comparé.

Le fort d'Orange, conſtruit par les Hollandais, à cent cinquante milles de la mer, en remontant la rivière d'Hudſon, dans le pays des Iroquois, eſt le comptoir où les Sauvages du nord apportent ces pelleteries. En tombant au pouvoir des Anglais, ce fort a pris le nom d'Albani.

Le commerce des pelleteries avait fixé les regards de tous les habitans de la nouvelle York, depuis que les proteſtans français, chaſſés de leur patrie en 1685, y avaient porté l'art de fabriquer les chapeaux de caſtor; mais ce ne fut qu'en 1720 qu'il prit toute ſa conſiſtance, par la défenſe qui fut faite aux mar-

chands d'Albani, de commercer avec les français du Canada. Ceux-ci se servaient des marchandises qu'ils trouvaient à bon marché dans ce comptoir, & attiraient à eux toutes les fourrures. Il fallait fermer cet écoulement ; on fortifia le comptoir d'Oswego, sur le lac Ontario, & ces fortifications coupèrent le passage aux nations, qui allaient auparavant traiter à Montréal.

Parallele de Boston & de New-York.

LE siège de ce commerce s'établit dans la ville de New-York, capitale de la colonie dont elle a pris le nom ; cette ville est située dans l'île de Manahatam, auprès de l'embouchure de la riviere d'Hudson, & avait été bâtie par les Hollandais sous le nom de la Nouvelle-Amsterdam : la situation en est agréable, l'air que l'on y respire est sain. La ville ne contenait pas en 1769, plus de quinze mille habitans, mais presque tous dans l'aisance ; on en comptait plusieurs dont les richesses étaient portées au-delà de l'ambition ordinaire des

particuliers. Cette population était bien inférieure à celle de Boſton, qui, dans le même temps, s'élevait à trente-ſix mille habitans. Parmi ces derniers, les habits, la politeſſe anglaiſe ſe faiſaient remarquer ; mais ſans nuire à la rigidité des mœurs, qui s'était conſervée depuis les commencemens de la colonie. Ceux de New-York, plus ſimples & plus modeſtes, joignaient à la pureté des mœurs, un eſprit d'ordre & d'économie, que leurs ancêtres avaient acquis en ſe mêlant aux Hollandais, fondateurs de la colonie, en recevant parmi eux les Français proteſtans, & les allemands chaſſés du Palatinat. La ville de New-York n'avait point de dettes, celle de Boſton était conſidérablement endettée ; mais les citoyens de New-York s'adonnaient principalement au commerce & à l'induſtrie ; & quoique la fertilité de leur colonie ſurpaſſât celle de la nouvelle Angleterre, plus de la moitié du terrein de la nouvelle York était encore en friche.

La nouvelle Angleterre était, au contraire, entierement cultivée; ce qui n'empêchait pas ses habitans de se livrer au commerce, & d'entretenir six cents navires, & huit mille matelots.

La ville de New-York n'est pas susceptible d'une grande résistance contre les ennemis du dehors; elle n'a point de port, & n'offre aux navigateurs qu'une rade mal défendue: cependant, dès le commencement du siecle, il en sortait un nombre considérable de vaisseaux, qui portaient de riches cargaisons dans toutes les rades de l'Angleterre.

Boston, capitale de toute la nouvelle Angleterre, est une ville très-forte par sa situation, du côté de la mer; placée au fond de la baye de Massachuset, dont l'entrée est défendue par d'énormes rochers qui s'élevent au-dessus de l'eau, & par une chaîne de petites îles, la Nature elle-même a pris soin d'assurer sa défense. L'entrée de cette baye est un canal étroit, où il ne pourrait pas

paſſer plus de deux vaiſſeaux à la fois, & ſur lequel domine le fort Guillaume *.

Auſſi-tôt qu'il arrive quelque navire, des vigies placées ſur un rocher, à une lieue en avant de la baye, font paraître leurs ſignaux, le fort les répete; la ville avertie, peut en un inſtant raſſembler, par d'autres ſignaux, toutes les milices de la côte, & recevoir en vingt-quatre heures les ſecours de l'intérieur. Si le fort Guillaume ne réuſſiſſait pas à arrêter les vaiſſeaux au paſſage, ils le feraient par deux batteries conſtruites au nord & au ſud de la place, qui commandent toute la baye, & donneraient le temps aux bâtimens de la rade de ſe mettre à couvert & de ſe réfugier dans la rivière. Six cents navires peuvent mouiller dans la rade de Boſton, qui eſt parfaitement convenable pour être le magaſin & l'entrepôt général des quatre provinces dont cette ville eſt le chef lieu.

* Ou *Williams' Caſtle.*

Ainſi, pendant la guerre, tous les avantages ſe réuniſſent en faveur de Boſton; & pendant la paix, en faveur de New-York.

Cependant les forces de la nouvelle York ſont depuis long-temps ſur un pied reſpectable. Dans la guerre du Canada en 1758, tandis qu'elle avait un corps conſidérable de ſoldats en campagne, & un grand nombre de mariniers ſur ſes rivières, elle ſoutenait ſon commerce, & le protégeait elle-même par une marine de ſoixante corſaires armés de huit cents canons & de ſept mille matelots.

A L'OUEST de la nouvelle York, eſt le Jerſey, colonie conquiſe en même-temps par les Anglais, & donnée par le duc d'York à deux de ſes favoris, qui, ne pouvant réuſſir à la gouverner à leur gré, la rendirent à la couronne. Elle était alors peuplée par quelques deſcendans des Hollandais & des Suédois, ſes premiers cultivateurs, & par des preſbytériens d'Ecoſſe, qui, moins ſévè- Nouveau Jerſey.

res que ceux de la nouvelle Angleterre, toléraient parmi eux quelques quakers & quelques anglicans.

Cette grande colonie située entre l'océan & des terres inconnues qui la bornent au nord, sur une ouverture de cent vingt mille de largeur, entre la nouvelle York & la Pensilvanie, n'a presque point eu de commerce à elle. Elle n'a entrepris de construire des navires que très-tard, & s'est long-temps réduite à verser, dans ceux des colonies voisines, les produits de sa culture; ils ne sont pas importans, cependant les terres y sont fertiles & produisent abondamment du bled, du chanvre; les troupeaux y ont réussi; on en tire du fer & des bois de charpente; on y prépare avec succès des viandes salées, qui se vendent dans les îles méridionales de l'Amérique, mais sa population est peu nombreuse; on y parcourt d'immenses déserts. Elle aurait fait, sans doute, de plus rapides progrès, si les établissemens de la Pensilvanie & de la Caro-

line, qui commençaient à ſe former à-peu-près au temps de la conquête du nouveau Jerſey, n'avaient attiré par préférence les Anglais & les étrangers, que l'eſpoir de la fortune engageait à s'expatrier.

Pensilvanie, qui comprend les Comtés de Newcaſtle, Kent & Suſſex, à préſent l'Etat de Delaware.

UN ſol fertile, un climat doux & ſerein les appellait dans ces nouvelles colonies. La première dût ſon nom & ſes défrichemens à Guillaume *Penn*. Cet homme généreux, qui avait adopté la ſecte & les opinions des quakers, ne crut pas que la conceſſion qui lui avait été faite par la cour de Londres, fut un titre ſuffiſant pour chaſſer les Sauvages d'un pays qu'habitaient leurs ancêtres, & que la Nature leur avait donné pour patrimoine. Il mit à prix le territoire qu'il voulait peupler, & l'acheta des naturels du pays. Deux mille quakers s'étaient embarqués avec lui; ils le regardaient comme le patriarche de leur religion nouvelle, & tous ceux de l'Angleterre demandaient à le ſuivre; mais

il voulait proportionner ſes établiſſemens à ſes facultés, & jetter avec ſolidité les fondemens d'une ſociété bien conſtituée. Trop de monde & trop peu de reſſources, ont cauſé la perte de pluſieurs colonies naiſſantes: la ſienne eut le plus grand ſuccès; elle fut aimée des Sauvages, qui n'en appréhendaient ni cruautés ni violences; elle s'aggrandit par l'arrivée des nouveaux colons, qui vinrent à meſure que la culture des terres y faiſait des progrès; leurs travaux les mettaient bientôt en état de recevoir à leur tour, de nouveaux frères, à qui ils enſeignaient à cultiver comme eux.

Penn ſentait que les hommes ne pouvaient, en aucun pays, être heureux que par une bonne légiſlation; il appliqua tous ſes ſoins à celle du nouveau peuple dont il était le chef, le père & l'ami. Tout homme qui ne niait pas l'exiſtence d'un Dieu, put devenir citoyen de ſa colonie; quiconque l'honorait en chrétien, pouvait avoir part à l'autorité publique; il n'admit point de

de culte privilégié, de ſecte dominante, & voulut qu'il n'exiſtât au profit des égliſes ou de ceux qui les deſſervaient, aucun impôt qui ne fut volontaire. Laiſſant à ſa famille le droit de gouverner après lui, il ordonna que les appointemens de la place de gouverneur, ſeraient auſſi fixés par la volonté des habitans. Le gouverneur ne devait avoir aucune autorité, ſans le concours du peuple repréſenté par ſes députés, & tous ceux qui avaient intérêt au bien public, pouvaient élire, ou être élus. Les ſuffrages devaient être ſecrets, afin de prévenir toute eſpece de corruption, & la pluralité des ſuffrages ſuffiſait pour établir une loi; il en fallait les deux tiers pour établir un impôt. Ceux qui ne pouvaient eſpérer en Europe, les douceurs de la paix & de la liberté, étaient aſſurés, par tous ces réglemens, de la trouver en Penſilvanie. La juſtice s'y rendait gratuitement, & les tribunaux ne prononçaient, que dans les cas

ſeulement, où des arbitres, nommés dans chaque canton, n'avaient pu parvenir à concilier les parties.

Des inſtitutions ſi ſages, aſſuraient à cette Colonie une grande proſpérité, des mariages féconds, une population rapide : jamais en aucun pays, la culture n'eut des ſuccès plus prompts & plus heureux. Elle s'eſt étendue juſqu'à cinquante-cinq lieues, dans l'intérieur des terres autrefois habitées par les Sauvages ; mais les habitations ſont éloignées les unes des autres, & les défrichemens ſont au milieu de chaque habitation, en ſorte qu'il n'y avait encore, en 1769, que la ſixième partie de cet immenſe terrein qui fut entièrement défrichée. On ne peut donc évaluer juſqu'où iront les productions de cette vaſte province, où le travail d'un ſeul homme obtient facilement des vivres pour en nourrir vingt ; on ne peut s'imaginer à combien elles s'éléveront, lorſque toutes les terres ſeront entière-

ment cultivées, & ce terme ne doit pas être éloigné dans un pays où la population double tous les vingt ans.

Le ſol fertile & bien arroſé, produit une grande abondance de froment, de ſeigle, de mahis, d'autres grains, des fruits & des légumes de toute eſpece. Les prairies y ſont couvertes d'innombrables troupeaux, & une partie des colons, goûte dans toute leur pureté, l'innocence & les douceurs de la vie paſtorale ; on y remarque des hommes de tous les climats, de toutes les religions ; les uns nés ſous la domination monarchique, ou ſous le glaive tranchant du deſpotiſme ; les autres dans le ſein de la république, mais tous réunis par l'amour du bonheur & de l'humanité. Jamais le ſang humain n'avait rougi cette terre, avant le regne de Georges III. Quand on leur parlait de batailles, de conquêtes rapides, & d'états renverſés, ils s'étonnaient & pouſſaient des gémiſſemens. La faux de la Mort, diſaient-ils, n'eſt-elle pas aſſez

prompte à frapper, ſans que les hommes ſe précipitent les uns les autres dans la nuit du trépas ? Sont-ils ſur la terre pour ſe déchirer comme des bêtes féroces ? Ils ne peuvent ſouffrir les louanges que l'on donne aux conquérans. Quelle folie de mettre ſa gloire à ſe faire haïr des hommes par les fléaux inſéparables de la guerre, & à vouloir enſuite les gouverner malgré eux ! Heureux l'homme qui, jouiſſant de la liberté, n'a point le deſir inſenſé de rendre les autres eſclaves ! Les provinces voiſines les reſpectent à cauſe de leur vertu ; ils abandonneraient leur pays, ou ſe laiſſeraient mourir plutôt que de recevoir la loi d'un vainqueur. Il eſt auſſi difficile de les aſſervir, qu'ils ſont incapables d'aſſervir les autres ; on voit régner chez eux, l'abondance, l'humanité, l'hoſpitalité ; enfin ils réaliſent preſque toutes les choſes que l'ingénieuſe Antiquité nous apprend de la ſageſſe fabuleuſe de la Bétique.

Quoique le commerce de Penſilvanie

ſoit conſidérable, cette province eſt moins riche que celle de la nouvelle York, dont elle eſt bornée au nord; ſa population, en 1769, s'élevait à deux cents trente mille hommes. La conſommation qu'elle faiſait des marchandiſes de la Métropole, montait à douze millions de nos livres; ce qu'elle vendait de biſcuit, de farines, de ſalaiſons & de bois de conſtruction dans les Antilles, ne ſe montait pas à plus de cinq millions; elle en exportait en Eſpagne & en Portugal, aux Açores & aux Canaries, pour environ trois millions; elle livrait à l'Angleterre le coton, le ſucre, le café, l'argent & les vins qu'elle recevait en paiement, & était obligée de lui donner pour ſolder le prix de ſes conſommations, du fer, du chanvre, des mâtures, des cuirs, & tout ce qu'un commerce peu conſidérable avec les Sauvages, lui fourniſſait de pelleteries. Les nouvelles avances que l'on faiſait pour augmenter les cultures, abſorbaient les bénéfices de chaque récolte;

on voyait par-tout une heureuſe aiſance, une grande activité, une proſpérité générale, des propriétaires fixés au milieu d'un grand nombre de champs bien cultivés, mais peu d'eſpèces en circulation, & rien n'annonçait l'exiſtence ni l'abus des richeſſes. Cette province, à l'époque des premiers troubles de Boſton, recevait quatre cents navires de toute grandeur, & en expédiait autant chaque année.

Philadelphie.

PRESQUE tous ces armemens ſe faiſaient à Philadelphie, ſur les bords de la Delaware; c'eſt la ville la plus belle & la plus ornée de toute l'Amérique ſeptentrionale, & le ſeul bon port de la province. C'eſt dans ſon Hôtel-de-ville que ſe ſont raſſemblés depuis ſoixante ans, les hommes les plus éclairés & les plus ſages de tout le Continent, pour régler ce qui pouvait intéreſſer la Colonie.

Cette ville, où l'on ne paraît avoir oublié aucun des beſoins de l'humanité,

aucun des agrémens ſolides dont on peut jouir dans la vie, était ſans défenſe, & toute ouverte à l'ennemi, tant ſur les bords de la mer, que du côté de la terre; ce n'eſt qu'en 1773 que l'on a commencé à fortifier l'entrée du fleuve Delaware. Penn & ſes ſucceſſeurs ne prévoyaient pas, ſans doute, qu'elle pût être aſſiégée, & que les Penſilvains, les amis & l'exemple de tous les peuples, puſſent trouver jamais des ennemis dans l'Univers. Les fondateurs des Colonies s'occupent ordinairement de la ſûreté politique, avant de penſer à la ſûreté des citoyens; celui de la Penſilvanie, par une ſuite des principes évangéliques qu'il ſuivait à la rigueur, en ne négligeant aucun des moyens qui devaient aſſurer la tranquillité civile, n'avait rien fait pour la défenſe militaire; & cette heureuſe Province avait continué d'être gouvernée par des hommes qui ne ſoupçonnaient pas qu'il eût oublié quelque choſe.

V. Mary-land & la Virginie.

ENTRE la Pensilvanie & la Caroline, se trouvent les établissemens du Maryland & de la Virginie. Autrefois, ces deux Colonies n'en faisaient qu'une sous le nom de Virginie; on étendait même ce nom à toute l'Amérique septentrionale.

Les précautions qui peuvent contribuer à la défense de ces deux Colonies, ont été prises depuis long-temps, & peuvent servir à garantir quelques temps Philadelphie de l'invasion des ennemis qui voudraient remonter le fleuve pour s'emparer de cette ville. Le nom de ce fleuve est celui du premier gouverneur de la Virginie, de Lord Delaware, qui voulut bien se charger de diriger les établissemens qui se firent sur cette côte; mais la population ne prit de consistance que long-temps après, sous le règne de Charles II. Le gouvernement de cette Colonie, jusqu'en 1770, était royal, c'est-à-dire, composé d'un gouverneur & de douze conseillers qui formaient la chambre

haute, & des députés des comtés qui composaient l'assemblée générale. Cette forme d'administration était semblable à celle de la nouvelle York, & du nouveau Jersey; mais avec cette différence, que le gouverneur était nommé pour un temps illimité ; qu'il avait le pouvoir de rejetter ou de confirmer les loix de l'assemblée générale, de la disperser ou de la proroger à son gré, de nommer tous les officiers de justice & de finance, de faire grace aux criminels, de disposer, en prenant seulement l'avis du conseil, sans consulter l'assemblée générale, de tous les deniers & impôts, & des milices, des soldats & des forts, sans prendre aucun avis.

Cette Colonie a donc été presque toujours opprimée & surchargée de taxes, dont l'énumération seule remplirait plusieurs pages ; la jurisdiction ecclésiastique y avait plus d'autorité qu'en aucune autre province ; les pasteurs de l'église anglicane s'y faisaient payer

des ſommes conſidérables en argent, ou en tabac, pour le droit de leur fonctions. La chicane de l'Europe y était en vigueur; on y comptait vingt-cinq tribunaux, un dans chaque comté, dont les appels ſe portaient au conſeil du gouverneur, & définitivement à la cour d'Angleterre; cependant la culture du tabac aſſurait la richeſſe, & ſubvenait à toutes les charges des cultivateurs.

Ce fut l'intolérance des Virginiens pour les catholiques, qui peupla le Maryland. Cecile Calvert, Lord Baltimore, obtint du Roi Charles premier, la conceſſion de ce pays; ſon fils vint en 1632, avec deux cents papiſtes de Londres, augmenter la Colonie fondée par ſon père. Il y établit la tolérance, & accorda la liberté civile à tout étranger qui viendrait s'établir au Maryland. Ce ſyſtême fit proſpérer cette faible Colonie qui maintenant eſt très-peuplée, & renferme onze comtés, qui étaient peuplés, en 1770, de près

de trois cents mille hommes. La forme de l'adminiſtration du Maryland, reſſemblait, à beaucoup d'égards, à celle de la Virginie; la principale différence conſiſtait dans les prérogatives attachées à la maiſon de Baltimore ſur le Maryland.

Ces deux Colonies produiſent de beaux fruits & d'excellens bleds; mais c'eſt de la récolte du tabac qu'elles tirent leurs richeſſes. Le ſol y eſt uni & toujours gras & fertile; il eſt coupé par un nombre infini de rivières qui deſcendent des Apalaches & qui ſont autant de canaux navigables par où les récoltes ſont exportées; ils aboutiſſent à la baye de *Cheſapeak*, qui ſe prolonge à plus de ſoixante lieues dans les terres, ſur douze milles environ de largeur moyenne. Les navires qui entrent dans cette baye, n'y peuvent courir aucun danger, & la plupart, même les gros vaiſſeaux, peuvent pénétrer plus avant & remonter pluſieurs rivières.

Les avantages de cette ſituation s'op-

posaient à la formation des grandes villes & des entrepôts de commerce. Chacun vend sa récolte, sans sortir, pour ainsi dire, de sa plantation, & presque par-tout les navires viennent mouiller à la porte des magasins qui doivent fournir leur chargement. Annapolis, capitale du Maryland, & Williamsbourg, chef lieu de la Virginie, ne sont que deux grands villages, où résident les gouverneurs de ces Colonies, & les personnes attachées à l'administration. Les commodités de la vie champêtre ont écarté l'industrie. Environnés de matières qui n'attendaient que la main des artisans, les habitans manquent des instrumens, des meubles de bois les plus grossiers; ils étaient encore obligés, en 1770, de faire venir tout de la Métropole; cette habitude d'acheter engageait les marchands Anglais à leur porter avec les choses nécessaires, toutes les superfluités du luxe; & par une conduite directement contraire à celle de leurs voisins, ils s'en

paraient, ils en décoraient leurs maisons, jusqu'à obérer leurs plantations pour satisfaire à cette folle vanité; mais d'autres temps ont amené d'autres mœurs; ils commencent à former des ouvriers parmi eux, & à distinguer ce qui est nécessaire, de ce qui n'est que frivole.

Ces deux Colonies n'ont ni commerce, ni marine; toutes les exportations qu'elles faisaient par elles-mêmes, jusqu'en 1770, en grains, en bois; & autres objets, ne valaient pas plus d'un million par an; mais le tabac, qui était exporté par les Anglais, s'élevait à plus de cent mille bariques, dont le Maryland fournissait à-peu-près un tiers; cette denrée produisait de grands profits à l'Angleterre par la revente qu'elle en faisait au reste de l'Europe, & de tous les établissemens de l'Amérique septentrionale, aucun ne lui était plus précieux.

Les deux Carolines.

CEPENDANT la Caroline lui offrait des produits considérables, & lui en faisait espérer de plus grands encore. Lors

du premier défrichement de cette contrée, en 1663, le célèbre Loke en traça la législation. Il y établit la tolérance religieuse, & négligea d'y assurer la liberté civile; il mit toute la puissance législative dans les mains des huit concessionnaires à qui la cour de Londres avait donné cette grande étendue de pays; enfin, ce code, qui devait être l'ouvrage de la sagesse, fit voir qu'un philosophe, quand il ne connoit point asses la politique, les mœurs des peuples, les vices des hommes puissans, les climats, les subsistances qu'ils donnent, & les entreprises qu'on y peut faire, ne peut pas être un bon législateur. Il faut, pour mériter ce nom, avoir su se procurer toute l'expérience que peuvent donner en dix ans l'existence malheureuse d'un sujet faible, incertain, opprimé dans des pays sans loix, & la vie active d'un homme de génie, qui observe ceux qui gouvernent. La connaissance la plus approfondie de l'Histoire, la science des Loix ancien-

nes, celle des mœurs présentes des différens Peuples du monde, acquise par des voyages faits dans l'âge de l'observation & de la curiosité; le plus grand amour de la vertu & de la Patrie, les passions les plus vives, & les plus grands triomphes sur soi-même, suffisent à peine pour former un Législateur : un méditateur oisif ne pouvait l'être. Il pouvait démontrer les opérations de nos sens, dévoiler les effets des objets extérieurs sur notre entendement, & désigner, pour ainsi dire, les bornes de la métaphisique; il ne pouvait régler la constitution d'un Peuple nouveau, à plus forte raison en créer une pour un Peuple qui n'était point encore formé, & dont il ne pouvait prévoir ni les besoins ni les mœurs.

La condescendance de Loke, pour les Lords propriétaires de la Caroline, coûta cher à cette Colonie naissante. Au milieu des malheurs que la tyrannie de Grenville, son gouverneur, lui faisait éprouver, elle fut attaquée

par les Sauvages : ce ne fut qu'après des combats ſans nombre, des maſſacres affreux, qu'elle parvint à les repouſſer ; mais cette guerre rétabliſſant parmi les colons les reſſorts du courage, que l'oppreſſion avait preſque briſés, ils ſécouerent le joug de leurs Seigneurs, & la couronne d'Angleterre rentra, en 1728, dans ſa ſouveraineté ſur cette Colonie. Alors elle fut diviſée en deux parties, l'une méridionale, l'autre ſeptentrionale, qui formèrent deux gouvernemens différens ; il y eut dans chacune un conſeil, & une aſſemblée générale ; elles furent ſoumiſes à une adminiſtration modérée, à laquelle les repréſentans du peuple eurent la plus grande part.

Les deux Carolines ſont fertiles, & le deviennent d'avantage à meſure qu'on s'éloigne des bords de la mer, & qu'on s'enfonce dans l'intérieur des terres. On y trouve de vaſtes plaines, coupées par un aſſez grand nombre de rivières, mais dont aucune ne peut être remontée

à

à plus de quinze lieues ; des marécages rendent le climat mal ſain en quelques endroits ſur les bords de la mer, mais l'air eſt ſalubre dans la plaine. Le froment n'a point réuſſi dans la Caroline méridionale, qui en eſt dédommagée par ſon indigo & ſes autres productions ; il croit & mûrit en grande abondance dans la province du nord*.

Les défrichemens, entrepris dans ces deux Colonies, ne s'étendent pas à plus du vingtième des terres. On y a eſſayé, dans ces derniers temps, avec quelque ſuccès, la culture de la

* La Caroline méridionale a produit, en 1771, huit cents milliers d'indigo, deux cents ſoixante mille barils de riz, trente-cinq mille boiſſeaux de mahis, vingt-quatre mille barils de pois, & autres graines ; le chargement de cinq cents trois navires en planches & en bois de charpente, vingt-ſept mille quintaux de réſine, poix, goudron & térébenthine, dix mille cuirs tannés, trois mille cinq cents cuirs verds, quatre mille quintaux de peaux de daims, & autres bêtes fauves, & une grande quantité de viandes ſalées.

vigne & de l'olivier. Ces cultures réussiront au-delà de l'espérance que l'on en a conçue, sur les côteaux, au pied des montagnes, dans les terreins sablonneux, lorsque le pays sera plus découvert & plus anciennement défriché.

Les mûriers & les vers à soie, qui d'abord ont réussi dans ces deux Colonies, sur-tout dans la Caroline méridionale, ont ensuite été négligés. D'autres branches, plus productives, ont fait abandonner cet objet, qui exige des soins trop minutieux; mais depuis les troubles, le besoin a fait reprendre, en quelques endroits, la culture des mûriers. On commence à fabriquer une assez grande quantité d'étoffes mêlées de laine & de

Les produits de la Caroline septentrionale, montaient à cent trente-sept mille boisseaux de froment, deux cents dix milliers d'indigo, cent quinze mille barils de goudron, poix & térébenthine, cent quatre-vingt cargaisons de bois, à quoi ils faut ajouter une grande quantité de salaisons, cuirs & peaux de toute espece.

ſoie, vêtement convenable au climat; on en vend même aux Colonies voiſines.

Il ſe fait peu d'exportations de la Caroline ſeptentrionale, où il n'y a point d'entrepôt conſidérable. Preſque toutes les denrées de cette province, vont enrichir le commerce de Charles-town, dans la Caroline du ſud. Cette ville, ſituée au confluent des rivières Aſley & Cooper, était bien peuplée en 1770: le luxe y régnait, & ſes négocians, qui étendaient leur commerce dans tous les ports de l'Europe & de l'Amérique, avaient de grandes fortunes; cependant les gros vaiſſeaux ne peuvent aborder qu'à Port-Royal, qui doit devenir un jour le ſiège du commerce, & l'entrepôt principal des deux Carolines, & même de la Georgie, qui n'en eſt ſéparée que par la rivière Savanah.

La Géorgie.

LA Georgie eſt une Colonie trop nouvelle encore pour être d'une grande

considération; cependant, depuis 1741 qu'elle a été affranchie de la tyrannie qui l'opprimait, jusqu'en 1770, sa population a été triplée; sa culture est devenue productive : celle du grain y a réussi. Étant située avantageusement pour le commerce des Antilles, où elle porte du riz, des planches & des bestiaux, elle a armé quelques navires, & fait un commerce proportionné à ses facultés. Le sol est fertile, & a été comparé à celui de la Louisiane; les Allemands du pays de Salsbourg, y ont essayé, avec succès, plusieurs sortes de plantations, & même celle de la vigne.

Sa prospérité s'accroissait chaque jour, lorsque les querelles élevées à Boston, & les actes de despotisme qui les ont suivies, ont fixé l'attention de toute l'Amérique septentrionale, ont réduit ses habitans à prendre les armes, & à suspendre une partie de leurs cultures & de leur commerce, pour se défendre contre leurs ennemis.

Nous venons de faire connaître les Colonies qui ont pris part à cette guerre; elles devaient au commerce de la Métropole, environ une année de leur produit. Leur consommation égalait, à peu près, leurs revenus, & le fonds de leur dette. Le Parlement de Londres évaluait cette dette à cent huit millions de nos livres. En général, les habitans de ces Colonies vivaient heureux & dans l'innocence, occupés de l'agriculture, de la chasse & de la pêche, & des plaisirs tranquilles de la vie rustique. Il y a lieu de craindre que la guerre ne cause de grands changemens dans leurs mœurs, & que leurs efforts, pour conserver & assurer leur liberté, ne tournent au détriment de leur félicité. Ils ont envisagé tous les malheurs d'une guerre contre l'Angleterre, comme passagers, & capables de produire un bonheur durable; mais quel sera leur étonnement, si cette révolution développe, parmi eux, des caractères superbes & cruels, si elle donne du

pouvoir à des hommes méchans, ſi la contagion des mœurs étrangères s'empare de leurs habitations? Hélas! avant cette guerre funeſte, leurs femmes ignoraient encore l'art de ſéduire & de céder à la ſéduction; elles ignoraient la galanterie, la parure & l'oiſiveté; elles ſont douces, modeſtes, compatiſſantes & ſecourables: elles ont les vertus qui conviennent à leur ſexe, mais il faut bien peu de temps pour en développer les vices. Puiſſent-elles, dans ces jours de trouble & de ſouffrance, ne pas ajouter aux infortunes de leur pays!

VI. Colonies reſtées ſous la domination Britannique.

L'ANGLETERRE poſſède encore de vaſtes contrées dans le même continent, & malgré la perte des treize provinces confédérées, les deux Florides, au ſud, l'Acadie, le Canada & Terre-neuve, au nord, lui laiſſeraient de grandes reſſources, ſi ces Colonies ne devaient pas naturellement ſuivre le ſort des provinces plus puiſſantes.

L'Angleterre, en 1770, étendait ses possessions en Amérique, depuis la baie d'Hudson jusqu'au Mississipi; mais avant de raconter les évènemens qui lui ont enlevé le sceptre du plus grand Empire que le globe ait jamais vu sur sa surface, il faut jetter quelques regards sur les possessions qui lui restent encore : commençons par une Colonie faible & peu considérable, quoiqu'elle occupe un immense terrein, & qui, par sa situation & le caractère de ses habitans, a eu quelqu'influence sur ces évènemens : c'est la Nouvelle-Écosse, autrefois l'Acadie.

Nouvelle Ecosse.

ELLE s'étend sur trois cents lieues de côtes, depuis les limites de la Nouvelle-Angleterre, jusqu'à la rive méridionale du fleuve S. Laurent. Cette vaste région, connue sous le nom d'*Acadie*, était peuplée de Français devenus cultivateurs, libres & heureux depuis qu'ils avaient reçu, de l'indulgence de leurs

conquérans, le nom de *Français-neutres :* mais un nouveau ſyſtême du Miniſtère Britannique, fit ſuccéder à leur bonheur la plus cruelle infortune que puiſſe cauſer la cruauté froide & réfléchie de la politique. La Cour de Londres y envoya, en 1769, de nouveaux Colons, des Officiers & des Soldats, à qui elle avait concédé des terres à proportion de leur grade. Ceux-ci, raſſemblant les anciens Cultivateurs paiſibles & bienfaiſans, ſous le pretexte de leur faire renouveller leur ſerment de fidélité au Roi George, les prirent tous, & les embarquèrent de force, ſur des vaiſſeaux qui les tranſportèrent dans d'autres Colonies, & les diſperſèrent en divers lieux. Ces champs ſi bien cultivés, ces humbles toits, témoins & protecteurs de leur piété patriarchale, ces tribunaux dont le ſilence atteſtait leur bonne-foi, les pleurs de leurs femmes & les cris des vieillards, qui demandaient qu'on leur accordât du moins un tom-

beau dans des lieux ſanctifiés par les manes de leurs frères & de leurs amis, ne purent obtenir aucune grace; l'Arrêt de leur déportation avait été prononcé dans le Cabinet de Londres, & ils allèrent périr de chagrin & de misère dans les établiſſemens où les Anglais commençaient dès-lors à s'armer d'une verge de fer.

A compter de ce moment, rien n'a proſpéré dans ce vaſte pays : il eſt devenu déſert. La Nouvelle-Écoſſe eſt inhabitée depuis le fleuve S. Laurent, juſqu'à la peninſule d'Acadie. On rencontre plus loin, trois établiſſemens de peu d'importance : ce ſont les ſeuls qui exiſtent maintenant. Annapolis eſt preſque détruite depuis l'émigration des Français qui y étaient fixés. Le nouvel établiſſement de Lunebourg a fait quelques progrès, mais le ſol eſt ingrat ; & malgré le caractère laborieux des Allemands, ils parviendront avec lenteur & avecpeine, à en tirer de grandes récoltes. Hallifax

n'a jamais été que l'entrepôt des forces qu'on voulait employer d'abord à opprimer, & enſuite à ſubjuguer l'Amérique. Les cultures des environs ne ſont d'aucune importance; ſa pêche eſt d'un faible rapport : cette ville n'eſt pas même reſpectable comme place de guerre. Tous les abus, tous les déſordres & toutes les malverſations y ont eu accès dès qu'elle a été bâtie. Sans foſſés, ſans forterеſſes, elle eſt ouverte à l'invaſion du premier agreſſeur. Elle n'eſt remarquable que par l'Amirauté que la Cour de Londres y a établie en 1760, dans le deſſein d'y ſoumettre toute la navigation de l'Amérique ſeptentrionale; & par la prédilection qui a engagé le Miniſtère Britannique a y verſer toutes les années des ſommes conſidérables, depuis ſa fondation, pour l'entretien de ſes Officiers & de ſa Garniſon. C'eſt de là que ſont parties ſucceſſivement les flottes & les armées venues de Londres pour conquérir l'Amérique;

c'eſt là qu'elles ſe ſont réfugiées après avoir été vaincues.

Le Canada.

LE Canada a été encore le théatre d'une partie de cette guerre. Depuis l'établiſſement de cette grande Colonie, elle n'a preſque jamais ceſſé d'être parcourue, dans tous les ſens, par pluſieurs milliers d'hommes armés. Le génie militaire, ce génie deſtructeur, qui, lui-même, provoque ſa ruine, formait le principal caractère de ſes premiers habitans : ils étaient tous guerriers, & n'aſpiraient qu'aux diſtinctions qui ſont le prix des combats ; ils faiſaient tout pour cette vaine gloire, & rien pour eux, rien pour la vertu, rien pour l'humanité. Pluſieurs des places & des forts qu'ils ont bâtis, durent encore : leurs vainqueurs, non moins imprudens qu'eux, ont conſervé tout ce qui attire la guerre, tout ce qui excite la révolte quand le courage des ſujets n'eſt pas anéanti ſans retour ; le pouvoir

abſolu, le Gouvernement militaire. Ce pays a vu éclore de grands projets guerriers, ſuivis de grands revers ; & de tous côtés, les hommes, qui ne ſont que laborieux & paiſibles, y ont été les victimes des triomphateurs & des vaincus.

La Floride.

A l'égard de la Floride, ce beau pays, conquis ſur les Eſpagnols, & accrû par la ceſſion d'une partie de la Louiſiane, n'a de remarquable que le bourg de S. Auguſtin & l'établiſſement de Penſacola. Les négocians Anglois, & ceux de l'Amérique ſeptentrionale, avaient fait de ce dernier port, un entrepôt avantageux pour leur commerce interlope avec les terres Eſpagnoles ; mais le cours du commerce ayant été détourné par la guerre, cette Colonie, qui attendait que le ſort des armes décidât de ſon Gouvernement, a paru reſter fidèle à la domination Britannique. Elle a changé ſes bâtimens

marchands en corſaires croiſeurs, qui s'emparent quelquefois des navires des deux Carolines & de la Georgie, mais qui ſont plus ſouvent la proie des Armateurs Anglo-Américains.

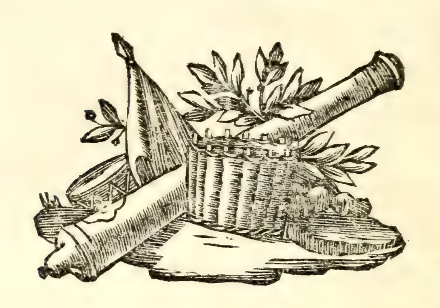
Tels étaient au commencement des troubles de Boſton, les treize États unis de l'Amérique; telles étaient les autres Colonies qui n'avaient point part à l'union. Il était eſſentiel de remonter à la formation de ces Colonies, & de faire connaître leurs progrès dans l'agriculture, les arts & l'induſtrie. Le premier pas, dans cette Hiſtoire, était de bien ſavoir quels étaient les peuples que l'Angleterre voulait rendre tributaires de ſon Gouvernement, eſclaves de ſon commerce, & retenir pour toujours dans une tutelle politique. Cette connaiſſance, en la rapprochant des évènemens qui vont ſuivre, ſert à confirmer de grandes vérités, qu'il faudrait ſans ceſſe répéter à ceux qui gouvernent.

La richeſſe réelle des nations, conſiſte dans les productions des terres, & dans les travaux de l'induſtrie, qui prépare & échange ces productions. Le ſyſtême que le Gouvernement de l'Angleterre avait ſuivi depuis long-temps envers les Américains, les avait éloignés de toute idée de luxe, & les avait délivrés de tous les beſoins ſuperflus qui auraient pu les attacher encore à la Métropole. Les Anglais leur avaient appris l'induſtrie & le commerce, à force de prohibitions & de rigueurs; ils les formaient, ſans y penſer, aux arts utiles, dont on avait d'abord voulu leur dérober la connaiſſance, & leur enſeignaient quel eſt le prix du travail & de l'économie, la néceſſité, cette mère puiſſante de l'invention, leur dictoit ſes loix; elle leur avait appris à vivre avec frugalité, à s'habiller avec les manufactures de leur pays, & à tirer plus de vanité de l'étoffe groſſière dont leurs femmes & leurs filles avaient filé la laine, &

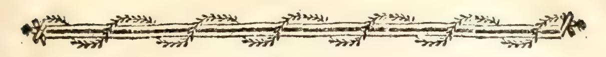
qu'eux-mêmes ils avaient tiſſue, que des habits ſuperbes dont ſe paraient les courtiſans de Londres; ils avaient la véritable richeſſe, ils ne devaient pas tarder à devenir puiſſans.

On trouvera peut-être que j'ai trop reſſerré le tableau que je viens de faire des établiſſemens des Anglais dans l'Amérique : ce tableau ſi intéreſſant, & dont le ſujet eſt ſi vaſte; mais d'autres Écrivains en ont fait de riches deſcriptions. Il entrait dans le plan de leurs Ouvrages de fixer l'attention publique ſur les commencemens de ces Colonies; & moi, j'entreprends d'en écrire les révolutions. Les détails que j'épargne aux Lecteurs, ſeraient inutiles à ceux qui ont déjà tourné leurs regards vers cette partie du globe, & l'expoſition préliminaire que je viens d'achever, ſuffit à ceux qui ne la connaiſſaient point encore. L'immenſité de mon ſujet, m'entraîne à d'autres récits. Les contemporains eux-mêmes pourront à peine croire ces

récits véridiques, trompés, comme ils le ſont, par les préjugés, par les vagues diſcours répandus parmi des hommes frivoles, & confirmés ſouvent par des hommes ſérieux, qui négligent de s'inſtruire.



LIVRE



LIVRE SECOND.

ORIGINE des troubles de la Nouvelle-Angleterre ; acte du timbre ; projet d'établir des garnisons, en temps de paix dans l'Amérique, pour la tenir sous le joug ; douanes, & loix prohibitives ; impôt sur le thé de l'Inde ; premieres voies de fait ; interdit de Boston.

ANNÉE 1764.

Origine des troubles.

LORSQUE toutes les Colonies furent assez agrandies pour que la Métropole pût en retirer des subsides, elle en demanda : elle ne les exigea pas d'abord avec autorité, elle employa la persuasion, & réussit au-delà de ses espérances. Telle fut alors la forme de ces impôts : le Gouverneur de chaque Colonie communiquait à l'Assemblée, le Mémoire qui lui était adressé par le Ministère, dans lequel les besoins publics étaient exposés ; la réalité de ces besoins était discutée dans l'Assemblée, & l'on

ANNÉE 1764.

délibérait enſuite ſur les moyens les moins onéreux d'accorder au Souverain un ſecours d'hommes & d'argent. La modération du Cabinet de Londres allait juſqu'à ne point fixer le montant de l'impôt; on demandait ſeulement qu'il fût proportionné à la population & à la richeſſe de la Colonie : ces moyens de douceur réuſſirent au-delà même de ce que l'on pouvait en attendre; & ſi, dans la dernière guerre, l'Angleterre a pu ſe glorifier de ſes ſuccès en Amérique, contre la France & l'Eſpagne, elle les a dûs, preſque tous, au zèle & à la force de ſes Colonies. Elles combattirent ſans ceſſe pour la Métropole, & dans cette guerre, leurs efforts ſurpaſsèrent tellement ce que l'on avait eſpéré de leurs facultés, que le tréſor de Londres crut qu'il était néceſſaire de leur accorder une indemnité annuelle. Le Roi exhortait le Parlement de la manière la plus honorable pour elles, & envoyait tous les ans un meſſage à ce ſujet, à la Chambre des Communes:

ce meſſage portait que, Sa Majeſté, touchée du zèle avec lequel ſes peuples de l'Amérique ſeptentrionale, avaient défendu les droits & les poſſeſſions du Royaume, priait la Chambre d'y avoir égard, & de lui fournir les moyens d'indemniſer des ſujets qui montraient tant de zèle. Ces meſſages étaient enregiſtrés par le Secrétaire de la Chambre, & elle accordait deux cents mille livres ſterling, pour être diſtribuées annuellement aux Colonies, à titre d'indemnité.

ANNÉE 1764.

Ces ſommes n'étaient point proportionnées aux dépenſes que les Colonies avaient faites, au-delà du contingent qu'elles devaient fournir dans les frais de la guerre ; mais elles ne s'en plaignirent jamais : l'indemnité la plus précieuſe pour elles, ſe trouvait dans les louanges que le Souverain & le peuple de la Grande-Bretagne ne pouvaient leur refuſer. Elles entretinrent vingt-cinq mille hommes en campagne, pendant toute la guerre ; elles avaient huit cents corſaires à la mer, & les efforts qu'elles firent pour

ANNÉE 1764.

ajouter aux triomphes de leur Métropole, causerent une dette publique, pour laquelle elles furent obligées de s'imposer une taxe qui ne s'est éteinte qu'en mil sept cent soixante-douze.

Cette bonne intelligence entre l'Angleterre & ses Colonies, durait depuis près de cent ans. La révocation de la première chartre de Boston, en mil six cent quatre-vingt-quatre, était le seul acte qui eût troublé la paix mutuelle, depuis leur établissement. La politique Anglaise se bornait à essayer son pouvoir par des prohibitions locales, toujours couvertes du voile spécieux de la raison d'État. Il arrivait rarement que quelque Colonie se refusât au retranchement de ses droits de commerce; plus rarement elle murmurait contre la Cour : les Gouverneurs seuls étaient les objets de la haine publique, lorsqu'ils abusaient de leurs pouvoirs; les Assemblées s'attachaient à diminuer leur puissance, & le peuple leur attribuait tout ce qui lui était défavorable.

Les ſubſides que les Colonies payaient en hommes, étaient employés dans l'Amérique; c'eſt au moyen de ces ſubſides en milices, que l'Angleterre s'eſt emparée de l'Iſle-Royale, de Terre-neuve & du Canada, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Grenade, des Iſles Caraïbes & de la Havane. Toutes ces conquêtes, ſi l'on excepte celle de la Havane, tournaient principalement au profit du commerce & de la navigation des Anglo-Américains; à l'égard des ſubſides en argent, on les conſommait dans les lieux-mêmes où ils étaient levés; les Gouverneurs les employaient à des fortifications, à ſoudoyer des garniſons, à acheter des ſuffrages dans les Aſſemblées, à élever, enfin, autant de remparts contre la liberté des Colons: il était rare qu'il en retournât quelque choſe à la Métropole.

ANNÉE 1764.

Mais à la paix de 1763, l'Angleterre, accablée du poids de ſes lauriers, & d'une dette nationale de cent cinquante millions ſterling, crut pouvoir réparer

ANNÉE 1764.

les maux intérieurs, qui résultaient du traité désavantageux qu'elle venait de conclure, en contraignant ses Colonies, riches & puissantes, à supporter, une seconde fois, leur portion des frais de cette longue guerre, dont le chagrin public leur reprochait d'avoir retiré tout le fruit. Le même Gouvernement, qui, quelques années auparavant, avait cru devoir compenser, par des indemnités, les augmentations de dépenses, dans lesquelles ces Colonies avaient été entraînées par le systême politique de leur Métropole, voulut les forcer à rendre, avec usure, & par des taxes éternelles, ces dédommagemens passagers. Ce fut le Lord Grenville, Chancelier de l'Échiquier, qui annonça le premier ce systême, & le Parlement, jaloux d'étendre son autorité, l'accueillit avidemment. Il parut le 4 Avril 1764 un premier bill, à l'effet de taxer les Colonies.

Dispositions respectives de la métropole & des colonies.

LES Propriétaires des terres situées dans les trois Royaumes, y trouvaient

Année 1764.

leur avantage ; ils eſpéraient que leur taxe ſerait diminuée, & que les poſſeſſeurs des champs cultivés dans l'immenſe continent de l'Amérique, en ſupporteraient la moitié. Les Négocians croyaient y trouver les moyens de regagner la préférence du commerce, que la hardieſſe, l'économie & l'activité des Anglo-Américains leur diſputaient dans la plupart des marchés de l'Europe, ſur les articles qu'ils pouvaient fournir en concurrence : preſque tous les membres de la Chambre des Lords avaient été Miniſtres, Gouverneurs, Commandans de troupes dans l'Amérique, les autres étaient vendus au parti de la Cour, & tous y trouvaient une augmentation de pouvoir & de richeſſes pour eux.

Pendant que l'on était à Londres dans ces diſpoſitions, celles de l'Amérique ſeptentrionale étaient bien différentes ; on n'y ſongeait point à exempter ſa terre d'un impôt qu'elle n'avait jamais ſupporté ; on ne deſirait dans le commerce, que la concurrence & la

ANNÉE 1764.

franchiſe; on ne voulait point échanger ſon honneur contre l'or du Bréſil & l'argent de l'Eſpagne, ni vendre au Souverain des Sujets enchaînés. L'Amérique avait ſenti ſes forces. Aguerris dans les glaces du nord, le Cultivateur & l'Artiſan robuſte, qui avaient dépoſé depuis peu la cuiraſſe & les armes, mépriſaient le Stipendiaire recruté dans la fange de Londres, que l'on oſait envoyer pour leur forger des fers; ils étaient ſecrètement indignés de ce que l'on croyait en Europe, que des mains ſi faibles pourraient les aſſervir. Les Commerçans, enrichis par les avantages qu'ils avaient retiré de la priſe du Canada, & des échanges que leur droiture & leur utilité leur avaient facilitées dans toutes les Antilles, murmuraient de la dépendance & des prohibitions qui enchaînaient leur activité. Les Navigateurs dont le nombre s'élevait à plus de trente mille hommes répandus dans les Ports, des differentes Colonies, ſupportaient avec impatience le joug de la Cour

ANNÉE 1764.

d'Amirauté, érigée à Hallifax, où des Juges placés par la corruption, décidaient ſeuls, d'après les préjugés de Londres & l'intérêt Britannique, de toutes les diſcuſſions qui s'élevaient dans l'Amérique ſeptentrionale, ſur le fait de la navigation. Les grands Propriétaires ne pouvaient endurer le gouvernement de gens qui ne poſſédaient aucun terrein dans l'Amérique, qui ne connaiſſaient ni les cultures, ni les moyens de défenſe, ni les loix convenables à leurs propriétés. Tous, enfin, s'elevaient contre la néceſſité qui leur était impoſée, d'aller à quinze cents lieues demander la ſûreté, la tranquillité, la juſtice, & d'attendre leur malheur ou leur proſpérité, de ceux qui n'avaient jamais vu l'Amérique, & qui n'avaient jamais planté ni combattu pour elle.

A peine les enfans commençaient à ſe faire entendre, qu'ils répétaient à haute voix le catéchiſme de la liberté. L'idée de ce bien précieux, était celle dont on occupait leurs premieres pen-

ANNÉE 1764.

ſées, &la premiere ſcience que leurs peres s'attachaient à leur montrer, c'était celle de conſerver & de défendre cette liberté. Il les exerçaient à la chaſſe, leur apprenaient à vivre ſobrement, à ſupporter la faim, la fatigue des longues marches dans les bois & les déſerts, à poſſéder tout ce que la terre prodigue dans ces fertiles contrées, ſans en être les eſclaves comme les Européens. Autour d'eux, tout enſeignait le bonheur. Chaque Propriétaire, régnant ſur une vaſte plantation, vivait ſans querelles avec ſes voiſins, ſans inquiétude ſur ſes domeſtiques, tranquille ſur l'attachement de ſa femme & la ſageſſe de ſes filles, comme ſa femme l'était elle-même ſur les égards de ſon mari ; il était le ſouverain de ſa famille, & il y régnait par le reſpect & l'amour. C'était-là, qu'au milieu des tréſors d'une nature encore jeune & libérale, on retrouvait les mœurs ſi juſtement admirées dans l'Hiſtoire de l'antiquité. Ainſi furent autrefois l'Egypte, la Grèce & l'Italie,

Puissent la Nouvelle-Angleterre, la Caroline & la Pensilvanie, ne ressembler jamais à ces contrées, par leur décadence & l'excès de leur dégradation! ANNÉE 1764.

Tel était l'état respectif des Colonies Anglaises & de leur Métropole. La conquête du Canada rompant la barrière qui resserrait ces colonies, avait préparé de loin leur indépendance. Tant que les Anglo-Américains auraient eu pour voisins des peuples inquiets & capables de les occuper sans cesse, ils n'auraient point songé à se séparer de la mere patrie, & le besoin qu'ils auraient eu de ses secours, aurait fait oublier ses torts. Mais les proportions que l'Europe travaillait à établir depuis cent ans, pour retenir l'Amérique dans sa dépendance, se trouvaient dérangées par l'orgueil & l'ambition de la cour de Londres; c'était une grande faute de la part de cette cour, que de n'avoir pas obligé les Français & les Espagnols, à acheter la paix, & à payer une partie des dettes que l'An-

ANNÉE 1764.

gleterre avait contractées pour leur faire la guerre, mais c'en était une plus grande encore de n'avoir pas rendu le Canada à la France, & la Floride à l'Espagne. Cette restitution qui aurait été considérée par l'univers entier, comme l'acte le plus glorieux de la modération politique, aurait assuré pour toujours à la Grande-Bretagne, la conservation de ses colonies, & du plus grand commerce du monde. Comment ne s'appercevait-on pas que la France & l'Espagne, en établissant au Canada & dans la Floride, un gouvernement militaire & des colonies de soldats, entretenaient à grands frais, & sans en retirer aucun fruit, les garnisons qui contenaient au sud & au nord, les provinces Anglaises dans la dépendance de leur Métropole, & que cette situation des choses ne pouvait changer, parce qu'il était aussi impossible que la population fut considérable dans des colonies militaires, & que leurs habitans devinssent agriculteurs & commerçans, qu'il était impossible que les Anglo-

Américains cessassent de réclamer la protection de l'empire puissant qui les aidait à réprimer l'audace de ces voisins dangereux. Le sort des Canadiens était d'attaquer sans cesse les Colons de la Nouvelle-Angleterre, dans l'espoir de s'attribuer, par le droit du plus fort, une partie des fruits de leurs travaux; & celui des colonies Anglaises, d'implorer l'assistance des flottes & des armées de la mere patrie. Le courage des Anglo-Américains se serait exercé, mais toujours au profit de l'Angleterre; leur industrie se serait entretenue, mais toujours au profit du commerce métropolitain & selon ses vues. Leur agriculture aurait élevé l'Angleterre au niveau des puissances territoriales de l'Europe; mais l'acquisition du Canada ne laissait plus rien subsister de cet ordre politique. Les colonies débarrassées de leurs ennemis naturels, & livrées à elles-mêmes, venaient de sentir tout-à-coup leur force & leur puissance, & la France qui avait intérêt de voir le commerce de l'Angle-

ANNÉE 1764.

ANNÉE 1764.

terre diminué, devait faire des vœux pour leur indépendance. On prétend que par une prévoyance habile, elle entretenait déjà dans l'Amérique, des émissaires qui fomentaient les mécontentemens particuliers. Etait-ce dans de telles circonstances qu'il fallait proposer des taxes, étendre les prohibitions, & soulever les esprits ?

La cour de Londres, reconnaissant trop tard les inconvéniens du trop grand pouvoir des colonies, avait résolu d'y remédier par un projet d'asservissement général, elle voulait rendre toutes les Provinces dépendantes du Parlement, & leur ôter peu-à-peu leurs chartres particulieres & leur droit de législature ; elle n'attendait que des occasions de commencer l'exécution de ce projet; mais le succès était impossible. Employer la violence & la célérité, c'était allumer de toutes parts, les flambeaux de la révolte; employer la lenteur & la persévérance, c'était risquer de voir les peuples profiter de chaque délai

pour ſe fortifier contre l'oppreſſion dont ils étaient menacés. Ce dernier parti fut préféré, & en demandant des impôts, les miniſtres qui n'attendaient que le prétexte d'introduire des ſoldats dans les colonies, deſiraient ſecrettement qu'elles ſe refuſaſſent à ce que l'on exigeait. D'après cette expoſition générale, qui eſt, en quelque ſorte, la clef des évenemens, je vais raconter les faits particuliers qui ont marqué la gradation des troubles & des haines; ils ſont en grand nombre, & s'ils ne ſont pas tous également intéreſſans, du moins, il eſt néceſſaire d'en être inſtruit pour juger de leurs effets.

ANNÉE 1764.

La province de Maſſachuſet avait, ſuivant ſa Chartre, le droit excluſif de porter dans ſon Aſſemblée, les Loix de taxation; cette Aſſemblée engagea les autres Colonies à ſe joindre à elle, pour empêcher le Roi & le Parlement d'attenter à ce droit; elle déclara que l'*impoſition de taxes ſur le commerce ou ſur les terres, ſur les maiſons ou ſur les vaiſ-*

ANNÉE 1764.

ſeaux, ſur les biens réels & perſonnels, fixes ou flottans dans les Colonies, était abſolument incompatible avec les droits des Américains, comme ſujets Britanniques & comme hommes.

ANNÉE 1765.

Acte du timbre.

AU lieu d'avoir égard à ces réclamations, le Roi donna Sanction le 22 Février 1765, à un Bill, pour ordonner que les tranſactions paſſées dans les Colonies, ne pourraient être faites à l'avenir que ſur du papier timbré, & modifier différens actes du Parlement, qui fondaient une partie de leurs Priviléges.

Auſſi-tôt que l'Aſſemblée de Maſſachuſet en eut connaiſſance, elle engagea les Repréſentans des Comtés des différentes Colonies, à ſe réunir pour délibérer ſur cet acte, & rédiger des Remontrances au Roi & au Parlement.

Il y eut un ſoulèvement à Boſton au commencement du mois d'Août 1765, le Peuple de la ville inveſtit les maiſons de Pierre Oliver, Diſtributeur du Papier timbré,

timbré, les démolit & menaça de le tuer. A la fin du même mois, il fit une incursion chez le lieutenant-de-roi au gouvernement, & démolit sa maison; il détruisit aussi celle du greffier de la cour d'amirauté, brûla ses registres, & fut piller chez le contrôleur de la douane. Le chevalier François-Bernard, gouverneur de la province, voulait appeller, pour réprimer ces désordres, des troupes que le roi avait envoyées, sous le prétexte de défendre les possessions nouvellement acquises, & de contenir les Sauvages; ces troupes étaient commandées par le général Thomas Gage; mais le conseil ne fut point d'avis que l'on irritât un peuple qui n'était pas mécontent sans sujet. Le procureur-général n'osa pas rendre plainte contre les auteurs du tumulte; on ne pouvait trouver de témoins contr'eux, & les juges ne s'assemblèrent point pour les juger. La milice refusa d'obéir au gouverneur, qui voulait la passer en revue, & l'assemblée générale de la province arrêta, qu'il

ANNÉE 1765.

ANNÉE 1765.

ſerait légal de tranſiger ſans papier timbré, nonobſtant l'acte du parlement. Lors de l'élection des membres du conſeil, elle excepta tous les officiers du gouvernement, ce qui a toujours eu lieu depuis, juſqu'au moment où l'Amérique a ſecoué, pour toujours, le joug de l'Angleterre. Les autres colonies, quoiqu'elles ne ſe fuſſent point livrées à une reſiſtance ouverte, n'étaient pas, en effet, plus tranquilles.

Au premier avis de ces troubles, le roi ordonna aux gouverneurs & aux commandans des troupes, d'employer toutes les forces qui étaient entre leurs mains, à réprimer les ſéditieux, & à ſoutenir l'autorité. Le parlement décida que le roi, aſſiſté des deux chambres, avait tout pouvoir de faire des loix pour aſſujettir les colonies dans tous les cas quelconques.

Premier arrêté de non-importation.

DES remontrances adreſſées au roi & au corps-de-la-ville de Londres, n'ayant pas obtenu les réponſes que l'on deſi-

rait, les principaux habitans formèrent entr'eux un projet de résistance passive; ils étaient libres, ils espéraient que la nation ne les regarderait jamais comme tributaires. Ils résolurent de n'acheter aucune des marchandises des fabriques d'Angleterre, jusqu'à la révocation du bill, tous les hommes de Boston, les femmes même, se soumirent à cette nécessité.

ANNÉE 1765.

CES mesures généralement adoptées & suivies avec constance, n'effrayèrent point le gouvernement; il ne fut point arrêté par les cris des ouvriers, qui redemandaient l'occupation qu'on leur avait enlevée; & si l'acte du timbre fut révoqué par un nouveau bill, du 15 Mars 1766, si l'on accorda une nouvelle amnistie à ceux qui s'étaient opposés à la distribution du papier timbré, c'est aux intrigues d'une cour où la corruption était publique, & à la basse jalousie qui causa la chûte du lord Grenville, qu'il faut l'attribuer.

ANNÉE 1766.

Suppression de l'acte du timbre.

ANNÉE 1766.

Dans la ſeſſion de 1765 à 1766, le comité de la chambre des communes prenant en conſidération le bill, pour révoquer celui du timbre, interrogea le docteur Benjamin Franklin, ſur les affaires de l'Amérique; il aſſura dans ſes réponſes, que les colonies ne pouvaient ſupporter aucune eſpece de taxe intérieure, au-delà de celles qu'elles ſupportaient déjà, & qu'elles n'étaient nullement diſpoſées à ſouffrir que le parlement s'attribuât le droit d'en impoſer; mais il paraît qu'alors l'opinion la plus générale, en Amérique, accordait au parlement le pouvoir de reſtreindre le commerce, & de mettre des taxes ſur les marchandiſes importées, c'eſt, du moins, ce que Franklin déclara.

Acte pour les gens de guerre.

EN révoquant l'Acte du timbre, le parlement donna un autre Acte, intitulé: *Pour mieux aſſurer au Roi & au Parlement, la dépendance des Domaines de Sa Majeſté en Amérique.*

Quel fut l'étonnement des Colonies,

lorſqu'elles virent dans cet Acte, les fondemens du pouvoir arbitraire ! lorſqu'elles virent qu'au milieu de la paix, on ſurchargeait les villes de ſoldats, & que l'on avait voulu autoriſer les officiers à marquer des logemens dans les maiſons des particuliers. Cet acte de tyrannie avait trouvé tant d'oppoſition dans le parlement même, que l'on avait été obligé d'y apporter des modifications; on enjoignit ſeulement aux aſſemblées, de fournir aux troupes Britanniques, des logemens, du bois, de la bière, & pluſieurs autres commodités, leur laiſſant la liberté d'y pourvoir par les moyens qui leur ſeraient le plus convenables. Ce bill excita par-tout des allarmes; à peine fut-il connu dans la Nouvelle-Angleterre, que tous les colons ſentirent qu'il était impoſſible de tolérer ce premier attentat, ſans donner un libre accès au deſpotiſme. Il leur était facile de prévoir qu'il précèderait d'autres entrepriſes, que l'on eſpérait ſoutenir par la force, &

ANNÉE 1766.

ANNÉE 1767.

qu'il n'y avait désormais à choisir qu'entre la résistance & l'esclavage.

En vain le gouverneur Bernard voulut faire enregistrer, au mois de Décembre 1767, un nouvel acte du parlement, pour la discipline des troupes ; la chambre des représentans en ayant eu connaissance, envoya, sur le champ, cinq députés au conseil, pour lui demander de quelle autorité des *ordonnances* * du parlement pouvaient être enregistrées parmi les loix de la province. Elle apprit que le gouverneur disposait de l'argent de la trésorerie, sans l'avis du conseil, s'autorisant seulement de l'acte concernant les troupes, acte dont elle refusait l'enregistrement. Enfin il avait introduit des compagnies d'artillerie, sous le prétexte d'un naufrage, & fournissait à leur entretien. L'assemblée lui ayant envoyé un message à ce sujet, il s'excusa, en disant qu'il

* *Ordonnances* : Nom que les Américains donnaient aux loix qui n'avaient pas chez eux la sanction populaire.

n'avait point pris l'acte du parlement pour la règle de ſa conduite en cette occaſion, & qu'il n'avait conſulté que le beſoin des ſoldats.

ANNÉE 1767.

Dans quelques autres colonies, l'abrogation de l'acte du timbre favoriſa la réception de l'acte pour le logement des ſoldats. Les hommes en qui les peuples avaient le plus de confiance, jugeaient que le moment de faire une plus grande réſiſtance n'était pas encore arrivé, & le vaſte continent de l'Amérique ſeptentrionale, parut dépendre encore du royaume d'Angleterre : mais bientôt une conteſtation s'éleva dans la Nouvelle-York, ſur quelques objets que les troupes exigeaient qu'on leur fournît ; le parlement la décida contre les habitans, porta un nouveau bill, pour enjoindre d'exécuter le premier, & ſignala ſa volonté opreſſive, en ôtant tout pouvoir légiſlatif à cette province, juſqu'à ſon entière ſoumiſſion.

Jamais la rigueur ne fut plus mal employée : ſi le parlement avait mieux

ANNÉE 1767.

connu les colonies, il se serait appliqué à les ménager par la douceur; mais le sort de ceux qui gouvernaient à Londres, était de connaître mal leurs possessions au-delà des mers, & de ne s'en rapporter, sur la situation des colonies, qu'à ceux qui les avaient gouvernées: cependant ceux-ci ne peuvent être crus que par des ministres qui ne veulent rien savoir; tout ce que l'on en peut tirer, ne se rapporte qu'à leur ambition, ou à l'idée qu'il veulent donner de leurs talens. Le gouvernement actuel des colonies, disent-ils, est sage, car il m'a été confié: les colons sont satisfaits, car j'ai commandé qu'ils eussent à le paraître. Ils ne se révolteront point, car vos soldats sont dociles & prêts à marcher de sang froid au premier ordre; il ne faut pas croire que ces hommes puissent être traités comme des Européens, il faut les asservir pour en tirer parti. La modération n'en fera rien, il faut les gouverner par des excès: donnez-moi du pouvoir, de

l'argent, des honneurs, je vous réponds de leur tranquillité. Ces conſeils réuſſirent à Londres, ils ont réuſſi ſouvent dans les cours, ils y réuſſiront encore.

ANNÉE 1767.

III.

Actes des douanès, & pour empêcher la contrebande.

LE gouvernement Britannique perſiſta dans ſon projet de ſoumettre les colonies aux loix qu'il voulait leur donner, & d'y lever des impôts. Le roi avait ſigné deux actes, le 29 juin 1767, l'un pour établir des douanes dans les colonies, & y faire exécuter les prohibitions ſur le fait du commerce, ſous l'inſpection des commiſſaires qu'il choiſirait; & l'autre, pour faire ceſſer toutes remiſes de droits ſur la porcelaine de la Chine, & toute eſpèce de contrebande; on fit encore un nouvel acte pour aſſurer le paiement des amendes & confiſcations, prononcées contre ceux qui contrevenaient aux prohibitions. La chambre des repréſentans de la province de Maſſachuſet, écrivit alors une lettre circulaire à toute les aſſemblées des autres colonies, afin d'obtenir

ANNÉE 1768.

ANNÉE 1768.

leur approbation ſur les moyens qu'elle prenait pour démontrer que les actes du parlement, tendans à impoſer des loix ou des taxes, étaient des infractions des droits naturels & conſtitutionnels des Américains, & ſe concilier avec elles ſur les meſures qu'il reſtait à prendre pour l'avenir. Elle délibéra une ſeconde fois, que la province ne recevrait plus de marchandiſes importées de la Grande-Bretagne, & les principaux colons établirent, dès ce moment, des manufactures pour tous les objets que l'on avait négligé de fabriquer juſqu'alors.

Premiere ſédition.

DEUX régimens arrivèrent d'Halifax, pour contenir la multitude; il en réſulta les plus grands déſordres. Le 5 mars 1768, on ſonna le tocſin, comme ſi le feu avait pris à la ville; on criait de tous les côtés que l'incendie était dans la rue du roi, le peuple s'attroupa dans cette rue : la ſentinelle poſtée à la douane, croyant que l'on voulait enlever les deniers royaux, appella du ſecours,

Le capitaine de garde, nommé Thomas Preſton, accourant avec un détachement, voulut faire retirer la populace; mais le tumulte s'étant accrû par ſon arrivée, il ordonna de faire feu, & plusieurs perſonnes furent tuées : alors la révolte devint générale, & le gouverneur Bernard, fut obligé d'envoyer les ſoldats au fort Guillaume, pour les dérober à la fureur du peuple, qui allait toujours en augmentant. Le conſeil exigea davantage ; il voulut que les régimens ſortiſſent de la colonie, pour éviter une plus grande ſédition.

ANNÉE 1768.

John Hancock, riche négociant de Boſton, qui jouiſſait d'un grand crédit parmi le peuple de cette ville, avait armé un ſloop qu'il avait nommé *la Liberté*; le contrôleur & le collecteur ayant ſaiſi ce bâtiment le 9 mai 1768, ſous prétexte d'infraction aux loix prohibitives, il s'éleva un nouveau tumulte : les officiers de la douane furent expoſés à tous les outrages de la populace. Leurs maiſons furent inveſties pendant la nuit, & les

Année 1768.

fénêtres brisées : ils furent trop heureux de s'enfuir ; ils s'embarquèrent le lendemain à bord d'un vaisseau de guerre qui était dans le port, & apprenant qu'on voulait y mettre le feu, ils se retirèrent dans l'île du Château.

Le gouverneur ayant alors proposé au conseil de prendre quelques mesures pour rétablir l'autorité du gouvernement, le conseil lui répondit que les mouvemens dont il se plaignait étaient justifiés par la manière violente & opressive dont les officiers de la douane s'étaient emparés du sloop *la Liberté* ; il prit le parti de dissoudre l'assemblée.

Tous les esprits étaient aigris : le mécontentement était non - seulement parmi le peuple, mais il s'était emparé des principaux habitans, dans la ville & dans les campagnes. Le corps de ville de Boston, après avoir nié l'autorité législative de l'Angleterre sur l'Amérique, n'hésita point à dire, dans un de ses arrêtés : qu'il valait mieux lutter contre la Métropole, que de lui

laisser lâchement usurper les droits de l'Amérique. Année 1768.

Les francs-tenanciers s'assemblèrent d'eux-mêmes, & déclarèrent que les levées d'argent faites dans la province, pour l'usage & le service de la couronne, d'une autre manière qu'elles n'étaient accordées par la grande assemblée de la province, étaient une infraction à la chartre & aux droits naturels des sujets, lesquels étaient énoncés *dans l'acte de succession à la couronne d'Angleterre*, & qui consistent *à donner & octroyer librement leur argent pour le service de la couronne de leur propre consentement, donné par eux-mêmes, ou par des représentans qu'ils auraient choisis librement.*

Confédération.

La même assemblée arrêta, que le gouverneur ne jugeant pas à propos de convoquer une cour générale pour le redressement de leurs griefs, la ville de Boston ferait choix d'un nombre de personnes pour traiter les affaires, sous

ANNÉE 1768.

» vous portiez avec ardeur, à toutes les » mesures qui seront prises pour parvenir » à un but si glorieux ».

C'est ainsi que furent jettés les premiers fondemens de la confédération des colonies; aucun magistrat civil ne tenta de s'opposer à ces résolutions populaires, & les gouverneurs ne purent les prévenir par la force, qu'ils commençaient cependant à employer ouvertement.

Démarches du parlem.t & adresses au Roi.

A la rentrée du parlement, le roi déclara qu'il avait pris les précautions nécessaires pour maintenir ses sujets de l'Amérique dans l'obéissance, & qu'il persévèrerait dans ce plan de conduite; le parlement répondit, qu'il concourrait avec zèle aux mesures qui tendraient à réprimer, parmi les Américains, un esprit audacieux & de désobéissance. Telles furent les expressions de l'adresse qu'on fit adopter à la chambre des communes : elles flattaient les projets du monarque, & méritèrent les marques authentiques de sa satisfaction.

Le

Le parlement alla plus loin, il déclara que les votes des aſſemblées de Maſſachuſet, portant refus de reconnaître la puiſſance & l'autorité de ſa majeſté, pour faire, de l'avis & du conſentement des lords ſpirituels & temporels, & des communes aſſemblées en parlement, des loix & ſtatuts ſuffiſans, pour obliger les peuples de l'Amérique à s'y ſoumettre *dans tous les cas poſſibles*, étaient illégales & dérogatoires aux droits de la couronne & du parlement; que les lettres écrites par cette province aux aſſemblées des autres colonies, qui révoquaient en doute le droit du parlement de mettre des impôts ſur les ſujets de la couronne en Amérique, répugnaient aux loix de la Grande-Bretagne, & devaient être regardés comme des actes dangereux de ſédition; qu'enfin, l'exécution des loix *était devenue impraticable ſans le ſecours de la force militaire*. Il ajoutait que les violences commiſes à Boſton, contre les officiers de la couronne & des douanes, la négligence du conſeil & des

ANNÉE 1768.

Année 1768.

» vous portiez avec ardeur, à toutes les » mesures qui seront prises pour parvenir » à un but si glorieux ».

C'est ainsi que furent jettés les premiers fondemens de la confédération des colonies; aucun magistrat civil ne tenta de s'opposer à ces résolutions populaires, & les gouverneurs ne purent les prévenir par la force, qu'ils commençaient cependant à employer ouvertement.

Démarches du parlem.t & adresses au Roi.

A la rentrée du parlement, le roi déclara qu'il avait pris les précautions nécessaires pour maintenir ses sujets de l'Amérique dans l'obéissance, & qu'il persévèrerait dans ce plan de conduite; le parlement répondit, qu'il concourrait avec zèle aux mesures qui tendraient à réprimer, parmi les Américains, un esprit audacieux & de désobéissance. Telles furent les expressions de l'adresse qu'on fit adopter à la chambre des communes : elles flattaient les projets du monarque, & méritèrent les marques authentiques de sa satisfaction.

Le

ANNÉE 1768.

Le parlement alla plus loin, il déclara que les votes des aſſemblées de Maſſachuſet, portant refus de reconnaître la puiſſance & l'autorité de ſa majeſté, pour faire, de l'avis & du conſentement des lords ſpirituels & temporels, & des communes aſſemblées en parlement, des loix & ſtatuts ſuffiſans, pour obliger les peuples de l'Amérique à s'y ſoumettre *dans tous les cas poſſibles*, étaient illégales & dérogatoires aux droits de la couronne & du parlement; que les lettres écrites par cette province aux aſſemblées des autres colonies, qui révoquaient en doute le droit du parlement de mettre des impôts ſur les ſujets de la couronne en Amérique, répugnaient aux loix de la Grande-Bretagne, & devaient être regardés comme des actes dangereux de ſédition; qu'enfin, l'exécution des loix *était devenue impraticable ſans le ſecours de la force militaire*. Il ajoutait que les violences commiſes à Boſton, contre les officiers de la couronne & des douanes, la négligence du conſeil & des

ANNÉE 1768.

magiſtrats à les punir, l'inſtitution d'un comité de convention, & les inſtructions fournies par les notables, ſur le choix des députés qui devaient y concourir, manifeſtaient le deſſein d'établir dans cette province une autorité nouvelle, inconſtitutionnelle & indépendante de la couronne; qu'enfin, l'aſſemblée de ces députés était une uſurpation téméraire ſur l'autorité du gouvernement.

Cet arrêt était terminé par une adreſſe au roi, pour qu'il ordonnât au gouverneur de Maſſachuſet, de ptendre les inſtructions les plus exactes & les plus étendues, ſur les crimes de haute trahiſon, ou de complicité de trahiſon, commis dans ſon gouvernement, & d'envoyer ces inſtructions, & les noms des coupables, au ſecrétaire d'état ayant le département des colonies, pour faire examiner & juger les délits dans le royaume.

Cette adreſſe fut reçue du roi avec une grande joie, & il envoya le lord chancelier remercier le parlement. Ces

résolutions rigoureuses, & l'envoi des troupes, ne produisirent pas d'autre effet que d'augmenter la fermentation, déjà trop générale; on résista toujours aux loix nouvelles: les gazettes publièrent dans toute l'Amérique, des actes séditieux. Les marchands qui avaient souscrit à la non-importation des marchandises d'Angleterre, furent fidèles à leur promesse, & les assemblées du comité de convention, se tinrent régulièrement. Ce comité établit des officiers pour examiner les vaisseaux arrivans, & prononça des censures juridiques contre ceux qui refuseraient d'obéir à ses arrêtés; leurs noms furent imprimés dans les gazettes, comme ennemis de leur pays: enfin, les ordres de ce comité ne tardèrent pas à être reçus avec l'obéissance & le respect que l'on refusait à toute autre loi. Les marchandises importées d'Angleterre, furent enfermées dans des magasins pour en empêcher la vente; &, lorsque les magasins se trouvèrent trop remplis, on les fit

ANNÉE 1768.

rembarquer pour Londres à mesure qu'elles arrivaient.

ANNÉE 1769.

IV. Nouvelle assemblée ; les Actes qu'elle fit.

UNE nouvelle assemblée générale ayant été ouverte à Boston le 30 Mai 1769, en vertu des ordres du roi, elle envoya, avant de procéder à aucune autre affaire, un message au gouverneur pour lui déclarer que l'appareil de la puissance Britannique portait ombrage à l'assemblée, qui jugeait sa dignité & sa liberté lésées par la présence des troupes & des vaisseaux de guerre ; qu'ainsi, elle le priait d'éloigner de la ville, les forces de terre & de mer, pendant le temps des séances.

Le gouverneur ayant répondu qu'il n'avait aucune autorité sur les vaisseaux du roi, & sur les troupes qui étaient dans la ville, l'assemblée lui déclara que suivant les principes de la constitution, celui qui faisait les fonctions de gouverneur commandait tout le militaire ; qu'il était incompatible avec la nature du gouvernement Anglais, d'envoyer

des forces militaires pour donner de la vigueur à l'exécution des loix, & que lorſque tout un peuple ne veut pas qu'une loi ſoit exécutée, il eſt évident qu'elle eſt injuſte, & ceſſe d'être une loi pour lui, attendu qu'il doit donner ſon approbation aux loix, avant d'être obligé de leur obéir. En procédant à l'élection des membres du conſeil, la chambre eut ſoin d'exclure le lieutenant gouverneur, tous les autres officiers & encore les membres du conſeil précédent, qui pouvaient avoir quelque penchant à ſuivre d'autres volontés que celles du peuple.

ANNÉE 1769.

Elle déclara, le 8 juillet, que tout procès pour trahiſon, complicité de trahiſon, ou autre crime quelconque, devait être inſtruit & pourſuivi dans les lieux où le crime avait été commis, & que tranſporter des accuſés au-delà des mers, c'était anéantir les privilèges de tous ſujets Anglais, en leur enlevant le droit ineſtimable d'être jugés par un juré du voiſinage, & de produire leurs

ANNÉE 1779.

témoins. John Hancock fut nommé orateur de la chambre; mais le lieutenant gouverneur Hutchinſon uſa du pouvoir négatif qui lui était conféré par la chartre, & lui donna l'excluſion: il en informa le cabinet de Londres par des dépêches reçues le 8 avril 1770. Hancock avait mérité ſa diſgrace en offrant de renvoyer ſes vaiſſeaux venant d'Angleterre, & d'en perdre le fret. Hutchinſon mandait au lord Hillſborough, ſecrétaire d'état, qu'il n'avait pu obtenir le conſentement du conſeil, ſur aucune propoſition, pour empêcher que la ville de Boſton n'uſurpât les pouvoirs du gouvernement, & demandait une loi pour punir les confédérations.

Trois années s'étaient écoulées ſans qu'aucune des taxes dont les Américains s'étaient ſi vivement offenſes, eût été perçue. Mais ils voulaient une renonciation générale & formelle; on leur accorda cette ſatisfaction en 1770. La taxe ſur le thé fut ſeule conſervée, mais on en négligea la perception.

Le lord Hillſborough écrivit aux colonies une lettre circulaire pour déclarer en termes précis, qu'il ne ſerait levé déſormais aucune taxe ſur les Américains ſans leur conſentement; mais la ſuite leur fit voir qu'il n'était plus poſſible de mettre aucune confiance dans l'adminiſtration de Londres, puiſque les engagemens qu'elle avait contractés n'étaient d'aucune autorité. Ils ne pouvaient ajouter foi aux promeſſes du gouvernement, puiſque pour les violer, il ſuffiſait de les faire révoquer par un parlement vénal, après avoir renvoyé le miniſtre qui avait été l'agent immédiat de la convention nationale.

Année 1770.

Lettre du lord Hillsborough, alors miniſtre, au ſujet des taxes.

Les receveurs des taxes & des douanes étaient chaſſés & maltraités dans toute la Nouvelle-Angleterre. Le 18 mai 1770, la populace, qui par-tout ſe reſſemble, ayant appris qu'un commis de la douane avait ſaiſi, ſous prétexte de contrebande, un petit bâtiment côtier venant de Conecticut, l'arrêta

Traitemens faits aux officiers des douanes.

ANNÉES 1770, 1771, & 1772.

le dépouilla, & le traîna dans toute la ville, à la queue d'une charrette, barbouillé de gaudron & couvert de plumes.

Les chofes reftèrent dans le même état en 1771; il n'y eut point d'autres mouvemens qu'une oppofition formelle aux officiers des douanes. Le gouverneur ayant envoyé, à ce fujet, un meffage à la chambre, elle répondit qu'elle ne connaiffait point de commiffaires des douanes du roi, ni de revenu qu'il eût le droit de lever en Amérique. Les mêmes difpofitions continuèrent en 1772.

V. Projet de rendre les juges dépendans de la Cour.

ALORS le cabinet de Londres voulant s'affurer du dévouement des juges de la cour fupérieure de juftice, & les obliger de condamner à l'avenir ceux qui feraient violence aux officiers des douanes, leur fixa des appointemens, afin de les rendre indépendans des octrois du peuple. L'affemblée vota une adreffe au gouverneur, pour lui repréfenter que tous les gens éclairés étaient allarmés

de cette innovation, comme tendante à effectuer le système de servitude adopté par la cour de Londres, & étant une source de maux si funestes qu'on n'en pouvait faire l'énumération. Elle écrivit en même temps à tous les comtés de nouvelles lettres circulaires, où elle s'étendait sur les conséquences de cette infraction des privilèges de la chartre.

ANNÉE 1772.

Acte d'imposition sur le thé, le papier, les cartes, &c. 1773.

TROMPÉ par ses délégués, le ministère crut, sans doute, que les dispositions des peuples étaient changées, lorsqu'en 1773 il fut permis à la compagnie des Indes orientales d'exporter son thé dans les colonies, chargé d'un droit excessif que le parlement imposa; il mit aussi des impôts sur le carton & le papier, sur le plomb, les ouvrages de verre & les couleurs à peindre. La vigueur avec laquelle toutes les provinces s'opposèrent à ces taxes indirectes, devait ouvrir les yeux des ministres.

LES plus puissans & les plus éclairés

ANNÉE 1773.

Sentimens des Américains à l'égard de la Metropol.

d'entre les Américains, aſſuraient dans des écrits publics, que ſi la Métropole renonçait à l'injuſte prétention de leur impoſer des taxes à ſon gré, & s'ils étaient requis comme hommes libres, on les trouverait diſpoſés à faire de nouveaux ſacrifices; mais dès l'an 1759 le docteur Franklin avait adreſſé des repréſentations vigoureuſes ſur le danger de lever des impôts dans l'Amérique ſeptentrionale : ces mémoires atteſtent que s'ils n'y avait encore aucun projet formé de ſecouer le joug de la Métropole, il exiſtait du moins une tendance générale vers l'affranchiſſement & l'indépendance.

Ils offraient de venir au ſecours des finances Britanniques par des contributions volontaires & conformes à leurs facultés, pourvu que ces contributions fuſſent appliquées à l'avenir, à remédier à la détreſſe publique; que les ſommes qu'ils conſentiraient à donner, & les propres fonds d'amortiſſemens levés en Europe, ne fuſſent plus diſſipés en des

dépenſes oppreſſives, & en eſſais de corruption; que ces ſommes enfin, fuſſent appliquées à racheter la dette de la nation. Mais il ne faut point ſe laiſſer tromper par ces écrits; l'Amérique ſeptentrionale connaiſſait ſon pouvoir & le déſavantage d'une reconciliation; chacun ſentait que quand même on accorderait aux colonies le droit de ſe faire repréſenter dans le parlement, qu'elles demandaient avec inſtance, la voix de leurs députés ſerait étouffée ſans ceſſe par la majorité vendue au parti des miniſtres; on était convaincu que les liaiſons avec la Grande-Bretagne, qui avaient ſervi à l'établiſſement de tant de grandes colonies, n'etaient plus néceſſaires à leur proſpérité, qu'il ſuffiſait qu'elles fuſſent unies entr'elles. Pluſieurs même de ceux qui entraînaient le ſuffrage de la multitude, ſoutenaient que ces anciennes liaiſons n'avaient été d'aucune utilité aux colonies. Le commerce qui nous enrichit, diſaient-ils, conſiſte dans les choſes de premier beſoin,

ANNÉE 1773.

& nous aurions trouvé la vente de ces objets dans toute l'Europe dès le moment que nous avons commencé de les poſſéder en abondance. Il eſt convenable ſans doute que de petites îles ſoient gouvernées par un royaume; mais il eſt abſurde de vouloir qu'un continent ſoit gouverné par une île ; de même qu'elle ne peut pas nous conquérir, il lui eſt impoſſible de nous gouverner. L'Angleterre appartient à l'Europe, & l'Amérique à elle-même : tôt ou tard l'Amérique doit être indépendante de l'Angleterre, & le moment eſt arrivé : la poſtérité ne pourra pas comprendre comment on nous a retenu tant d'années dans cet état de ſoumiſſion & de perplexité, qui nous réduit à traverſer quinze ou dix-huit cents lieues pour aller ſolliciter une puiſſance ſi diſproportionnée, ſi éloignée de nous, qui nous connaît ſi mal, à lui préſenter des ſuppliques auxquelles elle ne daigne pas répondre. Ne ſouffrons plus un ſi ſanglant affront; s'il durait plus long-

temps, l'hiſtoire des nations daignerait à peine nous compter au rang des hommes.

Année 1773.

De tels diſcours adreſſés à des republicains naturellement vifs & impatiens du joug, devaient faire une grande impreſſion; ils la firent, & les repréſentations n'ayant point eu d'effet à Londres, les colonies ſe déterminèrent à employer la force.

Attroupemens & délibération du peuple.

PLUSIEURS navires chargés de thé des Indes orientales étant arrivés, le peuple s'attroupa & ſe rendit chez les conſignataires chargés d'en faire la vente, caſſa les vitres & commit d'autres excès. Un coup de mouſquet, tiré de la maiſon du ſieur Clarke ſur pluſieurs perſonnes attroupées, excita leur vengeance; la maiſon fut enfoncée & pillée, & le peuple en fit autant chez les autres prépoſés à la diſtribution du thé. Le gouverneur ayant demandé au conſeil ſon aſſiſtance pour en favoriſer le débarquement, le conſeil ne

ANNÉE 1773.

voulut prendre aucune meſure. Le 29 novembre, après l'arrivée de pluſieurs vaiſſeaux chargés de thé, le peuple de Boſton & des villes voiſines, tint une aſſemblée, & la continua par ajournement au lendemain; & ce qui eſt étonnant, c'eſt que dans cette multitude il n'y eut aucun déſordre, aucune confuſion; elle ſemblait éclairée par la raiſon; elle prit des réſolutions ſages: les conſeils les plus fermes & les plus prudens y furent écoutés & ſuivis. Il y fut arrêté d'une commune voix que le thé ne ſerait pas débarqué, que les propriétaires & les capitaines des vaiſſeaux en répondraient, & ſeraient obligés de rapporter leurs cargaiſons en Angleterre, que toutes les villes de la province, & même celles des autres colonies, ſeraient invitées à tenir la même conduite. Les babitans de Philadelphie, de Charles-town & de New-York, adoptèrent ces réſolutions; elles furent imprimées & envoyées, tant en Angleterre que dans tous les ports de l'Amérique.

ANNÉE 1773.

Progrès de l'*ustion*, ou résistance.

LE vaisseau le Darmouth, chargé de thé, était alors dans le port de Boston; les habitans sommèrent le gouverneur de le renvoyer à Londres. Sur son refus ils se rendirent à bord, & jetèrent tout le thé à la mer, sans faire aucun autre dégât. Le navire *la Polly*, fretté par la compagnie des Indes, fut renvoyé de Philadelphie avec sa cargaison; le peuple de Charles-town obligea de partir un autre vaisseau chargé de deux cents cinquante-sept caisses de thé. Le comité de correspondance qui s'était formé, entretint, dès ce moment, une garde militaire & un guet chaque nuit, pour empêcher que l'on ne débarquât une seule caisse de thé. Ce comité était chargé de l'exécution des résolutions que le peuple avait prises avant de se séparer.

Les consignataires furent obligés de se retirer au château Guillaume *; alors

* Willam's Castle.

ANNÉE 1773.

le comité s'adressa directement aux propriétaires ou aux capitaines des vaisseaux, & leur ordonna de faire repartir leurs vaisseaux; mais ceux-ci n'ayant pu obtenir leur acquit de la douane, ni un passeport pour sortir de Boston, la chambre qui se trouvait assemblée, se leva, criant au peuple, au peuple! & sortit de la maison-de-ville. A l'instant la populace monta à bord de trois vaisseaux qui étaient ancrés près des quais, & jetta leurs cargaisons à la mer.

Le gouvernement aigrit le mal par les précautions qu'il prit. Il fit venir des troupes, & leur distribua des cartouches; le général Haldiman plaça devant sa porte deux pièces de canon, & le gouverneur Hutchinson pourvut avec encore plus d'appareil à la garde de sa personne. L'amiral Montague arma ses vaisseaux, & en fit une ligne sur les côtes. On annonçait publiquement l'arrivée d'un renfort de troupes & de vaisseaux destinés à faire rentrer les colons dans le devoir; mais offensés de

de ces menaces, & de ces préparatifs de guerre en temps de paix, les habitans ajoutèrent à leurs compagnies franches une compagnie d'artillerie.

ANNÉE 1773.

VI. Châtiment de John Malcom

En ce temps-là John Malcom, officier des douanes, s'attira une rude punition: malgré les exemples que le peuple lui avait donnés, il eut la hardiesse de saisir un vaisseau dans le port de Falmouth. Ce mépris des jugemens du peuple, lui mérita le châtiment ordonné depuis quatre ans pour cette espèce de crime; il fut arrêté par la multitude irritée; on le couvrit de goudron & de plumes, mais on eut le ménagement de ne pas le dépouiller: il fut exposé en cet état, pendant trois jours, aux huées de la populace. Ce châtiment exemplaire ne calma point le caractère véhément de ce maltotier anglais; il eut l'imprudence de s'expliquer avec mépris, sur le traitement qu'il avait reçu, disant que le Roi & le Parlement, lui feraient bientôt raison de cette canaille. Ces propos

ANNÉE 1774.

indignèrent contre lui tout le peuple; & l'on n'attendait qu'une occasion de le punir, avec plus d'éclat & de sévérité, qu'il ne l'avait été la première fois. Malcom ne tarda pas à faire naître cette occasion. Il avait offensé quelques temps auparavant un marchand de la ville, & l'ayant rencontré le 25 Janvier 1774, la querelle recommença; il traita le marchand avec beaucoup d'insolence, & y mit le comble, en le frappant de sa canne. Cette violence excita l'attention des juges de paix, ainsi que la colère du peuple; un ordre fut donné contre lui, mais le constable * ne pouvant pas le trouver, la populace environna sa maison dans l'après-dînée; les fenêtres ayant été brisées, il vint, l'épée à la main, pour repousser les assaillans, qui n'avaient d'autres armes que leurs bras, & il en blessa plusieurs. Les bostoniens modérés jusques

* Sergent ou exempt, chargé de l'exécution des *Warrants*, ou décrets.

dans leur vengeance, entrèrent en foule dans ſa maiſon, l'attachèrent à une corde & le deſcendirent par la fenêtre, dans une charrette, où après avoir mis ſes habits en piéces, ils lui goudronnèrent la tête & le corps tout entier, l'emplumèrent & le traînèrent par la grande rue & dans les principaux quartiers, d'où ils le ramenèrent aux pieds du gibet, l'attachèrent à la potence, le fouettèrent de verges & l'obligèrent de remercier de n'être point pendu. Après cette exécution, le peuple le ramena chez lui, ſans lui faire d'autre mal.

ANNÉE 1774.

LE mécontentement de la populace n'agiſſait encore que dans les villes; il agiſſait ſeul & ſans guides connus; il parut s'appaiſer après le départ des navires chargés de thé, & peut-être la réſolution priſe par les plus ſages d'entre les Anglo-Américains, de ſe ſéparer de la Métropole, n'aurait point encore éclaté; mais Hutchinſon, qui gouvernait

Jugement populaire contre le gouverneur Hutkinſon, & Wederburne, ſon ami.

ANNÉE 1774.

Boſton, cachant ſa dureté & ſes vengeances, ſous prétexte de ſauver la dignité de l'Angleterre & du Parlement, chargea de délations tout ce qu'il avait d'ennemis. Il n'avait pas ſçu ſe faire aimer dans la colonie ; la liſte des proſcrits était nombreuſe. Le peuple en ayant eu connaiſſance, il fut ordonné à Philadelphie, par le comité qui s'y était formé, que l'effigie de ce gouverneur & celle de Wederburne, ſon conſeil & ſon confident, ayant devant & derrière des écriteaux chargés d'inſcriptions, où ſeraient rappellés leurs crimes envers le peuple, ſeraient promenées ſur un tombereau, & enſuite attachées à un gibet ſur la place publique, où elles reſteraient expoſées pendant deux heures. L'exécution fut faite le 3 Mai 1774 ; & la fureur du peuple y ajouta tout ce que peut inſpirer la vengeance ; on dreſſa un bûcher au pied de la potence, & lorſque les effigies y furent jettées, les acclamations retentirent dans toute la ville.

Année 1774.

Malgré cet éclat, malgré les précautions prises dans toutes les provinces, pour former une confédération générale, la cour de Londres persevera dans sa résolution de réduire les colonies par la rigueur.

Accusations de l'assemblée contre Pierre Oliver, chef de justice.

Le premier Février, à la rentrée des sessions, l'assemblée de Boston fit venir le chef de justice, Pierre Oliver, & les quatre membres de justice de la cour supérieure, & leur demanda s'ils entendaient recevoir les octrois de l'assemblée générale pour leurs émolumens, ou les accepter de la couronne. Les quatre juges répondirent qu'ils désiraient recevoir leurs salaires de la province; mais Oliver, dévoué au gouverneur, Oliver qui avait été distributeur du papier timbré, répondit qu'il continuerait de recevoir ses apointemens de la couronne.

Sur cette réponse, la chambre représenta au gouverneur, que Pierre Oliver ayant reçu son salaire sur un

Année 1774.

revenu levé injuſtement, & étant déterminé à continuer de le recevoir de la même manière, ſe montrait ennemis de la conſtitution , & était dès-lors incapable de ſa place. Le gouverneur perſiſtant à la lui conſerver, on dreſſa un plan d'accuſation contre lui ſur pluſieurs chefs. Le premier était d'avoir trahi la confiance attachée à ſon office, & les droits conſtitutionnels de la province, en acceptant un ſalaire de la couronne, pour des ſervices miniſtériels qui roulaient également ſur lui. L'arrêté pour former cette accuſation, paſſa à la pluralité de quatre-vingt-douze voix contre huit.

La chambre ajourna ce juge royal à comparaître le 22 Février, & ſomma le gouverneur d'aſſiſter au jugement : ce dernier s'y refuſa, diſant qu'il ne reconnaiſſait ni en lui, ni dans le conſeil, l'autorité néceſſaire pour juger le chef de juſtice; mais voyant que malgré toute la réſiſtance qu'il pouvait apporter, la chambre en viendrait à

ſes fins, il prit le parti de diſſoudre l'aſſemblée dans les derniers jours du mois de Mars 1774.

ANNÉE 1774.

Il ſavait que dans ces momens, le parlement prenait connaiſſance des troubles de l'Amérique, & ne cherchait qu'à gagner du temps. La grande queſtion du droit de taxation avait été renouvellée au mois de Février. Le lord Barrington demandait dans la chambre des pairs, que l'on jugeât ſur le vu des pièces; on s'élevait dans la chambre des communes contre les voies de rigueur; mais le lord North, porteur des meſſages du Roi, voulait que l'on reprimât les déſordres; & après de longues diſcuſſions, ſon parti l'emporta. Le parlement ordonna, conformément à la propoſition de ce lord, qu'il ſerait dreſſé un bill, pour rappeller les officiers des droits royaux, & fermer le port de Boſton.

Interdit du port de Boſton.

Ce bill, prêt à paſſer en loi, allarmait toute l'Angleterre; la mère patrie

ANNÉE 1774.

en ſouffrait plus de préjudice, que la colonie que l'on voulait punir; on calculait la perte des manufactures Britanniques, dont le commerce ouvert avec les colonies, faiſait ſubſiſter en Angleterre plus de cent mille chefs de famille; mais en vain les négocians préſentèrent des mémoires, le lord North fit faire la ſeconde lecture du bill contre Boſton.

Les Américains qui ſe trouvaient alors à Londres, firent à la chambre des pairs des remontrances, pour faire révoquer un ordre ſi funeſte. Benjamin Franklin, & Arthur Lée, furent chargés de les préſenter. Ils réclamaient les droits de ſujets Anglais, violés à l'égard de la ville de Boſton, punie par l'autorité du parlement, pour de prétendues offenſes publiques commiſes hors de ſa juriſdiction; punie dans une forme illegale & ſans avoir été entendue.

« Il ſerait à craindre, diſaient-ils, » qu'une rigueur exceſſive & déplacée,

» n'affectât vivement nos concitoyens, » & n'éteignît leur affection pour la » Grande-Bretagne. L'attachement de » l'Amérique doit finir, où commencera » l'injustice de la Métropole ». Ces remontrances n'eurent point de succès; le bill passa à la pluralité des voix, lors de la troisieme lecture, & le Roi y ayant donné sanction de loi, nomma gouverneur de Boston, le chevalier Thomas Gage, déjà commandant en chef de ses troupes en Amérique. Année 1774.

Cette Ville n'eut connaissance du bill pour fermer son port, que par l'arrivée du nouveau gouverneur, & les peuples de Massachuset n'en connurent les dispositions, que quinze jours avant son exécution.

Il fallait donc que, pour faire cesser toute division entre la colonie & la Métropole, les colonies consentissent à voir détruire leurs anciennes chartres, à se voir enlever leur argent sans réclamation, à être privées de la sûreté personnelle qui résulte des jugemens

Année 1774.

par jurés, & des tribunaux dont les juges ſont indépendans de toute autre pouvoir que celui de la loi. De tels ſacrifices ne pouvaient être faits ſans ſe plaindre, ſans murmurer & ſans faire réſiſtance. Il ne reſtait aux colonies aucune voie de conciliation; car en abandonnant leurs droits les plus ſacrés, il eſt incertain qu'elles euſſent obtenu la paix, même à ce prix, ſi elles n'avaient encore conſenti à ſubir le joug de l'autorité militaire.

Les Américains deſiraient, au contraire, ſe dégager de leurs anciennes chaînes, & ſe rendre indépendans; mais la politique, ni l'équité n'avaient point de reproches à leur faire; ils n'avaient fait de pas vers la rebellion, qu'autant que le gouvernement en avait fait vers le pouvoir arbitraire.

On ſe flattait à Londres, que l'interdit de Boſton, diviſant le commerce de cette grande ville entre les villes voiſines, ſerait une ſource de jalouſies & de rivalités dans la Nouvelle-Angleterre, &

que le pouvoir abſolu profiterait de ces diſſenſions pour s'affermir. Le gouvernement mettait en uſage la grande maxime : *Diviſe pour régner.* Il eſpérait que l'envie que d'autres colonies portaient autrefois à la province de Maſſachuſet, ſe réveillerait, & qu'elles ne tarderaient pas à ſe réjouir du châtiment de cette province ſi fière ; il ſe perſuadait que les peuples effrayés, ſe hâteraient de ſéparer leurs intérêts de ceux d'une colonie frappée d'anathême, & que cet interdit, deſtiné à détruire l'accord qui exiſtait entre les villes & les comtés de la Nouvelle-Angleterre, ſervirait encore à empêcher l'union qu'elle paraiſſait deſirer avec les autres colonies.

Les méditations de l'iniquité ſont infinies ; elles étonnent la prudence du ſage, & malheureuſement l'hiſtoire lui en offre rarement d'auſſi profondes ſur la juſtice & ſur la liberté. S'il ne jouit pas ſouvent de cette ſatisfaction, les mémoires que j'écris lui offrent du moins des conſolations : la vertu, le courage

ANNÉE 1774.

des peuples y déconcertent par-tout l'attente d'une politique cruelle. Les vexateurs y ſont trompés dans tous leurs projets; ils comptaient ſur les diviſions que sèment les intérêts particuliers; ils croyaient connaître parfaitement les hommes, parce qu'ils ſe les repréſentaient tous méchans & corrompus intérieurement comme eux. Ils croyaient ne jamais s'égarer en établiſſant leurs calculs ſur le principe devenu trop général de la perverſité humaine. Mais tout contrariait leurs ſyſtêmes, les ſacrifices de l'ambition, de la fortune, du repos, du plaiſir, ſont ceux que les Américains voulaient faire à la liberté. Ils ſavaient que leurs ſouffrances ſeraient paſſagères, & le bonheur durable. Leurs ames étaient pures, & n'étaient point agitées par d'autres ſentimens que ceux qui éclataient dans leurs diſcours; leurs cœurs étaient pleins de courage & de perſévérance : ce n'était pas de la jalouſie qu'il y avait entre les villes de Boſton, New-York, Charles-town &

Philadelphie, c'était une émulation utile. Aussi-tôt que les habitans de Boston commencèrent à être malheureux & opprimés, tout le continent ne se trouva peuplé que de leurs amis. Ces évènemens fournissent de grands sujets de réflexion aux vrais philosophes : ce n'est point un petit nombre d'hommes, ce ne sont ni des nobles, ni des savans, ce sont des nations entières qui montrent de la vertu.

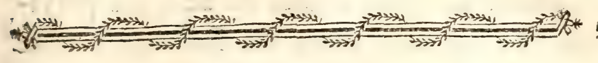
ANNÉE 1774.

Jamais, avant cette époque, les hommes n'avaient montré tant d'unanimité dans leurs résolutions. Les arts & les plaisirs de l'imagination & du luxe énervent les peuples que l'on appelle policés, & ne laissent entre les mains des particuliers, habitués à tout craindre, & jusqu'à la fatigue & la gène, aucun moyen de résister & de se défendre, aucune prudence, aucune fermeté dans les délibérations ; chacun consulte l'intérêt particulier de ses jouissances & de son repos : la cause publique s'anéantit devant la crainte d'une souffrance

ANNÉE 1774.

passagère. Il n'en était pas ainsi parmi les Anglo-Américains, la Métropole les attaquait par tous les moyens violens que suggère l'idée de la puissance, & ils employaient à se défendre le courage que donnent les bonnes mœurs.





ANNÉE 1774.

LIVRE TROISIEME.

ARRIVÉE du général Gage; formation du Congrès général, ses délibérations; bill du Canada; débats du parlement; journée de Lexington.

I. Disposition générale des peuples, & des Bostoniens en particulier.

A LA nouvelle de l'interdit de Boston, les peuples firent éclater, par-tout, le même ressentiment, & parurent oublier toute modération. Dans chacune des assemblées qui se tinrent sur le continent, on adopta des moyens de toute espece pour marquer l'horreur que cet acte de rigueur inspirait, & la ferme résolution où l'on était d'en empêcher l'effet.

Quoique le temps manquât aux Bostoniens, ils se préparerent à la résistance avec une audace que l'on ne devait pas attendre de leur situation; ils retinrent les vaisseaux appartenans à l'Angleterre & aux Isles anglaises; ils se disposerent, dès-lors, à prendre les armes pour la

ANNÉE 1774.

défenſe de leurs droits & de leurs priviléges ; ils réſolurent de ſuſpendre tout commerce d'exportation & d'importation avec les trois royaumes & les iſles, & d'ouvrir leurs ports à toutes les autres nations, juſqu'à la révocation des bills & la levée de l'interdit.

Arrivée du général Gage.

LE général Gage, qui s'était chargé de faire exécuter cet acte de punition, à l'accompliſſement duquel toute la puiſſance de l'Angleterre ne devait pas ſuffire, parut devant le fort Guillaume, le 15 Mai 1774, & débarqua le même jour à Boſton. Il voulut ſe faire annoncer comme l'ange de la terreur ; ceux qui l'accompagnaient, publièrent qu'il précédait ſix mille hommes & une eſcadre qui bloquerait la baie. Ces menaces, loin d'inſpirer de la crainte, augmentèrent la haine & le mépris, & ne contribuèrent pas à faire bien recevoir la proclamation, par laquelle le roi d'Angleterre & le parlement accordaient deux mois aux habitans de Boſton, pour ſe

ſoumettre

ſoumettre aux bills, paſſé lequel temps, l'interdit ſerait mis à exécution. La riſée fut générale aux mots de *clémence du ſouverain*, qui commençaient la proclamation; on y répondit par les ironies les plus amères, & telles que cette grande querelle en a ſouvent fait éclater dans les libelles Américains. On annonçait, dans les papiers publics, qu'à défaut de vaiſſeaux de guerre ſuffiſans, le général Gage propoſait l'entrepriſe, au rabais, d'une chaîne de fer de dix-huit lieues de longueur, pour fermer la baie de Maſſachuſet; ailleurs, on avertiſſait que le Roi envoyait ſoixante vaiſſeaux mouiller ſur une ligne, depuis le cap Cod, juſqu'au cap Anne, qui ſont aux deux extrémités de la baie.

ANNÉE 1774.

Si le général Gage avait eu plus de talens; au lieu de chercher à inſpirer de la crainte, il ſe ferait annoncé comme un pacificateur, comme un homme qui, revêtu d'une grande puiſſance, ne voulait employer d'autres armes que la douceur & la conciliation. Il avait épouſé

ANNÉE 1774.

une Américaine ; il avait commandé les troupes ſur les frontières de la Nouvelle-Angleterre, il pouvait tirer avantage de ces circonſtances pour ſe ménager des ouvertures auprès de ceux qui avaient la confiance du peuple, & les attirer à lui par des careſſes & des préférences. « Nous ſommes tous, leur aurait-il dit, » ſujets Britanniques ; vous ne prétendez » pas abjurer cette qualité, que tant de » grands hommes ont rendue honorable. » Loin de nous toute idée de rebellion ; » je ne vois point ici de révoltés, je ne » vois que des amis qui ſe plaignent. Si » vous ne voulez que le juſte redreſſe» ment de vos griefs, le roi & le par» lement ſont prêts à vous entendre ; » mais il faut vous les rendre favorables » par quelques témoignages de reſpect » & de ſoumiſſion ; je ſerai moi-même » le plus zélé défenſeur de vos droits : » que tardons-nous à nous réunir ſous » l'étendart d'une heureuſe réconcilia» tion » ?

Ce langage & les meſures adroites

qu'il ſuppoſe, auraient pu retenir encore long-temps ceux qui faiſaient agir le peuple de Boſton. La cour & le Parlement auraient pu profiter de ces momens pour s'éclairer ſur leurs véritables intérêts, & ramener tous les eſprits par une conduite équitable & ſoutenue. Mais Gage était plus ambitieux qu'éclairé ; c'était dans les combats qu'il voulait trouver ſa gloire ; & pour le rendre heureux, il fallait la guerre civile.

ANNÉE 1774.

LES provinces qui avaient déclaré faire cauſe commune avec les Boſtoniens, ajoutèrent bientôt pluſieurs réſolutions à celle de ceſſer tout commerce avec l'Angleterre ; elles arrêtèrent, que toute correſpondance ſerait ſuſpendue avec les colonies continentales qui refuſeraient d'embraſſer leur parti, & qu'aucune cour de juſtice n'admettrait les demandes des créanciers demeurans en Angleterre, juſqu'à la révocation de l'interdit de Boſton. Le Maryland donna l'exemple, la province de Virginie, les deux Carolines, la

Révocation des privileg. de Boſton ; tranſlation de l'aſſemblée, des tribunaux, & des offices publics à Salem.

ANNÉE 1774.

Nouvelle-Yorck & le Jerſey, s'y conformèrent avec zèle. Le premier Juin, jour où devait commencer l'interdit de Boſton, fut par-tout un jour de deuil & d'auſtérité. Le port fut bloqué par les vaiſſeaux de guerre, & le quatrième régiment arrivé ſur les vaiſſeaux de tranſport, campa dans la plaine. Le Chevalier Gage contemplait, ſans frémir, cette triſteſſe générale, qui ne pouvait précéder que des jours de vengeance: il tranſféra la douane à Plimouth, & le bureau des commiſſaires & les aſſemblées, à Salem. Salem, cette petite ville où l'on préférait la patrie aux richeſſes, où l'on refuſait l'abondance & les tréſors du commerce, qu'il fallait acheter par la ruine des Boſtoniens & le mépris de la liberté. A la nouvelle de l'interdit, la premiere démarche des habitans de Salem, fut de décider entr'eux qu'ils ne donneraient aucun logement aux Boſtoniens qui auraient la lâcheté d'abandonner leur ville dépouillée de ſes priviléges.

Offenſé de cette réſiſtance, le Cheva-

lier Gage ſe promettait d'en punir encore la ville de Boſton, d'où partaient, diſait-il, ces idées de mutinerie, comme ſi l'amour du bien public & le mépris de l'intérêt privé, pouvaient être le fruit des conſeils, & pouvaient ſe perſuader à ceux qui ne trouvent point ces ſentimens en eux-mêmes. Il voulait inveſtir Boſton du côté de la mer; il fit encore des efforts pour priver cette ville, quand il le voudrait, des ſecours qui pourraient lui venir des terres; il fit poſter, à toutes les avenues, des ſoldats, & plaça une garde particulière à l'iſthme de Boſton, tant pour empêcher la déſertion de ſes troupes, que pour s'aſſurer de ce paſſage étroit qui joint la péninſule de Boſton, au reſte du continent.

ANNÉE 1774.

CES voies de fait révoltèrent tous les eſprits, & le comté de Worceſter envoya offrir aux Boſtoniens, dix mille hommes pour les délivrer de leurs tyrans; ajoutant que quelques réſolutions qu'ils priſſent dans ces malheureuſes conjonc-

Meſures du peuple & de l'aſſemblée

ANNÉE 1774.

tures, l'aſſemblée de Worceſter proteſtait, dès-lors, contre toute délibération qui attenterait aux libertés dont les provinces de l'Amérique jouiſſaient depuis leur fondation. Les chartres de la Nouvelle-Angleterre étaient annullées; tout pacte avec la Métropole était détruit; les colons ſe regardaient comme rentrés dans le droit naturel de s'armer pour leur défenſe & de pourvoir à leur ſûreté. Ils ſe décidèrent à repouſſer la violence par la force; les membres du conſeil de Boſton élurent des députés & les envoyèrent au général Gage, pour lui déclarer que ſon adminiſtration ne ſerait heureuſe & durable, qu'autant qu'il rétablirait les priviléges de la colonie, & ferait contraſter ſa conduite avec celles de ſes prédéceſſeurs, auxquels la province attribuait tous ſes malheurs dont elle était déſolée. Ils ajoutaient, que les peuples ſe bornaient à réclamer les droits de citoyens Anglais, ſans reſtriction, & que le conſeil de la province étant dans l'obligation indiſpenſable de main-

tenir ces droits, il devait y appliquer ses plus grands efforts, sans que, pour cela, il crut manquer à la fidelité qu'il devait à la couronne, ni à ses prérogatives.

Année 1774.

Cette hardiesse, que le nouveau gouverneur n'avait point prévue, enflamma son courroux; il interrompit l'orateur & congédia les députés, en leur faisant des menaces. Le caractère irascible est celui que les envoyés de l'ancien monde, dans le nouveau, adoptent le plus volontiers; ils croient ressembler, dans leur colère, à des dieux irrités, & que la véhémence de leurs expressions donne une grande idée de leur puissance; ils ne veulent pas se ressouvenir que les armes qui servent au caprice des chefs, ont servi, quelquefois, la vengeance des sujets. Le gouvernement Anglais n'inspirait plus de frayeur en Amérique; en vain le chevalier Gage écrivit aux républicains dont il avait interrompu le message, qu'il regardait leur démarche comme une insulte faite au roi, & aux lords de son conseil, & comme un affront fait à lui-

ANNÉE 1774.

même ; on ne lui fit point de réponſe, & l'on ne s'occupa plus que des moyens de réſiſter.

Il n'y avait point de temps à perdre, l'ordre était donné pour convoquer à Salem, l'aſſemblée de la province, & l'exécution de cet ordre aurait empêché le ſuccès de toute délibération favorable à la liberté. On ſe hâta de déclarer que ſi le gouverneur pouvait, ſans contrevenir à la chartre, convoquer l'aſſemblée générale en tel lieu qu'il jugerait à propos, ce pouvoir était ſubordonné à la condition de conſulter dans ſon choix, le plus grand bien du peuple ; on ajoutait que la ville de Boſton avait toujours été regardée comme le lieu le plus convenable pour la convocation des repréſentans du peuple, & qu'aucune néceſſité n'exigeait de changement ; qu'au contraire on devait regarder ce changement, comme une entrepriſe ſur la liberté des membres de l'aſſemblée, un projet préjudiciable, une léſion publique.

Année 1774.
II.
Aſſemblée de Salem.

NÉANMOINS le gouverneur convoqua l'aſſemblée à Salem. A peine y fut-elle rendue, qu'elle prit un arrêté pour déclarer qu'il paraiſſait indiſpenſable de former une aſſemblée générable des comités des diverſes colonies; elle nomma un comité repréſentatif de la province, & vota une ſomme aſſez forte pour mettre ce comité en état de remplir les obligations qui lui étaient impoſées. Le gouverneur ayant refuſé de concourir à ces arrêtés, & ſur-tout au dernier, l'aſſemblée en fit un autre pour recommander aux différentes villes & diſtricts, de lever la ſomme qui avait été votée : cet arrêté eut force de loi, & ne trouva point de réfractaires.

Enfin, l'aſſemblée prévoyant ſa diſſolution prochaine, ſe hâta de donner aux peuples, des inſtructions ſur la réſiſtance qu'ils devaient apporter aux actes oppreſſifs du parlement ; elle leur recommanda, ſur-tout, de donner beaucoup d'encouragement aux manufactures de l'Amérique.

ANNÉE 1774. Sa diſſolution.

MALGRÉ les précautions priſes par les perſonnes chargées de rédiger ces inſtructions, le gouverneur en fut averti, & le jour même où l'affaire fut rapportée, il envoya ſon ſecrétaire à l'aſſemblée pour la diſſoudre ſur-le-champ. Les portes étaient fermées; on refuſa de les ouvrir, & le ſecrétaire fut obligé de lire, ſur l'eſcalier, (le 17 Juin), la proclamation qui annonçait la diſſolution de l'aſſemblée générale. C'eſt ainſi que ceſſa la dernière aſſemblée tenue dans la province de Maſſachuſet, ſuivant les conſtitutions portées dans ſa chartre.

J'ai oui dire ſouvent que le chevalier Gage, au lieu de diſſoudre l'aſſemblée, aurait dû la faire enlever par un corps de troupes, & envoyer tous les membres qui la compoſaient, à Londres; que, par ce moyen, il aurait attaqué la rebellion dans ſes racines, & conſervé l'Amérique à la couronne d'Angleterre. Ceux qui connaiſſent mieux les principes du gouvernement d'Angleterre, ne peuvent concevoir qu'avec effroi, l'idée

d'enlever & d'embarquer tout le corps législatif d'une province; ils pensent que le chevalier Gage n'aurait pu venir à bout d'une entreprise si contraire aux principes de la nation, & qu'il aurait causé inutilement une grande sédition. Les esprits étaient dans une extrême fermentation; l'indignation exaltant le courage des moindres Plébéiens; ils auraient exterminé les soldats que le gouverneur réservait pour des occasions moins dangereuses. Dès le lendemain, dix-huit Juin, les négocians & francs tenanciers de la ville de Salem, lui présentèrent une adresse. Les sentimens généreux que cette pièce renferme, méritent d'être connus.

Année 1774.

« Nous sommes pénétrés, disaient-ils, » de la compassion la plus tendre, à la » vue des maux qui vont s'accumuler » sur nos frères qui habitent la capitale, » & nous espérons que votre excellence » fera ses plus sérieux efforts pour em- » pêcher tout ce qui pourrait multiplier

Déclaration des habitans de Salem.

ANNÉE 1774.

» les fléaux déjà si redoutables sous lesquels gémissent ces infortunés. En fermant le port de Boston, on a cru que le cours du commerce pouvait être amené vers nous & tourné à notre avantage ; mais par la formation même de notre port, la nature nous a défendu toute rivalité de commerce avec cette ville, qui en est le centre naturel ; & indépendamment de cette circonstance, il faudrait que nous n'eussions aucune idée de justice dans l'esprit, aucun sentiment d humanité dans le cœur, pour penser à élever notre puissance & notre prospérité, sur la ruine de nos voisins opprimés ».

Comparez les sophismes de l'éloquence vénale, à la sagesse de cette remontrance, aux sentimens qu'elle exprimait avec une si noble simplicité. Si quelque chose pouvait éclairer un gouvernement oppressif, cette adresse devait le faire. Le jour où elle parvint à Londres, devait être le jour de la paix & de la liberté, de la constitution rétablie ; mais le plan

était arrêté, on voulait l'asservissement de l'Amérique, la suprématie illimité de la Métropole, ou plutôt, le malheur de toutes deux.

ANNÉE 1774.

Progrès de la confédération.

IL s'était déjà formé dans toutes les provinces, des congrès particuliers sous le titre de conventions provinciales; ils avaient établi un comité à Boston, pour diriger les colonies & former incessamment un congrès général, qui devait représenter & gouverner désormais toutes les provinces. D'abord, le chevalier Gage fit de vaines tentatives pour empêcher cette confédération; il publia ensuite des proclamations dans lesquelles il assurait que, « par tendresse pour les » Américains, il ne pouvait s'empêcher » de leur montrer l'énormité de leurs » crimes passés, & les châtimens qui » devaient punir le dessein prémédité de » haute trahison, dans lequel ils allaient » s'engager ». Il en vint, bientôt après, à faire employer par ses agens, les promesses & les flatteries, pour gagner

ANNÉE 1774.

quelqu'uns de ceux qui avaient de l'ascendant ſur le peuple, mais il était trop tard. Il faiſait, en même-temps, les menaces les plus terribles à ceux qu'il ſoupçonnait de faibleſſe, & qu'il croyait pouvoir effrayer. Ces reſſources devenaient impuiſſantes; de tous côtés on ſe préparait à la guerre. Ce fut à cet inſtant qu'on reçut dans les colonies, le précis du bill, pour l'établiſſement des troupes en Amérique, & d'un nouveau bill contre la province de Maſſachuſet; ils y comblèrent la meſure du mécontentement & de l'indignation. Les hommes les plus modérés, ceux qui, juſques-là, avaient paru chanceler dans leurs réſolutions, adoptèrent, tout-à-coup, le parti de la réſiſtance. L'intérêt particulier ſe tut; chacun paraiſſait convaincu que la néceſſité avait fait une loi de fermer les ports au commerce de l'Angleterre, & de les ouvrir à toutes les autres nations. Par-tout on tenait des aſſemblées, on prenait des réſolutions; toutes ces aſſemblées recommandaient au peuple, d'en-

voyer du ſoulagement aux habitans de Boſton; il arrivait dans cette ville, de toutes les parties de l'Amérique, des lettres, où l'on joignait aux plus vives expreſſions, d'une affection compatiſſante, de puiſſantes exhortations à perſévérer dans le parti de la réſiſtance. ANNÉE 1774.

Cependant les dépêches apportées de Londres, par le vaiſſeau le Scarborough, donnaient au général Anglais, aſſez de pouvoirs pour hâter ſes diſpoſitions militaires; le cinquante-neuvième régiment arrivé d'Halifax, & les Gallois qu'il s'empreſſa de tirer de New-York, vinrent augmenter ſon armée; toutes les routes de Boſton étaient déjà fermées du côté des terres, & le port fut bloqué dans toutes ſes iſſues. Alors le comité de Boſton fit un acte qu'il intitula : *ligue & conventions ſolemnelles*, par lequel tous ceux qui ſe liguaient, s'engageaient à ſuſpendre tout commerce avec les états Britanniques, à compter du 30 Août 1775, & renonçaient à toute correſpondance, ſociété & liaiſon avec ceux qui refuſaient de

ANNÉE 1774.

ſouſcrire les mêmes engagemens. Cet acte, ſigné de tous les notables de la province de Maſſachuſet, circula dans les colonies avec une lettre du comité de Boſton, & les peuples embraſſèrent cette ligue avec empreſſement ; il s'en était formé de ſemblables dans pluſieurs parties du continent, ſans aucun concert entr'elles & le comité de Boſton.

Formation d'un congrès général.

PAR-TOUT on s'occupait de la formation d'un congrès général ; & la ville de Philadelphie fut choiſie pour le lieu d'aſſemblée ; elle eſt, pour ainſi dire, au centre du continent, & les avenues en étant gardées de tous côtés par d'autres colonies, c'était la ville qui offrait le plus de ſécurité. Le rendez-vous fut, dès-lors, indiqué pour le mois de Septembre ſuivant. Dans les provinces où l'aſſemblée était déjà formée, on nomma, ſur-le-champ, des députés, pour repréſenter la province au congrès ; dans les autres, le peuple fit choix du nombre ordinaire de repréſentans, leſquels élurent entr'eux les

les députés & leur nombre devait être proportionné à l'étendue de la province. Aucune ne pouvait en envoyer moins de deux ni plus de ſept, mais quel que fut le nombre des députés, chaque colonie ne pouvait avoir qu'une voix dans le congrèse.

ANNÉE 1774.

Je n'omets aucun de ces détails, parce que les commencemens de la plus grande confédération qui ſe ſoit jamais formée, ſont des ſources inépuiſables d'intérêt & de réflexion. Les francs tenanciers de Penſilvanie, au nombre de plus de neuf cents, demandèrent au gouverneur de la province, la convocation d'une aſſemblée générale, pour faciliter l'élection de leurs députés ; mais le gouverneur Penn n'ayant pas cru devoir les ſatisfaire, le peuple procéda de lui-même au choix de ſes députés, qui ſe rendirent auſſi-tôt à Philadelphie, pour y attendre l'ouverture du congrès.

Les délégués des divers comtés de la Virginie, formèrent une aſſemblée, dans laquelle il fut délibéré que cette colonie,

ANNÉE 1774.

n'acheterait plus des commerçans Anglais, aucun nègre venant d'Afrique, des Indes occidentales, ou d'aucun autre lieu, & que son accord de non-importation de toutes marchandises de fabrique Anglaise, commencerait le premier novembre 1774. On recommanda fortement le soin des bestiaux, jusqu'alors négligés dans cette province, & la culture de tous les objets qui pouvaient servir de base aux diverses manufactures. Cette recommandation excita l'émulation de tous les particuliers, & la Virginie, où toute autre industrie que la culture du tabac avait été jusqu'alors inconnue, devint, en moins de trois ans, la rivale de la Nouvelle-Angleterre & de la Pensilvanie, dans les métiers & dans les arts.

III. En quoi consistait la force de la confédération.

ON pouvait d'autant mieux prévoir, dès-lors, le succès des résolutions prises dans les colonies, que l'impulsion & la résistance ne provenaient ni de l'ambition des grands, ni de l'orgueil de la noblesse;

ce n'était pas non plus une faction de soldats, ni un tumulte de marchands. Quelques exemples de sévérité, de vaines distinctions, des promesses, une augmentation de pouvoir sur le peuple, auraient aisément appaisé les premiers; incapables de former un plan de conduite, un gouvernement raisonnable, il y aurait eu cent moyens de diviser & d'asservir les seconds; des privilèges, des marchés avantageux, auraient séduit les autres, presque toujours insensibles à ce qui n'est pas leur intérêt personnel & présent. Mais la force de la confédération résidait dans les propriétaires des terres, dans cette multitude de cultivateurs, qui, répandus dans des pays immenses, ne s'écartent point des règles & des droits de la nature, dont les richesses & les ressources sont sans cesse présentes à leurs yeux. Elle leur donne à la fois & la vigueur de l'âme & la force du corps, & les rend inflexibles aux opinions qu'elle désavoue. Dominateurs sur les animaux, sur les forêts,

ANNÉE 1774.

ſur les terres & les eaux, elle leur donne en naiſſant une grande idée des prérogatives de l'homme, & c'eſt cette idée qui forme & ſoutient en eux le ſyſtême de la liberté. Dans ces pays nouveaux, où les liens de la ſociété ſont moins reſſerrés que parmi d'anciens peuples, la moindre contrainte dans le gouvernement, la moindre infraction de leurs droits, de leurs propriétés, leur paraît inſupportable. Ils étaient en trop grand nombre, ils étaient trop heureux pour qu'on pût eſpérer de les corrompre, & trop courageux pour qu'il n'y eût pas de grands dangers à les mépriſer.

Préparatifs; ſecours envoyés à Boſton; detreſſe de cette ville.

ILS avaient ouvert d'avance des ſouſcriptions pour ſecourir la ville de Boſton, & malgré les ſoldats qui en gardaient l'entrée, ils la remplirent de proviſions, de ſalaiſons, de riz, & de toutes les choſes néceſſaires, afin d'aſſurer la durée de ſa réſiſtance. Toutes les meſures du gouverneur ne purent prévenir ni empêcher celles des confédérés.

On fit de tous côtés, des amas de bled, de munitions pour la guerre. La ſeule colonie du Maryland, fournit trente mille boiſſeaux de bled ; la Virginie en donna ſoixante mille. La Caroline ſurpaſſa les autres colonies par ſa générofité ; elle contribua de tout ſon pouvoir aux beſoins de la guerre, & fit diſtribuer en outre aux pauvres de Maſſachuſet le prix des cargaiſons de riz qu'elle vendait à New-York.

Malgré les contributions volontaires des colonies pour ſecourir le peuple de Boſton, la privation de toute negociation dans une ville où il ſe trouvait plus de trente mille habitans qui ſubſiſtaient par le commerce & par les travaux, ou les affaires qu'il entraîne, occaſionnait de grandes détreſſes. Non-ſeulement ceux qui avaient vu tarir la ſource de leurs occupations & de leurs ſubſiſtances, ſouffraient une cruelle indigence ; la plupart de ceux qui paſſaient auparavant pour riches, ne purent s'en préſerver. La plus grande partie de leurs

ANNÉE 1774.

biens consistait dans les quais, dans les emplacemens, les magasins, les angards nécessaires au commerce, & toutes ces propriétés n'avaient plus de valeur; mais rien ne pouvait triompher de leur constance, les secours & la tendresse compatissante qu'ils trouvaient dans tous les cœurs Américains, les affermissaient dans leurs résolutions.

Les négocians & les propriétaires de Marblehead, port le plus voisin de Boston, venaient les presser d'user de leurs magasins & de leurs quais pour continuer leur commerce; ils s'employaient généreusement à veiller sur le débarquement & l'embarquement des marchandises de leurs frères opprimés, & devenaient gratuitement leurs commissionnaires. C'est par ces secours affectueux qu'ils les engageaient à la fermeté, & ils les en auraient privés du moment qu'ils les auraient soupçonnés de faiblesse.

Proclama-

LES esprits, qui n'étaient déjà que

ANNÉE 1774.

trop échauffés, s'exaltèrent encore plus qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors, à la lecture d'une proclamation que le chevalier Gage jugea à propos de faire pour recommander aux peuples la piété & la vertu, & pour châtier & prévenir l'irréligion & le crime. La Nouvelle-Angleterre est presqu'entièrement peuplée de puritains ; leur attachement aux pratiques extérieures de la religion est connu de tous les peuples : ils ne s'expriment le plus souvent qu'en langage évangélique ; les plus légères fautes de morale sont comptées chez eux au rang des crimes, & les autres habitans de cette province qui diffèrent à quelques égards dans leur culte, n'ont guères moins de rigidité. Leurs scrupules excessifs en matière de religion, leur attirent les railleries de ceux dont la morale est moins sévère. La proclamation était donc inutile; elle était faite à contre-temps, comme toutes les autres démarches de ce même gouverneur; mais elle péchait encore par une intention

tion du chevalier Gage.

ANNÉE 1774.

directe de blesser un grand peuple déjà trop irrité : elle l'accusait d'*hypocrisie*, & ce crime était mis au rang de ceux contre lesquels la proclamation recommandait aux Bostoniens de se tenir en garde. Cette insulte est du nombre de celles qui sont toujours promptement ressenties, & que les hommes n'oublient jamais ; elle changea la fermentation publique en une animosité génêrale & extrême.

Sir Thomas Gage casse le colonel Hancock de son emploi dans les milices provinciales.

AU LIEU de donner des alimens à la haine du peuple, le chevalier Gage aurait dû s'occuper sérieusement de la situation des affaires : incapable de réfléchir, borné dans ses vues, & d'ailleurs mal informé, il croyait tout réduire par la force, & ne s'appliquait qu'à vexer les particuliers. John Hancock, négociant de Boston, que son zèle & ses lumières avait rendu cher à toute la province, Hancock qui réunissait les seules distinctions réelles qui puissent exister entre des hommes libres, qui



J. Pelicier. Sculp 1782

joignait au mérite perſonnel les avantages de la richeſſe, & dont la fortune était évaluée à quatre millions, qu'il était prêt d'employer pour le ſerviee de ſa patrie, avait le rang de colonel, & le commandement de la compagnie des cadets des milices de Boſton. Thomas Gage ayant eu quelques démêlés perſonnels avec lui, ne balança pas à le caſſer de ſon emploi. Cet abus d'autorité, qui dans d'autres circonſtances aurait peut-être fait moins de ſenſation, excita la plus vive commotion dans la province; la compagnie de J. Hancock, l'élite de la jeuneſſe de la Nouvelle-Angleterre, s'aſſembla ſur le champ, & renvoya ſon drapeau au général, en lui apprenant qu'elle s'était licenciée du ſervice du roi d'Angleterre. Gage reçut avec arrogance & mépris ce meſſage ſérieux.

ANNÉE 1774.

LES nouveaux réglemens pour l'adminiſtration de la province de Maſſachuſet, venaient d'arriver; ces réglemens anéantiſſaient l'ancienne chartre;

IV. Suppreſſion de la chartre de Maſſachuſet.

ANNÉE 1774.

& le roi s'attribuait le droit de nommer à l'avenir le conſeil de la province. La cour envoyait en conſéquence une liſte de trente-ſix conſeillers choiſis parmi les hommes les plus corrompus, ou que l'on croyait les plus diſpoſés à ſéconder les projets du miniſtère; cependant douze refusèrent. Le gouverneur trouva le nombre de ceux qui avaient accepté, ſuffiſant pour adminiſtrer avec lui, en attendant que la cour complétât la nomination, d'après les inſtructions qu'il aurait données ; mais la liberté veillait : ces nouveaux officiers étaient déclarés ennemis de la patrie ; c'était un crime que de faire exécuter les nouvelles loix, c'en était un plus grand de paraître leur obéir : elles n'eurent point d'effet.

Les maiſons des nouveaux conſeillers furent entourées par des compagnies d'hommes armés, quelques-unes par la populace ; il fallut qu'ils ſe démiſſent de leurs places pour ſe ſouſtraire au reſſentiment public ; la plupart prirent ce parti.

Le ſecret & la plus ferme réſolution firent réuſſir ces premiers attentats ; trois mille hommes raſſemblés avec intelligence, entrèrent en bon ordre à Worceſter, à ſept heures du matin, & rangés ſur la place, ils envoyèrent un détachement chez un des nouveaux conſeillers, nommé Pame, qui donna auſſi-tôt ſa démiſſion, & témoigna par écrit ſon repentir d'avoir accepté cet emploi, ſans conſidérer la nature de ſa démarche. Six cents hommes allèrent à Rutland faire la même demande au colonel Murray : il était parti pour Boſton ; mais on laiſſa ſur ſa table une lettre qui l'avertiſſait, que ſi dans un délai qu'on lui fixait, il n'avait pas fait publier ſa démiſſion dans les papiers publics, on reviendrait pour l'obtenir. Les conſeillers qui étaient à Boſton, échappèrent aux recherches ; mais ceux qui, preſſés de tous côtés par le peuple, eſſayèrent de ſe réfugier dans cette ville, furent pourſuivis & chaſſés.

ANNÉE 1774.

La conſidération dont jouiſſait J.

ANNÉE 1774.

Hancock, le fit élire chef des grands jurés, à l'ouverture des seffions; il refufa de prêter ferment, & tous les jurés fuivirent fon exemple : on trouva la même réfiftance dans les petits jurés. Le chef-juge était encore ce Pierte Oliver, dont l'affemblée avait ci-devant voulu faire le procès; il fut oblige de s'abftenir de fes fonctions, à caufe des accufations dont il fe trouva chargé; mais bientôt après la cour le nomma à la lieutenance du gouvernement de Bofton.

Le gouverneur Gage voulut que les feffions tinffent fans chef-juge & fans jurés, ce qui ne s'était jamais vu fous la domination Britannique, & pouvait être d'une grande conféquence pour la vie & les fortunes des habitans. Cette irrégularité indigna toute la nouvelle Angleterre, par-tout on s'oppofa à l'établiffement des nouvelles cours de juftice aux gages du roi, & dans tous les comtés les grands & les petits jurés refusèrent de prêter ferment : les greffiers qui les avaient convoqués, furent ré-

duits à faire amende honorable au peuple dans les gazettes ; & lorsque les sherifs criaient de faire place à la cour, la multitude leur fermait le passage, & les forçait de s'en retourner au milieu des huées. L'ancienne constitution étant détruite par le roi, & le peuple refusant de recevoir la nouvelle, il n'y avait plus ni loix, ni gouvernement dans cette province, ni même dans toute la Nouvelle-Angleterre ; mais le concours des bonnes dispositions du peuple maintenait l'ordre, la morale suppléait aux loix, & la populace elle-même ne commit point d'excès, ni de violences particulières, elle n'usait de sa force que pour résister à celle qu'on lui opposait.

ANNÉE 1774.

CHAQUE jour les esprits s'aigrissaient davantage, & le chevalier Gage ne les ménageait point ; c'était un homme d'un génie médiocre, présomptueux, arrogant, cruel ; il passait parmi les militaires, pour ce qu'ils appellent dans ces

Caractère & mauvaise conduite du Chevalier Gage.

ANNÉE 1774.

jours de défection & d'esclavage, être *un bon Officier*; mais il ne connaissait ni les hommes, ni l'administration publique, & manquait absolument de qualités pour la guerre comme pour la paix. Il avait le courage de se dire un grand homme à S. James, & peu de gens avaient celui de le contredire. C'est à cette audace de parler hardiment de soi, que bien d'autres, comme lui, doivent leur avancement, tandis que le mérite languit dans l'infortune & l'oubli. Tel était l'homme à qui les ministres de la cour de Georges III, confiaient le sort de l'état, & la souveraineté de l'Angleterre dans l'Amérique septentrionale. Les premiers actes de son gouvernement prouvèrent son incapacité, & cette incapacité devint l'espoir du peuple, qui ne pouvait rien attendre de ses vertus.

Il eut l'extravagance de défendre aux peuples de la Nouvelle-Angleterre, de faire aucun concordat tendant à suspendre l'achat & l'usage des marchandises importées de la Métropole, & d'a-

voüer ainsi lui-même, que l'Angleterre ne pouvait supporter long-temps cette résistance si naturelle, cette résistance qu'il était si impossible & si ridicule de vouloir empêcher.

En même-temps que par sa rigueur il poussait les colonies à la révolte, il avait la mal-adresse de mécontenter les soldats, déjà portés à la désertion par le genre de combats auxquels on les destinait. Voyant qu'un quart de ses troupes avait fui loin de ses drapeaux, son imprudence alla jusqu'à publier une amnistie, qui ne servit qu'à le faire tourner en dérision. On lui écrivait des lettres, où l'on faisait le journal de ses fautes, & dans lesquelles on l'engageait à renoncer au projet de se rendre celèbre, la nature ne l'ayant pas plus fait pour être un tyran fameux, que pour être un illustre citoyen. Ces vérités l'excitaient à la vengeance, & ne sachant point juger les obstacles, il desirait le moment de tremper son bras dans les ruisseaux du sang Américain. Il ne supposait pas que

ANNÉE 1774.

des hommes, dont la profeſſion habituelle n'était pas de faire ou de commander des évolutions, puſſent lui diſputer la victoire. Il avait promis à Georges III de les réduire; & il avait coutume de dire à la cour, qu'il ne demandait que cinq mille ſoldats pour paſſer ſur le ventre de toutes les milices de l'Amérique. Le monarque & les miniſtres applaudiſſaient à ces magnifiques promeſſes; la junte croyait déjà voir les Américains ſupplians lever les mains au ciel, ſur les débris de leurs villes incendiées, leurs bataillons diſperſés, & leurs chefs égorgés, ou dans les fers.

Depuis qu'il était à Boſton, il dépenſait de ſommes immenſes, pour rendre cette ville imprenable du côté de la terre, & cependant il écrivait à Londres que la réſiſtance des Américains aux actes du parlement, n'était point générale, qu'elle ne provenait que de quelques têtes chaudes, qui fomentaient dans le peuple cet eſprit d'oppoſition. Le parti de la cour ne manquait pas d'ajouter

d'ajouter foi à toutes ſes dépêches ; il demandait néanmoins des ordres illimités , & un renfort conſidérable de troupes , ſur la fidélité deſquelles il pût compter , afin d'agir ſelon qu'il jugerait à propos ; parce que , diſait-il , les particuliers qui penſaient autrement que le petit nombre des oppoſans , feraient toujours retenus dans leurs démarches, par la crainte de faire éclore des doutes ſur leur patriotiſme , & de s'attirer la haine du public , tant que le gouvernement n'aurait pas dans ſes mains des forces ſuffiſantes pour les protéger , & diviſer les mutins par des exemples de ſévérité. Tout cet expoſé était rempli de contradictions, cependant le palais de S. James retentiſſait des applaudiſſemens que l'on donnait à la conduite & à la réſolution de Thomas Gage; s'il avait uſé de ſageſſe , ſi, plus éclairé ſur les intérêts de ſon pays , il s'était appliqué à diminuer dans les colonies les fautes de la Métropole, à tempérer l'exécution des ordres aveugles qu'il

ANNÉE 1774.

ANNÉE 1774.

recevait, à concilier les esprits par la douceur & la prudence, on aurait soupçonné sa fidélité.

Averti que les négocians de Boston avaient une poudrière à Cambridge, il la fit forcer, & s'empara de deux cents cinquante barils de poudre, qui leur appartenaient ; il fit défense au dépôt des poudres de Boston, d'en livrer un seul baril aux propriétaires, sans un ordre signé de lui. Cependant toutes les colonies avaient nommé leurs députés pour le congrès général ; envain les gouverneurs avaient voulu traverser cette grande opération, & le chevalier Gage avait inutilement employé tout son pouvoir pour l'empêcher ; comme gouverneur, il défendait aux habitans de se réunir ; comme général, il employait la force, pour leur en ôter les moyens. Il posta le régiment Royal Galois à Forshill, & fit transporter du château William douze canons, qu'il plaça sur les avenues de la ville ; le 59e régiment continua de camper à l'Isthme,



Dessiné par le Barbier Peintre du Roi — *Gravé par Godefroy de l'Académie Impᵉ et Royale de Vienne Sc.*

PREMIERE ASSEMBLÉE DU CONGRÈS.

& il fit ouvrir des tranchées autour de la ville. Les Boftoniens, plus refferrés qu'ils ne l'avaient été jufqu'alors, lui envoyèrent demander les motifs de cet appareil ennemi ; il répondit, qu'il fe mettait fur fes gardes. Mais ces précautions ne pouvaient pas être d'un grand effet. Une puiffance plus forte s'élevait. Les délégués des différentes provinces étaient raffemblés à Philadelphie, & l'ouverture du congrès général fe fit en cette ville le cinq Septembre, jour fixé par les convocations.

ANNÉE 1774.

V. Ouverture du congrès général, & fes premières délibérations.

LES membres du congrès ayant pris féance dans la grande falle de l'hôtel-de-ville de Philadelphie, ils élurent entr'eux un préfident. Ce fut Peyton Randolph, homme très-confidéré dans les provinces à caufe de fa fageffe & de fon zèle patriotique. Auffi-tôt après fon élection, il fe fit apporter une couronne, qu'il partagea en douze parties égales, & il les diftribua aux repréfentans des douze colonies confé-

ANNÉE 1774.

dérées, comme le ſymbole de l'égalité qui devait règner entr'elles dans les délibérations, & le gage de l'anéantiſſement du pouvoir royal.

Il fut réſolu d'employer tous les moyens, & même celui des armes, pour repouſſer les efforts du miniſtère Britannique. Les différentes provinces avaient interrompu d'elles-mêmes, l'achat des marchandiſes de la Métropole, & préféraient payer plus cher les marchandiſes de leurs propres manufactures, quoiqu'elles fuſſent inférieures; mais il y avait quelques cantons, où l'importation n'était pas entièrement ceſſée, & où les particuliers entretenaient encore des liaiſons avec leurs correſpondans de Londres, de qui ils recevaient les objets que l'Amérique ſe procurait difficilement. Le congrès fit un arrêté, pour ſuſpendre déſormais & ſans réſerve, toute importation des ports de l'Angleterre dans les colonies, & fixer l'exécution de cet arrêté au premier décem-

bre ſuivant, afin que les négocians Américains euſſent le temps de donner avis à ceux de l'Angleterre, de ceſſer tout envoi de marchandiſes, & de les prévenir qu'elles ſeraient confiſquées par le comité du port où elles arriveraient, & le produit employé à ſoulager la province de Maſſachuſet.

Année 1774.

A l'égard de l'exportation, les provinces ayant ſuffiſamment rempli leurs greniers, & ceux même de Maſſachuſet, il fut ordonné qu'elle ſerait continuée juſqu'au dix décembre de l'année ſuivante; & que ſi les actes oppreſſifs duraient encore, il ſerait pris alors de nouvelles réſolutions.

Dénombrement général fait par le congrès.

Il fut fait enſuite un dénombrement général des habitans des différentes colonies réunies ſous la direction du congrès, afin de connaître à-la-fois les forces & les reſſources que l'on pouvait employer pour aſſurer l'indépendance de l'Amérique: il ſe trouva monter à trois millions d'hommes. Les

ANNÉE 1774.

quatre provinces de la Nouvelle-Angleterre en fournissaient trois cents mille; la Nouvelle-Yorck, deux cents cinquante mille; le Jersey, cent trente mille; la Pensilvanie & le Delaware, trois cents cinquante mille; le Maryland & la Virginie, neuf cents soixante-dix mille; la Caroline du Nord, trois cents mille, & la Caroline du Sud, deux cents vingt mille.

En comparant la population de ces colonies avec leurs exportations, jusqu'en 1769 & 1770, on trouvera que les richesses de la Nouvelle-Angleterre sont à proportion de celles de la Nouvelle-Yorck, ce que deux est à trois, & à proportion de celles de Jersey, ce que deux est à un; que l'exportation de la Pensilvanie double à peine en valeur ce qu'elle doit consommer de ses productions, à proportion du nombre de ses habitans; que la culture de tabac dans le Maryland & la Virginie, rendait tout au plus trois cents livres par chacun des hommes qui y étaient employés, & que

cette ſomme devait être entièrement abſorbée par les ſubſiſtances & les vêtemens qu'ils tiraient des autres colonies de l'Amérique, ou de l'Angleterre; que la Caroline du Sud, avec quatre-vingt mille hommes de moins que celle du Nord, exportait une fois plus de productions, & qu'enfin toutes les denrées exportées de ces douze colonies, ne montaient pas à plus de cent millions monnoie de France, ce qui, en raiſon d'une population de trois millions de perſonnes, ne donne guères plus de trente-trois livres de bénéfice annuel par chaque individu vivant dans ces climats, pour employer en achat de marchandiſes d'Europe, ou faire les fonds de la circulation. On conçoit d'après cela, que le numéraire y étant extrêmement rare, & diviſé en un très-grand nombre de mains, les opérations pécuniaires y ſont difficiles, & que le gouvernement d'Angleterre avait commis de grandes erreurs dans le calcul des taxes qu'il en voulait retirer; on peut auſſi prévoir

ANNÉE 1774.

ANNÉE 1774.

les inconvéniens du papier monnoye, que la néceſſité publique y a fait établir *.

* La partie de l'île de Saint-Domingue que les Français cultivent, produit trois fois plus d'indigo que les deux Carolines; ſes productions en café & en coton égalent en valeur tout le tabac du Maryland & de la Virginie, & cent quatre-vingt mille barriques de ſucre, balancent ſans contredit toutes les exportations des autres provinces, en grains, en bois en beſtiaux & autres denrées. Si l'on conſidère l'avantage que la Métropole a de payer la plus grande partie de ces richeſſes en objets de conſommation première, de prélever un fret conſidérable ſur la totalité, & ſi l'on fait attention à la courte durée des voyages, en comparaiſon de ceux que les Anglais faiſaient à Boſton, à Charlestown & dans la Virginie; ſi l'on joint à ces avantages ceux de la fourniture des Nègres qui cultivent ces denrées, & la facilité qu'il y aurait à conſerver & à gouverner ſagement, ſans troubles & ſans frais, une colonie où les propriétés & les charges civiles ſe partagent entre quinze mille Blancs & vingt mille Affranchis, & dont la population totale ne monte qu'à trois cents cinquante mille hommes; enfin, ſi l'on fait attention aux bénéfices que l'on fait ſur la revente du ſucre & de l'indigo aux marchands & conſommateurs étrangers, on conviendra que c'eſt le ſort de la France de mal connaître ſes richeſſes, & de donner trop de prix à celles des autres nations.

TANDIS que le congrès Américain s'assurait des forces de l'Amérique Septentrionale, & se disposait à régler les moyens de résistance, les députés du comté de Suffolk mettaient sous les yeux de cette assemblée, le plan général

ANNÉE 1774.

VI.

Arrêté de la convention du comté de Suffolk.

Qui croirait que toute la culture du tabac dans le Maryland & la Virginie, n'est pas un objet de plus de dix-huit millions de nos livres, & que les négocians de Londres qui remontaient la rivière de Chesapeack pour aller chercher le tabac sur les habitations mêmes, ne gagnaient pas plus de onze deniers par livre à l'apporter à Londres, & que ce commerce, tant pour aller que pour le retour, ne donnait pas un profit de plus de six à sept millions pour tous les particuliers de l'Angleterre. Il est vrai que les finances de ce royaume en tiraient environ quinze millions; mais celles de la France en retirent un plus grand impôt.

Il ne faut point s'étonner de l'indifférence & des erreurs de la France sur les objets de commerce. Je suppose que la France soit tout-à-coup privée de l'augmentation de richesses & de circulation qui résultent de l'entrée des denrées de S. Domingue dans le royaume, les cris de quatre ou cinq cents négocians qui devaient recevoir ces denrées, parviendront difficilement à faire une grande sensation jusques dans la capitale; ils s'anéantiront en frappant les oreilles

ANNÉE 1774.

que la convention de ce comté avait arrêté provisoirement. Il portait une résolution de n'obéir à aucun acte du parlement de Londres, tendant à changer la forme d'administration des colonies; de regarder comme illégitime tout

---

de gens dont l'état est étranger & l'esprit opposé aux intérêts du commerce. En Angleterre la perte d'un profit annuel d'un million seulement, allarme toute la nation; tout le monde y prend part, & la nation n'est composée que de six millions d'hommes. En France à peine une trentième partie du peuple prend quelque intérêt au commerce, & la population est de plus de vingt millions d'hommes. En Angleterre les deniers du commerce circulent & refluent sans cesse dans le trésor public; jamais le gouvernement ne manquera de moyens tant que les particuliers seront riches. En France la richesse ou la pauvreté des particuliers n'a, pour ainsi dire, rien de commun avec le gouvernement: ils auraient accumulé tout l'argent que le Potose a fourni depuis un siècle, sans que le Souverain pût armer un vaisseau de plus; en vain il voudrait établir des impôts, la constitution de ce royaume est telle que la masse du peuple est toujours trop pauvre pour en supporter de considérables, & il n'existe aucun moyen dans ses mains pour mettre en circulation l'or des capitalistes, presque toujours indolens & avares.

tribunal émané d'un autre pouvoir que celui qui était avoué par les chartres; de prêter main-forte à tous les officiers qui refuſeraient de mettre à exécution les ordres de ces tribunaux. Il était recommandé aux créanciers d'avoir de la clémence envers leurs débiteurs ; & aux débiteurs de répondre à cette clémence par leur bonne-foi ; & dans le cas où il s'éleverait entre les uns & les autres une conteſtation indiſpenſable, de s'en rapporter à des arbitres, à peine d'être regardés comme ennemis de la patrie. La convention défendait à tous les officiers comptables de faire aucuns paiemens aux tréſoriers particuliers ou généraux, tant que l'adminiſtration actuelle aurait lieu, & juſqu'à ce que le congrès en eût ordonné ; on fixait à tous ceux qui tenaient quelqu'emploi de la cour, un délai, pour remettre leurs commiſſions, paſſé lequel ils ſeraient déclarés ennemis du peuple : on établiſſait une nouvelle diſcipline pour les milices du comté ; & il était réſolu que ſi l'on

ANNÉE 1774.

arrêtait quelqu'un des habitans, au nom du roi d'Angleterre, tous les agens du roi le feraient à leur tour, jusqu'au moment où les citoyens détenus feraient rendus à leurs familles & à leurs amis. On fixait enfin une correspondance entre les différens comtés, pour se procurer à chaque instant les renforts dont on aurait besoin, & rassembler, s'il était nécessaire, en peu de temps, & en un seul lieu, toutes les milices de la province.

Cet arrêté fait avec toute l'énergie que donne l'amour de la liberté, reçut les suffrages unanimes du congrès, & le comté de Suffolk eut la gloire d'avoir tracé le premier plan raisonné d'insurrection; il servit de modèle aux délibérations qui furent prises successivement dans les autres provinces.

Le Lieutenant colonel Charles Lée dispose les peuples à la guerre.

LES troubles augmentaient dans la Nouvelle-Angleterre; les régimens ne pouvaient contenir la multitude. Les commis des bureaux, & les con-

feillers, nommés pour la nouvelle afsemblée, convoquée à Salem, qui n'avaient point encore remis leurs commiffions, devinrent l'objet de la fureur du peuple, & furent tous obligés de s'enfuir. De tous côtés on fe préparait à la guerre; dans toutes les provinces on faifait des levées; le lieutenant-colonel Charles Lée, qui avait ofé offrir le premier fes fervices au congrès, fe mit à la tête de ces levées, & dirigeait les opérations militaires, les munitions, les approvifionnemens; il enflammait le courage du peuple, exerçait les milices par détachemens, & les accoutumait à ne point redouter les troupes règlées. L'Amérique n'attendait plus qu'un fignal pour fe mettre en liberté. Mais la ville de Bofton éprouvait tous les malheurs que peut caufer le féjour d'une armée ennemie; chaque moment était marqué par les privations & les fouffrances; cependant les habitans ne voulaient point encore arborer l'étendard de la révolte. Il eft dans la conftitu-

ANNÉE 1774.

Défefpoir des Boftoniens.

Préparatifs du chevalier Gage pour l'hiver.

ANNÉE 1774.

tion Anglaiſe un degré où la réſiſtance & les préparatifs de guerre ne ſont en quelque ſorte qu'un uſage légitime de la liberté ; il en eſt un autre où l'inſurrection devient crime, & les Boſtoniens retardaient autant qu'il dépendait d'eux, l'inſtant où ils prendraient le nom de rebelles. Il paraît que leur ſituation devenait difficile à ſupporter, puiſqu'ils délibérèrent à l'entrée de l'hiver d'évacuer ſubitement la ville de Boſton, & de l'abandonner aux troupes ; mais le congrès n'approuva pas cette délibération, une ſi triſte reſſource ne fut point employée.

Gage travaillait à établir une redoute ſur l'iſthme qui joint Boſton au continent, & fit venir de Quebec le dixième & le cinquantième régiment ; il avait ſous ſes ordres dix régimens, qui formaient environ ſix mille hommes, tant à Boſton qu'à Salem *. Il envoya cinq compa-

* Les régimens anglais ne ſont compoſés que de mille hommes, & ſont rarement complets.

gnies Irlandaiſes, & le quarante-ſeptième régiment à Salem, pour renforcer la garniſon ; il employa cinq régimens à inveſtir Boſton, & en logea trois autres dans les maiſons de la ville ; telles furent ſes diſpoſiions pour paſſer l'hiver.

Année 1774.

Aſſaut du fort de Portſmouth.

CEPENDANT les milices de la Nouvelle-Angleterre étaient prêtes à fondre au premier mouvement ſur les troupes du roi, & le 14 décembre, un exprès, envoyé de Boſton, était arrivé à Portſmouth, capitale de New-Hampshire, pour avertir que deux régimens s'étaient mis en marche, & venaient prendre poſſeſſion du fort qui protége cette ville ; auſſi-tôt trois cents cinquante hommes s'attroupèrent, & marchèrent au fort. Ils ſommérent le capitaine, qui en avait le commandement, d'en ſortir avec ſa troupe, & ſur ſon refus, ils ſe diſposèrent à l'emporter d'aſſaut. Le commandant fit faire feu ſur eux, de trois pièces de canon, mais ſans effet ; perſonne n'en fut atteint, & la fureur

Année 1774.

ajoutant au courage des aſſaillans, ils parvinrent au haut de la muraille, y combattirent en héros, & déſarmèrent la garniſon. Ayant enſuite ouvert les magaſins du fort, ils y trouvèrent quatre-vingt-dix-ſept barils de poudre, qu'ils emportèrent en des lieux ſûrs dans l'intérieur des terres.

Depuis ce moment, les milices accouraient de tous côtés dans la ville de Portſmouth; on envoya des députés au gouverneur de New-Hampshire, pour lui demander, au nom du peuple, quelles étoient les intentions du général Gage, en faiſant avancer des ſoldats dans l'intérieur du pays. Le gouverneur répondit: qu'il n'avait point d'avis que les troupes aux ordres du général Gage fiſſent aucun mouvement; &, en effet, ſoit que Sir Thomas Gage eût été prévenu de la facilité que les chefs de la rebellion avaient d'attrouper les milices de New-Hampshire, ſoit qu'il eût changé de projet, l'alarme ſe trouva fauſſe, cependant on ne quitta point les armes.

DANS

Année 1774.

Resolution des troupes de la Virginie.

DANS le même temps une armée entière abandonnait dans la Virginie les drapeaux du roi d'Angleterre. Le lord Dunmore, gouverneur de cette colonie, à la tête d'un gros corps de troupes, revenait d'une expédition contre les sauvages, qui avaient été repoussés ; il voulut séjourner au fort Gower, qui se trouvait sur son passage. Le peuple de la province craignait le retour de ces troupes, incertain du parti que les officiers, qui les conduisaient, prendraient dans l'état où se trouvaient les affaires de l'Amérique. Ces officiers avertis de l'inquiétude de leurs compatriotes, & voulant la faire cesser, prirent la résolution suivante.

« Nous ne nous départirons point de » l'obéissance que nous devons à Georges III, roi de la Grande-Bretagne, » tandis qu'il se contentera de régner » sur des peuples libres, & nous sacrifierons avec joie nos jours, & ce que » nous avons de plus cher pour main-

ANNÉE 1774.

» tenir l'honneur de sa couronne. Mais » comme l'amour de la liberté & l'at» tachement aux droits de notre patrie, » prévalent dans notre esprit, sur toute » autre considération, nous sommes ré» solus de ne rien négliger de ce qui » est en notre pouvoir, pour défendre » les privilèges des provinces Améri» caines ; & afin de le faire avec mé» thode, & d'éviter le désordre, qui » naît ordinairement de la précipita» tion, nous ne marcherons, & nous » ne commencerons d'agir que lorsque » nous en serons requis par les vœux » unanimes de nos compatriotes. »

L'acquisition d'un corps de troupes discipliné, & prêt à se mettre en marche, était précieux pour les colonies ; le lord Dunmore, délaissé de ceux qu'il espérait retenir dans le parti du roi, en conçut un vif ressentiment, qu'il a signalé depuis par des actes de barbarie, dont l'histoire offrait jusqu'alors peu d'exemples.

DANS ce moment les deux partis n'avaient plus d'eſpoir que dans le choc de leurs armes ; les hommes les plus éclairés de la nation groſſiſſaient le nombre des protecteurs que les Américains avaient dans Londres. Il ſemblait que la cour eût pris plaiſir à raſſembler toutes les circonſtances qui devaient rendre leur cauſe favorable en Angleterre même.

ANNÉE 1775.

VII. Débats du Parlement ; Acte de Quebec.

La corruption du parlement avait fait adopter un bill pour l'adminiſtration civile & religieuſe du Canada, qui avait trouvé des contradicteurs véhémens dans le parti de l'oppoſition, & même parmi tous les gens éclairés du royaume. Le Maire, les Aldermans, & les membres du conſeil de ville en avaient demandé la ſuppreſſion ; mais le roi mépriſa l'adreſſe qu'ils lui préſentèrent ; le bill fut confirmé.

Cette loi était d'un exemple funeſte dans la conſtitution Britannique ; elle établiſſait poſitivement le gouvernement militaire dans le Canada ; & renverſant

ANNÉE 1775.

dans cette colonie les premiers principes du gouvernement, tout le royaume appréhendait avec raiſon, que le deſpotiſme ne s'emparât ainſi ſucceſſivement de la moitié des provinces, pour ſubjuguer l'autre moitié. Ce fut alors qu'il ſe forma une ſociété, qui prit le nom de *Société conſtitutionnelle* ; chaque membre de cette ſociété dépoſait entre les mains d'un tréſorier, des ſommes pour aider les Américains à ſoutenir la guerre. Quelques particuliers envoyaient à cette caiſſe le double des ſommes qu'ils payoient en impôts à la douane. *

On ne pouvait cacher aux colonies, qu'en établiſſant un gouvernement arbitraire dans le Canada, on avait deſſein de leur faire ſentir un jour l'influence de ce deſpotiſme voiſin, & de les diſpoſer par l'exemple à recevoir patiemment des fers.

* Un d'eux écrivit au tréſorier :

« Monſieur, j'ai payé la ſemaine dernière à un » collecteur 172 liv. 2 ſ. 6 d. je ſais bien que cet

William Pitt, ce miniſtre fameux, qui, après avoir créé, pour ainſi dire, la grandeur Britannique, employait les dernières années de ſa vie à la ſoutenir par ſes conſeils, ſe rendait le défenſeur des colonies dans la chambre des lords. Qu'eſt devenu, diſait-il, cette iſle ſi fière de ſes conquêtes, cette iſle également célèbre par le courage & par les arts? où eſt maintenant ſa conſtitution, objet de l'admiration & de l'envie des peuples Européens? Elle a donc

ANNÉE 1775.

» argent ſera employé, ſuivant l'uſage, à payer des » penſions à quelques membres corrompus du parle- » ment, pour les engager à voter contre la liberté » des Américains. Je vous envoie maintenant 344 l. » 5 ſ. & chaque fois que je ferai réduit à contribuer » de ma bourſe à l'exécution des projets injuſtes de » l'adminiſtration, je vous ferai parvenir le double » de la ſomme que j'aurai payée, afin que vous » puiſſiez l'employer à la défenſe des Américains. »

Cette lettre ayant été imprimée dans les papiers publics, celui qui l'avait écrite trouva des imitateurs parmi ſes concitoyens. Ces actes d'oppoſition, qui partent d'une volonté déterminée, ſont rares ailleurs qu'en Angleterre.

Année 1775.

changé ſes loix civiles en ordonnances militaires, après avoir tant de fois verſé ſon ſang, pour éviter le deſpotiſme; comment ce peuple s'eſt-il courbé tout-à-coup ſous le ſceptre qui lui commande de ſe forger à lui-même des chaînes? . . . . . Ce grand homme demandait, qu'en retirant les troupes & les vaiſſeaux qui bloquaient la baye de Maſſachuſet, & la ville de Boſton, on laiſsât les habitans de la Nouvelle-Angleterre en liberté de délibérer avec les députés qu'on leur enverrait, ſur les moyens d'effectuer une prompte reconciliation; ce qu'ils ne pourraient faire, tant que, ſans diſcuter avec eux leurs prétentions & leurs droits, on enverrait des ſoldats pour tracer ſur leurs rivages en caractères de ſang, les déciſions d'une cœur corrompue.

La voix impoſante, les diſcours & les conſeils de Pitt, firent une vive impreſſion; on crut que les troupes de Boſton allaient être rappellées, & il en couta quelques ſommes à l'Echiquier,

pour conserver la majorité. Wilkes, avec plus d'enthousiasme, soutenait dans la chambre des communes, le parti des Américains ; il insistait particulièrement sur ce qu'il était contraire à la constitution de leur imposer des taxes, sans admettre leurs représentans dans le parlement. Il faisait envisager & prédisait les suites de la résistance des habitans de Massachuset : une révolte heureuse, disait-il, s'appelle une révolution. Si nos pères, succombant sous les coups du pouvoir arbitraire, avaient vu leurs chefs condamnés à mourir sur des échafauds, ils auraient porté le nom injurieux de rebelles ; ils ont détrônê, ils ont puni le tyran, nous célébrons cette révolution glorieuse. Peut-être un jour, & si la voix de l'opposition ne parvient pas à faire adopter une conduite plus modérée, les Américains célébreront aussi la révolution qui va commencer cette année. Il semblait animé de l'esprit prophétique, sans doute il était temps encore d'entrer en concilia-

Année 1775.

ANNÉE 1775.

tion avec les Américains ; mais les inſtans étaient précieux. Dès le ſept de février, la convention provinciale de Maſſachuſet aſſemblée à Cambridge, avait aſſigné des fonds pour l'achat de quatre canons de campagne, d'une quantité conſidérable de poudre, & de quarante mille pierres à fuſil ; elle fit publier un arrêté pour déclarer traître à la patrie quiconque procurerait du bois de charpente, des planches, des piquets, de groſſe toile, des chevaux ou des bœufs de traits aux troupes Angloiſes. Les comités des autres provinces prirent de ſemblables délibérations.

Tumulte populaire à Boſton.

THOMAS GAGE avait fait des tentatives inutiles pour ſe procurer ces objets ; l'eſprit patriotique, ou la crainte que le peuple inſpirait à ceux qui auraient préféré l'argent à la liberté publique, dérangèrent tous ſes projets. Il s'en fallut peu que l'avidité d'un marchand de Boſton ne causât un maſſacre général

dans cette grande ville, où il y avait alors dix mille citoyens en état de prendre les armes au premier mouvement, & une armée de six mille soldats.

ANNÉE 1775.

Cet homme s'était obligé de fournir au lord Gage quelques pièces d'artillerie, & une quantité de munitions. Les habitans de la ville le surent, malgré toutes les précautions que l'on avait prises; ils résolurent de forcer les magasins du marchand, de s'emparer de tout ce qui lui appartenait, & d'empêcher par toutes sortes de moyens, l'exécution de son marché. Les amis de Scott, c'était le nom obscur de ce marchand, l'avertirent du danger qui le menaçait; la crainte s'empara de lui, & le général ayant envoyé un détachement pour enlever les canons de campagne qu'il avait promis de livrer, il répondit à l'officier, qu'il n'avait pas réfléchi d'abord à l'usage que l'on en pouvait faire, mais que depuis, il avait compris l'inconséquence de sa conduite, & se croyait autorisé, dans une affaire si délicate, à

ANNÉE 1775.

retirer ſa parole. Le chevalier Gage le fit ſommer de la tenir ; mais le peuple irrité, accourut en armes ſe ranger autour de la maiſon de Scott, réſolu de tailler en pièces le nouveau détachement que le gouverneur aurait envoyé. On courut au quartier général le prévenir de tout ce qui ſe paſſait. A cette nouvelle, ſon regard devint farouche, ſes yeux étaient étincelans ; troublé & hors de lui-même, il ſemblait voir d'autres objets que ceux qui étaient devant lui, & n'appercevoir aucun de ceux dont il était environné. Il voulut envoyer un bataillon foudroyer les mutins ; mais les avis ſucceſſifs qui lui furent donnés, lui confirmèrent que toute la ville était en armes. Alors il perdit toute epèce de raiſon : on dit qu'il courait furieux dans ſes appartemens, les cheveux hériſſés, la bouche écumante, les bras levés & immobiles ; ſa voix était émue, il était hors d'haleine, & ne pouvait tenir ſa colère renfermée au-dedans de lui, à l'aſpect d'un danger ſi prochain. Tel eſt l'homme de peu de valeur, ſa

fermeté l'abandonne, il ne peut se posséder lui-même au moment où il a le plus besoin de conseil & de modération. Il promit aux plus graves d'entre les principaux habitans, qu'il ne ferait point marcher de troupes s'ils voulaient se charger d'appaiser le tumulte : au bout de quelques heures tout rentra dans la tranquillité, & le peuple ne trouvant point d'aliment à sa fureur, se retira satisfait, après avoir jetté quelques ordures dans la maison du marchand. Le tumulte fut moins grand dans la ville de Newport, où le général avait tenté de faire acheter des couvertures au commencement de l'hiver ; mais son marché n'eut pas plus de succès. Le peuple empêcha que les couvertures ne fussent livrées ; cependant la guerre n'était point encore ouverte : c'était à des Anglais que des sujets Britanniques refusaient un objet nécessaire à leur conservation, & qui ne pouvait influer sur le sort de leurs armes. Ces dispositions de la multitude n'étaient pas

Année 1775.

Année 1775.

propres à consoler des soldats, qui, enveloppant de tous côtés une ville séditieuse, se voyoient environnés à leur tour de peuples toujours prêts à se changer en des armées formidables.

VIII. Les Américains démontent les batteries, s'emparent des canons, & font de grands préparatifs de résistance.

LES provinciaux comptaient déjà dans leur artillerie, outre les quarante canons du fort de Portsmouth, les quarante autres qui défendaient cette ville. Les habitans de Newport ayant démantelé les fortifications, en enlevèrent quarante-quatre pièces de canon, depuis six jusqu'à vingt-quatre livres de balle : on faisait dans les autres provinces les mêmes préparatifs. Les Virginiens, chez qui l'industrie n'avait point jusqu'alors fait de progrès, avaient créé en peu de temps des ouvriers, des manufactures, des arts ; leurs villes s'étaient agrandies ; leurs rivages, autrefois sans matelots, étaient devenus des chantiers & des ports ; les productions de leurs terres avaient changé de prix en changeant d'acheteurs ; le tabac

s'était vendu plus cher. La province devenait riche depuis qu'elle ſentait la néceſſité de ſuppléer, par ſes travaux intérieurs, à ce qui lui manquait depuis ſi long-temps, à ce que les Anglais étaient en poſſeſſion de lui donner en échange de tous ſes revenus. Ses repréſentans virent les premiers, qu'au commencement d'une guerre ſi importante, entrepriſe pour la défenſe de la liberté, il était néceſſaire de ne pas reſter dans la dépendance de l'Europe pour les principales munitions. Ils propoſèrent une grande récompenſe à celui qui, dans dix-huit mois, à compter du onze janvier mil ſept cent ſoixante-quinze, produirait cinquante quintaux de poudre à canon, fabriquée avec des matériaux pris dans la colonie.

ANNÉE 1775.

De ſemblables délibérations ſurprenaient le chevalier Gage; il s'était attendu à ne trouver que des eſclaves mutinés, il s'agiſſait de ſubjuguer des hommes; il n'avait point vu ſans frémir le ſuccès de leurs meſures pour ſe pro-

Année 1775.

curer des canons; il aurait voulu mettre de ſon côté ce terrible argument des rois. Il ſut qu'on préparait à Salem un nouveau train d'artillerie, & que dans la Nouvelle-Yorck on faiſait travailler des fondeurs, il projetta d'enlever le train d'artillerie de Salem. N'oſant pas affaiblir ſon armée de Boſton, il tira de la garniſon du fort William un régiment, & le fit embarquer le 25 février, ſur un bâtiment de tranſport. Les ſoldats ne ſe montrerent qu'à l'inſtant de débarquer; mais les habitans de Salem furent avertis ſur le champ par ceux de Marblehead, où le debarquement s'était fait. Cependant le régiment marchait en diligence: le chantier où l'on travaillait était ſéparé de la ville par la rivière, qu'il fallait traverſer ſur un pont-levis. Les ouvriers lèvèrent le pont, pour donner le temps d'aſſembler les milices du voiſinage. Le commandant, trouvant le pont levé, détacha des grenadiers pour s'emparer de deux bateaux qui étaient à peu de

diſtance ſur la rivière, & au moyen deſ-quels le régiment aurait atteint promptement l'autre rive; mais les bateliers, armés les uns de fuſils, les autres ſeulement de leurs perches & de leurs avirons, empêchèrent ſi bien les grenadiers d'aborder, qu'ils ſe donnèrent le temps de mettre leurs bateaux hors de ſervice, en y perçant de grands trous qui les firent couler à fond. Cette réſolution priſe, ſans conſeil, par des mariniers, au riſque de leur vie, excita les acclamations des habitans qui s'étaient raſ-ſemblés ſous les armes. Le régiment ſe rangea auſſi-tôt en bataille, & ſe préparait à faire feu ſur le rivage oppoſé; mais le colonel voyant que ſa troupe ſerait infailliblement détruite par des hommes furieux, dont le nombre, déjà ſupérieur de plus de moitié, groſſiſſait à chaque inſtant, voulut délibérer avec ſes officiers ſur le parti qui lui reſtait à prendre : tandis qu'il balançait, on acheva d'enlever le train d'artillerie; on le mit en ſûreté. Alors on baiſſa le

ANNÉE 1775.

ANNÉE 1775.

pont, les Anglais le traversèrent, visitèrent le chantier, & n'ayant rien trouvé, s'en retournèrent au milieu des huées & des injures de la populace.

Journée de Lexington, 18 avril 1775.

TOUTE la Nouvelle-Angleterre venait d'être associée à l'interdit de Boston; c'était forcer les quatre provinces à réunir leurs efforts pour la délivrance commune. On leur défendit tout commerce, & de pêcher sur les bancs de Terre-neuve, ni même sur les côtes. C'est ainsi qu'un ministère aveugle allait de lui-même au-devant de la ruine du commerce national, & portait la révolte à son dernier excès, en voulant interdire la pêche aux Américains. La nature a donné le droit de pêcher à quiconque demeure sur les bords de la mer. En les accoutumant à se suffire à eux-mêmes par les arts & l'industrie, on rompait les derniers liens qui auraient pu les retenir encore sous la domination Britannique. L'instant était venu où l'affranchissement des colonies Anglaises devait

devait être écrit en caractères ſanglans dans les révolutions du monde. Lexington ! Lexington ! tu devais devenir fameux par les premiers combats que Georges III livrait à ſes ſujets de l'Amérique ; c'eſt auprès de tes foyers ruſtiques que devait couler le premier ſang de la guerre civile.

Année 1775.

Le dix-huit avril le chevalier Gage fit embarquer le ſoir à Boſton, un détachement compoſé d'environ huit cents hommes ; il en donna le commandement au lieutenant-colonel Smith. Son deſſein était d'enlever le congrès provincial qui était aſſemblé à Concord. Cette troupe fut deſcendre à Philips-farm, d'où elle s'avançait ſans bruit & à la faveur des ténèbres, ſur le chemin de Concord ; mais les meſures étaient priſes pour que les troupes de Boſton ne puſſent faire aucun mouvement ſans que toute la province en fût auſſi-tôt avertie : l'allarme ſe répandit à la ronde, & les troupes nationales vinrent ſe former, pendant la nuit en différens bourgs,

ANNÉE 1775.

pour s'oppofer à toutes les entreprifes des Anglais. Ceux-ci traverfant dès le matin le village de Lexington, y trouvèrent une compagnie de milice prête à paffer en revue. Le commandant faifant marcher à pas redoublés vers cette compagnie, fomma les miliciens de mettre bas les armes, & de fe difperfer. Les provinciaux ne répondirent à cette fommation que par des huées qui furent répétées de tout le peuple; alors quelques officiers Anglais firent feu fur eux de leurs piftolets, & engagèrent leurs foldats à fuivre cet exemple; quatre ou cinq feulement obéirent d'abord, mais Smith ordonna de faire, fur cette faible troupe, une décharge générale; elle renverfa dix-fept hommes, dont huit moururent fur le champ : le refte de la troupe, ne pouvant réfifter à des ennemis dix fois fupérieurs en nombre, prit la fuite. On a prétendu, dans les gazettes Américaines, qu'ils n'avaient ni balles ni cartouches; mais ce fait n'eft point

vraiſemblable ; il eſt ſeulement certain qu'ils n'étaient point en état de guerre, ni préparés au combat, & qu'une attaque ſoudaine de la part de huit cents hommes contre cent, ne peut être regardée que comme un maſſacre commis de ſang froid. Ces infortunés s'étant ralliés à quelque diſtance de là, furent bientôt joints par les compagnies des lieux circonvoiſins ; ils leur racontèrent leur déſaſtre, & le deſir de la vengeance s'empara de tous les cœurs.

Année 1775.

Smith victorieux continuait ſa marche vers Concord ; il y arrivait & s'emparait déjà de pluſieurs voitures chargées de farine, qui appartenaient à la province, lorſque les milices raſſemblées à la hâte vinrent s'oppoſer à ſes ſuccès. Tandis qu'il entrait dans la ville, & que ſon avant-garde était déjà en poſſeſſion du pont qu'il s'apprêtait à traverſer, les Anglo - Américains entraient par un autre côté, & leur commandant envoya un détachement de cent cinquante hommes pour s'emparer du pont. Les ſoldats

ANNÉE 1775.

Anglais, croyant n'avoir affaire qu'à ce ſeul détachement, comptèrent ſur une nouvelle victoire, & Smith était perſuadé que toute la guerre de l'Amérique ſerait marquée par des avantages ſemblables à celui qu'il venait de remporter à Lexington; ils firent feu, & tuèrent deux hommes : mais auſſi-tôt ils virent un corps de troupes conſidérable accourir pour ſoutenir le détachement, & furent repouſſés avec tant de valeur qu'ils abandonnèrent ce poſte & prirent la fuite : ils furent vivement pourſuivis.

Pendant qu'ils ſe repliaient vers Lexington, ils furent rencontrés par le lord Percy, qui venait pour les ſoutenir avec mille hommes & deux pièces de campagne ; les deux corps s'étant réunis, s'arrêtèrent & enterrèrent leurs morts; ils voulaient même faire panſer leurs bleſſés, mais attaqués de nouveau par les Américains, dont ils voyaient groſſir le nombre, ils furent obligés de reprendre & de précipiter leur retraite, aprés avoir mis le feu à Lexington.

Les ſecours furent ſi prompts que l'incendie ne fit preſque point de progrès. Les incendiaires avaient eſpéré couvrir leur fuite par les tourbillons de fumée qui ſe feraient élevés des bâtimens en feu ; mais les Américains les rejoignirent promptement : en vain les officiers Anglais eſpéraient que leur artillerie, foudroyant des vainqueurs qui n'avaient point de canon, les forcerait à s'éloigner, ils furent battus & pourſuivis juſques dans les faubourgs de Boſton. Les Inſurgens ne s'arrêtèrent qu'à la levée de Charles - town *, où le vaiſſeau de guerre le Sommerſet, de 64 canons, ſe trouvait à portée de protéger la fuite de l'armée Anglaiſe. Il y eut plus de cent hommes tués du côté des Américains; mais la perte des troupes Anglaiſes fut bien plus conſidérable, il y eut deux cents hommes tués, plus de trois cents bleſſés, & un grand

ANNÉE 1775.

* Cette levée joint Boſton à Charles-town, faubourg conſidérable, qui forme une eſpèce de ville ſéparée.

Année 1775.

nombre de prisonniers, entre lesquels étaient deux officiers.

A peine la nouvelle de ce combat se fut répandue dans la province, que tous les habitans prirent les armes; ils voulaient entrer l'épée à la main dans Boston, & y massacrer la garnison entière; mais leur général Arthemus Ward, parvint à les dissuader de ce projet, qui ne pouvait être formé que dans la première fureur, & qui paraîtrait impossible dans l'exécution, si l'on ne savait pas ce que peut une armée de républicains, dont le courage personnel dirige les efforts, & qui sont animés tout à la fois par la vengeance & la victoire. Le nouveau général Ward vint former un camp de vingt mille hommes aux environs de Cambridge; le colonel Putnam se saisit d'un poste avantageux à Roxbury, & les partis opposés restèrent quelque temps en présence, sans qu'il survînt aucune action d'éclat.

FIN de la première partie.

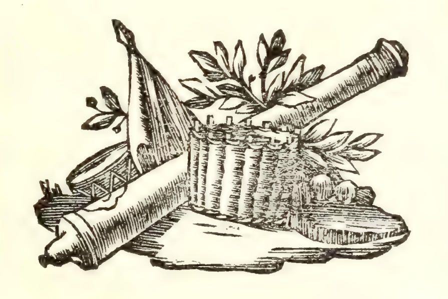
ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS.

ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS,

Par M. Hilliard d'Auberteuil.

TOME PREMIER.

SECONDE PARTIE.



A BRUXELLES.

M. DCC. LXXXII.

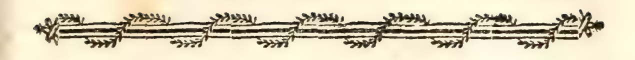


TABLE
DU TOME PREMIER,
SECONDE PARTIE.
LIVRE IV.

Pitt fait de nouveaux efforts dans la Chambre des Pairs en faveur des Américains ; sa tête est en danger ; George Washington est nommé Commandant en chef des troupes Américaines ; arrivée des Généraux Anglais Howe & Burgoyne ; affaire de Bunkers'hill ; mort de Waren. Le Congrès se décide à porter la guerre en Canada ; forces guerrières de l'Amérique, à l'ouverture de la campagne en 1776.

Matières du quatrième Livre.

LIVRE V.

ARNOLD porte la guerre dans la partie basse du Canada; il assiège Quebec. Prise du fort Saint-Jean par Mongommery. Guy Carleton, gouverneur du Canada, s'enfuit secrètement de Montréal, se jette dans Quebec & sauve cette place: mort de Mongommery; éloge de ce général. Arrivée d'une armée Anglaise au Canada.

Matières du Livre V.

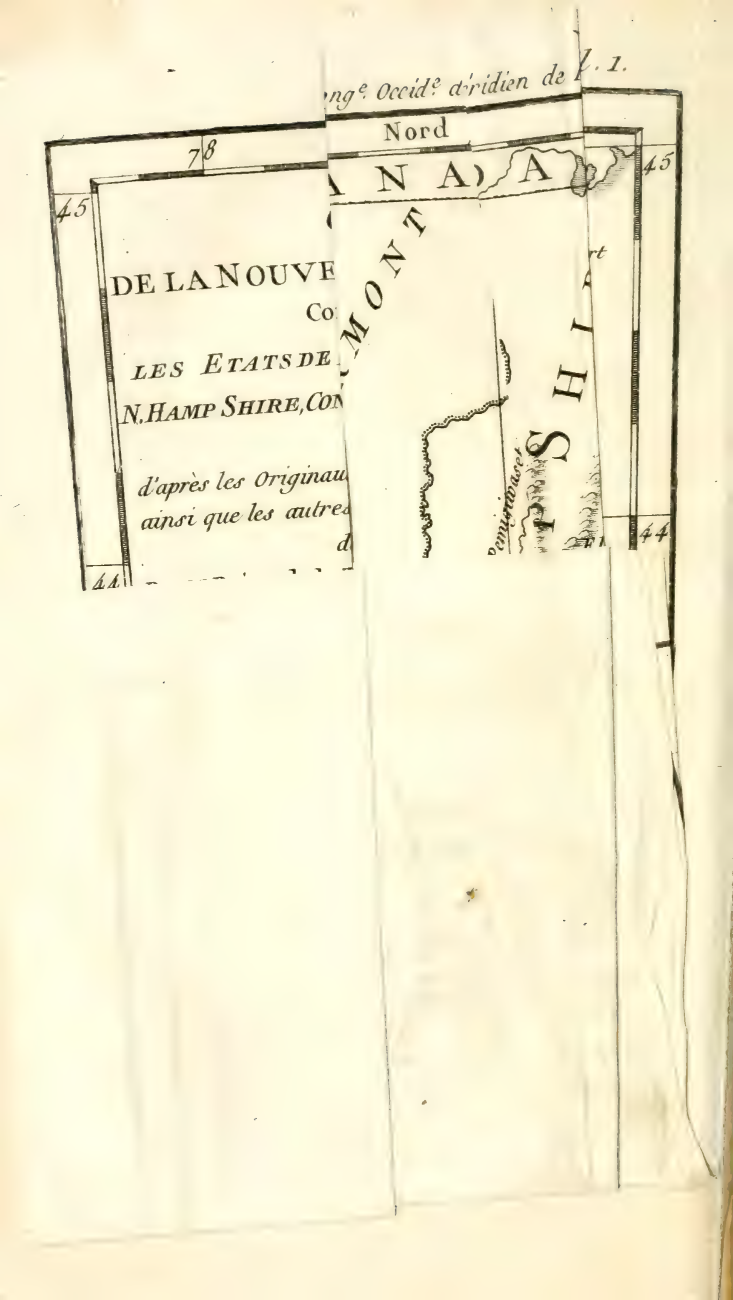
LIVRE VI.

DÉBATS du parlement. Blocus & siège de Boston. Sir William Howe est contraint d'évacuer cette place. Plan de la campagne ; attaque du fort Sullivan & de la ville de Charles-town. Le congrès déclare l'indépendance des treize états réunis.

Matières du Livre VI.

FIN de la Table de la ſeconde Partie du Tome I.er

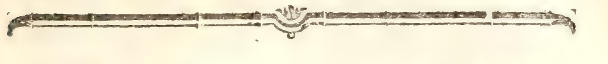




ng^e. Occid^e. d'ridien de
1.
Nord
78
45
A N A) A
45
MONT
DE LA NOUVE
Co
LES ETATS DE
N.HAMP SHIRE, CON
d'après les Originau
ainsi que les autres
d
SH
Pemigiwaset
44
44



SECONDE PARTIE.

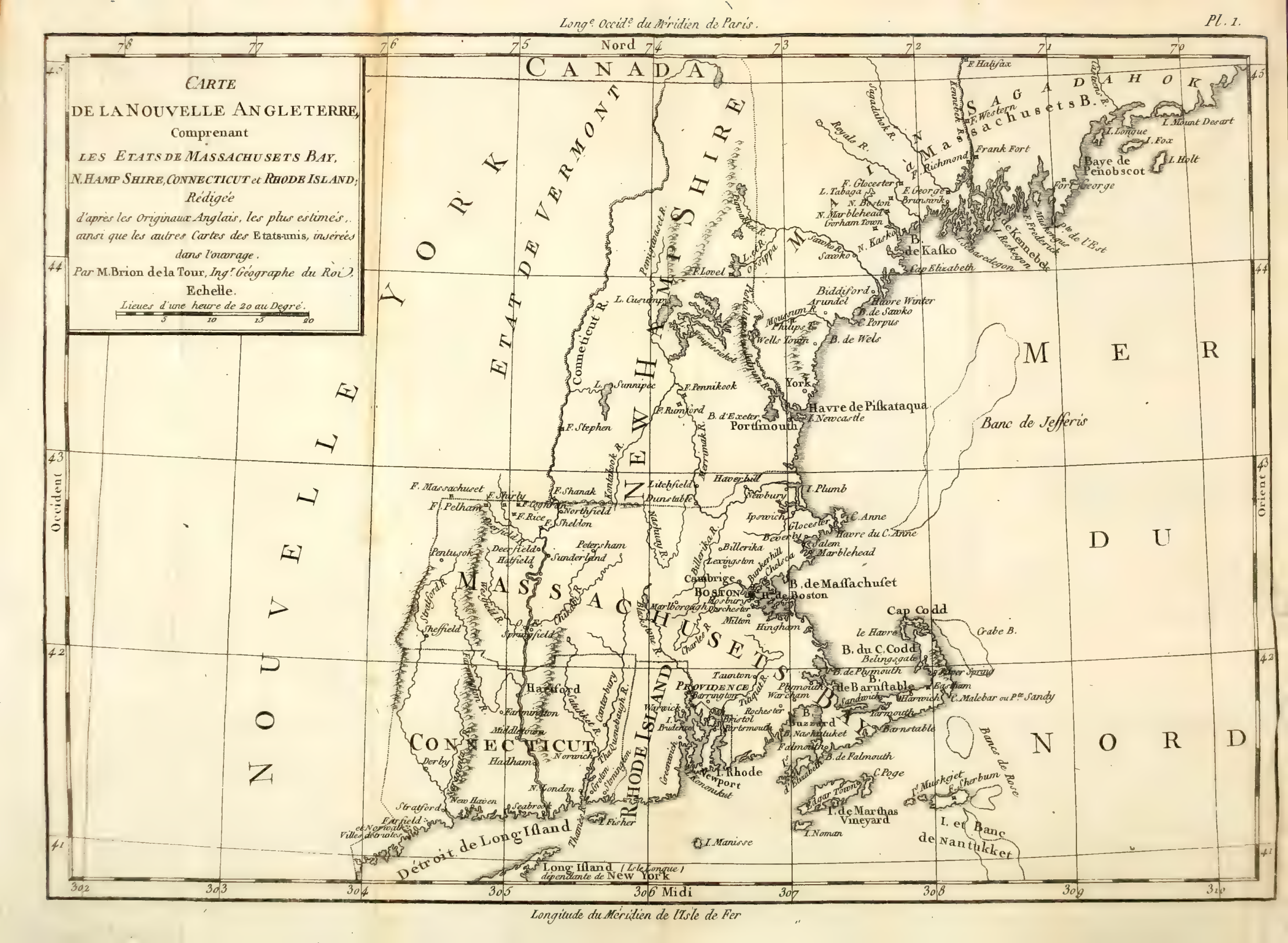


LIVRE QUATRIEME.

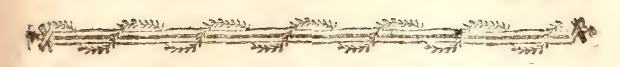
PITT fait de nouveaux efforts dans la Chambre des Pairs, en faveur des Américains; ſa tête eſt en danger; George Waſhington eſt nommé Commandant-Général des Troupes Américaines; arrivée des Généraux Howe & Burgoyne; affaire de Bunkershill; mort de Waren; le Congrès ſe décide à porter la guerre dans le Canada; forces guerrières de l'Amérique, à l'ouverture de la campagne en 1776.

LE Parlement ayant déclaré les Boſtoniens rebelles à l'État, tous les gens ſages prédirent les évènemens que cette démarche devait produire. Le comte de Chatam combattait dans la

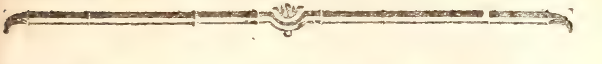
ANNÉE 1775.
I.
Débats du Parlement.



Longe. Occid. du Méridien de Paris.
Pl. 1.
CARTE
DE LA NOUVELLE ANGLETERRE,
Comprenant
LES ETATS DE MASSACHUSETS BAY,
N. HAMP SHIRE, CONNECTICUT et RHODE ISLAND;
Rédigée
d'après les Originaux Anglais, les plus estimés,
ainsi que les autres Cartes des Etats-unis, insérées
dans l'ouvrage.
Par M. Brion de la Tour, Ingr. Géographe du Roi.
Echelle.
Lieues d'une heure de 20 au Degré.
5
10
15
20
Nord
Midi
Occident
Orient
CANADA
NOUVELLE YORK
ETAT DE VERMONT
NEW HAMPSHIRE
MASSACHUSETS
MASSACHUSETS BAY
CONNECTICUT
RHODE ISLAND
SAGADAHOK
Massachusets B.
MAINE
MER DU NORD
Baye de Penobscot
Fort George
I. Mount Desart
I. Longue
I. Fox
I. Holt
F. Halifax
Frank Fort
F. Richmond
F. Western
F. George
Brunswik
F. Glocester
L. Tabaga
N. Boston
N. Marblehead
Gorham Town
N. Kasko
B. de Kasko
Cap Elizabeth
de Kennebek
Pte. de l'Est
Biddiford
Arundel
Havre Winter
B. de Sawko
C. Porpus
Wells Town
B. de Wels
York
Havre de Piskataqua
I. Newcastle
Portsmouth
B. d'Exeter
Banc de Jefferis
F. Lovel
L. Gusump
Connecticut R.
L. Sunnipec
F. Pennikook
F. Rumford
F. Stephen
Merrimak R.
Litchfield
Dunstable
Haverhill
Newbury
I. Plumb
Ipswich
Glocester
C. Anne
Havre du C. Anne
Beverly
Salem
Marblehead
Billerika
Lexington
Cambrige
Bunkerhill
Chelsea
BOSTON
H. de Boston
B. de Massachuset
Rosbury
Dorchester
Marlborough
Milton
Hingham
Cap Codd
Grabe B.
le Havre
B. du C. Codd
Belingsgate
B. de Plymouth
B. de Barnstable
Eastham
Harwich
C. Malebar ou Pte. Sandy
Yarmouth
Barnstable
Sandwich
Plymouth
Wareham
B. Buzzard
B. Nashtuket
Falmouth
B. de Falmouth
C. Poge
Edgar Town
I. de Marthas Vineyard
I. Noman
I. Muskget
Sherburn
I. et Banc de Nantukket
Bancs de Rose
F. Massachuset
F. Pelham
F. Shirly
F. Shanak
Northfield
F. Rice
F. Sheldon
Petersham
Deerfield
Hatfield
Sunderland
Pentusok
Sheffield
Springfield
Hartford
Farmington
Middletown
Hadham
Derby
Norwich
N. London
New Haven
Stratford
Seabrook
Fairfield
et Norwalk Villes détruites
Canterbury
Thames R.
I. Fisher
Stonington
Greenwich
PROVIDENCE
Barrington
Warwick
I. Prudence
Bristol
Portsmouth
Rochester
Taunton
I. Rhode
Newport
Kononukut
I. Manisse
Détroit de Long Island
Long Island (L'Isle Longue) dépendante de New York
Longitude du Méridien de l'Isle de Fer



SECONDE PARTIE.



LIVRE QUATRIEME.

PITT fait de nouveaux efforts dans la Chambre des Pairs, en faveur des Américains ; ſa tête eſt en danger ; George Waſhington eſt nommé Commandant-Général des Troupes Américaines ; arrivée des Généraux Howe & Burgoyne ; affaire de Bunkershill ; mort de Waren ; le Congrès ſe décide à porter la guerre dans le Canada ; forces guerrières de l'Amérique, à l'ouverture de la campagne en 1776.

LE Parlement ayant déclaré les Boſtoniens rebelles à l'État, tous les gens ſages prédirent les évènemens que cette démarche devait produire. Le comte de Chatam combattait dans la

ANNÉE 1775.
I.
Débats du Parlement,

chambre des Lords les projets du miniſtère, avec la hardieſſe qui convenait dans des circonſtances où il n'y avait pas un moment à perdre pour arrêter la ſubverſion totale dont l'État était menacé. Il faiſait voir qu'il conſervait encore le zèle patriotique & la vigueur de génie que l'âge glace ordinairement dans les autres hommes. Ceux qu'on appellait les amis du Roi, en prirent de l'ombrage, & la liberté avec laquelle il oſait contredire leur avis, leur parut excéder toute meſure. Ils portèrent la chambre à procéder contre ce courageux républicain ; elle oublia tout ce que l'Angleterre devait au célèbre Pitt. Peu s'en fallut qu'il ne devint victime d'une injuſtice plus cruelle que celles qui ſouillèrent la gloire d'Athènes & tranchèrent les jours de Miltiade, de Socrate & de Phocion.

La chambre fut ſur le point de l'envoyer à la tour de Londres, terminer ſa glorieuſe carrière parmi les criminels d'état. Trente-cinq voix

s'élevèrent contre lui ; heureuſement l'oppoſition en eut trente-ſix, & dans cette journée, la deſtinée de Pitt ne dépendît que d'un ſeul ſuffrage. C'était celui du duc de Glocеſter, qui, attaché comme tout prince Anglais le devrait être, à la conſtitution Britannique, déſapprouvait la guerre que l'on déclarait aux Américains, & avait voté ouvertement contre le bill tyrannique pour l'adminiſtration du Canada ; il fallait, pour ſauver les jouts du plus grand homme de l'Europe, que le frére du Roi ſe rangeât du côté de l'oppoſition, & que ce prince eut préſervé ſon ame de l'air contagieux de la cour.

Tableau politique de la Cour de George III.

LA honte dont la chambre des Lords venait de ſe couvrir, était un ſujet d'allegreſſe dans le parti du Roi : que ne pouvait-il pas eſpérer d'un parlement ſi dévoué à ſes projets, que la ſeule contradiction y était déja regardée comme un crime, quand elle était directe & exprimée ſans détour ? Ses

peuples ſe déchiraient mutuellement, & il ne voyait pas dans les conſeils & dans l'indignation de Pitt, le ſalut de l'Angleterre. Il s'obſtinait à ne conſidérer dans la guerre de l'Amérique, que des troubles excités par ſes miniſtres eux-mêmes, pour ſe procurer une guerre utile à leurs deſſeins, & qu'ils termineraient auſſi-tôt qu'ils en auraient la volonté.

En plaçant ainſi ſa confiance dans ceux qui favoriſaient ſes prétentions à ce deſpotiſme, qui a entraîné la chûte de tant de ſouverains, il oubliait qu'il ne devait ſa couronne qu'aux efforts de la liberté ; il prétendait à la monarchie abſolue. Il traitait en ennemis les hommes pénétrés des principes des Wighs, qui avaient placé ſa famille ſur le trône, & prenait pour amis, les ennemis de ſa gloire, & de celle de la nation. Il achetait leurs ſuffrages à un prix exhorbitant, & s'entourait d'un plus grand nombre d'hommes corrompus, à proportion qu'il fallait plus d'argent pour conſerver ceux qu'il avait déjà. Les

troubles étaient néceſſaires pour trouver à chaque ſeſſion du parlement des prétextes à de nouvelles demandes de ſubſides; & pourvu qu'il eût un plus grand nombre d'emplois à donner, plus d'occaſions, plus de moyens de ménager ſes favoris ou d'en acquérir de nouveaux, plus de ſommes d'argent à répandre, plus de ſoldats à lancer dans l'occaſion contre la liberté publique; il était indifférent à ceux qui étaient initiés dans le ſecret de ſes deſirs, que cette guerre fût féconde en victoires ou en défaites. Ce n'était pas la force de la nation qu'ils voulaient, mais ſon aſſerviſſement, & l'on élève plutôt un pouvoir abuſif ſur des hommes ruinés, fatigués par le malheur, énervés par le luxe, que ſur des citoyens victorieux. Toute l'Angleterre était conſternée de la révolution qui ſe préparait en Amérique; eux ſeuls croyaient y trouver leur avantage; ils ont employé plus d'efforts, plus de talens peut-être pour profiter de cet avantage odieux, qu'il

n'en aurait fallu pour augmenter la puiſſance de la nation. Ils allaient plus loin ; ils enviſageaient dans la profondeur de leur ſombre politique, les gueres étrangères dont l'Angleterre était menacée, comme de nouveaux moyens de s'affermir. Peut-être ils eſpéraient trouver l'occaſion de faire périr le petit nombre de héros qui reſtait à la nation, ou par le fer de l'ennemi, ou par les querelles qu'ils leur ſuſciteraient dans leur propre patrie ; & le peuple reſtant ſans défenſeurs, ne pouvait tarder d'être réduit au plus dur eſclavage ; juſqu'où ne vont point les calculs d'une ambition perverſe, juſqu'où ne vont point les maux que le deſir d'opprimer a vomi ſur la terre? L'ambition ravage les empires pour dominer ſur des déſerts, & perſuade à ceux qui l'écoutent, qu'il vaut mieux commander à des ſujets déſunis, eſclaves & malheureux, que d'être comptable de ſon adminiſtration à un peuple puiſſant & heureux.

O Angleterre ! la nature avait borné votre territoire : vos rivages étaient triſtes & nébuleux ; mais les influences douces & fécondes de la liberté, embelliſſaient & fertiliſaient votre climat. La ſageſſe de votre gouvernement avait étendu votre gloire ſur le monde entier, où vos peuples vainqueurs de leurs rivaux, répandaient les ſciences & les arts ; vous perdez la liberté, votre gloire, le pouvoir, les richeſſes, tous les biens à la fois ; les raviſſeurs ſont au milieu de vous, & vous demeurez ſans vengeance !

Ouverture de la campagne de 1775.

LE général Gage avait demandé des ſecours : on lui avait fait paſſer depuis peu un renfort compoſé de trois régimens, & d'un corps de cavalerie légère ; on lui envoyait les généraux Howe & Burgoyne, avec quatre mille hommes, cinq cents chevaux, & cinq compagnies d'artillerie ; ils allaient s'embarquer ſur la flotte de l'amiral Suldham, que l'on armait à Spithead avec la

plus grande précipitation. * Un des frères du général Howe était mort, en Amérique les armes à la main, sa mémoire y était respectée, & les Américains lui avaient fait élever un tombeau. Lui-même avait promis l'année précédente à ses constituants, lors de son élection au parlement, de voter en faveur des colonies ; mais il ne put résister à la volonté du roi, & à l'ambition de commander. De nouveaux corps de troupes devaient s'embarquer incessamment ; & le parlement offrit au roi de mettre sur pied les soixante mille hommes de milices établies pendant la guerre contre la France, afin qu'il pût envoyer en Amérique autant det troupes réglées qu'il jugerait nécessaire à son autorité. Cette offre ne rem-

* Cette flotte était de cinq vaisseaux de guerre & de douze vaisseaux de transport, sur lesquels étaient embarqués les 17, 27, 28, 46 & 58e régimens d'infanterie. Le fort qui la précédait, sous l'escorte d'un vaisseau & de deux frégates, étoit composé des 40, 55 & 63e régimens.

pliſſait point encore les vues de la cour, & l'on propoſait dès-lors de ſoudoyer dix mille hommes de troupes étrangères, de peur que les ſoldats Anglais ne fiſſent quartier aux Américains.

Les provinces de l'Amérique ſe préparaient, de leur côté, à recevoir & à vaincre ces eſſains de meurtriers, que la Métropole envoyait contr'elles. A la nouvelle des combats de Lexington, l'aſſemblée provinciale de Penſilvanie donna des ordres pour lever un corps de vingt mille hommes, qui ſe tranſporterait par-tout où le beſoin l'appellerait, & un autre de quatre mille hommes choiſis, pour la garde de la ville de Philadelphie, & la ſûreté du congrès. Six mille hommes des milices de Rhod'iſland, joignirent l'armée d'Artemus Ward à Cambridge, devant Boſton; Putnam poſté avantageuſement à Roxbury, entre Cambridge & Worceſter à la tête d'un corps de réſerve compoſé de ſix mille hommes, levés dans la colonie de Connecticut, inter-

ceptait toutes les provisions destinées pour Boston. Dans le même temps un convoi considérable, que le général Gage attendait avec impatience, lui fut enlevé par un détachement sous les ordres du docteur Payson, ecclésiastique, qui jusqu'alors n'avait donné que des exemples de modération & de paix. Le corps législatif de Connecticut établit à Worcester le magasin général de l'armée de Cambridge, & pour faire les fonds nécessaires à l'entretien de cette armée, il créa le premier un papier de change, qui devait avoir cours dans toute la Nouvelle-Angleterre. Gage se voyait tout-à-coup entouré & resserré dans Boston par un grand nombre d'ennemis, qui lui annonçaient tous en même-temps, que l'Amérique septentrionale était pour jamais séparée de la Grande-Bretagne.

Prise du fort Ticonderago, & du colonel Skeen.

Dès le lendemain de l'affaire de Lexington, un détachement des milices de Connecticut & de Massachuset, partit sous le commandement du co-

lonel Eston & de l'aventurier Allen, pour s'emparer du fort Ticonderago, bâti par les Français, en 1756, sous le nom de fort *Carillon*, & qui ouvre la communication du Canada & de la Nouvelle-Angleterre. Il est situé au bord du lac Champlain, sur des rochers qui en rendent l'approche difficile. Les Anglais tentèrent vainement de l'emporter d'assaut en 1758, & ne purent s'en rendre maîtres que l'année suivante. Les Insurgens projettèrent de le surprendre avant que le chevalier Gage pût être averti de leur dessein ; & le soir du 25 avril ils arrivèrent à la vue du fort. Un détachement ayant passé l'eau pendant la nuit, parvint dès le point du jour aux ouvrages extérieurs. Les assaillans arrêtèrent la sentinelle avant qu'elle pût faire feu, sautèrent dans le chemin couvert, & s'introduisirent dans l'intérieur du fort, où le reste de la troupe les suivit. La garnison voulut d'abord se défendre ; le commandant était absent : c'était le colonel Skeen ; celui qui

le remplaçait accourut au bruit ; mais n'étant point inſtruit des hoſtilités, voyant des ennemis ſupérieurs, déjà maîtres du fort, & n'ayant que cent hommes ſous ſes ordres, il fut obligé de mettre bas les armes, & de ſe rendre priſonnier.

Les vainqueurs trouvèrent à Ticonderago cent pièces de canon, quelques barils de poudre, & une grande quantité de munitions. Allen prit le commandement du fort, & les milices de Connecticut en formèrent la garniſon. Le colonel Eſton, avec le détachement de Maſſachuſet, alla s'emparer des forts de Crown-point & de Skeneſboroug, dont il fit les ſoldats priſonniers.

Skeen ne tarda pas à tomber entre les mains des Américains. Il s'était embarqué pour revenir à Ticonderago, ſans déclarer ſon nom, ni ſon rang au capitaine du navire ; mais ils rencontrèrent vers le cap Delaware un autre bâtiment qui les informa de la priſe du fort, & des hoſtilités qui l'avaient précédée. Le

colonel oubliant qu'il était ſur un navire Américain, ne put renfermer ſon chagrin. Dans la colère qui l'animait, il ſe découvrit lui-même, & le capitaine le mit à terre à Philadelphie, où il fut retenu priſonnier ſur ſa parole.

II. Les gouverneurs des colonies ſont réduits à s'embarquer ſur des bâtimens de guerre.

Le gouverneur Dunmore, voulant s'emparer de la poudre appartenante aux particuliers de Williamſbourg, occaſionna une émeute générale dans la Virginie. Les milices du voiſinage accoururent pour y prendre part, & ce lord fut obligé de ſe retirer avec ſa famille à bord d'une frégate de vingt canons qui ſe trouvait dans le port. Le chevalier Tryon, gouverneur de la Nouvelle-York, ſe réfugia à bord de la frégate *la Ducheſſe de Gordon*. Les gouverneurs Campbell & Martin furent obligés de s'enfuir des deux Carolines, & tous s'occupèrent à publier des proclamations & à exercer des pirateries, partageant ainſi leurs jours entre la guerre & la politique, & s'intitulant

gouverneurs de pays où ils n'avaient aucun pouvoir.

Ouverture de la seconde année du congrès.

LE congrès général allait rouvrir ses séances, & les députés des différentes provinces avaient pris la route de New-York, pour se rendre à Philadelphie. On remarquait entr'eux John Hancock, & Samuel Adams, en qualité de députés de Massachuset, & Silas Déane, l'un de ceux de Connecticut. L'allégresse fut publique, lors de leur passage à New-York; les personnes les plus distinguées de la ville allèrent au-devant d'eux; les citoyens de tous les âges & de tous les rangs bordaient le chemin, & l'air retentissait de cris de joie; les cloches annoncèrent, leur arrivée, & la journée fut terminée par des réjouissances.

Les mêmes honneurs accompagnèrent leur entrée à Philadelphie; les séances commencèrent le 10 Mai. Les premiers soins du congrès général se tournèrent vers la ville de New-York, qui était me-

nacée des entreprifes de l'armée royale. Cette ville était, pour ainfi dire, fans défenfe. Le congrès y envoya deux mille cinq cents hommes, & ordonna au comité provincial, que les milices fuffent toujours prêtes à fe raffembler au premier fignal, qui annoncerait quelques vaiffeaux d'Angleterre ; de laiffer débarquer les troupes réglées, mais de leur fermer l'entrée de la ville, & de tous les poftes fortifiés.

Le général Gage, enfermé dans Bofton, commençait à reffentir le défavantage d'une pareille pofition ; il imagina de publier une proclamation, dans laquelle il annonçait à la fois & la paix & la guerre, comme fi les Américains n'avaient pas affez appris, qu'ils n'avaient plus d'efpoir que dans leurs armes, comme s'ils avaient oublié que la terre était encore fumante du fang verfé à Lexington. Cette pièce femblait n'être faite que pour irriter davantage des peuples qui brûlaient déjà de fe venger. « Il ne refte plus, difait-il, pour punir

» les coupables, & protéger les inno» cens, qu'à prouver aux uns & aux » autres, *que l'épée n'est pas une arme* » *inutile dans les mains de ceux qui sont* » *revêtus de l'autorité* ». Ces menaces de la part d'un commandant bloqué par une armée supérieure en forces, excitèrent peu de crainte. Le passé fournissait des preuves d'une conspiration préméditée, assez forte, selon lui, pour justifier *les plus rigoureux châtimens*; cependant il offrait le gracieux pardon du roi à ceux qui mettraient bas les armes, & rentreraient aussi-tôt dans le devoir de sujets soumis; mais il exceptait John Hancock & Samuel Adams, dont il jugeait les offenses trop graves pour qu'ils eussent d'autre sort à espérer, que les supplices dûs aux rebelles. Cette proclamation fut méprisée, & le congrès ne daigna pas y répondre : mais Peyton Randolph s'étant démis de sa place de président, ce fut John Hancock que l'assemblée élut d'une commune voix.

Il

Washington est nommé commandant en chef de toutes les troupes de l'Amérique.

IL s'agiſſait de choiſir un officier qui eût le commandement général de toutes les troupes de l'Amérique, & fût en état de repouſſer, par ſon courage & ſa prudence, toutes les forces que l'Angleterre pourrait envoyer pour la ſubjuguer. On comptait déjà à la tête des troupes du continent pluſieurs habiles officiers géneraux ; Artemus Ward, Iſmaël Putnam, Horatio Gates, Schuyler, ſi riche dans l'Albanie, ſi accrédité parmi les peuples de la Nouvelle-Yorck, & ce fameux Charles Lée, qui avait fait la guerre au Canada, en Allemagne, & dans la moitié de l'Europe. Le choix pouvait être incertain entr'eux, & Lée qui peut-être aurait eu dans ces premiers momens le plus grand nombre de ſuffrages, nemontrait aucune prétention au commandement en chef.

Il y avait dans la Virginie un habitant riche, appellé Georges Washington ; il avait ſervi dans le Canada, & avait commandé un régiment de troupes légères, vulgairement appellées

Riflemen. Ces troupes, particulières aux provinces de l'Amérique feptentrionale, font compofées de chaffeurs, accoutumés pour la plupart, dès l'enfance, à parcourir les forêts, à traverfer les lacs, à pourfuivre le gibier fans relâche, & à l'atteindre de fort loin; il y a des exemples de leur adreffe à tirer, qui femblent incroyables. Washington s'était diftingué à la tête de ce régiment; mais ce qui lui avait acquis une grande réputation, c'était le fervice qu'il avait rendu à l'Angleterre, en couvrant la retraite du général Bradhoc. Il femblait avoir renoncé pour toujours à la guerre, & cultivait paifiblement fes plantations. Eloigné de toute ambition, la cour de Londres avait oublié de le faire participer aux graces; il ne paraiffait point fe reffouvenir qu'il avait le droit de les folliciter; mais il abandonna fes champs & fa maifon, auffi-tôt qu'il devint néceffaire de fervir fa patrie. A peine le pays de Virginie eût pris part à la guerre civile, qu'il



G. WASHINGTON.

leva un corps de trois mille miliciens, & ſut les former en peu de temps à une diſcipline plus ſolide, & moins compliquée que celle des troupes Européennes : il leur donna des uniformes de ſon choix, & voulut qu'ils fuſſent diſtingués des mercénaires ſoudoyés en Angleterre par la ſupériorité de leurs armes ; comme ils l'étaient par leur adreſſe à tirer, il leur donna des mouſquets, qui, chargés par la culaſſe, obligent la balle à décrire en ſortant une ligne ſpirale de deux tours & demi, ce qui accroît la réſiſtance & prolonge la portée : pour canons de campagne, il fit faire des pieces, qui, plus courtes & plus légères que celles dont on ſe ſért ordinairement, produiſent plus d'effet.* Ces preuves d'intelligence & de zèle, la renommée dont le colonel Washing-

* C'eſt d'après les calculs de M. Bernoulli, que ces canons ſont faits ; leur effet provient de la grande capacité que l'on donne au corps de la piece, en comparaiſon de celle où on met la poudre. La denſité de l'air qu'elle renferme, comparée à la denſité de l'air extérieur, en détermine la force & la portée.

ton jouissait, même parmi les troupes Anglaises, avec lesquelles il avait servi; la facilité, l'éloquence de ses discours, ses vues politiques, la maturité de la raison, avantage si rare & si précieux parmi les hommes; l'emploi généreux qu'il avait toujours fait de ses richesses; enfin, son extérieur imposant, sa taille robuste & élevée, la magnanimité qui semblait respirer dans ses traits, lui avaient attiré tous les suffrages de la Virginie; il lui suffisait de paraître pour gagner ceux de l'Amérique entière. Ce fut lui que le congrès nomma commandant en chef de toutes les troupes & armées de l'Amérique septentrionale; cette assemblée nomma trois majors généraux pour commander après lui, Ward, Schuyler & Putnam; & pour adjudant général, le colonel Gates.

Parallèle de Washington & de Charles Lée.

LÉE ne reçut aucun titre; on prétend qu'il craignait d'exciter l'envie, si ordinaire parmi les républicains. Etranger à la cause qu'il soutenait, on dit qu'il ne

voulait point être exposé à des murmures, à des intrigues de la part de ceux même qu'il contribuait à affranchir du joug de Georges III. Passant pour être plus au fait des détails de la guerre que ses rivaux, & jaloux de conserver cette réputation, il faisait alternativement le service d'ingénieur, de commissaire, de commandant de l'artillerie & de général d'armée; il desirait se porter partout où le besoin l'appellerait, & comptait assez sur son activité, pour se reproduire en tous les lieux où il s'agissait de combattre & de vaincre les ennemis. Cette conduite généreuse & prudente lui mériterait des éloges dans l'histoire, & donnerait une grande opinion de son caractère; mais comment la concilier avec la réputation qu'il s'était acquise en Europe? Il y passait pour un officier entreprenant, hardi, mais turbulent, & propre à semer par-tout la division & la haine. C'était aux querelles, aux cabales qu'il avait suscitées, que l'on attribuait en Angleterre la ré-

forme du cent troiſième régiment ; on lui reprochait une vanité, une préſomption, qui avaient rendu ſa ſociété inſupportable dans tous les corps où il avait ſervi. Au Canada, en Angleterre, & dans tout le nord de l'Europe, où toujours mécontent, toujours inquiet, il avait erré long-temps, offrant par-tout ſes ſervices & par-tout faiſant la guerre dans un rang ſubordonné, juſqu'au moment où les troubles de la Nouvelle-Angleterre lui donnèrent une occaſion plus favorable d'être employé. Il n'avait, diſait-on, que des connaiſſances très-ſuperficielles en tout genre, & particulierement de ſon métier. Telle était l'opinion qu'on avait de lui en Angleterre, telle était celle qu'avaient conçue de lui pluſieurs des Américains, qui compoſaient le congrès. Beaucoup d'autres croyaient voir en lui un héros, un Demi-Dieu, venu à leur ſecours des extrémités de l'univers : ils portaient l'enthouſiaſme à un tel point, que l'injuſtice qu'on lui avait faite à la cour

de Londres, en ne lui donnant pour prix de ſes longs ſervices au Canada, que le rang de lieutenant-colonel, & la demi-paye de major, devenait pour eux une nouvelle raiſon de haïr la mère-patrie. Leurs regards étincelaient quand ils écoutaient ſes récits ; leur courage s'enflammait à ſa voix, & lui-même était obligé de les retenir, pour qu'ils n'armaſſent pas leurs mains de glaives & de flambeaux. Des perſonnes plus ſages, le regardaient comme un homme ardent & ambitieux, qui, né avec les talens propres à la guerre civile, n'avait pu rien être tant qu'elle n'avait éte ouverte nulle part ; mais qui pouvait produire de grandes choſes dans des pays où elle venait de s'enflammer? Ils ne ſe trompaient pas entièrement. Sans doute Charles Lée, ainſi que quelques autres dont nous ſerons obligés de parler dans cette Hiſtoire, n'eſt pas un de ces grands hommes, qui, réuniſſant à la fois tous les genres de valeur & de ſavoir, étonneront à

jamais la poſtérité ; mais on lui doit la juſtice de dire que ſes ſoins & ſes ſuccès pour la confédération générale, ont été ſurprenans, que la hardieſſe & la vivacité de ſes diſcours, ont fait naître le courage & le deſir de l'indépendance dans bien des cœurs, qui, ſans lui, ſe croiraient encore incapables des efforts qu'ils ont faits. Perſonne ne pouvait être plus utile dans les commencemens d'une guerre civile ; il fallait que Washington vint pour en aſſurer les progres & la réuſſite. Lée devait être à la tête des Américains, tant qu'ils n'étaient encore que des rebelles, Washington était digne de commander les armées des États indépendans de l'Amérique.

Tous deux eſcortés d'une brigade de cavalerie, ſe rendirent au camp devant Boſton. Lée qui avait touché juſqu'à ce moment ſa demi-paye de major au ſervice d'Angleterre, crut devoir y renoncer formellement en partant de Philadelphie ; & voulant imiter le lord

Effingham, qui, désaprouvant l'envoi des troupes en Amérique, avait donné sa démission de l'emploi de colonel-commandant du vingt-deuxième régiment *. Il écrivit au lord Barington, ministre de la guerre, pour lui déclarer qu'il se croyait obligé, comme Anglais, & comme soldat, de tenter tout ce qui dépendait de lui pour empêcher l'exécution des projets du Roi contre l'Amérique; il l'assurait qu'il serait néanmoins toujours prêt à reprendre les armes pour agir de tout son courage contre les ennemis naturels & héréditaires de la nation Anglaise.

---

* La lettre du lord Effingham est moins longue & plus expressive que celle de Charles Lée.

« J'ai attendu jusqu'au dernier moment pour » donner ma démission, afin que l'on ne pût prêter » une tournure défavorable à une action dictée par » les motifs les plus purs. Je ne me plains de rien ; » j'aime ma profession, & l'on devrait me blâmer de » quitter un état dans lequel je pourrais me rendre » utile au public, si l'idée que j'ai des principes de » notre constitution, & les notions que je me suis » formées de l'honneur, me permettaient encore » de le suivre ».

Affaire de Bunkers'hill 16 juin 1775.

LA flotte de l'amiral Suldham venait de mouiller dans le port de Boſton. Sir William Howe venait de débarquer ſes troupes, & brûlait du deſir de ſignaler ſon courage contre les Américains. L'occaſion ne tarda pas à ſe préſenter. Les chefs de l'armée continentale voulaient reſſerrer de plus en plus celle du Roi, & prévenir le deſſein que Thomas Gage avait formé de s'emparer du poſte de Bunkers'hill, éminence ſituée auprès de Charles-town, qui pouvait être avantageuſement fortifiée. Putnam partit de Cambrige le 16 juin avec deux mille hommes, & vint occuper cette hauteur; il fit travailler ſur le champ à des retranchemens, & fut renforcé par cinq cents hommes des milices de Connecticut. Les royaliſtes comprenant le danger qu'il y aurait à laiſſer pouſſer plus avant cette entrepriſe, firent entrer dès le lendemain dans la riviere Miſtick des batteries flottantes, qui tiraient ſur le revers du retranchement, tandis que l'eſcadre & la batterie de Corps'hill le canonaient de deux autres

côtés; mais la position avantageuse des troupes de Putnam, ne faisant pas espérer de succès de ce genre d'attaque; Howe à la tête de trois mille hommes détachés de tous les régimens de l'armée royale, passa *Charles-River*, & débarqua à une heure après-midi, à cinq cents pas du retranchement. Ayant d'abord envoyé des soldats pour incendier le fauxbourg de Charles-town, afin que la fumée couvrit ses dispositions, il divisa sa troupe en deux corps; l'un marcha droit à l'ennemi, & l'autre tourna la montagne pour lui couper la retraite. Putnam ayant rangé ses troupes en bataille, laissa avancer jusqu'à la distance de vingt pas les Anglais qui venaient l'attaquer, & fit une décharge si vive & si inattendue, que les troupes royales se rompirent & abandonnèrent le terrein. Leurs officiers les rallièrent, & ayant doublé les rangs, tentèrent une seconde attaque qui n'eut pas plus de succès; ils se retirèrent en désordre & furent à deux cents pas de distance se

former ſur douze hommes de hauteur. Burgoyne le compagnon & le rival de Howe, à la tête d'un nouveau détachement de mille hommes, arriva pour les ſoutenir; & leurs colonnes étant devenues plus fortes, ils pénétrèrent enfin dans les lignes : on dit que Burgoyne y ſauta le premier. Les Américains, obligés de céder au nombre, abandonnèrent alors leurs retranchemens & ſix canons de campagne. Le feu de l'eſcadre Anglaiſe qui les battait en flanc ſur une chauſſée où ils étaient obligés de paſſer, mit quelque déſordre dans leur retraite; cependant ils ſe rallièrent aſſez promptement & ſans trop de confuſion, & les Anglais ayant pouſſé juſqu'à eux, tentèrent vainement d'entamer le corps que commandait Putnam. Le jour était prêt à finir, qu'ils combattaient encore; mais à huit heures du ſoir les Anglais ayant été une troiſieme fois repouſſés avec perte, regagnèrent les retranchement dont ils venaient de s'emparer.

Chacun des deux partis ſe prétendit

vainqueur, & voulut s'attribuer l'honneur de cette journée. Si Charles-town était incendié, si les Américains avaient perdu leurs retranchemens & six pieces de canon, il était glorieux pour Putnam & ses compagnons, d'avoir repoussé trois fois dans le même jour, avec deux mille cinq cents hommes de milices, quatre mille hommes de troupes réglées, qui étaient l'élite de l'armée royale, & que les deux plus habiles généraux de cette armée commandaient en personne.

Opinion du parti de la Cour, injurieuse à la bravoure des Américains.

LES Américains parurent en cette occasion égaler en courage les plus braves Anglais, & ne se montrèrent point inférieurs dans la discipline : c'est le témoignage que leur rendait un des généraux Anglais, en écrivant la nouvelle de ce combat à un des Pairs du Royaume. Cependant les membres de la chambre haute, qui soutenaient le systême de réduire les Colonies par la force, avaient motivé leur avis, lors du bill du huit mars (trois mois auparavant) sur la

lâcheté des Américains; les autres Lords avaient été obligés de protester solemnellement contre ce bill sanguinaire. Voici les termes de leur protestation qui ne fut connue en Amérique que trois semaines environ avant l'affaire de Bunkers'hill.

« Accuser de lâcheté les sujets d'A-
» mérique, & soutenir qu'il faut pro-
» fiter de cette *lâcheté* pour les reduire
» par la force, c'est une supposition
» honteuse à nos armes si elles sont
» malheureuses, & qui leur ôte tout
» honneur en cas de succès. C'est d'ail-
» leurs apprendre aux Américains que
» leur résistance sera honorable pour
» eux, même à nos propres yeux, &
» que nous n'attribuerons leur obéis-
» sance qu'à leur manque de courage ».

Cette protestation était signée des lords Richemond, Manchester, Léenster, Dewonshire, Rockingham, Abingdon, Stanhope, Ponsomby, Craven, Cambden, Wicombe, Terringtown, Effingham, Fitz-william, &c.... elle

dût enflammer la valeur de toute l'armée Américaine, & redoubler la haine des colons contre les agens de la Cour, qui, après leur avoir enlevé la protection des loix, cherchaient à leur faire perdre l'estime de leurs compatriotes.

Mort de Waren.

LA liste des morts & des blessés attestait la supériorité que les Américains avaient eue sur les troupes Anglaises dans la journée de Bunkers'hill; les Anglais comptaient onze cents cinquante-quatre hommes, tant tués que blessés, dont deux cents vingt-six étaient restés morts sur le champ de bataille; nombre prodigieux sur un corps de quatre mille hommes : ils avaient eu quatre-vingt-huit officiers tués ou blessés. La perte que les Américains avaient faite était beaucoup moins grande par le nombre; mais Waren avait été tué.

Son éloge.

LE docteur Waren, encore à la fleur de son âge lorsque la mort l'atteignit au milieu des combats, était un de ces

hommes dont la nature eſt avare : ſon courage égalait ſon génie ; on le regardait comme un des plus grands hommes que l'Amérique eut produit. Son zèle pour la liberté l'avait placé au plus haut rang dans l'opinion publique, dans le cours borné de ſa vie ; ſes concitoyens avaient reconnu en lui, les talens de l'homme d'état, le zèle du patriote, les vertus du ſénateur & l'ame d'un héros ; ils le regrettèrent beaucoup, & le deuil fut général dans toutes les provinces. Le congrès honora ſa mémoire par une pompe funèbre, à la ſuite de laquelle le miniſtre Nelſon prononça ſon éloge. C'était un vieillard dont le front était chauve, mais ſerein ; ſa taille était haute & majeſtueuſe, ſon viſage encore frais & vermeil, ſes yeux perçans, ſa voix douce & forte ; il inſpirait le reſpect ; il ſçavait émouvoir & perſuader. La fin de ſon diſcours mérite d'être tranſmiſe à la poſtérité, & peut paſſer pour un mouvement d'éloquence digne des beaux jours de Rome & de Lacedémone.

« ... Approchez



Contemplez l'ouvrage du Pouvoir arbitraire ...

«.... Approchez auſſi, vous pères & mères de famille ! Approchez du corps ſanglant de Waren ; que vos larmes lavent ſes bleſſures honorables & funeſtes : contemplez l'ouvrage du pouvoir arbitraire ! mais ne vous arrêtez pas trop long-temps auprès de ces reſtes inanimés ; retournez auſſi-tôt dans vos demeures raconter à vos enfans les circonſtances de ce douloureux ſpectacle ; retracez-leur la cruauté des tyrans & les ſuites affreuſes de l'eſclavage. Qu'ils s'animent, qu'ils s'agitent à ces peintures ſanglantes ; que leurs cheveux ſe dreſſent ſur leurs têtes, que leurs yeux s'enflamment, que leurs fronts deviennent menaçans, que leurs bouches s'entr'ouvrent pour exprimer l'indignation, & qu'ils ne puiſſent former qu'un cri de vengeance & d'horreur : alors, alors, montrez-leur l'ancienne chartre de leurs priviléges, la maiſon tutélaire où ils ont paſſé leurs jours, le champ qui doit être leur héritage ; & ſoudain, donnez-leur des armes & tout l'équipage militaire. Em-

braſſez-les, qu'ils partent pour les combats, & que votre dernier vœu, pour eux, ſoit qu'ils reviennent vainqueurs, ou qu'ils meurent comme Waren au milieu de la gloire & pour la liberté. »

Waren avait conſeillé à ſes compatriotes, dans un de ſes écrits, de s'en tenir à une guerre défenſive. Le congrès en donnant le commandement de l'armée au général Washington, lui avait recommandé de ſuivre ce principe, & il s'y eſt conformé dans toutes les occaſions où il n'a pas été forcé d'attaquer.

IV.
Les habitans en état de porter les armes ſont chaſſés de Boſton.

A l'arrivée des généraux Howe & Burgoyne, le nombre des ſoldats ſe trouvait conſidérable à Boſton, & les ſubſiſtances devenant rares, le chevalier Gage ne trouva point d'autre expédient pour les loger, leur aſſurer des vivres & prévenir toute révolte intérieure tandis qu'il étoit aſſiégé au-dehors, que de faire ſortir de la ville, au nombre de plus de ſix mille, les habitans en état de porter les armes, & de retenir pour ôtages les

femmes ſans leurs époux, les vieillards ſans appui, les enfans ſans leurs peres. Ces exilés furent joindre preſque tous l'armée continentale dans les lignes de Cambridge, demandèrent des armes & furent bientôt comptés au rang des meilleurs guerriers du camp de Washington.

Manifeſte du congrès général.

CE n'était pas aſſez que l'inſurrection fût juſte & générale, le congrès voulant inſtruire les nations de tout ce qui avait engagé l'Amérique ſeptentrionale à prendre les armes pour ſa défenſe, fit un manifeſte, où, après avoir rappellé les ſervices & les ſecours que l'Angleterre avait retirés de l'Amérique dans la guerre & dans la paix, & les conditions rigoureuſes que ce royaume avait voulu impoſer d'année en année à ſes colonies, il expoſait l'état malheureux des habitans de Boſton, privés de leur commerce, empriſonnés dans leur ville, opprimés & vexés chaque jour par la dureté des gouverneurs & l'inſolence de la ſoldateſque; le maſſacre de

Lexington, & les combats qui le suivirent; l'embrâsement de Charles town; l'exil des Bostoniens chassés de leurs maisons, du sein de leurs familles, & toutes les mesures par lesquelles les colonies s'étaient vues réduites à l'alternative d'une soumission sans bornes à des volontés arbitraires, oppressives & indéfinies, ou d'une résistance ouverte. « Nous » déclarons, disait le manifeste, préférer » ce dernier parti, ne voulant pas laisser » pour héritage à nos enfans une indigne » servitude. Notre cause est juste, nos » ressources sont grandes; nous décla- » rons, à la face de la terre & du ciel, » que nous employerons, avec une cons- » tance inébranlable, les armes que nos » ennemis nous ont forcé de prendre, » résolus à mourir libres plutôt que de » vivre esclaves. Nous ne combattons » point pour faire des conquêtes; nous » ne montrons, au monde étonné, que » le triste spectacle d'un peuple attaqué, » sans aucun prétexte, par des adver- » saires qu'il n'avait pas provoqués par

» la plus légère offenſe. Ils ſe vantent, » ces ennemis orgueilleux, d'être hu- » mains & civiliſés, & ils ne nous ont » offert que la ſervitude ou la mort. » Nous avons pris les armes pour la dé- » fenſe d'une liberté, dont nous reçumes » le bienfait avec celui du jour, & pour » conſerver des biens acquis par l'hon- » nête induſtrie de nos ancêtres & par » nos propres travaux; nous ne les quit- » terons que quand nos agreſſeurs ceſ- » ſeront leurs hoſtilités, ſans qu'il nous » reſte la crainte d'en éprouver de nou- » velles ».

Ce manifeſte fut accompagné d'une adreſſe très-circonſtanciée aux habitans de la Grande-Bretagne, au nom des douze Colonies réunies par leurs députés au congrès. Cette pièce a fourni la matière de pluſieurs motions * propoſées

* *Motion.* Diſcours par lequel on provoque la déciſion du parlement ſur tout objet que l'on en croit ſuſceptible : il eſt permis à tout membre du parlement de propoſer des motions.

depuis au parlement par les membres de l'oppoſition ; mais elle n'offrirait rien de nouveau à la curioſité de ceux qui liront cette hiſtoire. Elle était rédigée de manière à faire une grande impreſſion. Il en aurait fallu peut-être moins en tout autre temps, pour faire ſentir aux Anglais ce qu'ils avaient été & ce qu'ils n'étaient plus, & pour ſoulever toute la nation. Mais les eſprits n'étaient pas diſpoſés à ſuivre l'impulſion qu'on voulait leur donner ; il n'en réſulta rien que de vaines prieres au roi, & des débats fatiguans dans le parlement de Londres.

Le congrès voulut reſſerrer, par le ſerment public, les nœuds qui liaient les particuliers à la cauſe commune, & cette précaution fit connaître avec préciſion ceux qui pouvaient contribuer en argent ou en ſervice militaire au ſuccès de la guerre.

Les agens de la cour publiaient auſſi des manifeſtes. Le lord Dunmore, après s'être retiré à bord du vaiſſeau le William, en fit un pour déclarer, qu'il mettait en

vigueur la loi martiale, afin de reprendre ſon autorité dans la Virginie. Il annonçait, que ceux qui perſiſteraient à ne point reconnaître ſon pouvoir, ſeraient par lui réputés en rébellion, & invitait les eſclaves de ceux qui ſeraient coupables de cette rébellion, à prendre les armes contre leurs maîtres, leur promettant la liberté. Ce projet ne valut à ſon auteur que la honte de l'avoir conçu. D'autres généraux voulurent faire prendre les armes aux Sauvages contre les Américains. Gui Carleton, gouverneur du Canada, fut le ſeul qui parvint à les armer en petit nombre, & l'horreur que cette démarche a inſpirée à tous les peuples policés, n'a pas été compenſée par les avantages que l'Angleterre en a retiré.

Allarmes & troubles en Angleterre; adreſſes du corps - de - ville au Roi.

LORSQUE les nouvelles des combats livrés auprès de Boſton arrivèrent à Londres, toute la nation fut en proie, à la triſteſſe & aux allarmes; les parentés, les liaiſons de l'amitié, celles de l'intérêt & du commerce, firent ſentir au peuple

de l'Angleterre qu'il tenait aux colons de l'Amérique par des liens trop puiſſans pour qu'ils fuſſent briſés ſans cauſer un ébranlement douloureux dans tout le Royaume. Le conſeil de ville ſe crut obligé de préſenter une nouvelle adreſſe au Roi. Elle fut encore plus véhémente que celles qui l'avaient précédée. « Nous avons déjà » marqué, lui diſaient-ils, l'indignation » que nous cauſent les réſolutions tyran- » niques priſes contre nos frères de l'Amé- » rique, & celle que nous reſſentons à l'aſ- » pect des ſecrets conſeillers qui les dictent, » des miniſtres qui les exécutent. Le pou- » voir qu'on veut exercer ſur les colonies, » montre à travers le voile ſpécieux de di- » gnité, dont on veut le couvrir, un carac- » tère révoltant de deſpotiſme qui ne peut » s'accorder avec les principes qui font » la baſe & la ſûreté de cet empire. Nous » ne ſouffrirons jamais qu'on établiſſe » ſur nous le pouvoir arbitraire, & nous » ne coopérerons point à forcer une par- » tie de nos coſujets à le recevoir ; nous re- » gardons leur réſiſtance comme un droit

» naturel. La guerre de l'Amérique nous » cause de justes allarmes, & vous y ajoutez en plaçant votre confiance dans des » hommes qui font un trafic infâme des » intérêts de leur patrie. Nous ne voyons » pas d'un œil insensible la situation de » l'Angleterre, & quoiqu'il puisse nous » en coûter, nous sommes obligés de vous » dire, que nous allons tâcher de faire » échouer des mesures si contraires à l'équité, si outrageantes pour les colonies. » Nous sommes contraints de vous déclarer, que votre trône est entouré de » gens corrompus, aussi ennemis des » principes qui vous assurent la couronne, que de ceux qui établissent » les droits de votre peuple : en ce temps » de trouble & de danger, la confiance » publique est aussi nécessaire au repos » de votre majesté qu'à la sûreté de » vos sujets. Nous osons donc vous » prier d'éloigner pour jamais vos ministres & conseillers actuels ; de dissoudre un parlement, couvert dès sa » formation du mépris national, insi-

» dieuſement gagné, artiſtement aſſervi » par la crainte d'une d'iſſolution anti- » cipée, qui n'a que trop manifeſté l'eſ- » prit de papiſme * & de perſécution » par pluſieurs actes d'injuſtice & de » cruauté, & de placer votre confiance » dans des miniſtres qui ſachent raffer- » mir les principes chancelans de la li- » berté publique ».

Embarras des miniſtres.

LE miniſtère était agité dans un ſens oppoſé à celui de la nation; les nouvelles d'Amérique lui cauſaient de vives allarmes. On craignait que le roi ne fut effrayé des ſuites de la guerre dans laquelle on l'avait engagé, & que reconnaiſſant tout-à-coup combien on l'avait trompé ſur le caractère, ſur les forces & ſur les reſſources des Américains, il ne cédât enfin aux clameurs du peuple. Au lieu des *poltrons mutins* que le chevalier Gage voulait châtier avec cinq

* Synonyme de tyrannie en Angleterre.

mille hommes, on ne voyait que des nations puiſſantes, habiles à ſe gouverner elles-mêmes & à défendre leurs droits; il fallait lever des armées formidables, trouver de l'argent, des hommes, des officiers, malgré la réſiſtance que la nation apportait d'avance à toutes les contributions que cette guerre pouvait exiger, & la conſiſtance que les premieres défaites des troupes royales allaient donner au parti de l'oppoſition. D'un autre côté, l'adreſſe des colonies à la nation entière, la violence de celle du corps-de-ville au roi, des bruits mal fondés d'une déclaration de guerre ſubite de la part de la France: bruits ſemés & favoriſés par la foule des mécontens, faiſaient craindre un ſoulevement intérieur. Malgré l'opinion qu'ils avaient de la perſévérance & de la volonté du roi, ils ne purent, dans le trouble des premiers momens, réſiſter à quelques mouvemens de crainte. Ils cherchaient des reſſources dans les efforts de la politique, pour ſe garantir tout-à-la fois des invaſions étrangères, qui certainement au-

raient réussi dans ces journées d'orage ; de la haine du peuple, & de l'inconstance du Souverain. * On eut recours dans cette extrémité aux lumières supérieures de Pitt. On dépêcha dans un seul jour cinq couriers à ce grand homme d'état, chargé d'ans, de gloire & de chagrins ; à ce citoyen fameux que ceux même qui n'avaient plus de ressources que dans son génie, avaient voulu proscrire la veille. L'amour de la patrie lui fit oublier les offenses ; il donna des conseils sur tous les points : on les suivit en ce qui pouvait retarder des guerres étrangères, en ce qui pouvait calmer

* On a prétendu que Georges III avait été sur le point de renvoyer ses principaux ministres, & de mettre à la tête des affaires le marquis de Rockingham : les cris du peuple étaient en effet capables de l'émouvoir. Il ne pouvait sortir sans éprouver des outrages. On criait sur son passage, point de papisme, point d'Écossais. « S'il y a, disait-on dans un libelle » répandu à Londres, quelque différence entre un » voleur de grand chemin & un Souverain qui attente » à la liberté & à la propriété de ses sujets, elle est » toute à l'avantage du premier. »

quelques temps les esprits irrités ; on rejetta tout le reste, & on s'attacha à occuper le peuple pour le mieux tromper. On prolongeait, on multipliait les débats sur les moyens de conciliation avec l'Amérique, tandis que l'on accélérait les préparatifs & les armemens pour la guerre. On avait résolu de porter le fer & la flamme dans toutes les provinces, pour les réduire à une dépendance absolue, & l'on parlait de paix au parlement.

De plus de seize mille hommes envoyés en Amérique depuis l'interdit de Boston jusqu'au mois de juillet mil sept cent soixante-quinze, il ne restait que quatre mille trois cents hommes effectifs à Boston, & environ trois mille sur la hauteur de Bunkers'hill. Il y avait tous les jours quelqu'escarmouche entre les deux partis, & tous les jours les royalistes y perdaient quelques soldats. Cette petite guerre ne pouvait pas leur être avantageuse ; elle accoutumait au feu les nouvelles troupes de l'Amérique, & leur offrait des victoires faciles, ayant

la ſupériorité du nombre dans preſque toutes les occaſions.

Dans la Nouvelle-Yorck, le congrès provincial avait pris ſecrètement la réſolution de faire démonter & enlever les canons des batteries royales. Il s'en empara dans la nuit du ſix ſeptembre. Le vaiſſeau *l'Aſie*, de 64 canons, était emboſſé dans le baſſin; le commandant envoya deux chaloupes armées, & ne ceſſa point de faire feu de toutes les batteries de ſon vaiſſeau; mais les milices forcèrent les chaloupes de ſe retirer ſans débarquer leurs ſoldats, & le travail ne fut point interrompu juſqu'à ce que l'artillerie fût en ſûreté.

V. Exceſſive dureté du général Anglais envers les priſonniers de guerre.

LE chevalier Gage traitait avec la plus grande dureté les priſonniers que ſes troupes faiſaient, & ſans diſtinction de rangs, les confondait pêle mêle dans les cachots. Le général Washington lui écrivit pour lui en faire des reproches, & l'engager à les traiter avec plus de juſtice & d'humanité, à proportion de

leur rang & de leur état. Cette lettre n'eut pas le ſuccès qu'il s'en était promis, & Thomas Gage lui répondit qu'il ne connaiſſait point d'autres diſtinctions que celles qui étaient établies par le Roi; qu'il avait fait un traitement égal à tous les rebelles, parce qu'ils étaient tous également coupables, & que ſuivant la loi, étant deſtinés à la corde, on n'avait eu pour eux que trop de douceur.

Cette réponſe barbare & inſenſée, attira au général Anglais une réplique éloquente & vive de la part de ſon adverſaire ; elle était d'autant mieux fondée que les Inſurgens avaient fait trois fois plus de priſonniers, que le hazard n'avait fait tomber des leurs aux mains des Royaliſtes. Le chevalier Gage expoſait par ſon imprudence les officiers Anglais à de cruelles repréſailles : cependant les Américains continuèrent de bien traiter leurs priſonniers.

Le congrès ſe décide à porter la guerre dans le Canada.

LA révolte ſe communiquait en Canada; mécontens de la nouvelle forme de gouvernement qu'on leur avait donnée,

les habitans de cette colonie établirent une assemblée à Montréal, & les catholiques eux-mêmes y envoyèrent des députés pour redemander l'ancienne administration Britannique, sous laquelle toutes les colonies avaient prospéré, tandis qu'aucune n'avait pu réussir sous les influences militaires. Gui Carleton, gouverneur de la colonie, voulant s'opposer à ces mouvemens, expédia des ordres à tous les officiers ayant commission du Roi, de se tenir prêts à marcher au premier signal; il fit une ordonnance pour établir l'exercice de ce qu'on appellait la loi martiale, & en vertu de cette prétendue loi, fit pendre, sans formalités, plusieurs colons qu'il accusait de rebellion. Dans la décadence des empires, la violence usurpe les noms les plus respectables; on réunit les expressions contraires, pour donner le nom sacré de loi à l'arbitraire du pouvoir. Carleton voulait, par sa rigueur, prévenir les troubles dans cette province, en glaçant tous les esprits de crainte; mais il était de l'intérêt des Américains

ricains informés des mouvemens qui se faisaient, de protéger les habitans contre leur gouverneur, & d'empêcher en même temps que cet homme cruel & corrompu, mais hardi, habile dans la guerre, mais dévoué à son parti avec le zèle ardent que l'on ne devrait avoir que pour la patrie, ne formât quelqu'entreprise contre les provinces confédérées. Les projets que la cour avait manifestés par l'acte de Quebec, alarmaient le congrès; l'intention du ministère avait frappé toutes les colonies, & elles avaient été indignées de ce qu'en réunissant au Canada tous les pays que les autres colonies se disputaient entr'elles, on cherchait à étendre le gouvernement arbitraire sur un nombre considérable de sujets qui n'étaient pas nés pour le connaître; les peuples avaient compris que l'on voulait resserrer dans d'étroites bornes la liberté des colonies, pour la proscrire quelque jour entièrement de l'Amérique. Carleton avait projetté, disait-on, de venir attaquer Philadelphie

vers la fin de la campagne, & les assemblées avaient déjà été transférées à Harfort, afin d'éviter toute surprise, de se rappocher de l'armée, & de correspondre plus aisément avec elle.

Le danger était pressant : les pouvoirs extraordinaires dont Carleton venait d'être pourvu ne laissaient point de doute sur les motifs qui les avaient fait accorder ; ils autorisaient cet officier général à armer les Canadiens, & à les mener hors du pays pour soumettre les colonies ; à infliger la peine de mort contre tous ceux qui seraient réputés en rebellion, en quelques lieux qu'ils fussent trouvés. La puissance qui lui était accordée dans l'intérieur de la province, était à l'instar de celle des monarques les plus arbitraires. Les Anglais établis au Canada refusaient à la vérité de marcher hors de la province, & plusieurs d'entr'eux entretenaient des correspondances avec la Nouvelle-Angleterre ; mais les Canadiens Français, plus obéissans, étaient prêts à prendre

les armes, & l'on devait prévoir qu'aussi-tôt que l'autorité de Carleton serait soutenue par l'arrivée d'un corps de troupes Anglaises, tout céderait à ses volontés. Il avait engagé à son service les Sauvages des environs; & si ses armes avaient obtenu un premier succès, il paraît certain que la soif du butin aurait attiré ces barbares, ils seraient accourus en foule des cantons les plus éloignés, pour se ranger sous ses drapeaux.

Enfin, les Américains connaissaient parfaitement l'ardeur, l'ambition & les talens militaires de Carleton, & l'intérêt de leur liberté leur faisaient une loi de l'aller attaquer dans son gouvernement même, pour le mettre dans l'impuissance de faire des entreprises sur les provinces voisines. Il était temps d'envahir le Canada pour que la Nouvelle-Angleterre ne fût point envahie. Leur systême de guerre défensive, ni la crainte de passer pour agresseurs, n'étaient pas des motifs suffisans pour qu'ils demeurassent tranquilles spectateurs des préparatifs

que faiſait contre eux un voiſin ennemi. Les ſoldats étaient prêts à ravager leurs pays, & ils ne pouvaient pas attendre, pour triompher des inventions guerrières que l'on employait contr'eux, le moment où les flammes, qui dévoreraient leurs maiſons, ne pourraient plus être arrêtées que par les torrens du ſang de leurs concitoyens.

Projet de la diverſion du Canada.

CEPENDANT le congrès balançait ſur le parti qu'il devait prendre. Après bien des difficultés, il reſolut de tenter l'invaſion, pendant que l'armée Britannique, faible & bloquée dans Boſton, ne pouvait faire aucun effort redoutable. Ce fut le général Washington qui, le premier, donna le projet de cette grande entrepriſe, & qui en démontra la néceſſité. Il fallait vaincre de grandes difficultés; on n'avait point de routes commodes pour charger les bagages & l'artillerie, peu d'argent, peu de vivres que l'on pût conſerver. Le congrès n'était point

encore en état d'envoyer une armée nombreuſe au dehors, ni de l'entretenir en pays ennemi ; il fallut ſe déterminer à entreprendre d'entrer dans le Canada avec un corps de troupes ſi faible, qu'il ne laiſſait eſpérer, pour ainſi dire, aucun autre ſuccès qu'une diverſion utile. Tandis que les officiers généraux Schuyler & Mongommery ſe préparaient à porter la guerre dans le haut Canada par la route des lacs, un homme juſqu'alors inconnu, propoſait une expédition que perſonne n'avait encore oſé tenter, à jamais mémorable par ſa hardieſſe & par les obſtacles qui devaient la traverſer. Ce guerrier était le colonel Arnold. C'était un de ces hommes qui, ſe plaiſant dans la fatigue & les dangers, ſemblent déplacés par-tout ailleurs ; dont le tempérament robuſte ſupporte également & la chaleur & les frimats, dont le caractère d'intrépidité fougueuſe ne connaît lrien qui l'arrête, étant prêt tout faire pour ſatisfaire à la violence de leurs paſſions. Il faiſait

précédemment le commerce des chevaux ; il les dreſſait & allait les vendre aux Antilles, où il paſſait pour un écuyer adroit. Il n'était pas le ſeul dans cette révolution, qui d'un état obſcur avait pris place parmi les principaux agens de la liberté publique. Waren avait été garçon apothicaire, Putnam était braſſeur; la guerre civile en avait fait des héros.

Arnold avait offert d'attaquer la partie baſſe du Canada, & de porter les allarmes juſqu'aux remparts de Quebec, par une route qui, juſqu'alors, avait été regardée comme impraticable. Ce projet fut d'abord combattu dans le congrès mais l'intrépidité de ſon auteur lui attira la confiance du commandant général, & fit croire à la poſſibilité du ſuccès. Il partit au commencement de ſeptembre du camp, près de Boſton, à la tête de deux régimens, compoſés d'environ douze cents hommes pour le port de Newberry, ſur la rivière Merrimack ; il y trouva des bâtimens préparés pour

le tranſporter, par mer, à quarante lieues dans la nouvelle Hampshire, à l'embouchure du Kennebec, qu'il fallait remonter juſqu'à ſa ſource.

Pendant qu'il s'embarquait avec ſes munitions & ſes troupes à Gardenertown, & pourſuivait une route auſſi pénible que longue & incertaine, les troubles & les malheurs augmentaient dans toutes les provinces; tout ce que l'horreur de la guerre peut engendrer de fléaux ſe répandait ſur des peuples qui ne demandaient que la paix & la liberté.

VI. Embraſement de Norfolk.

LE lord Dunmore, errant ſur les côtes de la Virginie, s'occupait à incendier les bourgs & les villages où il faiſait débarquer ſes ſoldats. Il avait pratiqué des intelligences dans Norfolk, port de la Virginie, où il reſtait quelques agens des négocians de Londres & d'autres perſonnes attachées par intérêt ou par état à la cauſe de la Grande-Bretagne; il parvint à y entrer au mois de novembre & à y établir ſon

gouvernement; mais à peine cette nouvelle fût-elle répandue dans la province, que les milices accoururent de toutes parts aux environs de Norfolk, l'assiégèrent dans cette ville, qui n'était susceptible d'aucune défense, & le forcèrent à se rembarquer; il céda, mais il résolut de signaler sa vengeance en détruisant la ville.

ANNÉE 1776. LE 1.er janvier, tandis que les habitans se communiquaient réciproquement les vœux qu'ils faisaient pour que les persécutions qui désolaient leur pays eussent enfin un terme, le feu était aux quatre coins de Norfolk. La fregate *le Liverpool*, nouvellement arrivée d'Angleterre, & deux autres vaisseaux qui étaient dans le port, canonaient la ville, tandis que les chaloupes incendiaires débarquaient les soldats, armés de torches & de mèches goudronnées. Tout fut embrasé dans un instant. Voici le récit que faisait de cet embrasement un officier de marine, dans une lettre

datée du ſloop *l'Otter*, le 6 janvier, devant les ruines de Norfolk.

« ... Quel beau & raviſſant ſpectacle!
» Tous les vaiſſeaux marchands qui
» bordaient le quai, ne paroiſſaient plus
» qu'un rideau de flammes; notre ar-
» tillerie faiſait un bruit d'enfer, qui
» redoublait de temps en temps par
» l'horrible fracas des maiſons qui s'abî-
» maient. Les ravages de l'incendie
» ont duré pendant toute la nuit & le
» jour ſuivant. Le feu n'eſt pas encore
» éteint, quoiqu'il n'y ait plus qu'en-
» viron douze maiſons ſur pied; le reſte
» n'eſt plus qu'un cahos de ruines.
» Nous avons beaucoup de joie de la
» deſtruction de cette ville, parce que
» c'était la retraite la plus favorable de
» ces maudits rebelles, & nous eſpérons
» en faire autant dans toute la Vir-
» ginie ».

Siècle de la philoſophie, vous avez vu naître celui qui écrivit cette lettre, vous avez été témoin de ces horreurs! Quel bien avez-vous donc fait aux

hommes? ſont-ils donc ſi cruels que rien ne puiſſe calmer leur férocité?

Le lord Dunmore, qui avait ordonné l'embraſement de Norfolk, n'avait pas beſoin de ce nouvel acte de cruauté pour être déteſté. On s'étonnerait ſans doute de la ruine de ce bourg, où il y avait beaucoup de royaliſtes, ſi l'on ne ſavait pas que la fureur eſt preſque toujours abſurde; quelle ne conſulte aucun intérêt, & n'a pas beſoin de prétexte; elle ne connaît que le fer & le ſang. Pourvu que les voûtes embraſées s'affaiſſent, & égalent le bruit de leur chûte à celui du tonnerre, qu'importe que les malheureux qu'elles écraſent ſoient amis ou ennemis? La fureur eſt ſatisfaite, elle ſe réjouit dans la barbare contemplation de ſon ouvrage *.

* C'eſt à ce ſujet que le lord Mancheſter diſait dans le parlement: « On eſt tellement animé de la » fureur de la vengeance qu'on tire ſur les amis, » dans l'eſpérance de frapper les ennemis, que les » uns & les autres ſont enveloppés dans le même » déſaſtre. »

Lorſque l'on apprit en Angleterre la nouvelle de l'incendie de Norfolk, tous les eſprits en furent révoltés. Le duc de Richmond en parla avec beaucoup de chaleur & d'éloquence à la chambre des pairs.

« Cette guerre eſt affreuſe, diſait cet » orateur, non-ſeulement par les frais » énormes qu'elle va coûter à l'Angle- » terre, mais encore par les ſcènes » d'horreur & de dévaſtation qu'elle » occaſionnera, & qui feront peut-être » ſans exemple dans les annales du » monde; c'eſt peu pour nous d'enlever » aux Américains leurs biens, & de » forcer ceux qui tombent entre nos » mains de combattre avec nous contre » leurs frères, leurs parens & leurs » amis : nous voulons faire la guerre » d'une manière qui révolte juſqu'aux » nations les plus barbares, en brûlant » les villes ſans aucune compaſſion pour » leurs malheureux habitans, qui, nuds » & affamés, périſſent de froid & de » misère; & ce n'eſt point contre des

» ennemis, c'eſt contre nos meilleurs » amis que nous nous permettons de » ſemblab'es excès. Avez-vous pu ap- » prendre ſans frémir, l'incendie *de la* » *fidèle ville de Norfolk* (car c'eſt ainſi » que le miniſtère lui-même l'a ſouvent » appellée)? elle vient d'être réduite en » cendres par un des commandans de » notre marine, qu'aucun acte d'hoſti- » lité n'y avait provoqué. Une exécution » auſſi barbare ne doit-elle pas aliéner » pour toujours les cœurs de ceux qui » pouvaient nous conſerver encore quel- » qu'affection ? Elle flétrit la gloire de » nos armes; elle nous rendra un objet » de mépris & d'effroi dans l'univers, » & ſera pour la nation une tache qui » ne s'effacera jamais ».

Le bourg de Norfolk était l'un des plus conſidérables de la Virginie; il égalait Williamſbourg en grandeur, & tous les jours la population y croiſſait depuis que les Virginiens, inſtruits par la néceſſité, avaient tourné leurs vues du côté du commerce & de l'induſtrie.

De juſtes appréciateurs ont porté la valeur des biens conſumés dans cette ville, à trois cents cinquante mille livres ſterling.

Arrêtés & precautions de l'aſſemblée de Rhod'Iſland

TANDIS que le démon de l'Angleterre, pour écarter à jamais tout eſpoir de réconciliation, portait dans la ville de Norfolk les flambeaux de la deſtruction & de la mort, l'aſſemblée de Rhod'Iſland défendait, ſous les peines les plus ſévères, toute correſpondance avec les Royaliſtes. Il était de la plus grande importance de ſouſtraire cette province aux invaſions qui la menaçaient, & d'éviter les malheurs qui réſultaient des liaiſons que les habitans libres pouvaient conſerver avec ceux qui affectaient de ne prendre aucun parti. En conſéquence, l'aſſemblée déclarait traîtres à la patrie ceux qui fourniraient des pilotes aux vaiſſeaux de l'Angleterre, ou tout autre ſecours. Charles Lée, préſent à cette aſſemblée, fit prêter ſerment entre ſes mains, au nom du congrès général, à tous les

habitans de la colonie. Il promirent de n'entretenir aucune intelligence avec les ennemis de la patrie, & de dénoncer au comité de ſauve-garde, les traîtres Torris qu'ils pourraient découvrir : & comme dans le danger d'une invaſion de la part des ennemis, la neutralité eſt auſſi coupable que des hoſtilités formelles, chacun d'eux s'obligea de prendre les armes auſſi-tôt qu'il ſerait appellé par la voix du congrès général ou du corps légiſlatif de la province.

Ce ſerment raſſura ceux des Américains qui craignaient que la colonie de Rhod'Iſland, qui, par ſa poſition, eſt plus expoſée à l'invaſion qu'aucune autre, ne fût la première à deſirer un raccommodement.

Ordre du congrès d'abandonner les villes ſituées au bord de la mer.

SI l'aſſemblée de Rhod'Iſland prenait les meilleures précautions pour raſſurer les autres colonies ſur les véritables intentions de ſes conſtituans, le congrès général, trop alarmé ſans doute de la prochaine arrivée des troupes royales que l'on attendait au printemps, en

prenait d'autres que l'on ne ſaurait attribuer qu'à cette terreur panique qui s'empare quelquefois des armées & des conſeils. Il enjoignait à tous les habitans des villes bâties ſur le bord de la mer, d'avoir à les abandonner inceſſamment, & de faire tranſporter au camp devant Boſton, leurs effets les plus précieux, afin de les garantir du pillage. On devait prendre une note de tous les effets qui ſeraient apportés au dépôt indiqué, afin de les remettre avec la plus grande fidélité aux propriétaires lorſque la tranquillité ſerait rétablie. Je ne ſais quelles têtes, que l'on prétendait philoſophiques, engageaient le congrès à renoncer à toute navigation, à forcer les colonies de ſe ſuffire pour toujours à elles-mêmes, & à laiſſer les Anglais porter, à leur gré, le fer & le feu dans des maſures abandonnées; mais il fallait compter beaucoup ſur le patriotiſme de tous les Américains, pour exiger de pareils ſacrifices, qui auraient renverſé ſans reſſource la fortune d'un grand

nombre d'entr'eux. Cet arrangement était d'ailleurs ſujet à beaucoup d'inconvéniens. L'idée de raſſembler dans un camp toutes les richeſſes répandues ſur ſix cents lieues de côtes, ne pouvait pas être avouée par la prudence; c'était indiquer aux ennemis le point contre lequel ils devaient réunir leurs efforts, & livrer aux hazards d'un combat les dernières reſſources des habitans crédules, qui auraient ſacrifié à un patriotiſme mal entendu, le reſte de leurs biens. Cet écart de raiſon, que le congrès général a ſi bien réparé par la ſageſſe de ſes meſures poſtérieures, donna lieu aux ſarcaſmes du parti oppoſé. On imprima dans des gazettes, que pour rendre les colonies entièrement libres, le congrès voulait les affranchir du joug des richeſſes, & que pluſieurs de ſes membres, que l'on accuſait d'aimer encore plus l'or que la liberté, ſe diſpoſaient à faire le partage du tréſor de Cambridge.

Les vaisseaux du roi portent le ravage & l'incendie le long des côtes.

Le systême d'abandonner toutes les côtes, pour se retirer dans les terres, aurait épargné au ministère Britannique les dépenses & les travaux qu'il employait à les dévaster. Les frégates Anglaises s'emparaient des vaisseaux & des marchandises qui appartenaient aux Américains, & débarquaient des soldats de rivage en rivage pour piller les maisons & les incendier. Les Américains ne pouvaient s'opposer à ces ravages; ils n'avaient encore que de faibles corsaires; ils semblaient vouloir que la cour de Londres les précédât dans tous les genres d'hostilités; peu s'en fallut que le bourg de Conanicut ne fut brûlé par le capitaine Walace dans la nuit du 28 février; il dêbarqua dans ce port avec un grand nombre de soldats de marine, & commençait à mettre le feu aux maisons, lorsqu'une sentinelle l'ayant découvert, avertit les habitans. Cachés derrières les murailles & les haies, ils virent arriver près d'eux la soldatesque incendiaire, & se préparèrent à faire feu sur elle. Celui

qui avait pris le commandement ne voulut pas néanmoins que l'on tirât ſans crier: *qui va là?* A ce cri, Walace ayant recommandé aux ſiens de faire feu, fut prévenu par les habitans, qui, d'une ſeule décharge, lui tuèrent trente hommes, parmi leſquels il y avait un officier de marine; le reſte prit la fuite, & Wallace remonta ſur ſa frégatte ſe promettant à l'avenir, de plus heureux ſuccès. La cour de Londres croyait réduire les Américains en détruiſant leur commerce, & avait réſolu, ſecrettement, d'incendier toutes les côtes, tandis que les frégates, en croiſière intercepteraient les marchandiſes & les ſecours qu'ils pourraient recevoir d'Europe, & tout ce qu'ils pourraient envoyer en retour. Elle ſuppoſait que les habitans épars dans l'intérieur des terres, ne pouvant plus profiter des influences du commerce, s'ennuieraient de la guerre civile, & que la déſunion ſe mettrait dans les aſſemblées; elle les croyait, ſans doute, incapables de vengeance; elle les avait d'abord ſuppoſés

ſans courage ; elle ſemblait ignorer combien les outrages peuvent en donner, même aux plus faibles cœurs.

VII. Nouvelles légions levées dans la Virginie & dans les provinces confédérées.

On ſe préparait, dans la Virginie, à la plus vigoureuſe réſiſtance, & les habitans des comtés de Norfolk & de la princeſſe Anne, firent des repréſentations à l'aſſemblée de la province, dans leſquelles ils ſemblaient l'accuſer de lenteur. « Nous avons, diſaient-ils, été ré-
» duits pour la défenſe de notre pays & la
» conſervation de notre liberté, à aban-
» donner nos parens âgés & infirmes, nos
» femmes & nos enfans, & à les laiſſer
» derrière nous, à la merci des eſclaves
» ſoulevés & de la ſoldateſque ennemie ;
» nos plantations ont été ravagées, nos
» femmes & nos enfans dépouillés, nos
» moiſſons réduites en cendres, nos villes
» livrées à l'incendie, nos maiſons for-
» cées pendant la nuit par des brigands
» Européens qui en ont enlevé notre ar-
» gent, nos effets les plus précieux, &
» nous ont traités avec toute l'indignité

» que l'insolence & la cruauté peuvent » suggérer. Un grand nombre de nos » amis gémit encore sous le glaive de » l'oppression, & cependant il faut nous » plaindre de la lenteur qu'on met à » notre vengeance. C'est cette lenteur » qui a porté le perfide & cruel Dun- » more à commencer tant de dépréda- » tions, qu'il commet avec impunité, à » l'aide de ceux de nos esclaves qu'il ré- » volte ». Ils demandaient la punition des particuliers, qui, dans ces circonstances douloureuses, s'étaient montrés mal intentionnés ou indifférens pour leur pays.

On avait tiré des milices de la province un corps de quinze mille hommes d'élite, & on lui avait donné le nom de légion Américaine; on avait attaché à chaque régiment de milice cent canoniers & une compagnie de cavalerie. Toutes ces troupes avaient des uniformes qui leur étaient donnés par la province. Les mêmes levées se faisaient dans la Pensilvanie, dans les comtés de New-

caſtle, Kent & Suſſex. On formait deux Régimens de cavalerie dans la Caroline méridionale. Le zèle était plus grand encore dans la province de Conecticut & dans toute la nouvelle Angleterre. Les vieillards diſputaient aux jeunes gens la gloire de défendre leurs foyers, & de ſervir ſous les étendards de la liberté. On fut obligé, pour ſatisfaire leur patriotiſme, de lever une troupe ſous le nom de légion des vétérans, dont les plus jeunes n'avaient pas moins de quarante ans; l'officier commandant était octogénaire, avait ſoixante & un ans de ſervice, dont quarante-deux ans ſans interruption, & s'était trouvé à dix-ſept batailles rangées.

Les premiers enrôlemens ne devaient durer que huit mois; mais ils ſe faiſaient avec la plus grande facilité. L'empreſſement était ſi général dans la Virgnie, que l'aſſemblée provinciale avait été obligée d'arrêter, que perſonne ne ſerait admis à porter les armes, s'il n'était homme libre, & faiſant partie du peuple ſoumis

aux loix; que les officiers de recrue ne pourraient enrôler aucun domestique, ni même aucun apprentif, à moins qu'il n'eût par écrit la permission de son maître, ni aucun homme qui eût moins de cinq pieds quatre pouces, & ne fut vigoureux & bien proportionné. De pareilles troupes entièrement formées de soldats citoyens, & semblables à tant d'égards aux anciennes légions de Rome, doivent en tout pays maîtriser la victoire.

VIII. Forces de l'Amérique pour la campagne de 1776.

Considérons ce que peut le patriotisme & les préparatifs redoutables qu'il fait en peu de temps, tandis qu'il faut à la tyrannie des siècles entiers pour former une armée. Toujours inquiete, toujours incertaine de trouver des instrumens qui veuillent agir pour elle, elle est forcée de rassembler des soldats vingt ans avant la guerre, & de les nourrir toute leur vie pour combattre une fois : la patrie n'a pas besoin de cette prévoyance; lorsqu'elle est chère à tous les cœurs, il suffit qu'elle soit en danger, pour trou-

ver des défenſeurs, & pour raſſembler, en un inſtant, des bataillons nombreux, d'autant plus redoutables, que l'ennemi ne les connaît pas. Il les voit, tout à coup, accourir & s'élever, pour ainſi dire, comme les guerriers de Cadmus qui ſortaient tous armés des entrailles de la terre.

La campagne de 1776 allait s'ouvrir. Le congrès général avait fait publier une déclaration, pour annoncer à tous les états de l'europe que les ports de l'Amérique ſeptentrionale leur feraient ouverts, & que les Provinces-Unies ne poſeraient point les armes ſans avoir obtenu la franchiſe de leurs ports pendant deux ans, à compter du jour de la révocation des actes. L'Angleterre faiſait de grandes levées de ſoldats & des emprunts énormes, pour conquérir, en un an, toutes les Colonies rébelles; elle avait fait des efforts dont ſa conſtitution était ébranlée juſques dans les fondemens. C'était dans cette campagne, à jamais fameuſe, que les miniſtres ſe flattaient de

ſoumettre l'Amérique; ils employaient; pour y réuſſir, ſoixante-dix mille hommes, tant ſur terre que ſur mer. On comptait déjà au commencement du mois de Mars trente-un mille hommes de troupes nationales, dix-huit mille ſoldats Allemands, neuf compagnies d'artillerie, deux mille ſoldats de marine, treize vaiſſeaux de guerre, vingt-ſept frégates & deux cents quarante-deux autres bâtimens, qui devaient tous être rendus en Amérique au commencement du mois de mai, & l'on préparait des renforts. Il eſt intéreſſant de connaître les moyens de défenſe que les inſurgens, nouvellement confédérés, privés de numéraire, & depuis peu guerriers, pouvaient oppoſer à cet armement formidable. Leurs milices, ſans y comprendre celles du Canada, montaient, ſuivant le dénombrement qui en avait été fait par ordre du Congrès à quatte cents vingt-huit mille hommes, tous armés pour la défenſe de leurs Foyers.

ON disait à Londres, que ces troupes étaient sans courage comme sans discipline ; mais elles formaient quatre cents vingt-huit mille hommes, & il est toujours téméraire de prononcer d'avance sur le courage des hommes qui n'ont point encore combattu. Je connaîs ceux-ci, & j'ai fréquenté, pendant plusieurs années, un grand nombre d'entr'eux ; voici les observations générales que j'ai eu l'occasion de faire à leur sujet. Je crois qu'elles ne seront point démenties par les hommes éclairés qui les connaissent & ont vécu parmi eux. Si les Anglo-Américains sont moins robustes que la plupart des peuples Européens, si l'humidité du climat semble devoir les amollir, ils ont plus de témérité, ils sont moins sensibles aux blessures que les Européens & en guérissent plus facilement. Quoique moins ardens, moins passionnés, moins spirituels que les Créoles des Antilles ; ils ont l'esprit pénétrant dans leur jeunesse ; ils sont prompts, souples, adroits, enclins à la colère ; ils parlent

Observations générales sur les Anglo-Americains.

avec facilité ; mais ils ſont peu capables de réflexion, ils ne peuvent former de longues méditations, & ſont en cela tout le contraire des Anglais de l'Europe. Ils ſont formés à vingt ans & vieillards à cinquante, alors ils deviennent auſſi taciturnes que nos vieillards ſont parleurs. Le fond de leur caractère prend de la gravité ; c'eſt qu'ils ont en général peu de mémoire à cet âge, & beaucoup plus de volonté que de penſée, de prudence que de raiſonnement, de modération que de génie ; mais par cela même ils ſont plus en état de bien guider les peuples, & plus difficiles à réduire.

Troupes de l'Amerique.

IL ne fallait peut-être pas compter ſur l'habileté des officiers, chargés de conduire en ſous-ordre les Inſurgens à l'ennemi, & tous leurs officiers généraux n'avaient pas les mêmes talens ; mais on devait s'attendre à des efforts républicains, aux prodiges de la valeur perſonnelle ; & la victoire elle-même devenait ſans fruit, ſi l'on ne pouvait triompher

de l'adreſſe & de l'agilité de ces rébelles. Loin qu'ils puſſent être réduits par cinquante mille hommes, à peine cette armée pouvait-elle ſuffire à faire face aux ſeuls corps raſſemblés dans la nouvelle Angleterre. Ces corps, auxquels étaient jointes les légions de Penſilvanie, formaient ſoixante mille hommes. La Virginie & les deux Carolines avaient levé quarante mille hommes prêts à ſe mettre en campagne.

L'armée aux ordres du général Washington, campée devant Boſton, était de vingt-huit mille hommes effectifs, ſans compter les corps de réſerve ; les généraux Ward & Putnam commandaient chacun une diviſion de cette armée.

Le général Lée s'occupait à diſcipliner les nouvelles légions de la Caroline & de la Virginie. Schuyler commandait une armée de la nouvelle Yorck ; il y avait cinq mille hommes, tant au Canada que ſur la route des lacs. Le Congrès avait adopté la maxime de n'avoir jamais à la fois que la moitié des troupes

en campagne, & il y avait dans chaque comté, dans chaque bourg, dans chaque village des hommes prêts à ſe raſſembler & à marcher dans la minute, *celeres.* Cette précaution était de la plus grande importance pour éviter toute ſurpriſe, couper la retraite à l'ennemi, enlever les partis détachés, former des embuſcades, ouvrir le paſſage aux armées dans les bois, fournir des guides aux officiers, & entretenir la communication & la correſpondance, non-ſeulement entre les principales villes, mais entre tous les villages des provinces confédérées.

De tous côtés il leur arrivait des officiers & des ingénieurs de France, d'Allemagne, d'Angleterre même. Entre ceux des officiers étrangers qui étaient conduits au ſecours des inſurgens par l'amour d'une véritable gloire, on diſtinguait dès-lors le baron de Woedke qui avait ſervi avec diſtinction dans les armées du Roi de Pruſſe, mais ils n'avaient point encore ce jeune la Fayette, qui quittait la cour de France, ſon épouſe, une fa-

mille illuſtre qui le chériſſait, & tous les plaiſirs de la capitale, pour aller chercher de rudes travaux ſous les ordres de Washington, ni Tronſon du Coudrai, cet officier d'artillerie, à qui ſes ſyſtêmes, ſur ſon art & ſon habilité, dans tout ce qui conſtitue le ſavoir déplorable de la guerre, avaient fait en France beaucoup de partiſans & d'ennemis.

IX. Artillerie & fortifications.

LES ports principaux étaient fortifiés de manière à protéger non-ſeulement la ſortie des corſaires Américains, mais même à en rendre l'accès impoſſible aux ennemis; les autres ports n'avaient rien à redouter des gros vaiſſeaux à cauſe des écueils, des reſcifs & des bas-fonds qui en bordaient l'entrée, & ils étaient ſuffiſamment défendus contre les tentatives des petits bâtimens de guerre & des chaloupes armées que l'on pouvait y envoyer. Toutes les batteries étaient défendues par des redoutes. On avait porté les précautions juſqu'à vouloir rendre inutiles, par des revêtiſſemens & des

baſtingages dont on couvrait les maiſons & les magaſins, l'effet des galiottes à bombes envoyées pour déſoler les établiſſemens du bord de la mer.

Une fonderie de canons établie dans la nouvelle Yorck, donnait les plus fortes pièces en grande quantité. On recueillait dans cette Colonie juſqu'à deux cents quintaux de ſalpêtre par mois. Dans toutes les provinces on fabriquait des armes.

L'entrée du Delavarre était gardée par treize galères à rames; il y avait en outre une batterie flottante de cent cinq pieds de quille, armée de canons de ving-quatre, & trente radeaux brûlots; enfin on avait coulé bas cinquante chevaux de friſe de l'invention du docteur Franklin, pour empêcher les vaiſſeaux de guerre de remonter le fleuve.

La ville de Charlestown, qui était menacée d'un ſiège, était déſerte depuis les premiers jours de mars; tandis que les hommes avaient pris les armes, les femmes s'étaient retirées ſur les derrières

de la province, en-dedans des lignes que l'on avait formées, & s'occupaient à faire une quantité prodigieuſe de ſalpêtre; cependant on avait conſtruit dans l'île Sullivan, un fort armé de vingt-ſix canons de trente-deux, & à Williamsneury, une batterie de douze canons. Trois autres forts oppoſaient une réſiſtance formidable. Celui de Johnſon, armé de vingt-une pièces de canons; celui de Wilvin, de vingt-trois, & le Littleton, de onze. Il y avait encore vingt-huit pièces de canon placées ſur quatre autres petits forts. Une fregate de vingt-ſix canons, un brigantin & un ſloop, veillaient & croiſaient ſur la côte. Quinze mille hommes ſous les ordres de Charles Lée & du lord Stirling, attendaient l'arrivée de la flotte Anglaiſe, & les troupes commandées par le lord Cornwallis, qui étaient parties d'Angleterre le 13 février, ſous l'eſcorte de l'eſcadre légère du chevalier Parker, qui avait hiſſé ſon pavillon ſur le vaiſſeau *le Briſtol*.

Le général Howe était encore en possession de Boston & du château William; mais le général Washington avait tracé ses lignes autour de cette ville. Il avait aussi fait élever à Cambridge un octogone que quarante mille hommes n'auraient pas investi, avec frise, pallissades, fossé, chemin-couvert, glacis, abattis devant le glacis, remparts, casemates & une artillerie considérable. A une portée de fusil du chemin-couvert était une enceinte de trente-six tours quarrées, du diametre de trente pieds & à l'épreuve du canon. La distance entre les tours était de 500 pieds, & garnie d'abattis. Sur chacune de ces tours étaient placés plusieurs fauconneaux carabinés. Il aurait fallu, pour ainsi dire, un siège pour chacune. Ceux qui auraient servi les canons pour en former l'attaque, auraient été trop exposés pour la continuer; ni mantelets, ni fronteaux n'auraient pu garantir les artilleurs, & il aurait fallu renverser plusieurs de ces tours avant

avant de pouvoir ouvrir une ſeule attaque ſur le corps de la place, qui aurait été défendue par dix mille hommes, tandis que le reſte de l'armée ſe ſerait avancé ſur les aſſaillans pour les forcer à déſemparer le terrein.

Dans tous les endroits de la côte où l'on n'avait pas cru pouvoir placer des batteries ſuffiſantes, on oppoſait aux vaiſſeaux ennemis des batteries flottantes. Ces batteries ſi conformes au principe de Folard, *de proportionner la défenſe à l'attaque*, réuniſſaient à l'avantage du rapprochement des ſabords & de l'épaiſſeur de l'échantillon, celui de tenir les canonniers hors d'atteinte; elles ne peuvent être détruites que par l'incendie : il était preſque impoſſible de les démonter. Ces ſortes de batteries ſont les meilleures défenſes que l'on puiſſe donner à de grandes côtes maritimes, lorſque l'on eſt dans l'impuiſſance de les protéger par de fortes eſcadres; & la dureté des bois de charpente que

l'on emploie dans l'Amérique, pourrait leur assurer une grande supériorité sur tout ce que l'on a vu jusqu'à présent de machines de guerre. Les Américains n'ont fait encore que des essais dans ce genre de fortifications, à la perfection desquelles il leur reste beaucoup à ajouter; mais ils peuvent en tirer le parti le plus avantageux dans la suite, le bois étant chez eux à bon marché, & les ouvriers en grand nombre *.

---

* Un vaisseau embossé devant une batterie de pierre, peut lancer à chaque bordée trente ou quarante boulets dans un quarré de six pieds. Il est rare, par conséquent, qu'il ne fasse pas promptement une grande brêche; mais si on lui oppose une puissance supérieure par le rapprochement des sabords, l'avantage du point fixe & l'épaisseur de l'échantillon, qui ne soit assujettie ni au travail de la pompe, ni à l'embarras des manœuvres, & où les canonniers puissent être à couvert, il est presqu'impossible qu'il ne soit pas désemparé.

Une batterie en bois n'existe que quand on le veut, & tant qu'on le veut. Ce sont des pièces de charpente

X.
Marine.

LES forces maritimes des Américains étaient bien inférieures à leurs moyens de défenſe ſur terre : le congrès avait fait publier un acte de capture & de repréſailles contre les vaiſſeaux anglais; mais ils n'avaient aucun bâtiment de plus de cent trente pieds de quille, ni en état de porter plus de quarante canons ; on n'avait point de conſtructeurs capables d'entreprendre des vaiſſeaux du premier rang, ni de bois propres à former les grandes courbes

---

numérotées, que l'on peut conſerver ſous des angards ; on peut les faire monter ou démonter en peu de temps par un petit nombre d'ouvriers, ou les tranſporter à peu de frais d'un lieu dans un autre, en forme de radeaux. Si par hazard l'ennemi était prêt de s'en emparer, on empêcherait qu'il ne pût s'en ſervir en y mettant le feu. On peut, au contraire, les préſerver aiſément de l'incendie que l'ennemi voudrait y mettre. Les bombes qu'on lance contr'elles ſont preſque ſans effet. Je ſuis toujours étonné qu'une invention auſſi ſimple ait échappé ſi long-temps à tant d'habiles ingénieurs employés dans les îles & dans le continent de l'Amérique.

que ces vaisseaux exigent. Les bois de l'Amérique, aussi vieux qu'elle-même, sont trop âgés, trop mûrs, pour la construction : les navires de grandeur médiocre que l'on y construit, durent peu. On peut prédire que les Américains n'auront des flottes redoutables que lorsque des plantations de forêts bien entendues leur auront fourni des arbres d'un âge moyen & d'une qualité choisie. Alors ayant en abondance tout ce qui sert aux agrêts de la marine, le chanvre, le goudron, le fer, ayant sur-tout des hommes formés dès leur jeune âge à la navigation ; ils seront sans doute les plus grands marins de l'univers & les Souverains de l'Océan.

Pendant la dernière guerre, contre la France, la seule province de Newyork tenait à la mer soixante bâtimens, armés de huit cents pièces de canon : elle avait sept mille hommes de mer, & plus de mille mariniers sur les rivières ; on estimait à la fin de 1775, qu'elle avait dix mille matelots.

A juger des forces maritimes des autres Colonies par celles de cette province, elles auraient fourni un grand nombre de matelots; mais le Jersey, la Caroline septentrionale, le Maryland, la Virginie, la nouvelle Hampshire, l'Isle de Rhodes, la Pensilvanie même avaient à proportion moins de navigateurs Les Comtés de Newcastle, Kent & Sussex, & la province de Connecticut, n'en fournissaient aucun. Toutes les Colonies ne pouvaient pas embarquer à cette époque plus de trente mille matelots. Ces gens de mer que les actes oppressifs tenaient dans l'inaction depuis quatre ans, & qui ne pouvaient plus espérer d'autre gain que les captures qu'ils feraient, suffisaient néanmoins pour intercepter le commerce de l'Angleterre, & ses armées navales ne pouvaient le garantir de cet essaim de corsaires. Il était impossible de ne pas prévoir qu'ils infesteraient les Isles Anglaises, que les ports étrangers leur seraient ouverts pour la

vente des denrées dont ils se feraient emparés, & que l'Angleterre ferait bientôt réduite à acheter des Français, des Hollandais, des Italiens même, le fucre, le rum, le café de fes propres Colonies. Six frégates, dont deux de trente-fix canons, fous le commandement du Commodore Hopkins, s'étaient emparées des Ifles de Bahama d'où elles dominaient fur le Golphe de la Floride. Ce capitaine, parti de la Delaware au commencement de Janvier, avait attaqué la ville Allemande de Naffau dans la nouvelle Providence, qui eft la principale de ces Ifles, & le Gouverneur l'avait évacuée fur le champ pour fe retirer à Saint-Auguftin dans la Floride orientale. Hopkins avait pris dans cette Ifle une grande quantité de provifions & de munitions de guerre, & foixante barils de poudre. Tandis que la faifon forçait l'Angleterre de fufpendre fes opérations navales; les Américains avaient en mer un grand nombre de Corfaires bien armés. Non-feulement

les vaiſſeaux marchands étaient pris à la ſortie de la Grenade & de la Jamaïque, & dans toutes les mers de l'Amérique ; mais encore dans la Méditerranée, dans la Baltique. Les Américains interceptaient les fournitures navales, deſtinées pour Londres & Portsmouth, & croiſaient juſques ſur les côtes de l'Irlande & de l'Angleterre.

Il eſt vrai que ce qui conſtituait la force la plus réelle des Américains ſur les mers, c'était le nombre de leurs Corſaires ; toute la marine du Congrès n'était alors compoſée que de trois vaiſſeaux de quarante-quatre canons, dont un était encore en chantier ; quatre de quarante ; ſept frégates de trente à trente-ſix, & vingt-huit plus petites. L'échantillon de la plupart de ces bâtimens était très-fort à proportion de leur grandeur ; le bordage de leurs vaiſſeaux de quarante canons était le même que l'on emploie en Europe pour les vaiſſeaux de ligne. Le pavillon que cette marine arborait ſur

les mers était d'abord marqué de douze barres avec une cartouche à champ blanc, au milieu duquel s'élevait un pin touffu, avec ces mots pour devise; *appel au ciel.* Il a été changé depuis, & composé de treize barres & treize étoiles.



Long^e. Occid

80

70

N

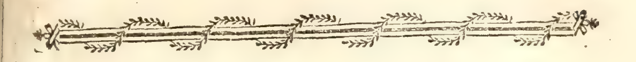
55

E D'HUDSON

I N

L' E S

Trinité



LIVRE CINQUIEME.

ARNOLD porte la guerre dans la partie basse du Canada, il assiège Quebec; prise du fort S. Jean & de Montréal, par le général Montgommery. Gui Carleton s'enfuit secrètement de Montréal, se jette dans Quebec, & sauve cette place : mort de Montgommery; éloge de ce Général. Arrivée d'une armée Anglaise en Canada.

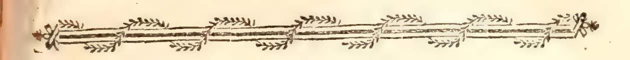
ARNOLD ayant embarqué à Gardenerton ses troupes & ses munitions sur deux cents bateaux, remonta la rivière, luttant contre les plus grands obstacles, contre un courant rapide, avec un fond & des côtes de rochers; interrompu dans sa route par des cataractes, des gués & des portages, qui accablaient les troupes de fatigue. Souvent les bateaux furent remplis d'eau ; plusieurs chavirèrent, & une grande partie du bagage & des mu-

ANNÉE I.

1775.

Marche mémorable du colonel Arnold.


Longe. Occid. du Méridien de Paris
Nord
Midi
Occident
Orient
Longitude du Méridien de l'Isle de Fer
CARTE
DU CANADA,
DE LA NOUVELLE ECOSSE
et DE L'ACADIE;
d'après les Originaux Anglais.
Echelle
Lieues d'une heure, de 20 au Degré
CONTINENT
DE L'EST très-peu connu
BAYE D'HUDSON
LABRADOR
ou
Nle. BRETAGNE
Pays des Esquimaux
UNESKAPIS
B. des Esquimaux
PROVINCE DE QUEBEC
CANADA
NOUVELLE ECOSSE
NLLE ANGLETERRE
Nle. YORK
CONTRÉE DES SIX NATIONS
ACADIE
ISLE DE TERRE NEUVE
GOLFE DE St. LAURENT
Fleuve St. Laurent
Isle Anticosti
Pointe N.O.
Pointe S.E.
Gaspésie
Chaleurs
Entrée du Sud
I. S. Jean
Isle Royale
Cap Breton
Sagadahok
Maine
Lac Champlain
L. Ontario
Montréal
QUÉBEC
les Trois Rivières
Tadoussac
Baye Françoise ou Fundi
Anapolis ou Port Royal
Halifax
Lunenbourg
I. de Sable
C. de Sable
Bell'Isle
C. de Grat
L. des Mistassins
L. Ouspinagou
L. Oupaboschkau
L. Nitchikou
L. Manikouagan
L. Pirétibé
L. Manikouaganichik
L. Mangouan
L. Nekoubau
L. Winichtagan
L. Abitibis
L. Beauharnois
L. Temiscaming
L. Nipissing
L. Ashmanipi
R. S. Jean
B. des Sept Isles
Mts. Notre Dame
Saguenai R.
L. S. Jean
I. aux Coudres
I. Orléans
Ile de la Madelaine
Miramichi
C. Nord
C. Rosières
C. Ste. Anne
C. S. George
C. à l'Anguille
C. Ray
B. S. George
B. des Isles
Placentia
Plaisance
Avalon
I. Gde. Miquelon
I. Pte. Miquelon
I. S. Pierre
Banc de S. Pierre
C. Canseau
Milford
I. Madame
Louisbourg
Charlestown
F. Monkton
C. S. Louis
B. Penobscot
Mount Dasart
George
Kennebeck R.
Penobscot R.
R. S. Jean
I. Manan
Mahone B.
Rossignol R.
B. Ste. Marie
Cedaraluy R.
Branche du F. S. Laurent
Champlain
F. Sorel
F. Chambly
F. St. Jean
L. S. François
I. S. Pierre
Pl. 2.



LIVRE CINQUIEME.

ARNOLD porte la guerre dans la partie basse du Canada, il assiège Quebec; prise du fort S. Jean & de Montréal, par le général Montgommery. Gui Carleton s'enfuit secrètement de Montréal, se jette dans Quebec, & sauve cette place : mort de Montgommery; éloge de ce Général. Arrivée d'une armée Anglaise en Canada.

ANNÉE I.

1775.

Marche mémorable du colonel Arnold.

ARNOLD ayant embarqué à Gardenerton ses troupes & ses munitions sur deux cents bateaux, remonta la rivière, luttant contre les plus grands obstacles, contre un courant rapide, avec un fond & des côtes de rochers; interrompu dans sa route par des cataractes, des gués & des portages, qui accablaient les troupes de fatigue. Souvent les bateaux furent remplis d'eau; plusieurs chavirèrent, & une grande partie du bagage & des mu-

nitions fut perdue. Outre l'embarras de traverſer pluſieurs fois le même terrein dans les différens portages, de charger & de décharger des fardeaux peſans, ils étaient ſouvent obligés de porter les bateaux ſur leurs épaules ; ils eurent à ſoutenir ce travail incroyable pendant l'eſpace de douze milles dans un ſeul portage.

Pour diminuer autant qu'il était poſſible les dangers & la fatigue de cette marche digne d'Annibal, & que ce grand homme, lui-même, aurait peut-être admiré, Arnold l'avait réglée de la manière ſuivante : une partie des ſoldats marchait le long des bancs de la rivière, l'autre était dans les bateaux. Les bateaux & les hommes étaient diſpoſés ſur trois diviſions. Les corps de chaque diviſion campaient enſemble toutes les nuits. Arnold les encourageait par ſon exemple & par ſon travail. La marche par terre n'était pas plus aiſée que par eau ; il fallait traverſer des terreins que les pieds des hommes n'avaient point encore foulés ; on y rencontrait alternativement des bois

touffus auſſi vieux que le continent, à travers deſquels il fallait s'ouvrir un paſſage avec le ſabre & la hache pendant l'eſpace de pluſieurs milles. Des marais ſtagnans & profonds, ſur leſquels il fallait établir une route ſolide; enfin des rochers, des montagnes à gravir. Leurs journées ordinaires étaient de quatre milles, & jamais ils ne faiſaient plus de trois lieues dans un jour. Les maladies que la fatigue occaſionnait parmi eux, augmentèrent encore leurs peines & leurs inquiètudes. Ils éprouvèrent, au bout de trois ſemaines, une ſi grande diſette de proviſions, qu'ils mangèrent leurs chiens, les fruis ſauvages, les feuilles des arbres, & en général toutes les ſubſtances qui pouvaient tromper la faim cruelle dont ils étaient tourmentés.

Parvenus à la ſource du Kenebek, Arnold ſe vit obligé de renvoyer & de faire eſcorter les malades. Un des colonels ſaiſit cette occaſion pour retourner ſur ſes pas à l'inſu du commandant. La déſertion de ce lâche & le départ des ma-

lades réduisit la troupe d'Arnold à six cents cinquante hommes ; il continua cependant sa route avec constance ; cette petite armée traversa la chaîne des hautes montagnes qui séparent le continent, & que la nature semble avoir placées exprès pour l'arroser dans toute son étendue. Les eaux qui y prennent leur source tombant de l'un & de l'autre côté, suivent des routes directement opposées, & forment ce nombre infini de rivières qui fertilisent la nouvelle Angleterre & le Canada. Arnold arrivé enfin à l'endroit où la rivière *Chaudière* commence à prendre son cours , touchait au terme desiré de ses fatigues. Cette rivière, ainsi nommée par les Français, traverse le Canada & tombe près de Québec dans le fleuve Saint-Laurent. Il approcha bientôt avec sa troupe des parties habitées du Canada. Un détachement qu'il avait envoyé à la découverte, revint le 3 Novembre avec des provisions, & ranima le courage de ses compagnons que les travaux , & la faim avaient accablés ; ils avaient passé

trente & un jours dans des déſerts affreux, que les animaux ſauvages ſemblaient eux-mêmes redouter, & qu'aucun être vivant n'avait peut-être jamais viſités. Les Canadiens les reçurent en frères, en amis, & leur fournirent abondamment tout ce dont ils avaient beſoin pour réparer les forces qu'ils avaient perdues.

Arnold publie une proclamation du général Washington.

ARNOLD ſe hâta de publier une proclamation que le Général Washington lui avait remiſe avant ſon départ, pour déclarer aux Canadiens, « que les provinces confédérées avaient vu avec un » extrême plaiſir, que la cour de Londres » s'était trompée, dans l'eſpoir qu'elle » avait fondé ſur eux, qu'elle s'était » inutilement promiſe de les faire deve» nir des inſtrumens aveugles de deſpo» tiſme & d'oppreſſion. Au lieu de » rencontrer parmi vous, comme ils l'a» vaient cru, un grand nombre d'hommes » dégradés, ils ont dû voir, diſait Wa» shington, avec un chagrin qui peut » ſeul égaler notre joie, que vous êtes

» éclairés, fiers & généreux, & que » jamais vous ne ſerez aſſez inſenſés » pour renoncer à vos propres droits, » afin d'aider à dépouiller vos voiſins & » vos amis, de la liberté & des biens » que vous auriez perdus. Les haſards » que vous courez avec nous ſont » grands, mais ils ſont glorieux; nous » enviſageons avec tranſport ce jour qui » n'eſt peut-être pas éloigné, où tous » les habitans de l'Amérique, unis par » leurs communs intérêts, jouiront d'un » gouvernement libre. Enhardis par les » avis que nous ont fait paſſer les parti- » ſans que la liberté compte parmi vous, » le congrès général s'eſt décidé à vous » envoyer une armée, & à la faire pré- » céder par le colonel Arnold, non pour » vous combattre, mais pour vous pro- » téger, & développer les nobles ſenti- » mens dont vous êtes pénétrés. Venez » donc tous citoyens généreux vous ran- » ger ſous l'étendart d'une liberté uni- » verſelle, venez vous oppoſer à la force » de la tyrannie, qui, ſi j'en crois mes

» pressentimens, ne l'emportera jamais » sur nous ».

Le reste du manifeste contenait une promesse de payer exactement tous ce que l'on fournirait aux troupes du congrès, & la garantie personnelle du général Washington. Cette promesse produisit tout l'effet que l'on en devait attendre. Arnold & les siens ne manquèrent point de vivres, mais peu de Canadiens vinrent se joindre à sa troupe ; ils demeurèrent presque tous indifférens au succès de ses armes. Quand une fois le pouvoir arbitraire a détruit dans un peuple les ressorts du courage, il est bien difficile de les rétablir. Carleton commettait les plus grands excès ; & néanmoins à peine trois cents hommes joignirent les drapeaux d'Arnold.

CEPENDANT des bateaux construits à Ticonderago avaient porté Schuyler & Mongommeri jusqu'à la rivière Sorel par le lac Champlain. La moitié de l'armée, qui n'était que de trois mille hommes, Mongommery vient assiéger le fort S. Jean.

venait d'arriver à Crownpoint, lorſque Mongommery fut averti que quelques vaiſſeaux armés au fort Saint-Jean ſur la rivière Sorel, ſe préparaient à entrer dans le lac & à lui fermer le paſſage. Il ſe porta ſur le champ avec ce qu'il avait de troupes, à l'entrée de la rivière, & empêcha les vaiſſeaux de parvenir juſqu'au lac. Schuyler qui avoit été nommé commandant en chef de l'expédition arriva par Albani, & les deux généraux s'étant joints, firent une ptoclamation à-peu-près ſemblable à celle qui avait été publiée par Arnold. L'eſpoir de voir accourir un grand nombre de Canadiens, leur fit diriger leur marche vers le fort Saint-Jean, qui commande de ce côté l'entrée du Canada. Le feu de cette forteresſe & la réſiſtance opiniâtre à laquelle ils s'attendaient, leur firent prendre le parti de débarquer à une grande diſtance, dans un pays rempli de bois & de marais; un corps nombreux de ſauvages vint les y attaquer avec beaucoup de vigueur: alors le déſavantage

du

du terrein & la certitude où ils étaient que la garniſon du fort était conſidérable & abondamment pourvue de vivres & de munitions, les déterminèrent à retourner à leur première ſtation dans l'iſle aux Noix, & à différer toute entrepriſe juſqu'à l'arrivée de l'artillerie & des renforts qu'ils attendaient Schuyler profita de ce moment pour aller conclure un traité avec les Sauvages des environs, & laiſſa au général Mongommery tout le poids & les dangers de la guerre; c'était un bonheur pour la cauſe de l'Amérique. Nous ne prétendons point rabaiſſer les talens militaires de Schuyler qui nous ſont peu connus; mais Mongommery avait la confiance des troupes; il était doué de preſque toutes les éminentes qualités qui forment un excellent officier-général. Il réuſſit d'abord à débaucher les mêmes Sauvages qui l'avaient attaqué quelques jours auparavant, & à les enlever au général Carleton. Auſſitôt qu'il eut été rejoint par ſon artillerie, il diſpoſa le ſiège du fort Saint-Jean. Le

vingt-ſixième régiment & la plus grande partie du ſeptième en compoſaient la garniſon : c'était preſque toutes les troupes réglées qui fuſſent alors au Canada.

II. Deux mille Canadiens joignent l'armée de Mougommery.

Il ſut ſi bien gagner les Canadiens, & fit un ſi grand effet ſur eux, par ſes qualités perſonnelles, qu'ils le regardèrent comme le libérateur de cette grande région. Ils vinrent ſucceſſivement ſe joindre à lui juſqu'au nombre de deux mille, pendant qu'il préparait ſon attaque. Mais dans le même temps Ethan Allen, cet aventurier qui, ſans commiſſion du congrès, avait eu le bonheur de jouer un rôle à la ſurpriſe de Ticonderago, entreprit de ſurprendre la ville de Montréal à la tête de quelques Canadiens & d'un faible parti d'Américains; il ne communiqua point ſon projet au commandant en chef, & n'eut pas même la prudence de s'aſſurer du ſecours de quelques autres partis détachés qui parcouraient le pays. Cette

Mauvais ſuccès de la témérité de l'aventurier Ethan Allen.

témérité n'eut pas le ſuccès qu'il en avait eſpéré ; il ne parvint pas même juſqu'à la ville. Il rencontra ſur le chemin pluſieurs compagnies de milice, commandées par des officiers Anglais, qui le combattirent, & forcèrent une partie de ſon détachement à s'enfuir dans les bois. Quarante de ſes guerriers, les plus courageux, furent faits priſonniers avec lui. Allen fut vivement maltraité par le brigadier général Preſcot ; & le gouverneur Carleton l'envoya, les fers aux pieds, en Angleterre avec ſes compagnons. On commença l'inſtruction de leur procès à Londres ; mais après les avoir tenus pluſieurs mois dans une rigoureuſe priſon, on ſentit le danger qu'il y aurait à les condamner, & ils furent renvoyés en Amérique.

Faible & preſque ſans moyens pour faire la guerre, éloigné de ſecours, abandonné de Schuyler, & ne recevant point du congrès les renforts qu'il avait eſpérés, Mongommery ſuppléait à tout par ſon courage & par les reſſources

Mongommery prend le fort Chambly.

de ſon génie. Il n'avait point aſſez de munitions pour ſuffire aux opérations militaires qu'il fallait faire avant de pouvoir ſe rendre maître de Saint-Jean. Pendant que l'on continuait les travaux du ſiège, il réſolut d'aller attaquer avec un détachement le fort Chambly, ſitué plus avant dans le pays, & que celui de Saint-Jean paraît couvrir. Ce fort était gardé par un faible détachement de ſoldats du ſeptième régiment, qui, n'ayant pu réſiſter qu'un ſeul jour, ſe rendirent priſonniers, & livrèrent le fort aux Américains avec beaucoup de munitions de toute eſpèce & cent vingt barils de poudre. Cette acquiſition facilita le ſiège du fort Saint-Jean. Mongommery s'était d'abord attaché à couper les communications & à enlever les proviſions. La garniſon, ſous les ordres du brigadier général Preſcot, endura avec courage la fatigue d'un long ſiège & la diſette de vivres. Ce commandant attendait de jour en jour le gouverneur Carleton, qui travaillait

avec la plus grande activité à lever un corps de troupes pour venir à son secours.

III. Défaite de Carleton & du colonel Mc-Clean. Capitulation du fort S. Jean.

MAIS Carleton avait eu beaucoup de peine à rassembler environ mille hommes dont la plupart étaient des Canadiens Français. Il se proposait de joindre le colonel Mc-Clean. Cet Écossais avait entrepris de lever un régiment sous le titre de Royal Montagnards Émigrans, & composé des Écossais arrivés depuis peu en Amérique, qui n'avaient pu obtenir de concessions à cause des troubles. Mc-Clean s'était porté avec sa troupe près de la jonction de la rivière Sorel & du fleuve Saint-Laurent. Gui Carleton, voulant sortir de l'isle Montréal, fut rencontré à Longueil par un parti d'hommes déterminés que Mongommery avait détaché pour l'arrêter dans sa marche. Ils repoussèrent facilement des troupes rassemblées depuis peu de jours, & qui n'étaient conduites au combat que par un sentiment vague d'o-

béissance & d'asservissement. Le courage du chef ne pût les engager à tenir ferme, & leur défaite & leur fuite firent avorter tous ses projets.

Mongommery avait envoyé en même-temps un autre parti d'Américains contre M.e-Clean; ce détachement fut encore victorieux, & l'Écossais fut repoussé jusqu'à l'embouchure de Sorel. Les Canadiens qui avaient été envoyés en avant par le gouverneur Carleton, apprenant la défaite de ce général, abandonnèrent M.e-Clean, & il se vit forcé de retourner à Quebec, avec environ deux cents soldats des Montagnards Émigrans qui seuls lui restèrent fidèles. Mongommery avait avancé ses travaux jusqu'aux ouvrages intérieurs du fort S. Jean, & se préparait à l'assaut, lorsque le détachement qui amenait les prisonniers faits à Longueil lui apprit la défaite du général Carleton; il envoya un de ces prisonniers en parlementaire au commandant Anglais. Tout espoir du secours étant anéanti, cet officier se vit forcé de se rendre. Il fut

convenu qu'il ſortirait du fort avec les honneurs de la guerre, & il ſe rendit priſonnier avec toute la garniſon le 3 Novembre, le même jour où Arnold & ſes guerriers, vainqueurs des obſtacles de la nature, entrèrent dans la partie inférieure du Canada.

Prise de Montréal.

La garniſon de Saint-Jean eut la permiſſion d'emporter ſes bagages. Mongommery voulut que les officiers gardaſſent leurs épées ; & loin d'abuſer de ſes avantages, il ſe conduiſait comme un homme d'honneur engagé dans une querelle malheureuſe avec ſes compatriotes. Ayant laiſſé une garniſon au fort Saint-Jean, il parut devant Montréal où Gui Carleton était enfermé. Il n'y avait point de ſûreté pour ce gouverneur dans la ville ; il y en avait moins encore à bord des vaiſſeaux. Les habitans propoſèrent une capitulation, & demandèrent que Carleton eut la liberté de ſe retirer à Quebec. Mongommery refuſa ; ils n'a-

vaient point aſſez de forces pour préten-dre à une capitulation ; mais il leur ré-pondit, par écrit, qu'il n'était venu que pour donner à tous la liberté & la con-ſervation de leurs privilèges, & accorda généreuſement toutes les conditons ad-miſſibles de la capitulation. Ses troupes étant entrées dans la ville le 12 no-vembre.

Carleton ſe ſauve à Quebec deguiſé en matelot.

LA priſe du général Carleton qui pa-raiſſait infaillible, décidait ſans retour du ſort du Canada. Il avait eu l'eſpoir d'échapper à ſon ennemi, en deſcendant ſur ſes vaiſſeaux armés ; cette reſſource lui fut encore ôtée. Le parti Américain qui avait chaſſé Me Clean & ſes ſoldats du poſte de Sorel, avait auſſi-tôt élevé des batteries au confluent de cette rivière & du fleuve Saint-Laurent, pour barrer la route des fleuves & lui fermer la re-traite. Loin de pouvoir arriver à Quebec, les vaiſſeaux furent attaqués & obligés de couper leurs cables pour remonter la

rivière. Carleton s'était embarqué ſur la corvette *le Caſpée*, & il y eut pluſieurs hommes tués ſur cette corvette ; mais la fortune voulait rèſerver ce gênéral à de nouveaux combats, tandis que Mongommery armait une gondole & un grand nombre de bateaux avec de l'artillerie légère, afin de forcer les vaiſſeaux à ſe porter ſous le feu des batteries de Sorel. Carleton, profitant de la nuit du 12 novembre qui était fort obſcure, avait quitté *le Gaſpée* avec Niverville & la Naudière, Canadiens Français ſes confidens & ſes amis, & était parvenu à ſe ſauver dans un bateau de pêcheur. Il avait eu le bonheur de paſſer devant les gardes & les batteries des Américains ſans en être apperçu, & déguiſé en matelot, il arriva ſans accident à Quebec.

IV. Commencemens du ſiege de Quebec.

ARNOLD avait paru le 9 novembre en face de la ville à la pointe de Levi ; il lui fallut pluſieurs jours pour ſe procurer des canots ; en vain des frégates & d'autres bâtimens armés s'op-

poſaient à ſon paſſage; il traverſa la rivière & commença le ſiège.

La rigueur de la ſaiſon ſuſpendait les combats dans les autres parties de l'Amérique : Mongommery & Arnold paraiſſaient ſeuls inſenſibles aux glaces de l'hiver; ils allaient aſſiéger Quebec, la plus forte place du Canada & de l'Amériqueentière, & ſe flattaient que le printems ne viendrait pas les ſurprendre avant qu'ils euſſent arboré ſur les murs de cette ville le ſignal de l'indépendance. Ils ſavaient que l'Angleterre projettait d'envoyer une armée dans cette contrée pour ſoutenir les efforts de Gui Carleton, & ils voulaient prévenir l'arrivée de ce renfort.

Vexations & cruautés commiſes contre Thomas Walker négociant de Montréal

Le gouverneur Carleton uſant de la puiſſance arbitraire & illimitée dont on l'avait depuis peu revêtu, avait fait arrêter & précipiter dans les cachots tous ceux qu'il ſoupçonnait d'entrer dans les intérêts des provinces confédérées. La plupart furent délivrés par la priſe de

Montréal. L'hiſtoire de Thomas Walker, l'un d'eux, mérite d'être rapportée ; elle fait ſentir toute l'horreur que la tyrannie & la guerre civile doivent inſpirer aux hommes raiſonnables.

Lorſque les Américains ſe préparaient à entrer au Canada, Thomas Walker, un des plus riches marchands de Montréal, vivait dans une maiſon de campagne où il avait établi une manufacture. Sa femme, ſes enfans & ſes domeſtiques étaient avec lui. Au milieu de la nuit, le 6 ſeptembre, ils ſont réveillés par un bruit effroyable ; une vive lumière éclaire leur appartement. Walker ſe lève, & ſa femme croit qu'il eſt jour ; c'était la lueur des flambeaux. Leur maiſon & leur manufacture étaient entourées de ſoldats. On tire un coup de mouſquet, c'était le ſignal. A l'inſtant les portes ſont briſées à coup de hache, à peine il a le temps de prendre ſes piſtolets & ſa carabine & de ſuivre ſa femme dans un grenier où elle venait de ſe ſauver en chemiſe ; les ſoldats parcourent les appartemens en

pouſſant le cri des Sauvages. A ce cri, Walker ne douta pas que ce ne fuſſent des ſauvages *Mokok*, du parti du colonel Johnſon, envoyés pour l'aſſaſſiner avec ſa famille, comme il en avait été ſouvent menacé depuis qu'il y avait des troubles. Réſolu de ſe défendre juſqu'à la derniére extrémité, il deſcend & décharge ſes armes au milieu de ceux qu'il croit être des ſauvages. C'était en effet des barbares, mais des barbares endurcis aux crimes de l'europe. Un officier & un grenadier furent bleſſés ; les autres frappés de terreur, ſortirent précipitamment de la chambre, & pillètent le reſte de la maiſon. Ils mirent enſuite le feu au pied de l'eſcalier. Ils découvrirent le toit & allumèrent des flammes aux quatre coins de la maiſon ; le premier étage était de bois ; Walker appellait à grands cris les habitans des envions, ils accoururent ; mais retenus par la crainte, ils contemplaient en gémiſſant cet horrible ſpectacle. Sa femme tremblante entre ſes bras & s'arrachant les cheveux, appel-

lait ſes enfans, & lui criait, *mon ami, nous allons tous brûler.* Elle avait déjà penſé être étouffée par les flammes, en voulant gagner l'eſcalier ; il la porte au grenier le plus éloigné du feu. Montant ſur la fenêtre, elle demandait quartier aux ſoldats ; mais ils étaient ſourds à ſes prières : alors le viſage tourné vers la muraille, elle reſta ſuſpendue par les mains, juſqu'à ce qu'un ſoldat, moins cruel que les autres, eut apporté une échelle dont elle ſe ſervit pour deſcendre. Un des officiers qui commandait une guerre auſſi lâche, appercevant Walker dont les regards cherchaient encore à veiller ſur ſon épouſe, l'appella, & lui promit qu'il ne lui ſerait point fait de mal s'il voulait ſe rendre. Ce malheureux père de famille voyant le plancher enflammé ſous ſes pieds, ſa femme & ſes enfans entre les mains des ennemis, & convaincu qu'il n'était plus poſſible de ſe défendre ni d'échapper, ſe rendit. Il fut auſſi-tôt ſaiſi par ſix hommes qui le maltraitèrent rudement ; un lieute-

nant Irlandais, appellé M.e-Bonald, du régiment de M.e-Clean, le menaça de lui brûler la cervelle & le frappa de son poing. Cependant les soldats avaient défoncé les celliers, emmenaient ses nègres & emportaient ses effets. Tandis qu'on forçait les magasins, ouvrait les coffres, les ballots de marchandises, Walker & sa femme étaient obligés de rester les pieds nuds & dans l'eau, regardant leur maison qui brûlait, & leur bien qu'on livrait au pillage. Les soldats se partageaient les pièces d'étoffe, tandis qu'ils étaient dépouillés & transis de froid; on les fit monter sur une charette entre deux haies de soldats Écossais & de Canadiens, qui les conduisirent à une lieue vers le fleuve Saint-Laurent, où ils furent embarqués. Les chefs de ce coup de main étaient, un capitaine de milice Canadienne, appellé Bruyere de S. Clair, & le lieutenant M.e-Donald du régiment des Émigrans. Le brigadier général Prescot alla au-devant du bateau. Walker & sa femme furent placés entre deux haies

de ſoldats, & Preſcot les accabla d'injures. Il fit mettre Walker aux fers, & ſa femme fut gardée par ſix ſentinelles. En les ſéparant, il les empêcha de ſe dire adieu, & affecta de crier, qu'on allait envoyer Walker en Angleterre les fers aux pieds pour y être pendu. Ce malheureux citoyen reſta ſix ſemaines au cachot, & fut transféré enſuite ſur différens bâtimens armés. Son apprentif reſta en priſon pendant ſoixante-ſept jours. Pour lui, ſe trouvant à bord d'un ſénaut de guerre, lorſque les vaiſſeaux armés voulurent redeſcendre la rivière pour ſe ſauver vers Quebec; & ces vaiſſeaux, qui n'oſaient ſe haſarder à paſſer la pointe de Sorel, ayant été repouſſés de nouveau à la Veltrie par les gondoles & les bateaux de Mongommery; le moment où ces vaiſſeaux tombèrent au pouvoir des Américains, fut celui de ſa délivrance. Mongommery réunit ce malheureux père de famille à ſa femme & ſes enfans; mais ſon commerce était ruiné, ſa ſanté dé-

truire; il ne lui reſtait plus de reſſources.

Diſpoſitions des Canadiens.

IL y avait déjà long-temps que le mécontentement des Canadiens, & particulièrement des habitans & des marchands, nés Anglais, avait éclaté. L'oppoſition de ces derniers, au bill de Quebec *, & les pétitions qu'ils avaient envoyées, avaient déplu à la cour; ils avaient été expoſés, depuis, aux dédains, aux ſoupçons, à la méfiance de leur gouvernement. Ils ſe plaignaient de la cruelle politique des gouverneurs, qui, pour ſe ménager des inſtrumens de tyrannie, concentraient toutes les graces & toute la faveur ſur les Français, qui étaient reſtés au Canada. Ils ne voyaient point ſans murmure, que les Français Canadiens, prenant le ton de tous les favoris, ne laiſſaient échapper aucune occaſion d'inſulter le reſte du peuple, par l'affectation

* Ce bill a plus révolté les Américains que le timbre, les douanes & le thé. Si cet acte n'avait pas eu lieu, la révolution aurait peut-être été moins rapide.

injurieuſe

injurieuſe de leur zèle, & qu'ils s'arrogeaient le droit de condamner, comme un crime d'état, cette liberté dont la nature & l'habitude ont fait le caractère diſtinctif, la gloire & la proſpérité des Anglais, cette liberté de penſer que leur mécontentement fortifiait encore *.

Cette arrogance ſervile était le partage de la nobleſſe & des prêtres ; mais les Français qui n'étaient que Colons, s'indignaient preſqu'autant que les Anglais eux-mêmes, du joug qu'on leur faiſait ſupporter, & deſiraient avoir part à la liberté pour laquelle les Américains combattaient.

Ces diſpoſitions avaient raſſemblé quelques Canadiens, ſous les drapeaux de Mongommery & d'Arnold ; mais quels guerriers ! inconſtans, rebelles aux tra-

* Il eſt bien rare que la conquête d'un pays corrompu par la ſervitude, la vanité, le luxe, n'entraîne pas la perte de la nation conquérante. O Républicains ! gardez-vous de conquérir ; commercez dans tout l'univers, portez-y l'abondance & les arts, mais n'aſpirez point à le ſubjuguer.

vaux, insubordonnés parmi les hommes libres, & dociles aux commandemens des vexateurs; faciles à rebuter par les plus légers obstacles, & prêts à changer de parti à toutes les variations de la fortune.

Il y avait moins de mécontens à Quebec que par-tout ailleurs; c'était-là le siege du gouvernement, le séjour de la noblesse, l'asyle des ecclésiastiques, de tous ceux, enfin, qui croyaient gagner au gouvernement arbitraire. Si Arnold avait pu traverser la rivière le jour même de son arrivée, il y a lieu de croire que dans ce premier moment de surprise & de confusion, il se serait rendu maître de la place, où il n'y avait point, alors, de troupes réglées; mais il avait trop compté sur l'amour que tout être raisonnable devrait avoir pour la liberté. Il se persuadait, mal-à-propos, que des hommes courbés sous le joug militaire, sous le joug plus puissant des ecclésiastiques, quitteraient leurs foyers pour venir peupler son armée. Les réflexions que les partisans du gouvernement firent faire

ſur les richeſſes qui étaient dans Quebec, perſuadèrent qu'il fallait réſiſter : comme ſi les Américains étaient venus pour livrer la ville au pillage. Les prêtres montraient, à l'envi, qu'ils étaient les ſerviteurs du roi les plus zélés, & les égliſes ne ceſſaient de retentir des exhortations qu'ils faiſaient aux peuples pour la cauſe de Georges III. Les lettres écrites de Quebec en Angleterre, atteſtent qu'ils empêchèrent beaucoup de Canadiens de ſe joindre aux rebelles, en effrayant de la damnation éternelle, tous ceux qui s'oppoſeraient aux forces du Roi. Les matelots, les pêcheurs, vinrent ſe placer aux batteries pour ſervir les canons. Les ſéminariſtes, formés en compagnies, rempliſſaient les corps-de-garde, & ſe flattaient de ſurpaſſer, dans les exercices militaires, les marchands & les ouvriers. Mc-Cléan avait diſtribué ſes ſoldats ſur les murailles & dans les forts.

V. Arnold blo-

ARNOLD fit paraître, pendant pluſieurs jours, ſes troupes ſur les hauteurs

ue la ville jusqu'à l'arrivée de Mongommery.

qui ſont aux environs de la ville, & envoya deux parlementaires pour ſommer les habitans de ſe rendre; mais on tira ſur eux, & l'entrée fut interdite à tous ceux qui venaient de ſa part. Il aurait, ſans doute, triomphé de toutes ces meſures, s'il avait eu de l'artillerie, mais il n'avait pas un ſeul canon; il fallut qu'il ſe bornât à intercepter les proviſions, les ſecours, à fermer toutes les avenues juſqu'à l'arrivée de Mongommery.

Ce général renouvella à Montréal, les habits de ſon armée, qui avait beaucoup ſouffert de la rigueur du froid; il trouva dans cette ville une quantité conſidérable d'étoffes de laine, propres à faire des vêtemens convenables pour la ſaiſon, & tous ſes ſoldats en étant pourvus, il ſe mit en marche pour Quebec. A peine Carleton était entré dans cette place, qu'il avait renvoyé, avec leurs familles, tous ceux qui étaient hors d'état de prendre les armes, ou qui s'y étaient refuſés. La garniſon, en com-

prenant les habitans, les mariniers, les eccléſiaſtiques armés, ſe trouva former environ ſeize cents hommes. Un ſi petit nombre des meilleures troupes, n'aurait pu défendre des fortifications auſſi étendues que celles de Quebec, à plus forte raiſon, cette ville ne pouvait être bien gardée par une pareille garniſon; la ſeule compagnie du ſeptième régiment, à qui le hazard avait évité d'être faite priſonnière, n'était pas même complette; le corps du colonel Mc-Cléan, avait été levé récemment, le reſte était un parti de milices Françaiſes, dans lequel on avait incorporé, malgré eux, quelques artiſans Anglais. La véritable force de la garniſon, conſiſtait en quatre cents cinquante matelots ou mariniers accoutumés à de violens exercices, & qui étaient deſtinés au ſervice du canon.

Mongommery forme le ſiége de Quebec.

MONGOMMERY ayant pourvu à la garde de Montréal & de ſes autres conquêtes, dont il laiſſa le commandement au général Woſter, & ayant envoyé des

des détachemens dans les différentes parties de la province, pour animer, s'il était possible, les Canadiens, & s'assurer de toutes les provisions nécessaires, se hâta de joindre Arnold avec l'élite de ses troupes, & toute l'artillerie qu'il put se procurer. Malgré les neiges qui tombaient abondamment, & la difficulté des chemins, il arriva devant Quebec avec la plus grande célérité. Il prit poste à Sainte-Croix, ayant avec lui quelques pieces de campagne, tandis qu'on débarquait sa grosse artillerie. Arnold occupait toujours les avenues de la ville, & sa communication avec le plat pays *.

Le 7 Décembre, le général Américain écrivit au gouverneur. Il l'exhortait à se rendre, sur-le-champ, afin d'éviter les suites d'un assaut. Une femme se glissa dans la place, avec des lettres pour les

* « Un certain Arnold coupa toutes les issues » vers la ville, & sa communication avec le plat » pays. » *Lettre du gouverneur Carleton au général Howe, en date du 12 janvier.*

principaux négocians, par lesquelles on les engageait à ouvrir les portes aux Américains. Ces lettres excitèrent quelque fermentation parmi les assiégés, mais la fermeté de Carleton n'en fut pas ébranlée. Il fit arrêter la messagère, & après quelques jours de prison, la fit chasser de la place au son du tambour. Il avait déjà reconnu que les forces de ses ennemis n'étaient pas beaucoup supérieures à celles de la garnison, & que la confiance qu'ils paraissaient avoir, n'était fondée que sur l'étalage de leurs préparatifs & la chaleur de leurs attaques. Mongommery, pour donner plus d'allarmes, transféra à Saint-Roch, un obus & cinq mortiers d'un calibre inférieur, fit construire une batterie de six canons & d'un obus, sur une hauteur à quelque distance du mur, & commença un bombardement qui dura plusieurs jours. L'intrépidité du gouverneur, sa constance & son activité infatigables, continrent la garnison, parmi laquelle les assiégeans voulaient jetter le désordre

& l'épouvante. Carleton inſpira de la bravoure aux plus timides ; ils ſupportèrent, ſans murmurer, les malheurs & la diſette inſéparables d'un long ſiège ; les ſéminariſtes & les prêtres même, portaient les armes avec beaucoup d'exactitude, & cherchaient à ſe montrer courageux dans toutes les occaſions. Les canons de la batterie que Mongommery avait ouverte contre la ville, étaient d'un calibre trop petit pour produire un effet conſidérable ; il y avait deux pieds & demi de neige ſur la terre. Les incommodités que les aſſiégeans ſouffraient de la ſaiſon, ſurpaſſaient tout ce que l'on a oui - dire ; l'amour qu'ils avaient pour leur général, & le fanatiſme de patrie & de liberté qu'il ſavait leur inſpirer, pouvaient ſeuls les leur faire ſupporter ; mais le tems preſſait, les maux croiſſaient à proportion de la durée ; ils auraient, à la fin, ſuccombé. On prétend même que ſi l'exemple des troupes d'Arnold, les meilleures de cette petite armée, n'avait pas contenu les milices de la Nou-

velle-Yorck, plus ſenſibles au froid, il aurait fallu lever le ſiège.

Mongommery livre l'aſſaut à la ville : ſa mort.

MONGOMMERY, éclairé ſur les intérêts de ſon pays, autant que ſur ſa gloire perſonnelle, ſentit que le fruit de ſes premiers ſuccès ſerait perdu, s'il différait d'en venir à quelqu'action déciſive; il ne pouvait plus eſpérer de renforts; il ſavait que le congrès général qu'il accoutumait à des victoires, regarderait la priſe de Quebec comme certaine, auſſitôt que la nouvelle de ſon arrivée devant cette place, parviendrait à Philadelphie. Cette aſſemblée avait conçu une ſi grande opinion de ſes talens & de ſon courage, qu'il ne pouvait y répondre que par des prodiges. Il voulait, dans ſon premier deſſein, attaquer la haute ville qui était ſi bien fortifiée, qu'on la croyait imprenable. C'était courir de grands hazards; une telle hardieſſe ne ſemblait être inſpirée que par un déſeſpoir héroïque; cependant il y avait lieu de penſer qu'elle ſerait couronnée par la victoire. Carleton

ne pouvant défendre, à la fois, tous les postes fortifiés, avait réuni ses efforts dans la basse ville, vers laquelle toutes les forces des assaillans semblaient devoir se diriger; Mongommery l'attaquant par le côté opposé, dérangeait tous ses projets de résistance. Aimant mieux mourir avec gloire que de lever le siège, ce brave républicain avait choisi le genre d'attaque qui convenait le mieux à cette grande résolution. Mais tandis qu'il se reposait sur sa fortune, des traîtres désertèrent, & donnèrent avis à Carleton de ses dispositions. Mongommery reconnut bientôt aux mouvemens de la garnison, qu'elle était instruite, non-seulement de son plan général, mais qu'elle savait encore le détail de ses moyens particuliers; cet accident le força de changer, tout-à-coup, l'ordre de ses attaques. Le 31 décembre 1775, dès le plus grand matin & par une neige abondante, il partagea sa petite armée en quatre divisions, les deux premières marchaient à la haute ville, & faisaient de

fausses attaques, tandis que lui & le colonel Arnold, en conduisaient deux réelles contre les parties opposées de la basse ville. L'allarme devint générale dans les deux villes, & aurait déconcerté les troupes les plus aguerries. Le danger semblait par-tout égal; du côté du fleuve, le long du front fortifié, & autour du bassin, chaque partie était également menacée.

Arnold se rendit maître de la premiere batterie, à la tête de cinquante hommes choisis, & continua de combattre avec tout le succès que peut donner la bravoure; mais au moment où il emportait la basse ville, un boulet l'atteignit à la jambe, & la lui fracassa; malgré la quantité de sang qu'il répandait, il voulut continuer de commander; mais, enfin, il fallut le transporter hors du lieu du combat. Mongommery montrait la même intrépidité; la fortune trahissait leur courage. Vers cinq heures du soir, ce général marchant à la tête des troupes de la Nouvelle-Yorck, sur une file serrée

& dans un passage étroit, ayant d'un côté la rivière, dont les bords escarpés formaient un précipice, & de l'autre, des rochers menaçans qui semblaient suspendus sur sa tête, s'était emparé du premier poste, & l'avait passé; il s'avançait pour attaquer le second, quand il reçut le coup fatal qui termina sa vie, un boulet le renversa. Ce désastre abattit le courage des Amécains; leur consternation fut générale, & le colonel Campbell, qui se trouvait à leur tête, ne put empêcher leur déroute.

Arnold étant blessé, une partie de sa division est faite prisonnière.

ARNOLD avait compté sur la victoire, & ses compagnons qui ignoraient le malheur de Mongommery, ne voulaient pas qu'il eût à se plaindre de n'avoir pu les animer par sa présence; ils continuèrent l'action avec ardeur, & s'emparèrent de l'autre poste. Mais la garnison était revenue de sa frayeur; ils se trouvaient environnés de tous côtés par des forces supérieures; ils ne pouvaient revenir sur leurs pas, sans traverser un grand espace



Son mérite personnel l'emporte sur toutes les considérations ,

ſous le feu de l'ennemi, qui avait fait ſortir des canons par une porte devant laquelle il fallait paſſer. Ils ſoutinrent le combat pendant trois heures contre toute la garniſon de Quebec, n'étant que trois cents hommes, & malgré le déſavantage du terrein; mais ſoixante des leurs, ayant ſuccombé ſous les coups de l'ennemi, ils furent obligés de mettre bas les armes, & de ſe rendre priſonniers de guerre.

1777. Il ſe retire en bon ordre avec les débris de l'armée.

LES Américains perdirent dans cet aſſaut, près de la moitié de leur nombre, & une lettre écrite, alors, par Arnold, prouve qu'à peine il lui reſtait huit cents hommes. Les compagnons de Mongommery furent privés de lui rendre les derniers devoirs; ſon corps fut enlevé par la garniſon. L'inimitié de Carleton ceſſa auſſi-tôt après la mort de ſon adverſaire, & le mérite perſonnel de ce dernier, l'emportant ſur toutes les autres conſidérations, il fut enterré à Quebec avec les marques de la plus grande diſtinction, & tous les honneurs dûs à

un grand homme de guerre. Arnold était vivement affligé ; il regrettait qu'un coup imprévu, eut empêché la prise de Quebec qui paraissait infaillible ; mais il regrettait encore plus la perte que l'Amérique venait de faire, par la mort de Mongommery, dont il savait apprécier les talens. Cependant son chagrin, loin de l'abattre, parut lui donner de nouvelles forces, & lui faire, pour ainsi dire, oublier sa blessure. Réservant à des momens plus tranquilles, les larmes qu'il devait à ce guerrier; il rassembla les débris de l'armée, & se retira à trois milles de Quebec. Il attendait le renfort du général Wolter, qui était à Montréal; & les troupes qu'il espérait que le congrès lui enverrait aussi-tôt que cette assemblée serait instruite de sa position, du nombre des ennemis, & de l'état de son armée.

VI. Réflexions sur cette campagne.

CETTE campagne doit être mise au rang des entreprises de guerre les plus surprenantes, que l'histoire ait célébrées,

Elle couvrira de gloire, dans les ſiecles à venir, ceux qui en ont été les chefs. Si les ſuccès n'ont pas répondu à leurs efforts héroïques, c'eſt que les troupes qui leur avaient été données, étaient trop peu nombreuſes; c'eſt que la puiſſance du congrès ne pouvait encore ſubvenir à toutes les néceſſités d'une armée qui va porter la guerre à deux cents lieues de ſon pays; c'eſt que l'on avait trop compté ſur le mécontentement des Canadiens, & ſur leurs diſpoſitions à combattre pour une liberté dont ils méconnaiſſaient le prix; mais les talens de Mongommery & le courage d'Arnold, n'en feront pas moins un objet d'admiration pour la poſtérité. Tous les guerriers aimeront à ſe repréſenter Richard Mongommery, luttant contre les obſtacles qui ſe rencontraient, à chaque pas que ſes combattans faiſaient au milieu du plus rude des hivers, dans les terres glacées du Canada, & qui ſe multipliaient chaque fois que la nature étendait des voiles de neige ſur ce climat

rigoureux. Ils le citeront pour exemple. C'eſt à eux qu'il appartient de ſe former une juſte idée de la difficulté de conduire & de commander, au loin, une armée formée de nouveaux guerriers, qui ont abandonné les occupations civiles, pour paſſer ſubitement au métier des armes; qui, par leurs principes, leurs mœurs & leur maniere de vivre, ont une averſion naturelle pour toute eſpèce de diſcipline. Il fallait les traîner au milieu des beſoins & des contrariétés de toute eſpèce, à travers les rochers, les marais, les déſerts, à peine vêtus & expoſés à des frimats dont ils n'avaient jamais reſſenti l'âpreté. Lorſqu'ils étaient parvenus au lieu du combat, il fallait, les armes à la main, & avec toute la fierté qu'inſpire l'eſprit militaire, & un pouvoir inconnu pour eux, les plier au joug des privations, & réprimer leur indépendance naturelle, afin de ne pas aliéner l'eſprit des Canadiens, habitués à l'obéiſſance ſans bornes; &, cependant, la prudence du général, l'obligeait de

ſauver

ſauver à ſes libres concitoyens, toutes les apparences d'une ſubordination exacte & dure dans la crainte de leur déſertion. Ils étaient tous engagés pour un terme très-court; pluſieurs avaient achevé le tems de leur ſervice, & il n'y avait que les qualités de leur chef, l'eſpoir de marcher toujours avec lui, de victoire en victoire, qui puſſent les retenir ſous ſes drapeaux.

Le projet d'attaquer le Canada par deux côtés à la fois, & de le conquérir tout entier juſqu'aux portes de Quebec, où les deux armées devaient ſe rejoindre; l'exécution d'un ſi grand projet, avec moins de quatre mille guerriers, & la jonction effectuée par les deux généraux, ſont ce que l'on peut imaginer aujourd'hui de plus digne des temps héroïques. Les malheurs de ces deux généraux devant Quebec, où devaient finir leurs combats, & la ſouveraineté de Georges III, en Amérique, ne pouvaient être réparés; mais leurs efforts n'en ſont peut-être que plus intéreſſans & plus glorieux.

Le congrès érige un mausolée aux manes de Mongommery : éloge de ce guerrier.

ON publiait à Londres, qu'Arnold avait été fait prisonnier avec une grande partie de l'armée, au moment même où Mongommery avait été tué ; c'était un artifice du gouvernement, pour relever le crédit des fonds publics, & ranimer le courage des troupes qui étaient prêtes à s'embarquer. Plus d'une fois dans cette querelle, le ministère Anglais a eu recours à ce stratagême. La gazette de la cour annonçait, que cette nouvelle avait été publiée par le congrès. Cette assemblée, tranquille sur le sort des troupes, & satisfaite de la conduite d'Arnold, avait élevé ce dernier au grade de brigadier général. Tandis qu'il regrettait à Montréal, la perte de Mongommery, elle fit ériger à ce héros de la liberté, un monument ordonné par le docteur Franklin. Ce mausolée, placé dans la salle d'assemblée générale, à Philadelphie, fut arrosé des larmes de tous ceux qui l'avaient connu.

Mais les honneurs que la patrie reconnaissante rend à ceux qui sont morts

pour elle, n'offrent que des consolations vaines aux personnes qui leur étaient unies par les liens de la nature & de l'amour. Ces honneurs ne réparent point les désastres de la guerre; ils ne diminuent point l'amertume des chagrins & du désespoir que cause la mort de ceux qui joignent à des titres guerriers, ceux d'homme vertueux, d'époux fidèle & de bon pere de famille: tel était Mongommery. Il avait été capitaine de grenadiers en Angleterre, dans le dix-septième régiment, & avait fait la guerre avec distinction. Le dégoût que lui causa l'ordre adressé à son régiment, de marcher contre les séditieux de Londres, dans l'affaire de Wilkes, lui fit quitter le service; aucun officier ne fut autant regretté de ses supérieurs. Il s'était marié dans la Nouvelle-Yorck, à la fille d'un des principaux membres du comité de cette province, & était devenu, par ce mariage, citoyen de l'Amérique. Sa femme, apprenant sa mort, en eut une si grande douleur, qu'elle devint folle, & son

beau-père se tua de désespoir. Ces preuves d'un attachement extraordinaire, de la part de ceux avec qui il espérait passer une plus longue vie, fait peut-être encore mieux son éloge que la gloire de sa mort, que les monumens publics où son nom sera gravé, & que l'histoire même, qui rendra témoignage de sa valeur dans les siècles à venir. Les plus fameux orateurs du parlement : Edmond, Burke, Charles Fox & le colonel Barré, jettèrent des fleurs sur sa tombe, & pleurèrent sa mort. L'un d'eux, qui avait servi avec lui dans la précédente guerre, ne put contenir ses regrets & ses sanglots, en rappellant l'attachement solide qui avait régné entr'eux, lorsqu'ils servaient ensemble, à l'époque la plus glorieuse pour la nation Anglaise. L'oppression fit de vains efforts pour dessécher sur ses joues les larmes de l'amitié. La cour était forcée de reconnaître elle-même, le mérite de Mongommery ; les favoris s'écrièrent que c'était abuser du talent oratoire, que de l'employer à rappeller la mémoire d'un

ſujet révolté. « Je conviens, diſait le lord
» North, que c'était un guerrier brave,
» généreux, humain, mais avec toutes
» ces belles qualités, ce n'était jamais
» qu'un rebelle ».

Les aſſiégeans ayant fortifié leurs quartiers, ne furent ni pourſuivis ni attaqués par la garniſon, quoiqu'elle fût ſupérieure en nombre. Carleton était trop habile pour tenter une telle entrepriſe. Montrant par-tout une prudence égale à ſa fermeté, il ſe contenta de l'avantage ineſpéré qu'il avait remporté, & n'expoſa point le ſort de la province par une démarche téméraire.

Arnold convertit le ſiège en blocus & enſuite recommence le ſiège.

LA bleſſure d'Arnold ne permettait pas à ce guerrier de donner tous les ſoins néceſſaires au commandement qui lui était échu par la mort de Mongommery ; la conſtance de ſes compagnons était ſurprenante dans les conjonctures pénibles où ils ſe trouvaient. Ils avaient perdu leur général, cinquante de leurs meilleurs officiers,

& leur meilleure artillerie, tout secours paraiſſait éloigné ; la marche des renforts, s'ils devaient en recevoir, ne pouvait être que très-lente. Les Canadiens, indépendamment de leur inconſtance & de leur légèreté naturelle, étaient toujours diſpoſés à pencher pour le parti victorieux. L'hiver regnait dans toute ſa rigueur, & la neige qui couvrait la terre était profonde de quatre pieds. Dans une poſition ſi cruelle, il fallait beaucoup de ſoins & d'activité pour les retenir. Arnold, quoique défait & bleſſé, entreprit de leur faire ſupporter leurs malheurs en les occupant ſans ceſſe. Montrant toute la fermeté d'une âme forte & un génie plein de reſſources, il convertit le ſiége en blocus, & diſpoſa tellement le petit nombre de ſes troupes, qu'elles étaient encore formidables. Il intercepta conſtamment toutes les proviſions envoyées pour la ville, & fit brûler les fauxbourgs de Saint Roch & de Saint Jean. Le général Wooſter vint ſe joindre à lui

à la fin de Février, avec environ cinq cents hommes & l'artillerie de Montréal. L'avant-garde d'un parti, levé pour secourir Carleton, par un Canadien nommé Bonnieu, fut défait le 25 mars, & le reste de ses soldats dispersé. Arnold recommença le siége, mais avec moins de succès encore que la première fois. Les prisonniers Américains qui étaient dans la ville, avaient complotté de se sauver en se saisissant du corps-de-garde de la porte Saint Jean, par laquelle ils voulaient introduire Arnold dans les murs; ce projet fut découvert le 31 mars, jour même qui avait été choisi pour son exécution.

Deux batteries que les assiégeans avaient montées sur les deux bords du fleuve Saint Laurent, commencèrent le 4 avril à tirer sur la ville & sur les vaisseaux, & le 23 ils employèrent les bombes qu'ils lançaient d'une troisième batterie, placée sur une hauteur vis-à-vis du port Saint Louis, mais c'était trop tard; les renforts envoyés d'Angleterre au gouver-

neur Carleton, étaient prêts d'arriver. Il était impossible d'emporter avec le peu de troupes qu'ils avaient, une place aussi forte que Quebec; elle résista à cinq mois de siège ou de blocus, dans la saison où les besoins se font le plus ressentir. Aux précautions prises pour en écarter tout secours d'hommes & de provisions, à deux assauts, à l'incendie de ses vaisseaux à un bombardement presque continuel; enfin, les frégates anglaises, *la Surprise, l'Isis & le Martin,* qui apportaient des troupes à Quebec, parurent à l'entrée du fleuve Saint Laurent; le renfort qu'Arnold avait demandé, n'était point encore arrivé. Le Congrès, aux approches d'une campagne générale, & d'après les avis qu'il avait reçus d'Angleterre, craignait de diviser ses forces. Cependant les frégates faisaient des efforts pour remonter le fleuve au milieu des monceaux de glace qu'il commençait à charrier; l'amirauté avait promis deux cents guinées aux pilotes de cette petite escadre s'ils arrivaient à Quebec avant

que la ville fut prise. Ces trois vaisseaux entrerent dans le port le 6 mai; Wooster & Arnold avaient pris d'avance la résolution d'abandonner le siège, afin de réserver tout ce qu'ils avaient de forces pour se maintenir dans les parties du Canada qu'ils espéraient conserver quelques temps, & de tenir en échec près de dix mille hommes qui allaient se trouver rassemblés par le retour du Général Burgoyne, & sa réunion au gouverneur Carleton.

Arnold & Wooster lèvent le siège

L'ARRIVÉE des vaisseaux Anglais les décidait à lever le siège, d'autant mieux qu'en forçant la place, ce qui ne se serait pas exécuté sans une grande perte, ils n'auraient pas eu le temps de la démanteler, & auraient risqué d'être bloqués à leur tour. Alors il leur serait arrivé inutilement de nouvelles forces, elles auraient été dispersées sans pouvoir se joindre à eux; enfin Burgoyne aurait été maître du terrein, & peut être

toutes les forces de l'Amérique n'auraient pu l'arrêter dans ſes marches.

La fermeté du gouverneur Carleton, pendant la durée d'un auſſi long ſiège, où pour la première fois en Amérique les aſſaillans avaient employé les boulets rouges, mérite des éloges; il rempliſſait les devoirs de ſa place; & le courage, même dans une mauvaiſe cauſe, a des droits à l'eſtime publique. La ſubordination eſt la ſphère de ceux qu'on appelle, dans nos gouvernemens modernes, *des hommes d'épée.* Ils font profeſſion de ne point réfléchir ſur les ordres qu'ils exécutent. C'eſt à cette ſubordination aveugle, qu'il faut attribuer ſans doute les expreſſions ſingulières dont il ſe ſervit, en rendant compte à la cour des détails du ſiège. Il n'oſait y parler avec eſtime des ennemis, qui de ſon propre aveu avaient mis ſon courage aux plus rudes épreuves, ni les appeller autrement que ne faiſaient les miniſtres. Il leur donnait les noms de rebelles, de fanfa-

rons, de pillards, & ſemblait s'indigner qu'un certain Arnold eut oſé ſi long-temps couper la communication de Quebec avec le plat pays.

VII.
Carleton fait une ſortie, & pourſuit les Américains avec les troupes Angloiſes qui viennent d'arriver.

LA flotte Anglaiſe n'avait encore pu remonter le fleuve, lorſque le général Wooſter partit avec ſes troupes pour retourner à Montréal; Carleton informé par des eſpions & par des déſerteurs, réſolut de faire une ſortie. Le 6 Mai au matin, les troupes Anglaiſes étant débarquées des frégates *la Surpriſe* & *l'Iſis*, ſortirent de la ville avec ſix pièces de campagne; elles étaient ſoutenues par un détachement de la garniſon avec lequel elles formaient un corps d'environ mille hommes. Les troupes d'Arnold étaient tellement diſperſées, qu'on ne parvint à raſſembler au quartier général que deux cents hommes qui ne purent réſiſter. Toute l'artillerie, cinq cents fuſils, & environ deux cents malades reſtèrent au milieu des ennemis; la retraite ſe fit avec précipitarion. Dès le

ſoir même les troupes Américaines étaient à Dechambeau ; & il fut réſolu dans un conſeil de guerre d'évacuer Montréal, & de ſe retirer au fort Saint-Jean. La plupart des malades qu'Arnold avait été forcé de laiſſer derrière lui, aimèrent mieux ſe diſperſer dans les bois au riſque d'y perdre la vie, que de tomber au pouvoir de Carleton. Ce gouverneur publia une proclamation pour engager les Canadiens à en faire la recherche & à leur donner du ſecours, promettant qu'ils ſeraient libres de retourner dans leurs provinces reſpectives auſſi-tôt que leur ſanté ſerait rétablie.

Affaire du poſte aux Cèdres.

UN détachement de trois cents quatre-vingt-dix hommes de troupes continentales, était poſté aux Cédres à quarante mille environ de Montréal, avec deux pièces de campagne : ils s'étaient fortifiés le mieux qu'il leur avait été poſſible, & avaient élevé un parapet de terre. Celui qui commandait ayant eu avis qu'un corps conſidérable de ſoldats An-

glais, de Canadiens & des Sauvages, s'avançait pour attaquer ſon poſte, partit lui-même pour Montréal afin d'obtenir un renfort le 15 Mai. Le commandement paſſa en ſon abſence au major Butterfield. Un renfort commandé par le major Sherburne ſe mit en marche le 16, en attendant un plus fort détachement commandé par Arnold lui-même. Le 17, les troupes ennemies commandées par le capitaine Foſter, inveſtirent le poſte aux Cèdres, & firent pendant deux jours un feu lent & mal ſoutenu, ſans oſer avancer juſqu'aux ouvrages; mais le lâche Butterfield propoſa, dès le premier inſtant, de rendre le poſte. Il ſe refuſa aux ſollicitations de ſes officiers qui voulaient à faire une ſortie ſur l'ennemi, & le ſoir du 19, le capitaine Foſter lui ayant envoyé un parlementaire, il convint de lui rendre les ouvrages & la garniſon, à condition que les hommes ne ſeraient pas mis entre les mains des Sauvages, & que ſes bagages ne ſeraient pas pillés. Les forces

auxquelles ſe rendait cet officier indigne de ſa patrie, ſe réduiſaient à quarante ſoldats, cent quarante Canadiens & cinq cents Sauvages. Il avait du canon ; ſes ennemis n'en avaient pas ; il n'avait eu qu'un ſeul homme bleſſé des coups de fuſil que les Sauvages épars aux environs avaient tiré de temps en temps. Chaque homme avait vingt cartouches; il ne manquait ni de munitions, ni de vivres pour vingt-cinq ou vingt-ſix jours : il ſavait qu'il y avait un renfort en chemin, & que le gros de l'armée était aſſez près pour le ſecourir, & il mit bas les armes. Auſſi-tôt la garniſon fut livrée aux Sauvages qui s'emparèrent des bagages, & dépouillèrent les priſonniers de leurs habits. Cependant le major Sherburne arriva le lendemain avec un renfort de cent hommes. Ayant débarqué à neuf milles du poſte aux Cèdres ; à peine eut-il fait une lieue, qu'il fut attaqué par les mêmes hommes à qui Butterfield s'était rendu la veille. Quoique faible & livré à une attaque imprévue,

il conſerva ſon terrein pendant plus d'une heure; & forcé de ſe retirer enſuite, il le fit en bon ordre, faiſant toujours un feu ſoutenu; mais Foſter ayant poſté différens partis de manière à couper ſa retraite, il ſe vit réduit à céder au nombre, & fut fait priſonnier avec ſon détachement, ce qui ne ſerait pas arrivé ſi Butterfield avait eu du courage. Ces nouveaux priſonniers furent conduits avec les autres dans une île déſerte au milieu du lac des deux Montagnes, où ils reſtèrent huit jours, manquant de vivres, & obligés de recourir aux plus grandes extrémités pour ſe nourrir; on les dépouilla de leurs bagages & de leurs habits. Deux d'entr'eux furent mis à mort le premier jour, & chaque jour on en fit périr un ou deux. Un de ceux qui s'étaient rendus par capitulation, fut tué le huitième jour; les Sauvages en firent rôtir un autre, après l'avoir fuſillé. Foſter ſe prévalut de la cruauté de ces barbares, pour exiger un cartel d'échange d'un nombre égal de

troupes Anglaiſes, ſous la condition que Sherburne & les ſiens ne reprendraient point les armes contre le gouvernement Britannique, & quatre ôtages pour garantir l'exécution du cartel. Malgré l'inégalité d'une pareille convention, ils ſignèrent étant au pouvoir abſolu d'un inexorable ennemi.

Cependant ils ne furent point relâchés, & le général Arnold ayant paru ſur le chemin des Cèdres, à ſon approche, les Sauvages firent toutes leurs diſpoſitions pour les maſſacrer. Foſter envoya vers lui le major Sherburne, avec un parlementaire pour la confirmation du cartel. Mais il conduiſit auparavant ce malheureux officier dans le conſeil des Sauvages qu'il avait fait aſſembler, & dont le chef lui dit. « C'eſt une pitié qui ne s'é-
» tait jamais vue dans nos guerres, d'a-
» voir fait mourir ſi peu de priſonniers;
» mais apprends au général Arnold, que
» s'il attaque le capitaine Foſter, tous
» les priſonniers ſeront tués ſur le
» champ ».

Arnold

Arnold ne voulait point consentir au cartel; mais il fallait s'y déterminer pour sauver les prisonniers d'une mort cruelle. Il ne signa, toutefois, qu'après que Foster se fut désisté de l'article inégal qui réduisait les Américains à ne point porter de nouveau les armes, tandis que les soldats Anglais qui seraient échangés pourraient les reprendre. Foster exécuta le cartel à sa manière. Il s'empara d'abord des quatre ôtagesqui furent aussi-tôt livrés aux Sauvages; il permit aux Sauvages d'emmener encore plusieurs prisonniers sans en déclarer les motifs. Il retint aussi douze Canadiens, alléguant qu'il avait des ordres exprès d'agir de la sorte, parce que, vivant dans un gouvernement militaire, ils ne pouvaient être envisagés que comme déserteurs des armées de Sa Majesté, & il les fit mettre aux fers.

Le congrès ayant été informé de toutes ces atrocités, arrêta qu'avant de rendre aucun prisonnier Anglais, le gouverneur du Canada livrerait au congrès les

auteurs, complices & inſtigateurs des horribles maſſacres commis envers les priſonniers, pour être punis de leurs crimes, & payerait l'indemnité du pillage fait contre la foi de la capitulation du major Butterfield; & que s'il était exercé quelqu'autre violence, en mettant à mort ou à la torture quelqu'un des priſonniers ou des ôtages, il ſerait uſé de repréſailles. A l'égard de Butterfield, il fut déclaré indigne de ſervir dans les armées de l'Amérique.

VIII. Arrivée du général Burgoyne.

CEPENDANT il arrivait de tous côtés, mais trop tard, des renforts à l'armée Américaine. Une nouvelle campagne allait s'ouvrir : cinq frégates & des vaiſſeaux de tranſport, qui portaient un grand nombre de ſoldats, avaient ſucceſſivement jetté l'ancre à Quebec; & Burgoyne, parti d'Angleterre le 4 avril, venait d'arriver avec une armée. Déjà les Anglais avaient repris le vaiſſeau *le Gaſpée*, & une partie des munitions des Américains. Ils pourſuivaient

ces derniers jusques vers Sorel, lorsqu'Arnold entreprit de les arrêter. Ce fut inutilement; il se vit contraint de continuer sa retraite ; mais il la fit en bon ordre, toujours maître du pays où il passait; il détruisait, en se repliant, tout ce qui pouvait servir à son ennemi.

Combat des trois rivières

A mesure que les régimens arrivaient à Quebec, ils se mettaient en marche pour les Trois-rivières, où était le rendez-vous marqué par le général Carleton. Les transports sur lesquels étaient les régimens se trouvant tellement séparés, que quelques-uns étaient à cinquante lieues derrière les autres, il n'arriva d'abord aux trois rivières que les avant-gardes de chaque corps ; mais successivement toutss les troupes se réunirent du 7 au 8 juin. Le 8, à trois heures du matin, les colonels Fraser & Saint-Léger ayant été avertis que les Américains étaient à un quart de lieue du bourg, firent débarquer une grande partie de l'artillerie. Les Américains

avaient conçu le projet de ſurprendre les troupes Anglaiſes aux Trois-rivières & d'en obſtruer la navigation ; mais il fallait s'emparer du bourg, ſitué à leur confluent, & à qui elles donnent le nom. Le général Thompſon, caché dans les bois, avec environs treize cents hommes, devait attaquer la place avant le jour ; quelques obſtacles imprévus ayant retardé ſa marche, le jour parut avant qu'il arrivât devant la ville. Un bateau qui avait découvert le premier détachement, donna l'allarme, & les chaſſeurs Anglais tirèrent de loin ſur lui. Toute eſpérance de s'emparer de la place par ſurpriſe étant évanouie ; Thompſon ne perdit point courage ; il fit battre les tambours pour animer les troupes & intimider l'ennemi, & continua ſa marche juſqu'à ce qu'il fut à la portée des bâtimens qui étaient rangés le long de la côte. Les vaiſſeaux commencèrent à tirer leurs bordées ; les troupes Américaines ne s'ebranlèrent pas. Alors le colonel Maxwel qui commandait la première diviſion, voulut tourner

ſur la gauche pour arriver à une hauteur qui dominait la ville, & où il n'aurait plus été incommodé par le feu des vaiſſeaux; mais il ſe touva engagé dans des marais; il fallut plus de trois heures pour les traverſer, & parvenu de l'autre côté, il trouva l'ennemi en poſſeſſion de la hauteur dont il voulait s'emparer. Ses troupes n'eurent ni le temps, ni la place néceſſaire pour ſe former & ſe remettre en ordre; cependant les troupes Anglaiſes furent rompues à la première attaque, & ſe replièrent vers la ville : mais, ayant été renforcées, elles repouſsèrent les Américains, qui, malgré le nombre des ennemis, le feu continuel de la mouſqueterie, & de pluſieurs canons chargés à mitraille, ſe retirèrent. Le général Thompſon, après tant de bravoure & de bonne conduite, eut le malheur de reſter enveloppé avec environ deux cents hommes.

Douze cents hommes avaient attaqué dans cette journée, avec tous les

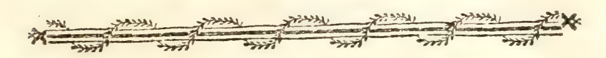
déſavantages poſſibles, une armée de quatre mille Anglais & Allemands aguerris, & l'avaient enfoncée au premier échec, forcés enſuite de ſe replier, ils firent une retraite de plus de dix-huit lieues, ſans perdre plus de cent cinquante hommes tués ou bleſſés.

Arnold prend le parti d'évacuer tous les poſtes dans le Canada, & de ſe retirer vers Albani. Succès de ſa retraite.

LES généraux Carleton & Burgoyne avaient joint l'armée, lorſque Thompſon leur fut amené priſonnier; ils projetèrent, dès ce moment, ſon échange avec le brigadier général Preſcot, pris par Mongommery au ſiège de S. Jean; ils firent reſter les troupes ſous les armes toute la nuit, dans la crainte d'une nouvelle attaque. Le lendemain ils retournèrent aux Trois-rivières, & n'en partirent que le treize pour ſe rendre à Sorel. Carleton, loin de vouloir engager Arnold dans le Canada, voulait le déloger de la partie ſupérieure de la province. La flotte entière parvint auprès de Sorel le quatorze juin; les Américains s'étaient retirés quelques

heures auparavant. Des fregates & des vaiſſeaux armés, des pilottes & des chaloupes de tranſport étaient placés dans les lieux convenables pour transférer les troupes & les eſcorter. Le gouverneur ayant diviſé ſes forces en deux colonnes, ordonna au général Burgoyne de remonter juſqu'à S. Jean, mais ſans rien hazarder. Le reſte de la flotte fit voile pour pour Longueil. Le vent ayant manqué à quinze lieues de Sorel, elle n'arriva que le ſoir, au fort S. Jean, au moment où le général Arnold évacuait Montréal. N'ayant plus aucun poſte aſſez ſûr dans le Canada, il ne s'occupait qu'à rendre ſa retraite avantageuſe. Carleton ne trouvant plus d'ennemis, traverſa la prairie vers S. Jean. Il arriva le 19 auprès de ce fort, dont le général Burgoyne s'était emparé la veille; mais il avait trouvé tous les édifices embraſés, les proviſions conſumées & les bateaux qui n'avaient pu remonter le courant de Chambli, brûlés.

Dans sa retraite, l'armée Américaine se rapprochait d'Albany, des Sauvages alliés, & du centre des forces continentales; elle ouvrait en même temps à l'armée de Burgoyne un chemin difficile & dangereux. Ses troupes étaient toujours embarrassées dans leur marche; il entreprit de faire traîner les bateaux par terre pour les amener sur les lacs; il fallut ensuite y renoncer. La division s'était introduite entre les deux généraux Anglais, dès le premier moment qu'ils s'étaient vus : Burgoyne prétendit que Carleton ne devait point avoir de commandement au-delà des frontières du Canada, & voulut agir sans collègue; mais ne précipitons point les faits : quittons pour quelques momens le Canada, où des évènemens mémorables remplissant toutes les journées de l'hiver, ont détourné notre attention de ce qui se passait à Londres, & de la position où se trouvait le général Howe, si long-temps bloqué dans Boston.



LIVRE SIXIEME.

DÉBATS du Parlement, blocus & siège de Boston ; William Howe est contraint d'évacuer cette place. Plan de la campagne ; attaque du fort Sullivan & de la ville de Charles-town. Le congrès déclare l'indépendance des treize États-unis.

1776.

I. Traités faits par George III, pour se procurer des troupes mercenaires.

QUE l'influence d'un seul homme est grande, quelquefois, dans les nations ! En 1776, ceux qui étaient à la tête du cabinet de Londres, ne pouvaient pas lever soixante mille hommes dans les trois royaumes, qu'ils gouvernaient despotiquement ; & dans la précédente guerre, &, jusqu'à l'époque de la paix conclue avec la France, en 1763, le Ministre Pitt entretenait trois cents cinquante mille hommes de troupes nationales. Le nombre des troupes répandues dans toutes les contrées, où ce grand homme

d'état avait porté la guerre, & maîtrisait la victoire, s'élevait à quatre cents dix-huit mille hommes ; cependant le commerce de l'Angleterre était le plus florissant du monde entier. Les manufactures étaient perfectionnées ; elles se multipliaient dans tous les lieux de la domination Britannique. Si le trésor de la nation était épuisé par les énormes dépenses, qu'il fallait faire pour soutenir des combats dans toutes les parties du globe, & régner souverainement sur les mers ; la richesse des particuliers était au-delà des calculs des plus hardis spectateurs. Tout change en un court intervalle ; à peine quatorze ans se sont écoulés, & la puissance de l'Angleterre n'est plus. Le roi Georges est forcé de recourir à l'assistance des princes d'Allemagne, pour mettre une armée de quarante mille hommes sur pied, & de leur offrir de l'argent & son alliance, en échange des forces précaires & dangereuses qu'ils veulent bien lui procurer.

Lorsque les traités faits au mois de

janvier 1776, avec le duc de Brunſwick, le landgrave de Heſſe-Caſſel, & le comte de Hanau, par leſquels la cour avait obtenu dix-ſept mille hommes pour faire la guerre aux Américains, furent annoncés & connus dans le parlement, ils furent hautement déſapprouvés. Néanmoins, huit mille de ces Allemands s'embarquèrent à la fin du mois de février, & le reſte partit au mois d'avril ſuivant.

Le miniſtere Britannique prétendait que les ſoldats qu'il ſe procurait par les traités faits avec ces Souverains, devaient ſuffire, *ſelon toutes les probabilités humaines, pour forcer en une ſeule année, les rebelles à une juſte ſoumiſſion* *.

On comparait, alors, dans le Parlement, la révolution de la Hollande à l'inſurrection des Colonies, & cette comparaiſon affermiſſait le gouvernement dans ſon ſyſtême d'aſſerviſſement, parce que les Hollandais, diſaient les partiſans des miniſtres, étaient ſoutenus ouverte-

* Diſcours de lord North au Parlement.

ment, au lieu que les provinces de l'Amérique n'avaient aucun appui. Les Hollandais s'endettaient, il eſt vrai, & lorſqu'ils furent reconnus libres, ils ſe trouvèrent débiteurs de quatre-vingt-dix millions ſterling; mais leur commerce n'était point arrêté, & le lord North annonçait que celui des Américains devait l'être inceſſamment d'une manière efficace. Comment les Colonies rebelles pourraient-elles, alors, faire de nouveaux efforts, & acquitter une dette qui, à la fin de 1775, s'élevait déjà à plus de quatre millions ſterling?

Les miniſtres, auteurs de ces grands raiſonnemens politiques, plaiſantaient dans les aſſemblées, ſur les objections que les hommes les plus éclairés de l'Europe tiraient de la force naturelle de l'Amérique, de la bravoure perſonnelle de ſes habitans, des dangers d'une invaſion, & des conſéquences qui devaient réſulter d'une introduction de ſoldats étrangers dans les Colonies. « Les » troupes mercénaires, a dit Walter Ra-

« leigh, dans ſon hiſtoire du monde,
» ſont naturellement ſéditieuſes & infidè-
» les. On n'en doit attendre que de l'in-
» diſcipline, des déſordres; elles ne ſe
» plaiſent qu'à piller & à dévaſter ».
Elles ne devaient pas être reçues dans les états Britanniques, ſans l'aveu du parlement, & leur arrivée dans l'Amérique ne pouvait produire d'autre effet que de rendre toute réconciliation impraticable. Cependant le parlement n'avait point été conſulté; il n'eut connaiſſance des traités faits avec les princes Allemands, que longtemps après leur concluſion, & il n'en empêcha pas l'exécution.

Le lord Germaine propoſe de réduire les Américains à une dépendance abſolue.

Ouvrage politique du doct. Price.

Le lord Germaine, autrefois le chevalier de Sacqueville, qui, depuis peu, était entré dans le conſeil en qualité de Secrétaire d'état des Colonies, était l'auteur du projet, de réduire l'Amérique ſeptentrionale à une ſoumiſſion abſolue. C'était au moyen de ce ſyſtême, qui flattait les idées deſpotiques du monarque, qu'il s'était ouvert au miniſtere,

un chemin que ſa conduite à la guerre ſemblait lui avoir fermé.

Ce ſyſtême ſoutenu dans le parlement, excita la plus grande fermeniation. Le docteur Price, l'un des membres de la ſociété royale de Londres, profitant de la liberté de l'imprimerie, pour éclairer ſon pays au milieu de l'obſcurité profonde, qui ſemblait l'avoir enveloppé tout-à-coup, publia ſur les affaires de l'Amérique, ſur les droits conſtitutionels de l'Angleterre, & les droits eſſentiels de la liberté, ſur les finances, le commerce & la guerre, un mémoire qui obtint l'admiration des hommes d'état, des citoyens zélés & des philoſophes les plus hardis. Il lui mérita une couronne civique de la part du corps-de-ville de Londres, & les éloges les plus flatteurs dans le parlement. Cet ouvrage était rempli de vérités terribles que la plupart des peuples ignorent : vérités que les tyrans doivent craindre, qui ſeraient même dangereuſes, ſi elles étaient trop généralement répandues ;

elles renverſeraient d'un boutde l'univers à l'autre les monumens de la puiſſance, & détruiraient la crédulité confiante, qui eſt quelquefois la ſauve-garde des nations. Les calculs ſur les finances de l'Angleterre, qui accompagnaient le tableau frappant de la politique de ce royaume, étaient ſi précis & ſi ingénieux que le lord North, le plus habile, peut-être, des calculateurs Anglais, & l'un des hommes les plus inſtruits de l'Europe, quoique ennemi de la liberté de ſon pays, ne dédaigna pas d'employer tous ſes efforts à les combattre, & eut la honte de l'avoir fait ſans ſuccès.

Débats du Parlement.

DANS les grands débats qui s'élevèrent au parlement, le parti de l'oppoſition, ſoutenu du duc de Gloceſter & du duc de Cumberland, frères du Roi, prédiſait des revers. Il regadait d'avance comme vaincue cette grande armée qui avait occaſionné tant de dépenſes. Que pouvait attendre l'Angleterre d'une troupe de mercénaires,

qui, disait le lord Richmond, « partaient sans regret du pays où on les » vendait sans les avoir consultés, mais » qui servaient sans courage ceux qui » avaient acheté leur sang, & ne » cherchaient que l'occasion d'échapper » enfin aux tyrans de l'Europe, qui » avaient trafiqué de leur vie ». Elle n'avait pas à fonder de meilleures espérances sur une armée nationale, *où plusieurs régimens étaient entièrement composés de misérables & de criminels, ramassés dans toutes les prisons.** C'était cependant avec ces troupes que l'Angleterre se préparait à attaquer des peuples persuadés de la justice de leur cause, enthousiastes de la liberté, dont le courage était excité par tout ce qui peut animer aux combats & à la vengeance, & qui n'avaient plus de ressource que dans la victoire. Pouvait-on prétendre que quarante mille hommes rassemblés avec peine, transportés dans un climat nouveau pour eux, pourraient

* Disc. dn colonel Barré.

en une ſeule année, ni même en aucun temps limité, faire la conquête de quatre millions d'habitans, tous jaloux de la liberté, & réſolus à ſe défendre juſqu'à la dernière extrémité ?

Mais ces vérités ſoutenues avec chaleur dans le parlement par le duc de Richmond, le duc de Mancheſter, le duc de Graffton, le lord Effingham, le lord Shelburne, & pluſieurs autres membres de la chambre des pairs, étaient rejettées par les miniſtres & les partiſans de la cour, qui parvinrent à faire paſſer leurs réſolutions. Parmi ces partiſans intéreſſés du miniſtère, nous devons à l'hiſtoire, de conſerver les noms. Des lords Mansfield, Talbot, Temple, Littleton, Chandos, &c. ; c'eſt à leur réſiſtance, à toute propoſition de pacification, à leur entêtement ſur la ſuprématie abſolue de la Grande-Bretagne, & à leur éloquence vénale, qu'il faut attribuer la réuſſite des intrigues des lords North, Germaine, Suffolk & Sandwich, & les ſuites de la guerre. Le lord Richmond

avait proposé de présenter une adresse au Roi pour la cessation de cette guerre déplorable : elle fut rejetteé sur la négative de cent voix contre trente-deux.

On travaillait sans relâche à l'armement de la flote, & à former les équipages des vaisseaux. On força un grand nombre de vagabonds, & de gens repris de justice à s'embarquer pour les completter. * Ce fut encore l'objet de plu-

* Cette manière de recruter la marine ayant été reprochée au lord Sandwich dans le parlement, il s'excusa en niant qu'il eût fait embarquer des gens repris de justice. Alors le lord Suffolk se leva, & dit : « Je diffère de l'avis de Mylord Sandwich ; » j'entends que l'on reçoive sur nos vaisseaux des » vagabonds & des gens repris de justice. Dans une » disette d'hommes, qu'est-ce qui empêche qu'on » ne se serve de gens à qui on ne peut reprocher » que des fautes légères ? La vertu des matelots » d'un vaisseau de guerre est-elle donc assez pure » pour qu'on la puisse croire souillée par leur » commerce ? »

Voilà le langage des ministres parmi les peuples dégradés. Dans Rome ancienne il fallait être citoyen Romain pour servir dans les légions, & les Rois étrangers briguaient le titre de citoyen Romain.

ſieurs débats dans les deux chambres du parlement.

Blocus de Boſton.

TANDIS que l'éloquence des pairs du royaume s'exerçait inutilement dans la chambre haute, & que Burke, Foxe & le colonel Barré tonnaient avec auſſi peu de ſuccès dans la chambre des communes; tandis que les bataillons de Heſſe & de Brunſwick arrivaient lentement à Portſmouth, & que l'on délibérait ſi l'on avait le pouvoir de les faire embarquer pour l'Amérique à meſure qu'ils arrivaient, ou s'il fallait attendre que les corps fuſſent complets; tandis que les miniſtres employaient toutes ſortes de moyens pour hâter l'armement & former les équipages des vaiſſaux : le chevalier Howe,

Dans Rome dégradée, les légions étaient compoſées de barbares & d'affranchis ; les criminels même y étaient admis. C'était, il y a vingt ans, un titre d'honneur parmi les peuples que d'être matelot Anglais : à préſent on demande s'il faut craindre qu'ils ſe corrompent dans la ſociété de gens repris de juſtice !

qui avait été admis à baiſer, avant ſon départ, la main de Georges III, en qualité de généraliſſime de ſes troupes en Amérique, avait rejoint la garniſon de Boſton, toujours enfermée dans cette ville. Il y commandait ſeul & en chef. Le chevalier Gage n'était plus gouverneur, & William Howe avait de pleins pouvoirs d'accorder le pardon de Sa Majeſté à ceux qui ſe ſoumettraient ſans réſerve, & prêteraient entre ſes mains le ſerment d'une obéiſſance indéfinie. Ses troupes étaient réduites à toutes les horreurs de la famine. Elles ne manquaient ni d'habits, ni de logement, ni même de bois à brûler; mais il devenait chaque jour plus difficile de ſe procurer des vivres. Les détachemens ne pouvaient ſortir ſans rencontrer de tous côtés des partis Américains, qui enlevaient leurs proviſions; qui les empêchaient de parvenir dans les lieux où ils eſpéraient en trouver. Plus habile que ſon prédéceſſeur, Howe n'était pas plus heureux. Les murmures, les déſertions étaient

les ſuites de la famine qui régnait à Boſton.

Le camp général de Cambridge abondait au contraire en vivres & en proviſions de toute eſpèce; mais les Américains avaient à combattre l'intemperie de la ſaiſon. Ils paſſèrent l'hiver ſous des tentes dans un climat où cet abri eſt inſuffiſant dans preſque tous les temps de l'année. Leurs vêtemens tombaient en lambeaux; on voyait la plupart des officiers marcher pieds nuds à la tête de leurs compagnies; & cet état de miſère, loin d'abattre leur courage, paraiſſait l'enflammer encore. Des alimens ſains & variés conſervant leur vigueur, la vue des déſerteurs Anglais pâles & défigurés, qui venaient leur demander du pain, les conſolait. C'eſt à cette époque que l'impatience de quelques-uns d'entr'eux donna lieu au reproche que les Anglais leur ont fait d'avoir dépouillé pluſieurs de leurs priſonniers; mais ce reproche n'eſt point aſſez grave ni aſſez bien fondé pour compenſer les traitemens exécrables, auxquels

les généraux Anglais ont livré ſans pitié un ſi grand nombre de priſonniers Américains ; les uns aſſaſſinés par les Sauvages ou morts, chargés de fers, dans des cachots affreux ; les autres frappés, meurtris par la ſoldateſque, après avoir été déſarmés ; ou maſſacrés de ſang-froid par le fer des Allemands.

II. Siège de Boſton.

HOWE ayant inutilement tenté quelques ſorties, projettait d'évacuer la ville après l'avoir incendiée ſuivant les ordres qu'il avait de la cour ; mais Washington, informé des mouvemens de la garniſon, réſolut de les prévenir. Le 2 mars, les provinciaux établis ſur les hauteurs de Philips-Farm, commencèrent à canonner la ville & à la bombarder de la pointe de Lechmore, avec un mortier peſant 2700 liv., qui avait été pris par le capitaine Mauley, ſur le tranſport Anglais *la Nanci*, dont il s'était emparé. Ce mortier, que les Américains avaient appellé *le congrès*, tirait ſans relâche, ſoutenu de quelques obuſiers & de mortiers d'un

calibre inférieur. On dit que dans la journée du ſeize mars ils jettèrent plus de deux cents bombes ſur la ville, & que le *congrès* ſeul en avait jetté cent. La diviſion Anglaiſe, poſtée à Roxbury, faiſait de ſon côté un feu terrible, ſecondé par celui de la ville. Washington, pendant ce temps-là, prenait ſecrettement poſſeſſion des hauteurs de Dorcheſter, où il voulait placer une batterie; & le général Thomas, avec trois mille hommes, exécuta très-heureuſement ſes ordres. Il ſe porta avec tant d'activité à y faire des retranchemens, que dès le même ſoir il était en état de ſoutenir une attaque dans ce poſte. Washington y fit auſſi-tôt établir une batterie de canons de vingt-quatre livres de balle, qui tiraient avec beaucoup de ſuccès ſur la ville & ſur l'armée. C'était la première fois que les Américains faiſaient entendre à leurs ennemis une artillerie ſi puiſſante. Le général Anglais ne put s'empêcher d'en marquer ſon étonnement; & le bruit s'étant répandu que les bat-

teries étaient ſervies par des artilleurs étrangers, la terreur s'empara de la garniſon.

Howe attaque inutilement les batteries de Dorcheſter; il ſe décide à évacuer la ville.

LA poſition de ce général était embarraſſante; tout était diſpoſé de manière qu'il ne pouvait ſe maintenir plus longtemps dans cette ville; il lui était même difficile d'en ſortir. La batterie de Dorcheſter & celle de Philips Farm commandaient la ville, & la plus grande partie de la grêve où l'armée était obligée de s'embarquer. Il ne reſtait que très-peu de temps pour en déloger les Américains. L'amiral Suldham lui envoya dire, que s'il ne les chaſſait promptement, il allait être obligé de lever l'ancre pour ſauver la flotte qui riſquait d'être coulée bas. Howe n'oſait pas laiſſer la flotte s'éloigner; car alors venant à être forcé dans la ville, il ne lui ferait plus reſté de moyens de ſe retirer; il fallait donc qu'il ſe déterminât à attaquer les hauteurs de Dorcheſter; c'était où Washington voulait le réduire. Si les Anglais manquaient

l'attaque, leur perte était infaillible; au lieu que les Américains ne riſquaient autre choſe que d'élargir le cercle dont ils avaient environné leurs ennemis. Le chevalier Howe tint un conſeil de guerre, dans lequel l'attaque fut réſolue. Il fit embarquer ſix régimens le 5 mars; mais le vent d'eſt ne permettant pas aux vaiſſeaux de guerre de couvrir & de ſoutenir les chaloupes de débarquement, la poſition de ces troupes devint très-déſavantageuſe. Il fallut renoncer ce jour-là à toute entrepriſe. On fit une nouvelle tentative le lendemain, elle fut inutile, & les régimens ne purent forcer les ouvrages des proviciaux. Ce fut peut-être un bonheur pour l'armée Anglaiſe, qui en perſévérant dans cette attaque difficile, aurait ſans doute augmenté ſes pertes, ſans eſpoir de ſuccès. L'artillerie Américaine continuait ſes ravages; il ne reſtait au général Howe d'autre parti à prendre, pour ne pas ſe voir enſeveli ſous les ruines de Boſton, au milieu de ſes ſoldats mourans, de fatigue & de faim,

que de mettre le feu à la ville, & de se réfugier avec ses troupes sur la flotte, pendant la confusion que l'incendie aurait occasionnée. Mais dans ce cas, les corps de troupes qui étaient portés à Bunkers'hill & à Roxbury auraient été faits prisonniers, & les Américains accourans de toutes parts au secours de la ville incendiée, eussent fait un grand carnage de tout ce qu'ils auraient encore rencontré. Il aurait été forcé de sacrifier son arrière-garde pour sauver le reste de ses soldats. Il prit un parti plus sage, & le seul que la prudence & les connaissances militaires pouvaient conseiller. Ce fut d'offrir la conservation de la ville en échange des facilités qu'on lui donnerait de l'évacuer. Il envoya vers le général Washington les plus considérables des habitans, pour l'avertir que s'il continuait de faire tirer, les troupes Anglaises seraient obligées d'incendier la ville pour couvrir leur retraite. Le général Américain consentit à ce que Howe & son armée se retirassent libre-

ment & en ſûreté, pourvu qu'il ne fut fait aucun dommage & que rien ne fut détruit; le général Howe en donna ſa parole, & ſes envoyés étant revenus l'apporter au camp de Washington, ce dernier fit ceſſer le feu. Cette évacuation valait une grande victoire à ſon parti, & ne coûtait point de ſang. Il conſervait ſes guerriers, ramenait la tranquillité dans Boſton, & ſauvait les richeſſes de cette ville; il aſſurait ſa gloire. Les troupes royales commencèrent dès-lors à s'embarquer, emmenant les particuliers, qui, ayant exercé des emplois à la nomination de la cour de Londres, reſtaient attachés à ſon gouvernement. Howe regrettant de laiſſer ſa groſſe artillerie au vainqueur, tenta de faire crever les mortiers & les canons, en les rempliſſant de poudre, mais ce fut inutilement. Washington, inſtruit de ces tentatives le 16 mars, & indigné de ce manque de foi, allait donner l'aſſaut à la ville. L'Anglais averti par un transfuge preſſa l'embar-

quement, & ne prit pas même le temps d'emporter ſes munitions. Le ſilence des miniſtres qui ne lui avaient envoyé aucun ordre depuis plus de ſix mois, ajoutait beaucoup à l'inquiétude que lui cauſaient la détreſſe de ſon armée, le déſordre de la fuite, ſes pertes, & enfin l'embarras où il était de trouver un autre aſyle. Ce déſordre était ſi grand & ſa fuite ſi précipitée, qu'il laiſſa dans Boſton ſes chevaux, ſes habits & même ſes papiers, parmi leſquels on trouva la correſpondance qu'un traître nommé Smith, membre de la convention de la Nouvelle-Yorck, entretenait avec lui pour lui faciliter les moyens de s'emparer de cette province.

Il ſe jetta dans le château William, tandis que les provinciaux s'établiſſaient dans les îles ; il ne pouvait y reſter longtemps ; les batteries de l'île de Nodle incommodaient beaucoup ſes vaiſſeaux ; mais il eut le bonheur de faire ſauter le château & de ſe réfugier dans la rade de

Nantasket, avant que l'on pût s'oppoſer à ſon départ.

Sir William Howe ſe retire à Halifax, pour attendre la flotte de ſon frère.

C'EST ainſi que fut levé le fameux interdit du port de Boſton. Malgré tout ce que les papiers Anglais ont publié dans le temps ſur cette évacuation, on eſt forcé de convenir que le chevalier Howe y a tenu la conduite d'un général habile. Il était impoſſible qu'il reſiſtât long-temps aux forces ſupérieures qui l'attaquaient. Cette ville eſt d'une mauvaiſe défenſe du côté de la terre; toutes les dépenſes que le chevalier Gage avait faites pour la fortifier de ce côté, étaient mal-entendues, & ne pouvaient empêcher qu'elle ne fût dominée en pluſieurs endroits par des poſtes élevés, dont les Américains s'étaient ſaiſis. Si au moment de l'évacuation les Américains s'étaient emparés du château William, comme il leur était poſſible de le faire, devenus alors maîtres du Havre, ils auraient été en état de détruire la flotte. Howe a montré dans cette conjoncture autant de har-

dieſſe que d'activité ; nous ne l'excuſerons point d'avoir manqué à ſa parole, en eſſayant de faire crever l'artillerie de Boſton ; mais la convention étant ainſi rompue, & les Américains étant puiſſans & irrités, il ne reſtait à l'Anglais fugitif que le temps de faire ſauter la forteresſe, qui une heure plus tard, aurait empêché ſa fuite. Il l'a fait avec courage, à la vue des ennemis, & ſa retraite eſt devenue ſûre & tranquille. Chaſſé de Boſton, il ne voulut rien entreprendre avant l'arrivée de l'eſcadre commandée par le lord Howe ſon frère, & la réunion des troupes Anglaiſes & Allemandes que conduiſait cette eſcadre ; il réſolut d'aller les attendre à Hallifax, dans la Nouvelle-Écoſſe, où ils devaient relâcher.

L'amiral Suldham appareilla le 17 mars pour ſe rendre à Hallifax ; la ſaiſon était mauvaiſe ; il fallait une néceſſité auſſi preſſante pour faire voile au temps de l'équinoxe, dangereux dans ces parages. Les vents lui furent contraires, & des

orages s'élevèrent en mer le 24 & le 25. Sept des bâtimens de transport avaient échoués sur les bancs de Nantasket. L'empire des Anglais en Amérique, cet empire, qui, quinze ans auparavant, faisait trembler la moitié du globe, se réduisait alors à une faible armée de huit mille hommes battue par la tempête & par l'ennemi, conduite par un chef découragé, & livré à tous les dangers de la terre & des mers; elle employa un mois entier pour se rendre à Hallifax.

Washington envoie des troupes à New-Yorck, au comte de Steiling.

Washington avait beaucoup de guerriers sous ses ordres. Ignorant que l'armée ministérielle retournait vers l'Acadie, il craignit qu'elle n'allât porter la guerre dans la Nouvelle-Yorck; il envoya ses chasseurs & un renfort considérable au lord comte de Steiling, brigadier général, qui commandait en cette partie. Ce lord, établi depuis long-temps à la Nouvelle-Yorck & pair du Royaume d'Écosse, avait épousé une dame de la famille de Livington, dont

était auſſi la veuve du général Mongommery ; il ſe faiſait gloire de marcher après ce grand homme ſous les drapeaux du congrès. Il fit toutes ſes diſpoſitions pour recevoir l'ennemi, mais le moment n'était pas venu. On n'entendait plus parler de combats.

Réjouiſſances des Boſtoniens.

LES habitans de Boſton, qui avaient été ſi long-temps exilés de cette ville, y rentrèrent au milieu des cris de joie. Ils délibérèrent, qu'il ſerait élevé dans la plus grande place un monument deſtiné à conſerver la mémoire de leur délivrance. Les rues furent entourées d'illuminations, qui le diſputaient à la clarté du jour. Le peuple s'aſſemblait en foule vers la maiſon de ville, où les principaux citoyens donnaient un grand repas de réjouiſſance. Des jeunes gens choiſis, & couronnés de lauriers, y chantèrent des vers à la louange de Washington. Le courage & la liberté avaient dicté ces chanſons. On buvait à l'indépendance & à la gloire du congrès; le vin circulait

à

à la ronde, & la gaité naïve préſidait au feſtin. Loin ces fêtes ſi triſtes & ſi coûteuſes, où l'éclat d'une vaine cérémonie glace tous les cœurs, où le plaiſir fugitif échappe toujours à ceux qui le pourſuivent. La ville de Boſton, délivrée des horreurs dont elle était le théâtre depuis pluſieurs années, redevint tranquille & peuplée. L'ordre civil, enfant & gardien de la paix, fut enfin rétabli. Un des talens du général Washington était de contenir ſes guerriers ſans employer la ſévérité, & de leur preſcrire, par ſon exemple, la modération & la douceur. Son armée vivait dans la paix & l'amitié la plus étroite avec les habitans de la ville, & le général était également aimé de tous.

III. Deſcentes aux îles Bermudes.

PENDANT qu'on faiſait des réjouiſſances à Boſton, la petite eſcadre d'Hopkins enlevait des îles Bermudes un butin conſidérable. Les habitans de la Jamaïque détruiſaient un corſaire armé avec la permiſſion du gouverneur, contre les

Américains. Tous les partis agissaient selon leur vue & leur instinct cruel ou généreux.

Ravages du lord Dunmore.

DUNMORE, sur les côtes de Virginie, incendiait les bourgs & les villages, & s'enfuyait sur ses vaisseaux aussi-tôt qu'il voyait les flammes s'élever, & que les cris des femmes & des vieillards faisaient retentir les airs. Il enlevait les bestiaux dans les pâturages; il corrompait par argent les domestiques & les esclaves, & les forçait à des assassinats. Il n'existait que pour détruire, & semblait animé de la cruauté des enfers. *

* Ce lord s'était signalé depuis le commencement des troubles par toutes sortes d'injustices & de vexations, autant que par son abominable cruauté. Un des aldermans de Londres faisait un commerce considérable en Amérique; il lui était dû 80000 l. sterling par ses correspondans, qui lui avaient adressé un vaisseau avec un gros chargemenr. Les expéditions de ce vaisseau attestaient qu'il était parti avant que l'acte prohibitif eût lieu : il fut arrêté par les croiseurs du lord Dunmore, & conduit à Norfork; quoique les

LA convention de cette province ordonnait que les Écossais, qui avaient demandé la neutralité, & en avaient abusé, seraient obligés de se déclarer pour ou contre la liberté, & condamnait à mort les Nègres soulevés.

Arrêté de la convention de la Virginie.

LES habitans de Windsor, dans la Nouvelle-Écosse, renouvellaient leur serment au Roi George, & déclaraient se former en un corps militaire, sous la conduite de *Michel* Franklin, leur gouverneur, pour défendre la couronne contre les rebelles.

Formation d'un corps de royalistes dans la Nouvelle Ecosse

LE congrès général déclarait que le commerce de l'Amérique serait libre

Le congrès s'empare des créances &

---

commissaires nommés pour juger de la prise, eussent déclaré qu'elle n'était point faite régulièrement, & que l'on devait rendre le vaisseau, Dunmore le retint & se l'adjugea. Ce marchand s'appellait Woodbridge, & c'est sur les preuves de cette perte, qu'il a été dispensé de remplir sa place de sherif pour l'année 1776, comme n'étant plus en état de supporter les dépenses que cette place exige.

des biens des absens ou domiciliés en Angleterre, pour subvenir aux dépenses de la guerre.

avec tous les peuples du monde, excepté les peuples Britanniques. Il ordonna à tous les négocians qui avaient des comptes ouverts avec les sujets des trois Royaumes, de donner un état de leurs affaires, & des sommes qu'ils pouvaient leur devoir. A cette époque, les Anglo-Américains devaient à la Métropole plus de trois millions sterling; & le congrès s'appropriait cette somme pour soutenir la guerre que lui faisait l'Angleterre. Le prix des plantations appartenantes à des propriétaires domiciliés dans ce royaume, & même à ceux qui s'étaient absentés de l'Amérique depuis un an, devait être employé à la même destination; le congrès ordonnait qu'elles seraient vendues, & que le produit des ventes lui serait remis.

La province de la Géorgie entre dans la confédération.

ENFIN, les habitans de la Georgie ayant appris la nouvelle de l'évacuation de Boston, se réunissaient aux douze provinces confédérées. Ils contraignirent les officiers que les Royalistes avaient

de
des
ou
iés
gle
pour
nir
pens
guer



La provi
de la Gé
gie en

dans la co
fédération

envoyés pour ſe procurer des vivres, à prendre la fuite ; ils mirent le feu aux navires Anglais, & firent couler bas pluſieurs carcaſſes de vaiſſeaux pour fermer l'entrée de la rivière Savanah.

Les côtes de la Georgie ſont tellement ſituées, que ſes corſaires peuvent intercepter tous les navires qui ſont obligés de traverſer le golfe dangereux de la Floride. Ceux de la Jamaïque ne peuvent tenir une autre route, & ſont obligés de paſſer entre la Georgie & les îles de Bahama, dont la flotte d'Hopkins s'était emparée depuis peu. Ces îles ſont un archipel, où les gros vaiſſeaux de geerre ne peuvent aborder ; mais où les corſaires trouvent une retraite commode. Les Américains étant maîtres de ces îles &-des ports de la Georgie, devaient trouver des reſſources aſſurées dans le golfe de la Floride, & les richeſſes de la Jamaïque venaient d'elles-mêmes tomber en leur pouvoir.

CARTE DES DEUX CAROLINES et DE LA GÉORGIE.

Echelle.

Lieues d'une heure, de 20 au Degré.

5 10 15 20 30

Nord

VIRGINIE

CHEROKEES

Monts Apalaches

CAROLINE DU NORD

CAROLINE DU SUD

GEORGIE

CREEKS

APALACHES

FLORIDE

MER DU NORD

Occident

Orient

Midi

Dan R. Lower Saura T. Upper Saura Town Bethania Bethabara Salem Hilsborough Halifax Meherrin Ville Indienne Edenton Inlet de Currituck Détroit d'Albemarle Tuscaroraw V. Indienne Tarrburg Lac Grendrick L. Scuponing L. Mattamuske Bath Pamticoe R. F. Barnwell New Berne Détroit de Pamticoe C. Hatteras Portsmouth Beauford Dét. de Core C. Lookut Exeter Wilmington Brunswick F. Johnston Cap Fear Grosscreek Fort Dobbs Catawba R. Salisbury Yadkin R. Deep R. Haw R. Tar R. Nuse R. Black R. New River Charlottesburg Broad R. Catawba Nation Camden V. Indienne Grand Peadee R. Peadea ancienne Ville Indienne Kings Town Queensborough Black R. ou Wence George Town Baye Longue L. Bruncan C. Carteret ou Roman Santée R. Coopers R. Wando R. Dorchester Ashley R. S. Andre Charles Town F. et I. Sullivan I. James Amelia Congaree R. Orangeburg Four Hole Edisto ou Ponpon R. Ponpon Ashipoo Radnor Willtown Beaufort ou P. Royal Dét. de St. Helene I. St. Helene Hunting Is. ou Is. des Chasseurs Port Royal ou Dét. de Calabogée Purysburg Savannah Dét. de Savannah Dét. de Wassaw Hogohechee R. Dét. de Hosaba Dét. et I. St. Catherine I. Sapello F. Frederica Ninety Six Saluda R. F. Boon Vieux F. Congree ou S. John Saxe Gotha F. Charlotte Brandon Chikesaw Camp Fort Augusta New Windsor F. Moor New Savannah Ogechee New Gœttingen Bryar R. Savannah R. Cambahee R. F. Pallachocolas F. Mount Pleasant Old Ebenezer New Ebenezer Aberkorn F. Argyle Montgomery Kittowa Tannassee R. Naquassee F. Pce. George Keowee Tugeloo Tugeloo R. Cherokee ou Broad R. Coweta Oconee R. Oconee Hogohechee ou Montgomery Flint R. Ocmulgee R. Apalachicola R. Apalachicola Alatahama R. ou R. George Hiwassee R. Cherokee New River Reedy R.

envoyés pour ſe procurer des vivres, à prendre la fuite ; ils mirent le feu aux navires Anglais, & firent couler bas pluſieurs carcaſſes de vaiſſeaux pour fermer l'entrée de la rivière Savanah.

Les côtes de la Georgie ſont tellement ſituées, que ſes corſaires peuvent intercepter tous les navires qui ſont obligés de traverſer le golfe dangereux de la Floride. Ceux de la Jamaïque ne peuvent tenir une autre route, & ſont obligés de paſſer entre la Georgie & les îles de Bahama, dont la flotte d'Hopkins s'était emparée depuis peu. Ces îles ſont un archipel, où les gros vaiſſeaux de geerre ne peuvent aborder ; mais où les corſaires trouvent une retraite commode. Les Américains étant maîtres de ces îles & des ports de la Georgie, devaient trouver des reſſources aſſurées dans le golfe de la Floride, & les richeſſes de la Jamaïque venaient d'elles-mêmes tomber en leur pouvoir.

Débats du parlement ; embarquement des troupes.

LES débats augmentaient dans le parlement. On reprochait aux miniſtres le mépris qu'ils affectaient pour les Américains rebelles, & on leur faiſait un crime de ce qu'ils dédaignaient de traiter avec trois millions de ſujets, maîtres d'un pays immenſe, où la population s'accroît en peu de temps. Les Romains, leur diſait-on, ne ſe crurent pas avilis, pour avoir cédé ſur quelques points dans la première guerre ſociale ; Charles premier avait traité avec des rebelles ; & Louis XIV, lui-même, ce monarque ſi fier n'a-t-il pas écrit, de ſa propre main, à l'un de ſes ſujets alors en rebellion ? L'hiſtoire de tous les peuples atteſte la convenance & la néceſſité de traiter avec des rebelles qui ont quatre cents mille combattans & quarante mille matelots.

Ces clameurs n'étaient point écoutées, & les embarquemens ſe faiſaient malgré les difficultés de toute eſpèce, malgré les diſcuſſions élevées parmi les mercenaires étrangers, malgré le méconten-

tement des ſoldats nationaux. Pluſieurs de ces derniers, quoique déchus par leur engagement même, du privilège des citoyens Anglais, avaient conſervé quelques ſentimens d'oppoſition aux réſolutions de la cour. Ils avaient recours à diverſes ruſes pour éviter de s'embarquer. Les uns ſe faiſaient arrêter pour dettes, d'autres ſe faiſaient accuſer en juſtice, d'autres encore feignaient de vouloir inſulter les paſſans pour avoir occaſion de ſe battre & de mériter la priſon. Mais le miniſtère toujours actif, faiſait payer les dettes par le corps, démêlait la connivence des accuſateurs, & faiſait rendre les accuſés aux ſergens qui les réclamaient; enfin la cour ne négligeait aucuns moyens de porter le fer dans le ſein des malheureux pères de famille, que l'incendie, les ravages, le déſeſpoir avaient réduits à prendre les armes pour la défenſe de leurs femmes, de leurs enfans, & des moiſſons qui devaient les nourrir.

Plan de la campagne de 1776.

LE plan de la campagne était vaste & superbe. Le général Howe ayant évacué Boston, devait revenir de Halifax débarquer avec ses huit mille hommes dans le Jersey, pays fertile où l'armée devait trouver abondamment toutes sortes de subsistances. Aussi-tôt il devait être ordonné, de la part du Roi, au congrès de se séparer. Les vaisseaux devaient couper, après l'arrivée des troupes Allemandes, la communication de cette province avec la Pensilvanie, pendant qu'une partie des troupes envahiraient la Nouvelle-Yorck. Toutes les forces étant ainsi réunies, les deux frères Howe devaient publier une proclamation qui enjoindrait la soumission. William Howe était chargé, en cas de désobéissance, de subjuguer les provinces du milieu, avec une armée d'environ trente mille hommes, tandis que le général Burgoyne, commandant douze mille hommes, secondé par le général Carleton, à la tête de ses Canadiens, &

aidé des Sauvages; traverſant les lacs, parcourant tout l'intérieur de l'Amérique ſeptentrionale, ſaccageant tous les lieux où l'on n'implorerait par la clémence du Roi, pénétrerait par Albani, irait ſe réunir à l'armée des généraux Cornwallis & Clinton, compoſée de plus de dix mille hommes, & ſe porterait avec eux juſqu'à New-Yorck; ce qui opérerait enfin l'inveſtiſſement de toute l'Amérique ſeptentrionale. A l'égard des provinces du Midi, outre qu'elles devaient naturellement s'affaiblir par les renforts qu'elles feraient obligées d'envoyer à la grande armée des rebelles, les généraux Cornwallis & Clinton, ſoutenus par les heureuſes intelligences que le lord Dunmore & le gouverneur Martin avaient conſervées parmi les ſujets fidèles de la Grande-Bretagne, devaient aiſément les réduire; & c'était par où l'on devait commencer. C'eſt ainſi que les miniſtres de Londres eſpéraient triompher de la rebellion dans une ſeule année.

Objections contre ce plan.

NE vous arrêtez point à de vains raisonnemens. Jettez les yeux ſur la carte de l'Amérique ſeptentrionale, ſur ces côtes immenſes peuplées par des millions d'hommes libres & endurcis aux travaux, ſur ces grandes provinces ſéparées par des fleuves & des forêts. Regardez & tâchez d'appercevoir cinquante mille ſoldats diviſés en différentes troupes, & placés ſur quelques points de cette vaſte étendue; voyez à quelles erreurs a pu ſe laiſſer entraîner la nation jusqu'alors la plus éclairée de l'Europe, & n'écoutez que les faits.

Défaites des Royaliſtes ou Torris, dans la Caroline du Nord.

LE gouverneur Martin avait en effet entretenu des intelligences dans les deux Carolines. Ces provinces étaient diviſées en deux partis. Les royaliſtes, ſous la conduite du capitaine Mc-Donald, s'étaient armés contre les Inſurgens; &, à la fin de février, il s'était livré un combat entr'eux, au pont de la Veuve, dans la Caroline du nord. Mc-Donald avait raſſemblé trois mille hommes; les Inſur-

gens n'étaient que douze cents, commandés par le colonel Caſwel, cependant les royaliſtes furent battus; les Inſurgens leur tuèrent deux capitaines & environ quarante autres officiers; ils s'emparèrent de toutes les munitions & de quinze mille livres ſterling, qui formaient leur caiſſe militaire. Ils avaient fait huit cents cinquante priſonniers; mais des hommes armés pour la liberté ne tardent pas à gémir des entraves qu'ils apportent à celle d'autrui; ils les relâchèrent après les avoir déſarmés. Ils retinrent ſeulement trois officiers pour leur ſervir d'ôtages, & les garantir des entrepriſes de ceux qui pourraient ſe laiſſer ſéduire par les commiſſions d'officier, que le gouverneur Martin diſtribuait libéralement à Brunſwick.

Grand abus des gouvernemens modernes.

DANS quelques états Européens, les uſages, plus forts que les loix, ont prévalu ſur la raiſon. Il eſt un de ces uſages que des perturbateurs inſenſés diſent être eſſentiel à la conſtitution. Selon eux,

tout homme pourvu d'une commiſſion d'officier dans les troupes, peut s'arroger au milieu de la paix une prééminence ſur les autres claſſes de citoyens, & prétendre même à l'indépendance des mœurs & des devoirs de la ſociété civile ; comme ils en ignorent les règles, ſouvent ils s'en font un titre pour les mépriſer ; ils n'en connaiſſent point, diſent-ils, d'autres que l'honneur. L'honneur, ce nom abuſif & ſacré, qui devrait ſignifier la perfection de la vertu ! celui qu'ils invoquent ne proſcrit ni la violence, ni les dettes, ni l'adultère, mais il efface, il répare tout, & juſqu'au crime même. Ses moyens ſont les combats & les meurtres ! Son nom ſeul inſpire la crainte à l'habitant des champs, au citadin paiſible. Cet uſage digne des Goths & des autres Barbares qui l'ont tranſmis juſqu'à notre ſiècle, cet uſage toujours inconnu dans Londres, où l'égalité républicaine fait la proſpérité commune, a été tranſporté de pluſieurs cantons de l'Europe, dans quelques contrées de l'Amérique. Pre-

nant des forces dans le trajet, il a répandu ſur ces rivages des générations innombrables de vexations & d'abus. On s'eſt cru intéreſſé à multiplier les diſtinctions entre des ſujets dont tous les droits ſont égaux, pour les armer plus aiſément les uns contre les autres. On n'a été retenu ni par la crainte d'étouffer les progrès de la culture, du commerce & de la population, ni par les réclamations des magiſtrats, des peres & des époux qui revendiquaient leur autorité ſalutaire; des orphelins qui redemandaient leur patrimoine; de tous les hommes ſages qui s'élevaient en faveur de la liberté, de la ſûreté perſonnelle, & s'oppoſaient à l'invaſion de leurs droits. Inſtruits par cet exemple, les gouverneurs détrônés dans l'Amérique ſeptentrionale, eſpéraient qu'un grand nombre d'Anglo-Américains corrompus par le commerce des Colonies voiſines, & ſéduits par l'offre d'une ſupériorité ſans limites ſur leurs compatriotes, leur prêteraient des armes pour rentrer dans l'exercice de

leur pouvoir ; ils répandaient avec profusion les titres, les vains honneurs & tous les priviléges qu'inventa la tyrannie pour tromper la bassesse. Il en existe partout des hommes vils par instinct & par habitude ! On les voyait accourir sous la tente de Martin, sur le tillac de Dunmore, & sceller de leur nom le mépris dont ils voulaient se couvrir. Etait-ce avec de tels guerriers que la cour de Saint-James pouvait se flatter d'écarter les vengeurs de la liberté publique ? Leur nombre, loin d'assurer leurs efforts, garantissait leur défaite ; de même que la force s'exhalte par la réunion des hommes courageux, la faiblesse des hommes lâches augmente à proportion de leur nombre.

IV. Projet d'invasion dans la Caroline méridionale & d'attaque contre Charles-town.

MALGRÉ les avantages remportés par les Insurgens, le ministère croyait les circonstances favorables pour tenter une invasion dans les deux Carolines. On avait armé contre ces provinces, une flotte sous les ordres du chevalier Parker, mais elle

partit trop tard ; elle fut difperfée par une tempête, & il fut obligé de fe réfugier pour quelques jours à l'île d'Antigua. Les Infurgens profitaient de ce retard pour fe mettre en état de réfifter. Le lord Germaine avait réfolu l'attaque de Charles-town, cette grande entreprife l'avait occupé tout l'hiver ; cependant elle ne réuniffait pas tous les fuffrages dans le cabinet. Le lord Sandwich s'en était même expliqué avec affez de liberté dans le parlement. Les gouverneurs, Martin & Campbell, & le général Clinton, en avaient tracé le plan, & les préparatifs avaient duré plus de cinq mois en Angleterre. Le fuccès de cette expédition était d'autant plus important, que la Caroline méridionale était, de toutes les provinces confédérées, la plus hardie, celle qui defirait le plus de fecouer le joug de la Grande-Bretagne, & celle qui avait le plus de moyens d'achever ce grand deffein, à caufe de la richeffe de fes productions. Les troupes n'y manquaient ni d'armes ni d'habits. Charles Lée, & quatre bri-

gadiers généraux, les commandaient ; la plus grande union régnait dans les délibérations publiques.

La Caroline méridionale eft de toutes les provinces confédérées la première à fecouer le joug du gouvernement britannique. Nouvelles loix de cette province.

LES délégués des différens cantons, s'étaient raffemblés dès le 1.er novembre 1775, pour convenir d'une nouvelle forme de gouvernement, & leur travail était complet le 26 mars fuivant. Il commençait par une expofition rapide & fidèle des griefs des Colonies contre la mère patrie ; ils y trouvaient autant de motifs pour fe donner une nouvelle adminiftration ; mais celui fur lequel ils infiftaient avec raifon, c'était la retraite du gouverneur de la province, le lord Willam Campbell, qui avait emmené avec lui les officiers ordinaires, & diffous l'affemblée générale, emporté les fceaux & les inftructions ; ce qui détruifait les liens du gouvernement, & donnait un libre accès à l'anarchie, à la confufion & aux plus grands fléaux que puiffe redouter un peuple. Les tribunaux étant fermés, & les juges n'exerçant plus leurs

leurs fonctions respectives, il devenait nécessaire de choisir, d'un commun accord, les moyens propres à règler la police intérieure de la province. L'assemblée de convention avait en conséquence, fixé sa durée jusqu'au vingt-un octobre 1776. Tel était le gouvernement qu'elle avait adopté, & qui s'est conservé depuis dans cette province.

L'assemblée nomme au scrutin, un conseil législatif composé de vingt-trois membres tirés de son propre corps ; elle choisit entre tous les habitans, un président qui commande en chef l'état, & un vice-président. On ne peut être, à la fois, membre du conseil législatif, ou de l'assemblée générale, & président ou vice-président ; mais il y a un conseil privé composé de sept membres, & dont le vice-président est le chef. Trois des membres de ce conseil sont choisis par l'assemblée générale, & trois autres par le conseil législatif. Aucun officier militaire ne peut avoir part à cette élection.

Les cas où le président est tenu de

prendre l'avis du conſeil privé, ſont fixés. Par exemple, lorſqu'il s'agit de nommer par *interim* à des emplois vacans.

L'autorité légiſlative réſide dans le préſident, dans l'aſſemblée générale, & dans le conſeil légiſlatif. Les ſubſides ſont règlés par l'aſſemblée générale; le conſeil légiſlatif ne peut changer ni modifier ſes actes, mais il peut les rejetter. Tout bill, ſoit du conſeil légiſlatif, ſoit de l'aſſemblée générale, autre que pour les ſubſides, peut être changé, modifié, ou rejetté par l'un ou par l'autre. Les bills ayant paſſé à l'aſſemblée générale & au conſeil légiſlatif, le préſident peut encore les rejetter; mais quand il les a approuvés, ils ſont loi.

Le conſeil légiſlatif n'a pas le pouvoir d'expulſer ſes membres; l'aſſemblée générale & le conſeil légiſlatif, s'ajournent reſpectivement; le préſident n'a le pouvoir ni de les ajourner ni de les diſſoudre; mais il peut les convoquer, s'il eſt néceſſaire, avant le temps pour lequel ils ſe ſont ajournés. On peut être, en

même-temps, membre de l'aſſemblée générale ou du conſeil légiſlatif, & exercer un emploi militaire; mais on en eſt exclus lorſque l'on accepte une place lucrative. Les membres de l'aſſemblée générale doivent être élus tous les deux ans, le premier lundi du mois d'octobre, & jours conſécutifs, pour entrer en fonctions le premier lundi du mois de décembre ſuivant. Chaque diſtrict a droit d'envoyer à l'aſſemblée, un nombre de députés proportionné à ſon étendue, & fixé par la conſtitution, de manière que l'aſſemblée générale eſt compoſée, en tout, de deux cents membres; mais quarante-neuf ſeulement ſuffiſent pour traiter des affaires, lorſque les autres ſont abſens.

Le préſident & le vice-préſident, ſont changés tous les deux ans. Les délégués de la province, au congrès général, ſont choiſis au ſcrutin dans l'aſſemblée générale, conjointement avec le corps légiſlatif.

Le vice-préſident & le conſeil privé, exercent la juſtice ſuprême. Il y a un

juge ordinaire & une amirauté. Les jurés sont convoqués dans l'ancienne forme. Il y a des juges de paix nommés dans l'assemblée générale ; hors de leurs fonctions, ils n'ont point de privilèges, & la durée de leur commission dépend de la volonté du président. Les juges ordinaires sont sujets *à être destitués par le président qui peut les conserver tant qu'ils se comportent bien ;* ils peuvent encore être destitués sur la demande de l'assemblée générale. Il en est de même de tous les officiers comptables ; tous les officiers militaires sont élus dans l'assemblée générale, mais reçoivent leur commission du président. Le président nomme aux emplois vacans, en prenant le consentement du conseil privé ; mais par *interim*, & en attendant que l'assemblée générale procède à une nouvelle élection. Il nomme définitivement à tous les emplois imprévus, & qui ne sont point désignés par la loi, lorsque c'est l'avis du conseil privé, & que ce conseil donne son consentement.

Il ne peut faire la guerre ou la paix, ni conclure aucun traité, ſans le conſentement de l'aſſemblée générale & du conſeil légiſlatif.

Proclamation des nouvelles loix; & des commiſſions de John Rutlege, *préſident*, & de Heuri Laurens, vice-préſident.

CES loix, tout-à-la-fois ſimples & ſages, furent publiées à haute voix & avec la plus grande ſolemnité, à Charles-town, le 28 mars. Douze cents hommes étaient ſous les armes depuis la bourſe juſqu'à la maiſon-de-ville, où l'on proclama enſuite les commiſſions de John Rutlege, préſident, & de Henri Laurens, vice-préſident de la province. L'air retentiſſait des cris de joie de la multitude, qui furent accompagnés de la décharge des batteries, & du canon des vaiſſeaux de la rade.

Adreſſe du conſeil légiſlatif à John Rutlege.

LE conſeil envoya, peu de jours après, à John Rutlege, une adreſſe éloquente, où il lui rappellait les différens objets de la confiance qui lui était accordée par les peuples. « Rien ne vous eſt mieux connu, lui diſaient-ils, que la néceſſité

qui a forcé les repréſentans du peuple à reprendre entre leurs mains l'autorité, à règler l'adminiſtration intérieure de cette province, & à vous revêtir, pour un temps limité, de la puiſſance exécutrice. Nous ne doutons point que ces démarches ne ſoient interprêtées comme des actes criminels par un deſpotiſme, qui, ayant perdu tout ſentiment de juſtice & d'humanité, nous a déclarés coupables de rebellion. Lorſque nous réfléchiſſons aux oppreſſions ſans nombre que nous avons endurées depuis long-temps, ſans les avoir provoquées, & à la guerre ouverte que l'on nous fait au mépris de nos droits, nous ne pouvons réſiſter au deſir de faire tout ce qui dépendra de nous pour les conſerver, & nous regardons votre élévation comme le réſultat naturel de tant d'outrages. Vous avez été choiſi, Monſieur, par les ſuffrages d'un peuple libre, pour tenir les rênes du gouvernement, évènement auſſi honorable pour vous, qu'utile au public. Nous ſommes dans la ferme

confiance que notre conſtitution ſera la principale règle de votre conduite; & nous vous jurons, que dans l'exercice de nos droits ſous cette conſtitution, nous ſacrifierons nos vies & nos biens pour vous ſoutenir ».

Ils aſſuraient cependant que leur vœu était un accommodement avec la Grande-Bretagne; mais tout ce que l'on peut induire de cette aſſurance, c'eſt qu'ils n'oſaient encore ſe déclarer eux-mêmes indépendans, quoiqu'ils le fuſſent de fait. Ils attendaient, à cet égard, la déclaration du congrès général. Il m'a paru néceſſaire de rapporter, avec quelque détail, ces premiers actes de légiſlation, parce que c'eſt le premier pas que les peuples de ces contrées aient fait ouvertement vers l'affranchiſſement général, & qu'il eſt intéreſſant de calculer à quel degré les eſprits étaient agités entre la crainte de l'eſclavage & leurs anciennes liaiſons avec l'Angleterre. On le découvrira parfaitement dans la ré-

ponſe de Rutlege, à l'adreſſe dont je viens de donner l'extrait.

Réponſe du préſident.

« Je reçois avec la reconnaiſſance la » plus vive, la promeſſe que vous me » faites, de m'appuyer dans l'exercice » des devoirs du poſte honorable auquel » vous avez eu la bonté de m'élire. Soyez » perſuadé que perſonne n'embraſſerait » avec plus de plaiſir que moi, l'occa- » ſion de faciliter un accommodement » juſte & équitable avec la Grande- » Bretagne; mais juſqu'à ce que ce vœu » ſi légitime s'accompliſſe, l'unique ob- » jet de mes ſoins ſera la défenſe de ma » patrie, & le maintien de la conſtitu- » tion que vous avez formée, par une » connaiſſance parfaite des droits du » peuple, & une ſage attention à ſon » bonheur ».

V.
Arrivée de l'eſcadre de Peter Parker.

TELLE était la ſituation de la Caroline, dans le temps où les miniſtres de Londres méditaient la priſe de Charles-

town. Si le chevalier Parker ſe fut préſenté au mois d'avril devant l'île Sullivan, il aurait rencontré peu de réſiſtance; mais il ne paraiſſait point. Enfin, après deux mois & demi de navigation, il vint mouiller le 2 mai au cap Fear, où le général Clinton l'attendait avec impatience. Il avait à ſoutenir contre des partis Américains, une petite guerre qui l'affaibliſſait tous les jours. Cependant les troupes de renfort que lui apportait la flotte, étaient ſi fatiguées de la mer, qu'il fallut leur donner le temps de ſe rétablir. Il n'avait qu'environ trois mille cinq cents hommes en état de ſervir. L'eſcadre qui devait réunir ſes efforts à ceux qu'il ferait par terre, était compoſée de deux vaiſſeaux de cinquante canons, de ſix frégates, d'une galiote à bombes, & pluſieurs bâtimens armés.

La flotte eſt arrêtée pluſieurs jours ſur la barre de Charles-town.

A L'EMBOUCHURE des fleuves Cooper & Aſley, il y a une barre que les vaiſſeaux, & même les grandes frégates, ne peuvent ſurmonter que dans la haute

marée. Avant de partir du cap Fear, le commodore Parker envoya une frégate & un bâtiment armé pour ſonder la barre. A leur arrivée, ils apperçurent un grand vaiſſeau qui attendait le flot pour paſſer cette barre, un petit ſenaut armé en guerre l'accompagnait; la frégate le prit pour un vaiſſeau des îles Anglaiſes, richement chargé, qu'un corſaire Américain conduiſait à Charles-town; mais c'était un vaiſſeau chargé d'armes & de poudre à canon. Craignant d'être pris par la frégate, il s'échoua, & l'équipage ſe ſauva après y avoir mis le feu. La frégate Anglaiſe n'eut que le temps de voir les flammes s'élever; l'exploſion fut ſi grande, qu'il diſparut en un moment, jettant au loin ſes débris, & répandant une lumière ſemblable à celle du ſoleil qui ſe couche.

La difficulté qui avait empêché que le corſaire ne put ſauver ſa priſe, en la faiſant paſſer ſur la barre, était un avis important pour l'eſcadre. Elle appareilla du cap Fear le premier Juin. Le préſi-

dent John Rutlege avait été averti qu'il y avait une flotte de cinquante voiles, à six lieues au nord de l'île Sulivan. Il fit faire les signaux convenus pour faire venir & rassembler les milices des environs, & fut visiter les fortifications avec les principaux officiers. Il arriva le 4 Juin, un courrier du général Lée, par lequel il annonçait que les ennemis avaient quitté les côtes de la Caroline septentrionale, & qu'il viendrait secourir, au plutôt, Charles-town avec les troupes continentales. Il arriva, en effet, le 6 Juin: douze mille hommes se trouvèrent réunis sous ses ordres, & la ville se prépara à la plus vigoureuse résistance.

Proclamation du chevalier Clinton.

LE lendemain, le général Clinton envoya, par un parlementaire, une proclamation, pour annoncer aux Caroliniens, qu'il venait les punir au nom de Georges III, & par laquelle il les exhortait à rentrer dans l'obéissance, pour éviter une partie du châtiment, & prévenir les malheurs dont ils allaient être accablés.

Il ordonnait à la convention provinciale & au comité de ſûreté, de ſe déſunir, & à tous les habitans, de ſe conformer à ſa proclamation, à peine d'en répondre à leurs riſques & périls.

Débarquement de ſon armée.

L'ESCADRE avait jetté l'ancre devant la barre, le 4 juin; on fut obligé de ſortir les canons du Briſtol, & de l'allégir de toutes les manières, pour qu'il tirât moins d'eau. Malgré ces précautions, les vaiſſeaux employèrent pluſieurs jours à paſſer la barre, & le Briſtol toucha juſqu'à cinq fois. Étant enfin parvenus à deux milles des forts, le chevalier Clinton, & ſon armée, débarquèrent le 9 juin, ſur un petit îlot qui n'eſt ſéparé du fort Johnſton, que par un gué, que ce général croyait facile à traverſer. Il fut informé le 11, que les vaiſſeaux étaient prêts à agir, & les deux chefs ſachant que la forteresſe élevée par les Américains, dans l'île Sullivan, n'était point achevée, avaient réſolu de l'attaquer & de s'en emparer.

Allarmes dans Charles-town.

LES habitans de Charles-town se voyant assiégés par terre & par mer, firent sortir de la ville tout ce qui n'était pas en état de porter les armes; on ne voyait de tous côtés que des vieillards courbés, des femmes tremblantes, & des enfans en pleurs, qui s'éloignaient du tumulte, & abandonnaient leurs maisons. Les citoyens opulens ne pouvaient trouver de lieu où mettre à l'abri le fruit de leurs travaux. C'était de toutes parts des bruits confus de gens qui se pressaient en foule les uns sur les autres, qui ne pouvaient s'entendre, & prenaient, dans le trouble, leurs compagnons pour des gens à craindre, & des inconnus pour leurs amis; ils se poussaient vers des chemins opposés & sans savoir où porter leurs pas.

Préparatifs de résistance.

L'ISLE de Sullivan, est à l'entrée de la rivière d'Asley, sur laquelle la ville de Charles-town est située; elle en est éloignée d'environ deux lieues, & en

défend l'accès. Les Américains avaient placés dix-neuf pièces de canon, de gros calibre, dans la forteresse principale qu'ils y avaient construite. Une carcasse de vaisseau qu'ils avaient coulée auprès de l'isthme, à l'*est* de la forteresse, & chargée d'artillerie, était destinée à retarder les assaillans, qui avaient en outre à combattre un petit fort, établi sur la péninsule qui forme l'extrémité occidentale de l'isthme de Sullivan. Le chevalier Parker avait sur son escadre près de trois cents pièces de canon ; on avait tiré des vaisseaux de transport un grand nombre de volontaires pour renforcer les équipages ; tout paraissait en bon ordre ; mais l'escadre & l'armée manquaient absolument d'eau & de provisions, & un parti considérable que l'on avait envoyé pour faire de l'eau, déserta, ou fut taillé en pièces ; on n'en eut point de nouvelles.

Attaque de l'île Sullivan & ordre de l'attaque.

LE 23 juin fut le jour choisi pour l'attaque combinée ; elle fut retardée

par les vents contraires; elle n'eut lieu que le 28. Le dessein était de débarquer en même temps toutes les troupes réglées à l'extrémité de l'île & d'investir le fort tant par terre que par mer. Les deux vaisseaux de cinquante canons, & deux frégates de vingt-huit, commencètent à tirer sur le fort; une bombarde & un vaisseau battaient en ruine le bastion de l'*est*, tandis que trois frégates de force devaient se fixer à la pointe occidentale de l'île, pour empêcher les brûlots, ou autres bâtimens armés par les Américains, de se porter sur les vaisseaux qui combattaient; elles étaient aussi destinées à couper la retraite aux assiégés, s'ils étaient obligés d'évacuer le fort, & de chercher à s'embarquer.

Clinton s'égare, l'escadre attaque seule & est repoussée.

CES dispositions auraient peut-être été fatales aux Caroliniens, si, lorsque l'étendart de la liberté flotte une fois au-dessus des murailles, tout ne conspirait pas contre les dominateurs qui veulent le renverser. Les trois frégates

échouèrent ſur la pointe de l'île, faute d'un pilote habile. La frégate l'*Actéon* ne put ſe dégager, & les Anglais ſe virent obligés de la brûler. Les deux autres ſe relevèrent. La frégate commença l'attaque, tandis que les vaiſſeaux s'avançaient pour tirer ſur la batterie. Les Américains laiſsèrent ces vaiſſeaux manœuvrer & ſe poſter, avant de tirer un ſeul coup de canon. Ils dirigèrent leur principal feu contre le Briſtol & l'Expériment. La galiotte continua de lancer des bombes juſqu'à ce que les plates-formes fuſſent aſſez endommagées pour la mettre hors de ſervice. Il ne tomba cependant ſur le fort que très-peu de bombes, & celles qu'on jetta ſur les retranchemens ne bleſsèrent qu'un ſeul homme. L'eſcadre ne put être ſecondée du côté de la terre : en vain Parker répéta les ſignaux ; privé du concours de l'armée, il prit alors le parti de faire attaquer les retranchemens par les ſoldats de marine qui étaient ſur ſon eſcadre, & qui furent repouſſés

repoussés trois fois avec une perte considérable. En conséquence, il ne fut pas possible d'interrompre la communication entre le fort & le continent; des corps placés de distance en distance, entretenaient cette communication par un pont de bateaux; à mesure qu'une partie de la garnison était fatiguée du combat, elle était remplacée par de nouveaux guerriers qui arrivaient de Charles-town. Tout-à-coup les assiégés suspendirent leur feu; pour faire croire sans doute que la garnison ne pouvait plus se défendre, & engager les assaillans à hâter leur descente; mais au bout d'une demi-heure, le feu recommença plus vivement qu'il n'avait fait encore, & fit un ravage terrible. L'embossure du Bristol fut coupée, & sa batterie labourant le pont, la plus grande partie de l'équipage en fut écrasée. En vain l'escadre parvint à démonter la plupart des canons du fort, la garnison continua de se servir de ceux qui lui restaient, & le combat ayant duré depuis

onze heures jufqu'à la nuit, les vaiffeaux qui manquaient de munitions, & étaient entièrement défemparés, regagnèrent le mouillage. Le combat s'était foutenu neuf heures. Pendant ce temps-là, Clinton qui avait débarqué fes troupes dans une plaine qu'on lui avait dit communiquer avec l'île Sullivan par un gué peu profond, trouva, au contraire, fept pieds d'eau qu'il ne put traverfer faute de préparatifs. Ainfi le fort des Anglais, dans cette partie du continent, était d'être trompés par les pilotes & par les guides, ou plutôt de s'engager fans réflexion dans des pays inconnus, pour contenter les miniftres de Londres, qui, fans s'embarraffer des moyens, voulaient toujours que l'on combattît, & que l'on attaquât à la fois toutes les provinces. Ils flattaient le parlement en difant, qu'il ne fallait qu'être Anglais & fe préfenter, pour triompher de l'Amérique entière. Cependant, à en juger par les forces de l'efcadre, & la manière dont elles avaient été repouffées,

les habitans de la Caroline avait fait une défenſe habile & vigoureuſe.

Le général Clinton aurait dû ſe concerter mieux avec le chevalier Parker; & ſi, au lieu de s'en rapporter à des informations vagues, il avait obſervé par lui-même le paſſage qu'on lui avait indiqué, il aurait reconnu qu'il était guéable à la baſſe marée. Quoi qu'il en ſoit, s'il avait pu parvenir à l'île Sullivan, l'affaire eût été plus ſanglante, mais non pas plus heureuſe pour le parti du Roi. Il aurait eu à forcer dans l'île même, un camp & de fortes redoutes d'où l'on rafraîchiſſait ſans ceſſe la garniſon du fort, que Charles Lée commandait en perſonne. Comme il n'y avait pas de chaloupes pour débarquer plus de ſept cents hommes à la fois, le premier débarquement aurait été compoſé des grenadiers & de l'infanterie légère, & ces troupes d'élite auraient été taillées en pièces avant de pouvoir être renforcées.

VI.

La garnison pend un espion pendant le combat. Perte de l'escadre en morts & & blessés.

LES Insurgens voulant montrer qu'ils craignaient peu les vengeances de l'Angleterre, & qu'ils savaient découvrir les traîtres que la cour soudoyait au milieu d'eux, en pendirent un sur le fort, à la vue de la flotte, & dans la chaleur du combat. Leurs batteries avaient été servies avec tant de vigueur, & si régulièrement, que le vaisseau le Bristol, où était le chevalier Parker, eut deux de ses mâts emportés ; que deux fois les boulets rouges y mirent le feu, & qu'il était percé jusqu'à l'eau dans toute sa longueur ; les autres vaisseaux furent entièrement dégreés, les pavillons emportés, les bordages percés de plusieurs boulets. On compta dans ce combat plus de cent cinquante hommes tués à bord des vaisseaux, dont quinze officiers, & deux cents blessés. Scott, capitaine de l'Expériment, eut le bras droit emporté : le gouverneur Campbell était à bord du Bristol, & fut blessé

légèrement au côté gauche, en commandant une des batteries. Du côté des Inſurgens il n'y eut que trente-ſix hommes tant tués que bleſſés.

L'ESCADRE était compoſée de l'élite des officiers de la marine Anglaiſe. Parmi les morts, nous devons des éloges à un brave homme, victime de la fidélité qu'il gardait à ſon Souverain, le capitaine Morris, commandant le Briſtol ſous le chevalier Parker *. Il avait été dangereuſement bleſſé d'un coup de mouſquet au commencement du combat, & un boulet-ramé lui avait caſſé les deux os de l'avant-bras; on le deſcendit au poſte des chirurgiens,

Mort courageuſe du capitaine Morris, commandant du vaiſſeau le Briſtol.

*-Dans la marine Anglaiſe, comme dans la marine Françaiſe, l'amiral ou chef d'eſcadre ne s'occupe que des mouvemens généraux de ſon eſcadre; il y a ſur le vaiſſeau où il eſt embarqué, un capitaine qui commande la manœuvre particulière du vaiſſeau, & eſt chargé de tous les détails qui détourneraient le général de ſon principal objet, qui eſt le commandement de toute la flotte.

où il consentit à l'amputation, qui lui fut faite sur le champ au-dessus du coude. Au milieu de ce supplice héroïque, un boulet rouge qui avait percé les bordages, tua à ses côtés deux chirurgiens & blessa l'écrivain. Morris qui perdait tout son sang, rappelle son courage, il veut être porté sur le tillac; il y reprend le commandement. Tout est à l'entour rempli d'une fureur religieuse : on l'aurait pris pour le Dieu de la guerre; non tel qu'on le représente dans les camps, à la tête de nos brillans escadrons, mais tel que l'enfer le vomit sur la terre pour le malheur de l'humanité. Sa présence semble doubler les forces de l'équipage. Il commande : chaque matelot, chaque soldat obéit en héros. Il soutient encore longtemps le combat; mais un coup fatal le renverse : il tombe ; il va mourir : un officier lui demande s'il n'a rien à faire dire à sa famille : *Non*, répond-il en fermant la paupière, *je la remets à la merci de Dieu & de mon pays.*

Quels regrets n'éprouvera pas l'Angleterre d'avoir perdu de ſemblables hommes dans une guerre auſſi déplorable ? Celui-là, ſans doute, était digne de combattre les Français, de les vaincre, peut-être. Mais ceux qui lui reſſemblent ſont-ils donc faciles à trouver ? & le ſort, complice des miniſtres Anglais, a-t-il raſſemblé ſous leur ſceptre une multitude de ces hommes dont la nature eſt avare, & dont les ſiècles n'offrent qu'un petit nombre ? Quand même on pourrait ſuppoſer un ſemblable prodige, ils ne ſe multiplieraient jamais autant que les courtiſans de George ont inventé de moyens de les détruire, ſans aucune utilité pour leur pays.

Bravoure extraordinaire de Jaſper. Activité ſurprenante du général Lée.

IL y eut auſſi des actions d'une grande bravoure de la part des Américains ; le pavillon du fort Sullivan ayant été emporté au commencement de l'attaque, un Carolinien nommé Jaſper, ſauta auſſi-tôt par une des embraſures, à plus de vingt pieds ſur la

grève, ramassa le drapeau, remonta le tenant à la main, l'attacha à un manche d'escouvillon, & le remit à sa place, malgré les boulets qui roulaient de tontes parts. Il est dû de grands éloges à Charles Lée, pour cette activité qui est une de ses qualités distinctives. Il avait combattu Clinton à New-Yorck le jour même de l'arrivée de ce général Anglais ; il l'avait trouvé à la rade d'*Hampton* quand il était entré dans la Virginie, & Clinton qui avait abandonné le cap Fear à l'arrivée du général Américain dans la Caroline septentrionale, le retrouvait encore à l'île Sullivan.

Avec de pareils officiers généraux, les Rois n'auraient pas besoin d'entretenir de si grandes armées. Leur vigilance multiplierait les opérations, & l'ennemi les trouverait en quelque lieu qu'il voulût attaquer : Lée avait couvert & défendu trois cents trente lieues de pays, contre un ennemi qui, maître de la mer, pouvait choisir sur toute la

côte, le lieu où il voulait débarquer, & n'avait à traverſer ni bois, ni marais, ni déſerts.

Le vaiſſeau le *Roebuck* & deux frégates, ſont chaſſés de la rivière Chriſtiana.

DANS le temps que Parker abandonnait les rives de l'Aſley, le *Roebuck*, de quarante canons, la frégate le *Liverpool*, & le ſenau du Roi le *Waſp*, qui étaient entrés dans la rivière Chriſtiana, regagnaient la haute mer après avoir été combattus, le 8 juin, par les treize chaloupes armées à Fort-Iſland; le vaiſſeau avait été obligé de s'échouer pendant le combat, qui n'avait ceſſé qu'avec le jour. Il ne put ſe relever qu'à la faveur de la nuit. Les chaloupes recommencèrent leur attaque le lendemain avec tant d'adreſſe & de vigueur, que les vaiſſeaux Anglais furent contraints de redeſcendre la rivière, & qu'il fallut pluſieurs jours pour les réparer.

VII. Arrivée du lord Howe.

LE lord Howe, vicomte d'Irlande, nommé commandant en chef des forces

navales employées dans l'Amérique, avait ſupplié George III, en prenant congé de lui, de ne point le rappeller en Angleterre que les troubles de l'Amérique ne fuſſent pacifiés. Cet amiral & ſon frère, étaient revêtus de pleins pouvoirs pour frapper ou pardonner; mais les hommes ſages n'eſpéraient rien de ces titres de conciliateurs, joints à ceux de vengeurs, & les Américains s'indignaient de la barbarie avec laquelle la cour ſe jouait de leur vie, & les égorgeait en leur parlant de paix. Le premier ſoin du lord Howe, en arrivant ſur les côtes de Maſſachuſet, fut d'adreſſer à Dunmore, Tryon, Martin & autres ex-gouverneurs des provinces confédérées, une lettre circulaire pour les prévenir de ſon arrivée. Il écrivit auſſi au docteur Francklin, qui avait ſu gagner la confiance des deux partis. Il fondait de grandes eſpérances ſur la médiation de cet homme célèbre; mais la réponſe du docteur les renverſa pour toujours.

Ce lord fit publier le 20 juin une proclamation, par laquelle il annonçait les pouvoirs donnés à lui & à ſon frère, pour accorder enſemble ou ſéparément, le pardon du Roi aux colonies rebelles, au moyen *de leur répentir & de leur ſoumiſſion indéfinie.* Il invitait les principaux colons à concourir avec lui aux meſures quelconques qui pourraient être priſes pour rétablir le gouvernement conformément aux intentions favorables de Sa Majeſté. Cette proclamation était inutile ; c'était augmenter le courroux des peuples que de leur parler encore de repentir & de ſoumiſſion indéfinie ; toutes les aſſemblées avaient ſuffiſamment déclaré leurs intentions : elles n'avaient déſormais qu'un même but & qu'un même vœu ; l'indépendance.

Proclamation qu'il fit publier.

Le congrès général crut devoir ſaiſir le moment où les armées de l'Angleterre étaient prêtes à débarquer ſur les rivages Américains, pour annoncer aux peuples qui lui avaient donné leur confiance,

Le congrès déclare les treize colonies confédérées, états libres & indépendans, le 4 juillet 1776.

qu'il voulait assurer leurs droits & donner aux plus faibles d'entr'eux, une sauve-garde contre le découragement & les revers, en déclarant les colonies confédérées, états libres & indépendans. Il avait déjà, par un arrêté du 15 mai, recommandé aux différentes provinces d'établir de nouvelles formes de gouvernement; & le même jour la convention du Maryland avait fait une déclaration pour dispenser de serment au Roi, ceux qui rempliraient quelques emplois; la Caroline méridionale s'était donnée des loix, & la colonie de Rhod'-Island, révoquant les actes de Souveraineté, avait ordonné que dans toutes les commissions d'emplois, tant civils que militaires, & dans les actes juridiques, le nom du Roi serait supprimé, mais qu'on les intitulerait au nom du gouverneur & de l'assemblée de la colonie. Enfin, l'acte d'indépendance fut proclamé solemnellement par le congrès, le 4 juillet 1776, dans l'hôtel-de-ville de Philadelphie.

DÉCLARATION des Réprésentans des treize provinces unies de l'Amérique, assemblés en congrès général.

VIII. Déclaration d'indépendance.

« LORSQUE le cours des évènemens » humains amène l'instant où il devient » nécessaire à un peuple de briser les » liens politiques qui l'unissaient à un » autre peuple, & de prendre parmi » les puissances de la terre le rang égal » & séparé, que les loix de la nature » lui ont assigné ; le respect que l'on » doit à l'opinion des hommes, exige » que ce peuple fasse connaître les » causes qui le forcent à cette sépa- » ration.

» Ce sont des vérités évidentes : que » tous les hommes ont été créés égaux ; » qu'ils ont reçu du Créateur des droits » inaliénables, tels que la vie, la li- » berté, & la recherche du bonheur. » Que les gouvernemens ont été établis » pour défendre ces mêmes droits, & » qu'ils ne tiennent leur autorité que du » consentement des peuples gouvernés.

» Que toutes les fois que la forme du
» gouvernement tend à détruire ces
» premiers droits, les peuples rentrent
» dans celui de la changer ou de l'a-
» bolir, pour en instituer une nouvelle,
» dont la base pose sur les principes
» les plus propres à établir solidement
» leur sûreté & leur bonheur.

» Sans doute la prudence humaine
» ne veut pas que l'on change pour
» des causes frivoles ou passagères, un
» gouvernement depuis long-temps
» établi. C'est par cette raison que
» les hommes sont plus portés à souffrir,
» tant que leurs maux sont supportables,
» qu'à s'armer de la force pour se res-
» saisir de l'autorité, & supprimer une
» forme de gouvernement à laquelle ils
» étaient accoutumés.

» Mais lorsqu'une longue suite d'abus
» extrêmes & d'usurpations criantes,
» invariablement dirigées vers le même
» but, met en évidence le projet cou-
» pable d'asservir des sujets libres sous
» un despotisme absolu, leur droit

» imprescriptibe, & leur plus pressant
» devoir, est de se soustraire au joug
» d'un pareil gouvernement, & de
» choisir de nouveaux gardiens qui
» soient garans de leur sûreté future.

» Tels ont été les maux que ces
» colonies ont soufferts long-temps avec
» patience, & telle est la nécessité qui
» les oblige de changer la première
» forme de leur gouvernement.

» L'histoire du Roi actuel de la
» Grande-Bretagne, n'offrira qu'un
» tissu d'outrages & d'usurpations ré-
» pétées, qui toutes ont eu pour objet
» l'établissement d'une tyrannie absolue
» sur les états de l'Amérique. Pour en
» convaincre tout homme impartial,
» il suffit de citer les faits suivans.

» Il a refusé son consentement aux
» loix les plus salutaires, & les plus
» nécessaires au bien public.

» Il a défendu à ses gouverneurs de
» passer des loix d'une grande & urgente
» nécessité, & en a suspendu l'effet
» jusqu'à ce qu'il eût donné son

» consentement ; & après les avoir diffé-
» rées, il a entièrement négligé de les
» confirmer.

» Il a refusé de passer d'autres loix
» avantageuses à plusieurs cantons con-
» sidérables, à moins que leurs habitans
» ne voulussent abandonner leur droit
» de représentation dans le corps lé-
» gislatif, droit inestimable pour eux,
» qui ne peut être redoutable que pour
» des tyrans.

» Il a fait convoquer les assemblées
» dans des lieux inaccoutumés, incom-
» modes, éloignés des dépôts des actes
» publics, dans le seul dessein de fati-
» guer leur constance, pour les plier
» plus aisément à ses volontés.

» Il a dissous plusieurs fois la chambre
» des représentans, parce qu'elle s'op-
» posait avec fermeté à ses entreprises
» sur les droits des peuples.

» Il a refusé long-temps, après les
» avoir ainsi dissoutes, qu'il y eût
» d'autres membres élus ; c'est pourquoi
» les pouvoirs législatifs, étant de
nature

» nature à ne pouvoir être anéantis,
» ſont dès-lors retournés aux peuples,
» comme à leur ſource, pour être
» exercés par eux pleinement; mais dans
» l'intervalle, les états ſont reſtés ex-
» poſés à tous les dangers de l'invaſion
» du dehors, & à tous les malheurs
» qui pouvaient réſulter au dedans du
» défaut de gouvernement.

» Il s'eſt efforcé d'arrêter les progrès
» de la population des états Américains,
» en ſuſcitant des embarras dans l'exé-
» cution des loix pour naturaliſer les
» étrangers, & en refuſant de paſſer
» d'autres règlemens pour faciliter leur
» émigration; en ſurchargeant enfin,
» le prix auquel on avait obtenu juſ-
» qu'alors les nouvelles apropriations
» de terre.

» Il a ſuſpendu le cours de la juſtice,
» en refuſant ſon conſentement aux loix
» qui établiſſaient le pouvoir judiciaire.

» Il a rendu les juges dépendans de
» ſa volonté ſeule, en mettant leurs

» offices ſous ſa main, & ſe rendant
» maître du paiement de leurs gages.

» Il a créé une multitude de nouveaux
» offices, & il a envoyés dans l'Amé-
» rique des eſſaims d'employés, pour
» ſurcharger les peuples, troubler leur
» tranquillité, & dévorer leurs ſub-
» ſiſtances.

» Il a entretenu en temps de paix
» des armées parmi nous, ſans le con-
» ſentement des corps légiſlatifs.

» Il a voulu rendre le pouvoir mili-
» taire indépendant & même ſupérieur
» à la loi civile.

» Il a combiné avec d'autres * les
» moyens de nous ſoumettre à une ju-
» riſdiction étrangère à notre conſti-
» tution, & inconnue à nos loix, en
» donnant ſon conſentement à des actes
» de leur prétendue légiſlation, qui
» ont eu pour objet de loger dans nos
» maiſons, des gens de guerre armés.

---

* Les membres du Parlement.

» De les mettre à couvert par des » formes illusoires, des peines dûes » aux meurtres qu'ils commettraient en » Amérique :

» De détruire notre commerce dans » toutes les parties du monde :

» De nous imposer des taxes sans » notre consentement :

» De nous priver dans plusieurs cas » du privilège naturel d'être jugés par » nos pairs :

» De nous transporter au-delà des » mers, pour y être jugés sur de pré- » tendus délits :

» D'abolir le système des loix An- » glaises, dans une province voisine » (le Canada), en y établissant un » gouvernement arbitraire, & prolon- » geant à son gré les bornes de son » étendue, afin qu'elle pût servir tout » à la fois d'exemple & d'instrument » pour faire passer le même gouverne- » ment arbitraire dans les autres co- » lonies :

» De nous enlever nos chartres, de
» ſupprimer nos meilleures loix, &
» de changer juſques dans ſes baſes
» notre gouvernement :

» De ſuſpendre notre propre légiſla-
» tion, en s'inveſtiſſant lui-même
» du pouvoir de nous donner des loix
» dans tous les cas quelconques.

» Il a lui-même abdiqué le gouver-
» nement des états de l'Amérique, en
» nous déclarant hors de ſa protection,
» & en nous faiſant la guerre.

» Il a ravagé nos côtes, détruit nos
» ports de mer, brûlé nos villes, &
» fait couler le ſang des peuples Amé-
» ricains.

» Maintenant il a fait tranſporter
» de grandes armées d'étrangers mer-
» cénaires, pour conſommer l'ouvrage
» de la tyrannie, de la déſolation &
» de la mort, qu'il avait commencé
» par des recherches de cruauté & de
» perfidie, dont on voit peu d'exemples
» dans les ſiècles de barbarie, & trop

» indignes du chef d'une nation ci-
» vilifée.

» Il a forcé nos compatriotes pris en
» pleine mer, à porter les armes contre
» leur pays, à devenir les bourreaux
» de leurs frères, & de leurs amis,
» ou à recevoir d'eux la mort.

» Il a excité parmi nous des divifions
» & des foulèvemens domeftiques : il
» s'eft efforcé de faire foulever contre
» nous les peuples de nos frontières,
» impitoyables Sauvages, qui ne font
» la guerre qu'en maffacrant indiftincte-
» ment les perfonnes de tout âge, de
» tout fexe & de toute condition, qui
» fe trouvent expofées à leur fureur.

» A chacun de ces degrés d'oppreffion,
» nous lui avons adreffé des remon-
» trances dans les termes les plus mo-
» dérés : nos demandes réitérées n'ont
» reçu d'autre réponfe que de nouveaux
» outrages.

» Un Roi dont le caractère n'eft
» marqué que par des actes de tyrannie,

» ne doit pas gouverner un peuple
» libre.

» Quant à nos frères de la Grande-
» Bretagne, nous les avons avertis
» sans cesse des entreprises injustes de
» leur parlement, pour étendre sur nous
» une jurisdiction illimitée.

» Nous leur avons rappellé les cir-
» constances de nos émigrations & de
» notre établissement en Amérique.

» Nous en avons appellé à leur jus-
» tice, à leur magnanimité, les con-
» jurant, au nom de l'amitié sincère
» & de la tendre fraternité, de désa-
» vouer des usurpations qui devaient
» détruire entre eux & nous toute union
» & toute correspondance : ils se sont
» aussi montrés sourds à la voix de la
» nature & de l'équité ; c'est ce qui
» nous force de céder à la nécessité qui
» met une séparation entre eux & nous,
» de les regarder désormais comme le
» reste des hommes, nos ennemis en
» guerre & amis dans la paix.

» A CES CAUSES, nous, les repré-
» ſentans des États-unis de l'Amérique,
» aſſemblés en congrès général, invo-
» quant le Juge ſuprême de l'univers,
» en témoignage de la droiture de nos
» intentions, publions au nom & par
» l'autorité du bon peuple de ces États,
» & déclarons ſolemnellement qu'ils ſont
» & doivent être de droit, États libres
» & indépendans; que leurs habitans
» ſont & demeurent abſous du ferment
» de fidélité à la couronne Britannique,
» & que tout lien politique entr'eux &
» la Grande-Bretagne, eſt & doit être
» rompu; qu'ils ſont en droit de faire
» ou la guerre ou la paix, contracter
» des alliances, établir un commerce,
» & faire tels & tous autres actes &
» traités que des États indépendans peu-
» vent faire de droit.

» Et pour ſoutenir cette déclaration,
» nous mettons notre confiance dans la
» protection divine, & nous engageons
» les uns envers les autres, nos fortunes,

» nos vies & ce que nous avons de plus
» cher & de plus ſacré, l'honneur *.

» Signé par ordre & au nom du
» Congrès, JOHN HANCOCK, *préſident*,
» CHARLES THOMPSON, *ſecrétaire* ».

On pouvait craindre que les puiſſances Européennes, jalouſes de leur autorité, ne vouluſſent pas reconnaître celle de cette nouvelle république. Cependant le congrès général, étant autoriſé par les aſſemblées des provinces, à contracter des alliances avec les puiſſances étrangères, nomma dès-lors Silas Déane, l'un des délégués de la colonie de Connecticut, ſon délégué à la cour de France, & Artur Lée, à la cour de Madrid.

Il était ſans doute un jour marqué dans les deſtins du monde, où les rapports qui enchaînaient à l'Angleterre la

---

* Les principes les plus hardis de cette déclaration, paraiſſent tirés du Mémoire du docteur Price, & de la brochure de Samuel Adams, intitulée : *Sens commun*.

vaſte étendue de l'Amérique ſeptentrionale, devaient s'anéantir; & les philoſophes ſoutenaient que ce grand jour était venu. Il avait été prédit dans les *factums* Américains, & dans les diſcours de quelques membres du parlement. Les états de l'Amérique devaient figurer à leur tour dans l'univers, à proportion de leur force & de leur étendue.

Cette déclaration eſt reçue avec acclamation dans toutes les provinces, & l'on y travaille à former de nouvelles loix.

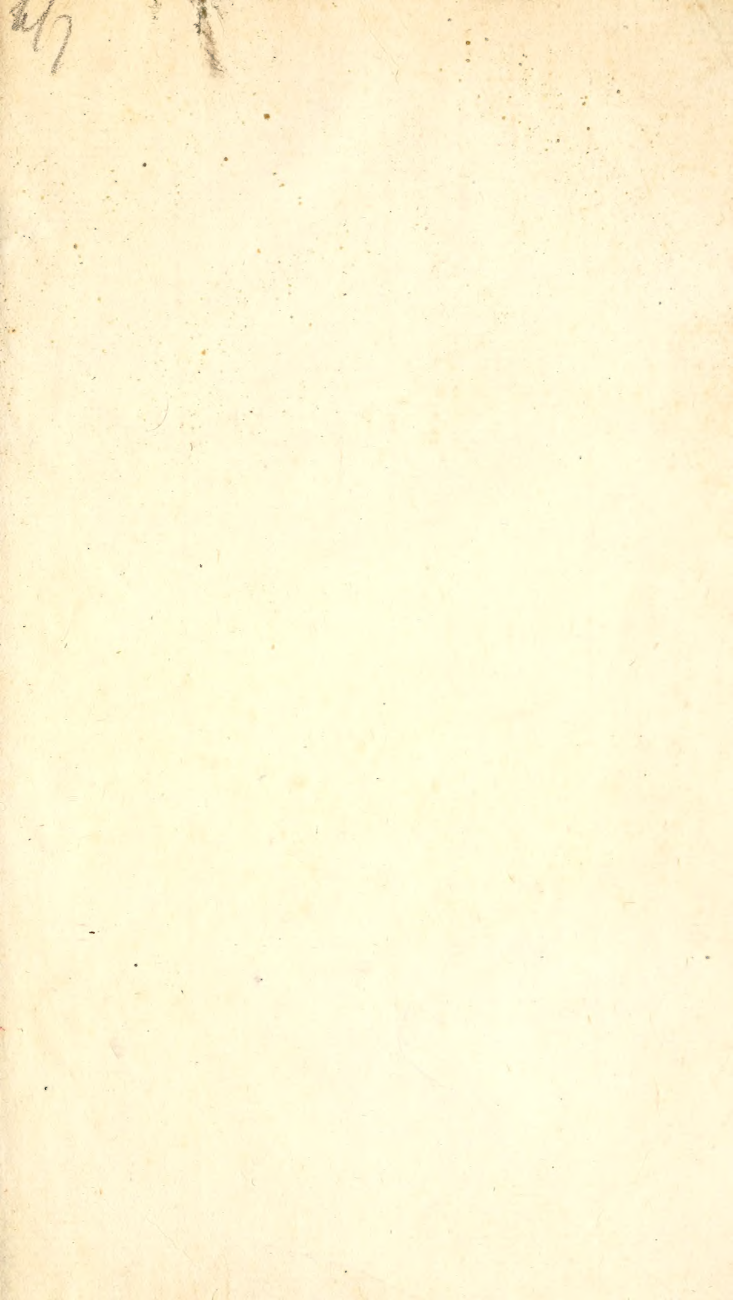
LA province de Virginie avait la première donné des inſtructions à ſes délégués au congrès, pour déclarer l'indépendance. Cette déclaration fut proclamée dans toute les parties du continent, au milieu des tranſports d'allégreſſe. La Nouvelle-Yorck, qui, dans ce moment même, était menacée d'invaſion, fut celle où l'on montra le plus grand enthouſiaſme pour la liberté. Washington s'y était rendu, & ſon armée était forte de vingt-huit mille hommes. L'acte d'indépendance fut lu

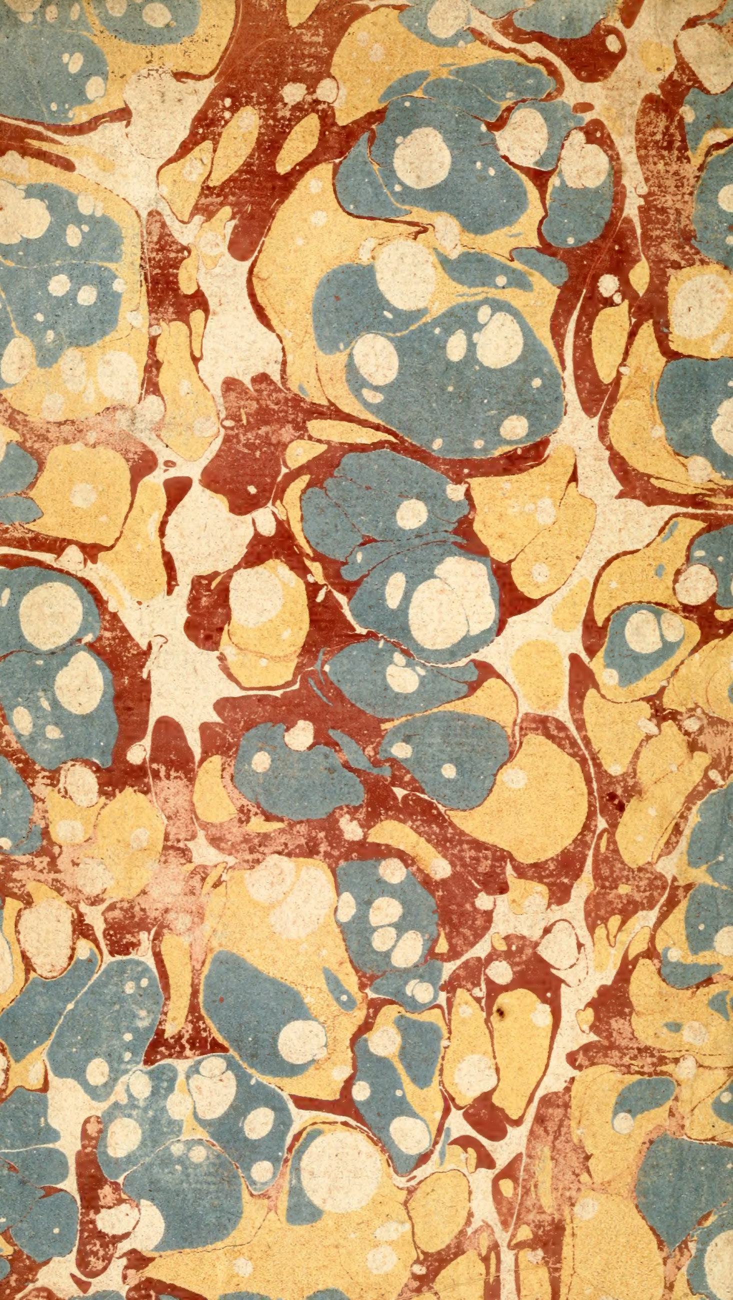
le 10 juillet, dans la ville de New-Yorck, à la tête de chaque brigade : il excita les plus vives acclamations. Dans le premier moment d'ivreſſe, le peuple courut en foule à la place publique, fit retentir juſqu'au ciel les cris de la liberté, environna la ſtatue équeſtre du Roi Georges, qui avait été érigée en 1770, la renverſa, briſa le piédeſtal, & le métal dont elle était formée, fut employé à des inſtrumens de mort. On ordonna qu'il en ferait fait des balles, qui furent diſtribuées aux troupes continentales. Les habitans du Nouveau-Jerſey, montrèrent le même zèle, & les réjouiſſances durèrent pluſieurs jours dans les deux Carolines.

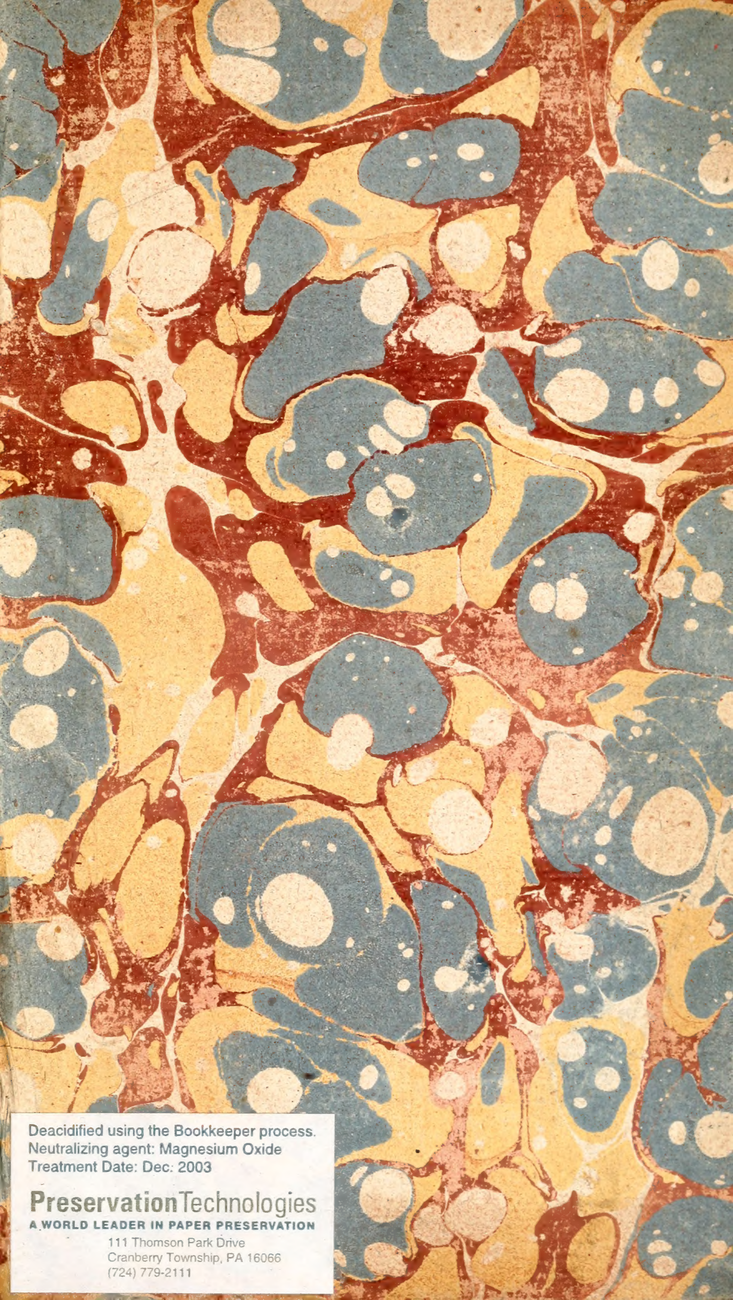
On a vu déjà que les habitans de la Caroline méridionale, accuſant de lenteur le congrès général, avaient dévancé, dans leurs délibérations, la déclaration d'indépendance, & s'étaient donnés des loix. Toutes les provinces, à leur exemple, ſe hâ-

tèrent de former des comités ou conventions, à l'effet de régler la forme particulière de leur gouvernement, conformément à l'idée que l'on se faisait du droit public & de la liberté. Ces conventions étaient composées des citoyens les plus éclairés, & l'on ne pouvait attendre d'eux que des règlemens capables d'assurer à jamais l'indépendance & la prospérité de l'Amérique. Ils s'assemblèrent régulièrement dans les provinces respectives; leur travail s'avançait rapidement. On ne négligeait rien pour consolider la liberté publique, & écarter l'effet des projets & des négociations artificieuses de la cour d'Angleterre. Ces momens n'étaient pas favorables à la promulgation des pleins pouvoirs des frères Howe, & des promesses ou des menaces du monarque Britannique.

FIN du VI.e Livre, & du Tome I.er






Deacidified using the Bookkeeper process.
Neutralizing agent: Magnesium Oxide
Treatment Date: Dec. 2003
PreservationTechnologies
A WORLD LEADER IN PAPER PRESERVATION
111 Thomson Park Drive
Cranberry Township, PA 16066
(724) 779-2111

